

THE HISTORY OF THE

CHAPTER I

SECTION I

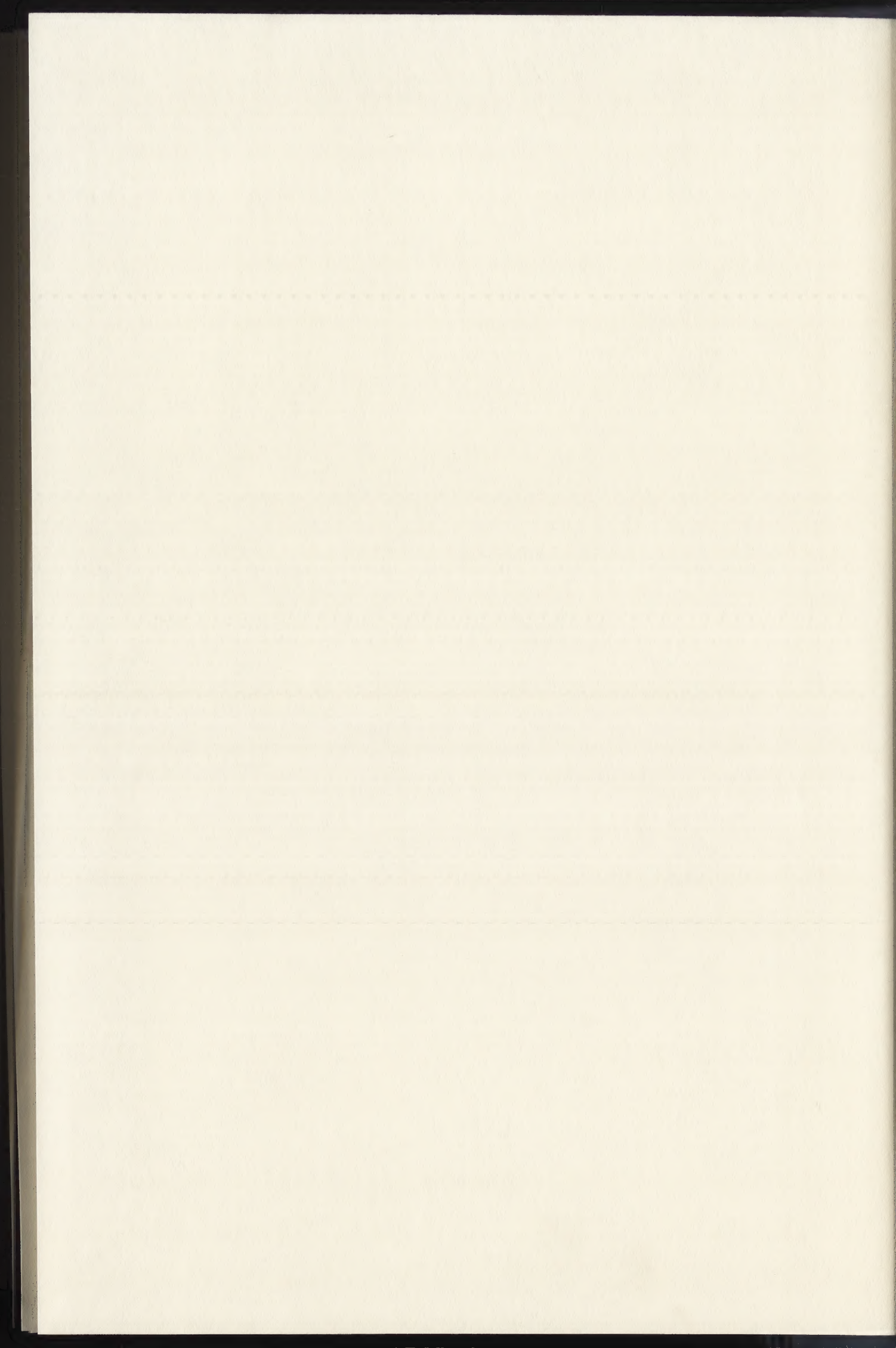
ARTICLE I

ARTICLE II

ARTICLE III

ARTICLE IV

ARTICLE V



Commission des Communautés européennes

GUIDE DE L'ARTISTE PLASTICIEN

DEUXIEME EDITION REVISEE

Sous la direction de
Raymonde MOULIN
Directeur de Recherche
Centre National de la Recherche
Scientifique
Paris

N
58
G94
1986

Document

Le présent document a été établi pour l'usage interne des services de la Commission. Il est mis à la disposition du public, mais il ne peut être considéré comme constituant une prise de position officielle de la Commission.

INTRODUCTION

La publication du Guide de l'artiste plasticien relève de l'action communautaire dans le secteur culturel dont la finalité sociale est hautement proclamée (1). Cette action vise en premier lieu le relèvement du niveau de vie des travailleurs culturels, et, parmi eux, des artistes plasticiens. Nul n'ignore en effet, et en aucun pays, l'insécurité de la vie d'artiste, l'extrême irrégularité comme l'extrême inégalité des revenus. Au moins par analogie avec les autres "travailleurs culturels", on peut évoquer le "chômage aigu" et le "sous emploi chronique" des artistes plasticiens - mais en sachant que la définition légale de ces notions ne va pas de soi dès lors que, comme le faisait remarquer Alfred de Vigny, le poète "a besoin de ne rien faire, pour faire quelque chose en son art" (2).

Avant que ne puissent être proposées des mesures à prendre au niveau de la Communauté, il a semblé utile d'informer les artistes des mesures prises à leurs égards, et éventuel-

- (1) Voir "L'action communautaire dans le secteur culturel" communication de la Commission au Conseil des ministres du 22 novembre 1977, Bulletin des Communautés européennes, supplément 6/77. Elle a été approuvée par le Comité économique et social (20.12.1978) et le Parlement européen (18.1.1979).
- (2) Alfred de Vigny, "Dernière nuit de travail, du 29 au 30 juin 1834", préface à Chatterton, en italique dans le texte.

lement en leur faveur, dans le pays où ils travaillent, comme aussi dans ceux où ils pourraient être amenés à travailler. La nécessité d'informer les artistes est apparue comme impérative à l'occasion d'un colloque organisé à Bruxelles (14, 15 et 16 février 1978), à l'Atelier Sainte-Anne (1).

La responsabilité de l'élaboration du Guide m'a été confiée à la suite de l'étude sur les aides publiques à la création artistique que j'avais réalisée pour le Conseil de l'Europe en 1976 (2). Les auteurs des neuf enquêtes nationales qui constituent le présent Guide de l'artiste plasticien sont, à l'exception du Dr Jur. Bernd Schulte (3), des chercheurs français auxquels me lient des habitudes déjà longues de travail en commun (4). Chaque étude a donné lieu à une enquête approfondie et nous tenons à exprimer notre très vive gratitude à tous ceux qui, dans chaque pays, nous ont apporté une aide immense, aussi indispensable que généreuse. Les informations recueillies ont été organisées de manière qu'elles soient sinon comparables terme à terme - ce que l'organisation artistique propre à chaque pays rend impossible -, du moins aisément confrontables.

-
- (1) Voir "Les actes du colloque international sur le statut social de l'artiste plasticien au sein de la Communauté économique européenne", Les Cahiers de l'Atelier (n°20, rue Sainte-Anne, 1000 Bruxelles).
 - (2) Raymonde Moulin, "Les aides publiques à la création dans les arts plastiques", Conseil de l'Europe, document de synthèse élaboré en vue de la conférence d'Oslo de Juin 1976 à partir d'une série d'enquête menées dans plusieurs pays par le Service des études et de la recherche du ministère français des affaires culturelles.
 - (3) Institut Max Planck, Munich.
 - (4) Centre de Sociologie des Arts, laboratoire de l'Ecole des hautes Etudes en Sciences sociales, associé au Centre national de la Recherche scientifique, Paris.

Ce guide est purement descriptif. Il se veut un inventaire non exhaustif assurément, des mesures concernant les artistes plasticiens. Nous sommes les premiers à savoir que ce Guide ne peut pas ne pas comporter des lacunes, voire des erreurs, et nous avons d'autre ambition que d'avoir tracé une première esquisse . C'est dire que nous formulons un ardent appel à nos lecteurs pour qu'ils veuillent bien nous apporter les compléments et corrections qui s'imposent. D'avance nous les remercions.

Il va de soi que cet inventaire n'a aucune prétention scientifique. S'il n'est de progrès de la connaissance que dans le dévoilement du caché, il convient que le lecteur sache d'entrée de jeu que rien n'est ici dévoilé, pas même (ou si peu) les décalages fréquents entre le droit et le fait. Aucun des problèmes historiques, démographiques, juridiques sociologiques, psychologiques que pose l'étude de la population des artistes, du statut (ou "status") et de la profession d'artiste, du mécénat (ancien ou nouveau), des bureaucraties culturelles n'a été abordé. Tel n'était pas et ne voulait pas être, l'objet de la commande

Le projet sous-jacent à la commande était bien plutôt un projet d'action par l'information. Certes, ce Guide ne comporte ni évaluation, ni suggestion ; il n'est ni palmarès, ni programme. Cependant, en offrant des éléments de comparaison et des exemples de mesures et d'expériences novatrices, il doit contribuer à l'amélioration concrète de la situation sociale de l'artiste.

Raymonde Moulin

N.B. Cette introduction à la première édition du Guide de l'Artiste Plasticien se doit aujourd'hui d'être complétée par les remerciements que nous tenons à adresser à ceux de nos lecteurs qui, par leurs corrections, conseils et suggestions nous ont grandement aidés.



LISTE DES AUTEURS

Belgique	Sophie Deswarte (CNRS, France) *
	Raymonde Moulin (CNRS, France) **
Danemark	Pascaline Costa (CNRS, France) *
	Pascaline Costa (CNRS, France) **
République Fédérale d'Allemagne	Dr Jur. Bernd Schulte (Max-Planck- Institut, R.F.A.) *
	Isabelle de Lajarte (EHESS, France) **
France	Raymonde Moulin (CNRS, France) *
	Raymonde Moulin (CNRS, France) **
Grèce	Isabelle de Lajarte (EHESS, France)
Irlande	Dominique Pasquier (CNRS, France) *
	Isabelle de Lajarte (EHESS, France) **
Italie	Pierre-Michel Menger (CNRS, France) *
	Pascaline Costa (CNRS, France) **
Luxembourg	Sophie Deswarte (CNRS, France) *
	Isabelle de Lajarte (EHESS, France) **
Pays-Bas	Pascaline Costa (CNRS, France) *
	Raymonde Moulin (CNRS, France) **
Royaume-Uni	Dominique Pasquier (CNRS, France) *
	Paul Overy et Theresa Ann Gronberg **

* 1ère édition
** 2ème édition

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique
EHESS: Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

La traduction des documents irlandais a été effectuée par
Isabelle de Lajarte et Nicole Dumont.
La traduction des documents anglais a été effectuée par
Nicole Dumont.



STRUCTURE DES CHAPITRES

1. Organisation de la vie artistique

- Mécénat public
- Mécénat privé
- Marché de l'art

2. Associations d'artistes

3. Aspects juridiques

- Droits sociaux
- Droits moraux et patrimoniaux
- Fiscalité

4. Aspects économiques

- Bourses et subventions
- Achats et commandes de l'Etat et des collectivités publiques
- Rémunération du prêt des oeuvres
- Rémunération des services artistiques
- Ateliers

5. Diffusion artistique

- Musées, festivals, expositions nationales et internationales
- Nouvelles institutions de diffusion : Centres d'Art, Centres Culturels polyvalents
- Fondations et Centres d'Art privés
- Galeries et foires d'Art Contemporain

Adresses utiles



SOMMAIRE

Belgique.....	13
Danemark.....	43
République Fédérale d'Allemagne.....	85
France.....	133
Grèce.....	169
Irlande.....	195
Italie.....	213
Luxembourg.....	243
Pays-Bas.....	261
Royaume-Uni.....	299



BELGIQUE



1. ORGANISATION DE LA VIE ARTISTIQUE

1.1. Le mécénat public

1.1.1. L'administration de la culture

Depuis 1983, les structures institutionnelles de la Belgique ont été considérablement modifiées. La Belgique est désormais organisée selon des structures de type fédéral : trois communautés (française - réunissant Wallons et les 90 % de francophones bruxellois - germanophone et flamande) et trois régions (Wallonie - Bruxelles - Flandre).

On distingue ainsi en Belgique les pouvoirs de l'Etat, les pouvoirs communautaires (Communauté flamande et Communauté française) et les pouvoirs régionaux (région flamande, région wallonne, région bruxelloise). Dépendent de l'Etat les ministères nationaux (comme les Finances, les Affaires Etrangères, etc.) et les institutions nationales. Les problèmes concernant l'art et la culture relèvent des communautés flamande d'une part et wallonne d'autre part, la ville de Bruxelles étant bi-communautaire. Les musées royaux, en tant qu'institutions nationales relèvent de l'Etat.

Pour la Communauté flamande et la région flamande, il n'existe qu'un seul exécutif et les "arts plastiques" constituent un service de l'administration "Art et Tourisme". La Communauté française Wallonie-Bruxelles est compé-

tente pour les matières culturelles de même que pour la coopération internationale en ces matières.

Le budget que la Communauté flamande a consacré aux arts plastiques (y compris les musées) s'est élevé en 1985 à 226,1 millions F.B. Sur cette somme, 65,8 millions F.B. ont été consacrés aux acquisitions d'oeuvres d'art. La Communauté française dispose, pour le soutien aux arts plastiques, les musées et les acquisitions d'oeuvres d'art de 146 millions F.B. et de 78 millions F.B. pour le patrimoine.

A Bruxelles, deux institutions publiques ont une mission socio-culturelle concernant les 19 communes de l'agglomération : La Commission française et la Commission néerlandaise de la culture pour l'agglomération de Bruxelles. Elles ont pour mission, aux termes de la loi du 26 juillet 1971 "de prendre et d'encourager les initiatives culturelles, (...) promouvoir la vocation nationale et internationale de l'agglomération". Les Commissions de la culture ne pratiquent pas de politique d'achat, mais accordent des subventions à des initiatives publiques ou privées (et particulièrement aux institutions communales). Le budget de la Commission néerlandaise s'élève, pour l'ensemble des arts à 200 millions F.B. dont 7 millions environ pour les arts plastiques (y inclus les frais de personnel). Le budget de la Commission française s'élève à 180 millions F.B.

Chacune des neuf provinces belges dispose d'un fonds culturel.

Au niveau communal, la culture fait partie des attributions de l'échevin (adjoint au maire) qui décide de la politique d'achat des oeuvres et de subventions aux artistes de la commune.

1.1.2. La diffusion culturelle publique

On distingue, en Belgique, trois catégories de musées :

les musées de l'Etat, les musées de province et les musées communaux.

Seuls les musées royaux des beaux-arts d'Anvers et de Bruxelles sont des musées nationaux entièrement financés par l'Etat. Les autres musées sont gérés par la province ou la commune avec, éventuellement, une subvention de l'Etat. En ce qui concerne les musées d'art contemporain, voir 5.1.1.

Les maisons de la culture et centres culturels dépendent des autorités locales ou provinciales et reçoivent de l'Etat une subvention de fonctionnement dont le montant est variable. Ils peuvent recevoir des aides ponctuelles, à l'occasion d'une exposition ou d'un projet artistique particulier.

Bruxelles possède 19 centres culturels, un par commune. Dans la partie flamande du pays, on compte 28 centres culturels communaux, dont ceux d'Hasselt, Turnhout, Dilbeek, Waregem, Mechelen, Knokke, Ostende se prêtent régulièrement à des expositions. Côté wallon, les maisons de la culture de Namur, Tournai, Mons sont des lieux de diffusion importants.

Le Centre culturel international d'Anvers (Internationaal Cultureel Centrum, ICC) a un statut particulier et dépend du ministère de la communauté flamande (voir 5.1.2).

A Bruxelles, l'Institut supérieur pour l'étude du langage plastique (ISELP) bénéficie de subventions conjointes de l'Etat, de la Commission française pour la culture et de la ville qui fournit les locaux (voir 5.1.2).

Enfin, il faut citer, en matière de diffusion artistique publique, les récentes initiatives prises par certaines universités (voir 5.1.3).

1.2. Le mécénat privé

La loi fiscale du 1er août 1985 (Le Moniteur du 6 août)

prévoit que les libéralités (dons et legs) faites aux musées de l'Etat et, sous condition d'affectation à leurs musées, les libéralités faites aux Communautés, aux provinces, à l'agglomération bruxelloise, aux communes, peuvent être effectuées soit en espèces, soit sous la forme d'oeuvres d'art qui sont reconnues par le Ministère des Finances comme ayant une renommée internationale, sur avis conforme de la Commission technique compétente des Musées royaux des Beaux-arts. Le montant déductible des libéralités peut s'élever, au plus, à deux millions F.B. par institution. La déduction est admise après accord du Ministère des Finances, le taux d'exonération est fixé à 5 % de l'ensemble des revenus (sans pouvoir dépasser 10 millions F.B.).

La dation est introduite par la même loi. Tout héritier, légataire ou donataire, peut demander d'acquitter tout ou partie de ses droits de succession au moyen de la dation en paiement d'oeuvres d'art qui sont reconnues par la Commission technique compétente des Musées royaux des Beaux-Arts comme ayant une renommée internationale. Ce mode exceptionnel de paiement est subordonné à l'acceptation par le Ministère des Finances, en avis conforme d'une commission dont le Roi fixe la mission, la compétence, la composition et le fonctionnement et qui, notamment, donne un avis quant à la valeur en argent à prendre en considération.

Il n'existe pas, en Belgique, de fondations à vocation spécifiquement artistique, mais certaines institutions, comme la Fondation belge de la vocation, encouragent des artistes par la remise de prix. A la suite du décès d'artistes ou d'amateurs d'art, de nombreux fonds d'encouragement ont été créés en Belgique et offrent régulièrement des prix (voir 4.1.).

Le mécénat d'entreprise est surtout le fait des sociétés commerciales et des banques. Il est, en certains cas, difficile à dissocier de l'investissement financier ou de la

préoccupation commerciale. La Banque de Paris et des Pays Bas a mené (du temps où Maurice Naessens en était le directeur général) une politique d'acquisition et d'aide à de jeunes artistes. Cette politique ne semble pas avoir été poursuivie. Le Crédit Communal de Belgique a développé une politique d'achat d'oeuvres d'art et possède une collection importante. La Banque Bruxelles-Lambert soutient l'art contemporain international. Nous verrons que des protestations s'élèvent, parmi les marchands, contre la concurrence exercée par les banques qui organisent, dans leurs succursales, des expositions-ventes (voir 1.3.).

1.3. Le marché de l'art

La fiscalité n'est pas très favorable au marché belge. Lorsque l'artiste vend une oeuvre, le montant de la TVA s'élève à 6 % du prix de vente. Lorsque le marchand de tableaux vend une oeuvre, la TVA s'élève à 16 % du prix de vente.

Dans le cas des ventes publiques, le montant des frais s'élève à 15 % du prix de vente pour le vendeur et à 20 % pour l'acheteur (dont 6 % de TVA et de 2 à 6 % de droit de suite).

Les galeries d'art sont nombreuses à Bruxelles (de l'ordre d'une centaine). En Wallonie, elles ne dépassent pas quelques dizaines. En Flandre, elles constituent un réseau serré (près de 300) et on les trouve en dehors des grandes villes. Mais la part de l'art contemporain est, dans cet ensemble, faible.

On compte actuellement 3 associations professionnelles à Bruxelles. L'Association des galeries d'art actuel organise la Foire d'art actuel. Elle est présidée par M. Ivan Lechien, Galerie Cogeieme, 14 rue Vilain XIIII, 1050 Bruxelles. L'Union professionnelle des marchands d'art moderne et contemporain est présidée par M. Isy Brachot, 92

avenue Louise, 1050 Bruxelles. Elle est l'interlocuteur reconnu, dans les négociations, par le gouvernement. L'Union belge du marché d'art (UBEMA) regroupe toutes les professions intéressées par le marché de l'art, experts, libraires, antiquaires, marchands de tableaux anciens, etc. Elle est présidée par M. Jean Pol Corné, bd Machtenslaan, 1080 Bruxelles.

Le marché belge comprend deux grands secteurs d'offre : l'art contemporain de style international et l'art contemporain flamand (avec, en particulier, un nouvel expressionnisme).

Tous nos interlocuteurs nous ont signalé l'importance de la demande, en particulier dans le nord du pays. Bruxelles et Anvers possèdent de très grands collectionneurs, dont les collections sont souvent éclectiques. Plusieurs collectionneurs anversoises ont, comme les collectionneurs rhénans, une collection dans laquelle figurent tous les mouvements artistiques qui se sont succédés dans les trente dernières années.

2. ASSOCIATIONS D'ARTISTES

Les regroupements d'artistes se font le plus souvent sur la base d'un projet commun de création, de diffusion ou d'exposition (voir 5.1) et se concrétisent par la formation d'une association sans but lucratif (ASBL).

Deux organisations professionnelles ont reçu des mandats des artistes pour gérer leurs droits d'auteur (SABAM et ARAPB) et quelques associations se présentent comme des groupes de pression auprès des pouvoirs publics (Front commun et VPK). Il semble que l'activité de ces derniers ait diminué au cours des récentes années.

2.1. Les sociétés de perception des droits d'auteur

Créée en 1922, la Société des auteurs belges (SABAM ; belgische auteurs maatschappig) s'occupe du recouvrement des droits de tous les auteurs. Moyennant une cotisation unique de 750 BFR pour frais de constitution de dossier, la société se charge de percevoir les droits de ses adhérents et de les redistribuer après avoir prélevé une commission de 20 % pour les droits de reproduction et de 7,5 % pour les droits de suite (voir 3.2.).

L'Association royale des artistes professionnels de Belgique (ARAPB) gère les droits d'auteur d'environ 1000 membres (dont les 9/10 environ sont décédés). Contrairement à la SABAM, elle n'a pas de contrat de réciprocité avec des sociétés de perception étrangères.

2.2. Les groupes de pression

Depuis 1976, des plasticiens des deux communautés linguistiques se sont rassemblés dans un Front commun, afin d'obtenir des mesures concrètes touchant l'amélioration de la condition de l'artiste et l'abrogation de certaines "lois iniques". Se défendant de tout corporatisme, le Front commun se définit comme un "groupe d'action", ayant capacité de négociation avec les pouvoirs publics grâce à la très grande notoriété de certains de ses adhérents (environ 500 membres).

Le Vereniging voor plastische Kunstenaars (VPK), qui est né à Anvers en 1973, compte 300 adhérents. Cette association ne propose pas de réformes très précises, mais réclame "l'intégration sociale des arts plastiques et de l'artiste" et souhaite que "le secteur des arts plastiques soit privilégié".

Le Conseil national belge des arts plastiques, divisé en deux parties, française et flamande (belgische nationale

Raad), représente la section "arts plastiques" au sein de la commission nationale belge de l'UNESCO.

3. ASPECTS JURIDIQUES

L'artiste plasticien est assimilé, du point de vue social et fiscal, au travailleur indépendant (le statut social des travailleurs indépendants a été défini par l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967). L'effort des administrateurs culturels vise à faire reconnaître, à propos de chaque point litigieux, l'artiste en tant que tel et ce, en utilisant la réglementation existante, en particulier la législation sur le droit d'auteur (loi de 1886). De ce fait, la tendance est à considérer, dans l'intérêt de l'artiste, toutes les rémunérations (droit de suite, rémunération du prêt d'oeuvre etc.) comme des droits d'auteur. Certains de nos interlocuteurs, opérant une sorte de passage à la limite, tiennent le montant de la vente d'une oeuvre comme un quasi-droit d'auteur.

3.1. Droits sociaux

3.1.1. Le statut d'indépendant et la double cotisation

Les cotisations sociales des indépendants, sont calculées sur les "revenus professionnels semi-nets" (revenus bruts déclarés, moins les charges professionnelles et les pertes dues à l'exercice de l'activité), dont l'assuré a bénéficié au cours de la 3e année civile précédant celle au cours de laquelle les cotisations sont dues. Ces revenus sont réajustés selon l'évolution actuelle des prix. Même s'il n'a pas de revenu, l'indépendant doit payer la cotisation trimestrielle de base.

Depuis 1956, l'affiliation des indépendants au régime d'as-

assurance sociale est obligatoire. Dès lors qu'il est enrôlé à l'office de contrôle de la TVA, l'indépendant a 90 jours pour se mettre en règle. Toutefois, la loi prévoit que "les travailleurs indépendants qui se trouvent dans le besoin (...) peuvent demander dispense totale ou partielle des cotisations dues, en s'adressant à la commission de dispense des cotisations auprès du ministère des classes moyennes" (arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967, article 17). L'assuré a le choix entre plusieurs caisses, d'obédiences idéologiques diverses, et peut s'assurer auprès de la Caisse officielle (Caisse nationale auxiliaire) que gère directement l'organisme de tutelle (Office national d'assurance sociale pour les travailleurs indépendants). Les frais de gestion, à la charge de l'assuré, varient sensiblement selon les caisses.

En cas d'activité salariée distincte de l'activité artistique, le plasticien est soumis à une double cotisation sociale, mais les règles du cumul ont été aménagées en faveur des artistes. Les artistes enseignants peuvent gagner de la vente de leurs oeuvres un montant net de 550.000 F.B. avant de tomber dans le système du cumul.

Dès qu'il vend une oeuvre, l'artiste est soumis à la TVA et, de ce fait, automatiquement signalé au service des travailleurs indépendants.

3.1.2. Maladie et invalidité

Les cotisations sont définies par le régime de protection sociale des indépendants.

3.1.3. Pensions

L'artiste est soumis aux conditions du régime général des indépendants, avec des mesures spéciales concernant les femmes artistes plasticiennes de façon principale qui peuvent, à condition d'être ou d'avoir été mariées, faire assi-

miler leur activité à une activité complémentaire (sous condition que leurs gains artistiques ne dépassent pas 550 000 F.B.). Elles acquittent alors une cotisation moins élevée.

Un arrêté royal du 18 mai 1981 a mis fin, pour les artistes et les hommes de science, à la réglementation draconienne concernant le cumul (loi de Bondt). Les artistes pensionnés peuvent désormais créer, exposer et vendre sans être soumis aux règles du cumul sous trois conditions : signaler à la caisse qui paie leur pension qu'ils continuent ou reprennent leur activité artistique ; ne pas exercer de métier concurrentiel (ouvrir boutique) ; n'avoir pas d'autre occupation supplémentaire leur procurant du bénéfice.

3.2. Droits patrimoniaux

3.2.1. Droit d'auteur

Le recouvrement des droits d'auteur des artistes belges est principalement assuré par la SABAM (voir 2.1). Cette société d'auteurs a passé des contrats de réciprocité avec des sociétés similaires, allemandes et françaises. La société enregistre également les droits de diffusion des oeuvres à la télévision.

3.2.2. Droit de suite

Aux termes de la loi du 25 juin 1921, le droit de suite est accordé aux artistes belges sur celles de leurs oeuvres qui passent en vente publique, ainsi qu'à leurs héritiers, pour une durée de temps égale à la durée légale de la propriété artistique. Le bénéfice de la loi s'applique aux ressortissants de pays qui donnent aux artistes belges des avantages équivalents. Le tarif est fixé comme suit : 2 % de 1000 BFR jusqu'à 10 000 BFR de prix de vente, 3 % de 10 000 BFR jusqu'à 20 000 BFR, 4 % de 20 000 BFR jusqu'à 50 000 BFR et

6 % au-dessus de 50.000 BFR. Le vendeur, l'acheteur et l'organisateur de la vente publique sont solidairement tenus responsables du paiement du droit. Paradoxalement, celui-ci est à la charge de l'acheteur.

La particularité de la loi belge sur le droit de suite tient au fait que ce droit est inaliénable, l'artiste en bénéficiant automatiquement. C'est un percepteur du ministère de la culture qui centralise les sommes versées par les organisateurs des ventes publiques. La loi prévoit la publication biannuelle, dans le Moniteur belge, de la liste des artistes ayant donné procuration à une association pour percevoir en leur nom le droit de suite : "toute somme versée par l'agent compétent au fondé de pouvoir de cette association est valablement payée, aussi longtemps que la révocation de la procuration n'a pas été publiée". La SABAM qui s'est constituée mandataire prélève une commission de 7,5 % du montant du droit. Le droit belge sur le droit de suite, qui exige son versement automatique, ne prévoit aucune sanction, ce qui nuit considérablement à son efficacité.

3.3. Fiscalité

3.3.1. Fiscalité directe

Etant apparenté au statut social des indépendants, l'artiste belge est soumis au même régime d'imposition : sa déclaration annuelle se fait sur la base d'un registre de commerce qui comporte la liste détaillée de ses recettes et de ses dépenses. Des déductions pour frais professionnels sont possibles, mais elles sont à la discrétion du directeur administratif des contributions directes.

3.3.2. Fiscalité indirecte

L'artiste est soumis à la TVA au taux de 6 % sur la vente

d'une oeuvre, fût-ce dans son atelier. L'artiste est obligé de prendre une inscription à la TVA dès qu'il vend une oeuvre, ce qui le fait tomber, comme nous l'avons vu, sous le régime de sécurité sociale des indépendants.

4. ASPECTS ECONOMIQUE

4.1. Bourses, subventions, prix

4.1.1. Bourses et subventions

Les bourses de voyages et d'études sont destinées plutôt à des jeunes artistes ayant terminé leurs études et désirant se perfectionner du point de vue artistique. L'artiste doit déjà avoir fait preuve de ses dons artistiques et de préférence aussi d'une certaine activité artistique (certificats d'études et distinctions obtenus, travaux exécutés, participation à des expositions, dossier de critiques). Il peut aussi mentionner où il désirerait se rendre et dans quel but (plan de voyage succinct). Pour les bourses de voyage, voir aussi 4.1.2.

On entend par subsidés toutes sortes d'assistance. Les bourses de travail et l'assistance sont accordées plus particulièrement aux artistes nécessiteux ; les demandes doivent être accompagnées de pièces justificatives.

Les demandes de bourses et de subventions doivent être adressées au ministère de la Communauté auprès de laquelle l'artiste a marqué son adhésion (par son lieu d'habitation, de travail ou par décision volontaire). Un dossier exposant le travail déjà effectué accompagne la demande d'aide et parfois le ministère organise des dépôts d'oeuvres afin de pouvoir juger sur pièces. La décision appartient en dernier ressort au ministre de la Communauté, mais c'est la Commis-

sion nationale consultative des arts plastiques qui sélectionne les dossiers et fait les propositions. En font partie des responsables de musées, des critiques et des amateurs d'art (au total 6 membres pour chaque commission). La commission s'occupe aussi d'organiser des expositions et d'acquérir des oeuvres d'artistes belges ou étrangers (voir 4.2.).

Le montant des bourses de travail varie entre 50 000 et 100 000 BFR ; celui des subventions est de 20 000 BFR minimum. L'Etat belge subventionne des individus en difficulté, en particulier par l'aide à la première exposition ou en contre-don d'une oeuvre, mais il subventionne aussi des communes, des associations non lucratives, sur la base de projets d'expositions ou de manifestations culturelles. Bourses et subventions sont exemptées d'impôt.

4.1.2. Prix et concours

On retiendra d'abord les prix et bourses octroyés par les Communautés ou avec leur collaboration. Un grand nombre d'entre eux concernent les voyages à l'étranger.

- Le prix de Rome, d'un montant de 90 000 BFR, est alloué par les ministres de la Communauté tous les ans, afin de permettre aux lauréats d'effectuer un ou plusieurs voyages d'études à l'étranger. Une discipline est concernée chaque année (peinture, dessin, gravure ou lithographie ; sculpture ou gravure sur médaille ; architecture). Les concurrents doivent être de nationalité belge, avoir plus de 25 ans et moins de 35.
- Concours Godecharle, concours biennal organisé en vue de la collation des bourses fondées par Napoléon Godecharle (15 mars 1871). Concours ouvert aux artistes de nationalité belge âgés de moins de 28 ans. Pour chacune des disciplines concernées (artistes statutaires : peintres de fi-

gure ou de paysage ; architectes), il est alloué une bourse de voyage à l'étranger, au taux annuel de 40 000 BFR pendant deux ans. Les concurrents doivent présenter trois oeuvres pour le concours de peinture, deux pour celui de sculpture.

- Bourses Koopal attribuées par les ministères de la Communauté, après concours, à de jeunes artistes (plasticiens, écrivains, musiciens, architectes) pour des voyages à l'étranger. Les concurrents doivent être de nationalité belge et avoir moins de 35 ans. Les revenus annuels de la Fondation Koopal sont de l'ordre de 400 000 BFR.
- Bourses Berthe Art (Fondation Berthe Art). Montant 80 000 BFR. Ces bourses sont réservées une année aux peintres et l'année suivante aux sculpteurs, afin de leur permettre d'effectuer un voyage d'études à l'étranger. Conditions d'admission : être de nationalité belge, et avoir moins de 35 ans.
- Séjours à l'île de Comacina. Mise à la disposition des artistes de deux ou trois villas chaque année.
- Séjours à la Cité des arts de Paris. Mise à la disposition des artistes d'un atelier.
- Prix triennal de la gravure. Montant 90 000 BFR. Alloué par les ministres de la Communauté après concours, réservé aux artistes pratiquant l'art de la gravure ou de la bibliographie. Conditions d'admission : être de nationalité belge et avoir moins de 40 ans.
- Prix quinquennal de couronnement de carrière (musiciens, peintres, sculpteurs).

L'académie royale de Belgique (concours et fondations académiques - classes des beaux-arts) distribue un certain nombre de prix :

- Prix Emile Sacré, 50 000 BFR, peinture, sexennal
- Prix Louise Dehem, 30 000 BFR, peinture, biennal
- Prix René Janssens, 30 000 BFR, peinture, triennal

- Prix Constant Montald, 30 000 BFR, peinture, triennal
- Prix Egide Rombaux, 120 000 BFR, sculpture, triennal
- Prix Charles Caty, 40 000 BFR, peinture, triennal
- Prix Victor Tourneur, 25 000 BFR, art de la médaille, quinquennal
- Prix Paul Artor, 100 000 BFR, peinture, biennal

Parmi les autres prix, on citera :

- Prix Clotilde Coppée (100 000 BFR), décerné tous les deux ans, de préférence à des artistes non consacrés, dans le cadre des fêtes artistiques de Tourinnes - La Grosse.
- Concours de peinture René Nemery (50 000 BFR) ouvert à tous les peintres, sans distinction d'âge, de nationalité ou de tendance picturale.
- Prix Europe de Peinture de la Ville d'Ostende (prix de 300 000 BFR, 75 000 BFR et 40 000 BFR). Prix réservé à tous les peintres européens ressortissant des pays membres du Conseil de l'Europe, ainsi qu'aux peintres d'une autre nationalité résidant dans un de ces pays. Jury international.
- Prix de la Jeune Peinture belge - Fondation R. Lust. L'association "La Jeune Peinture belge - fondateur R. Lust" a été constituée en 1950. Ce prix, annuel, connaît un vif succès auprès des jeunes artistes belges plus par sa notoriété que par le montant alloué (30 000 BFR). Il est ouvert aux artistes belges et aux artistes étrangers résidant en Belgique, de moins de 40 ans.
- Prix de la Jeune Sculpture belge. Constitué également en 1950, mais réservé à des sculpteurs belges (ou assimilés), résidant en Belgique, âgés de moins de 40 ans. A lieu tous les trois ans.
- Fondation belge de la vocation. Plusieurs dons de 50 000 BFR, 100 000 BFR et plus. Toutes les disciplines, et non seulement les beaux-arts, sont concernées. Les candidats

doivent avoir 18 ans au moins et 30 au plus.

- Prix Louis Schmidt à Etterbeck. Prix national d'environ 50 000 BFR, octroyé alternativement une année à la peinture et l'année suivante à la sculpture.
- Prix Alphonse Muller à Etterbeck. Concours sans limite d'âge, réservé à des artistes brabançons pratiquant les métiers d'art. Montant : 15 000 BFR.
- Prix "Sculpture" de Bruxelles s'adressant aux artistes francophones de moins de 45 ans.

4.2. Acquisitions et commandes publiques

4.2.1. Achats

Dans chaque ministère, la Commission nationale consultative des arts plastiques s'occupe de l'acquisition d'oeuvres d'art pour les collections de l'Etat. Ces oeuvres sont destinées à la décoration des bâtiments publics et peuvent être mises en dépôt dans des musées provinciaux et municipaux, dans les bâtiments de communes dont les possibilités d'acquisition sont limitées. La sélection des candidats obéit aux mêmes principes que pour les subventions : dossier, dépôt d'oeuvres, visites d'atelier. Ces achats publics sont exposés tous les 3 ans au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles (voir 5.1.2.), avant de faire le tour de la Flandre et de la Wallonie.

Les musées belges comportant une section d'art contemporain (voir 5.1.1) ont une politique d'achat indépendante du ministère. Environ 40 % de leurs subventions sont employés à l'acquisition d'oeuvres d'art, l'Etat pouvant accorder une aide particulière à l'occasion d'achats d'importance. Le Musée royal des Beaux-Arts de Bruxelles reçoit une subvention de 7 millions par an pour ses acquisitions nouvelles, somme incluant les achats d'oeuvres anciennes ; la

part du musée d'art moderne est de 3,5 millions (dont 500 000 FB pour la bibliothèque et 3 millions pour l'art moderne). S'y ajoute 1,5 million pour l'acquisition annuelle d'une pièce très importante.

4.2.2. Commandes d'oeuvres intégrées aux bâtiments publics

Par le décret du 10 mai 1984, la Communauté française a prévu l'intégration d'oeuvres d'art dans les bâtiments publics. Ce décret vise les personnes de droit public ou les personnes morales de droit privé qui construisent ou aménagent des bâtiments pour lesquels ils ont obtenu des subventions de la Communauté française.

Le montant affecté aux oeuvres d'art se situe entre 1 % et 0,25 % : 1 % du coût des travaux pour la tranche inférieure ou égale à 10 millions FB ; 0,75 % de 10 à 50 millions ; 0,50 % de 50 à 100 millions ; 0,25 % pour la partie supérieure à 100 millions.

Lorsque la Communauté accorde une subvention, le montant affecté aux oeuvres d'art se situe entre 2 % et 0,5 % : 2 % du coût des travaux par la tranche inférieure ou égale à 10 millions FB ; 1,5 % de 10 à 50 millions ; 1 % de 50 à 100 millions ; 0,5 % pour la partie supérieure à 100 M.

Le ministère des travaux publics consacre une petite part de son budget à des réalisations artistiques. Une commission de consultation en matière d'art et de métiers d'art a été créée au ministère. Elle se compose de 7 personnes choisies par le ministre des travaux publics pour leurs connaissances artistiques, de 6 autres membres désignés parmi les artistes (un par discipline : sculpture, peinture, vitrail, céramique, dinanderie et tapisserie), de fonctionnaires des ministères de la Communauté et des travaux publics. Tous ces membres sont nommés pour une durée de 4 ans, à l'exception des artistes, désignés pour 2 ans.

La Société des transports interurbains a dépensé 40 millions de BFR pour la décoration du métro.

4.2.3. Autres commandes

Le service des expositions du ministère des affaires économiques a, dans son budget, un poste qui lui permet de commander des oeuvres d'art et en particulier des tapisseries.

4.3. Rémunération du prêt d'oeuvres : le Kunst in Huis

Le Kunst in Huis (l'Art à la maison) est une association sans but lucratif (ASBL) subventionnée par le ministère de la Communauté flamande. Le fonds artistique est constitué par environ 3 000 oeuvres d'environ 350 artistes. Le choix est effectué par la Commission des arts plastiques à laquelle s'ajoutent les cinq délégués des centres culturels assurant le prêt : à Dilbeek, le Cultureel Centrum ; à Turnhout, le Cultureel Centrum De Warande ; à Hasselt, le Cultureel Centrum ; à Waregem, le Cultureel Centrum ; à Knokke-Heist, le Cultureel Centrum.

L'artiste touche 10 % du montant du prix de l'oeuvre avec un maximum de 1 500 BFR par an. Les sommes ainsi touchées sont assimilées aux droits d'auteurs. Si l'oeuvre est vendue, les sommes préalablement perçues par l'artiste sont déduites du prix qu'il touche pour la vente. Les sommes touchées par les artistes au titre du prêt de sont élevées à 3,7 millions FB en 1984. Le montant des acquisitions a atteint 2 millions FB en 1985.

4.4. Ateliers

Il n'y a pas de politique d'ateliers véritablement opérante en Belgique. Très peu d'initiatives ont été prises par les pouvoirs centraux pour construire des lieux de travail destinés aux artistes, bien que des propositions aient été

faites en ce sens lors de programmes de rénovation urbaine. Il arrive que l'Etat accorde sa garantie à des institutions financières qui aident un artiste à acheter ou à construire son atelier. Si des initiatives ont été prises en matière d'atelier, ce n'est qu'au niveau local et, le plus souvent, elles sont le fait des artistes eux-mêmes.

5. DIFFUSION ARTISTIQUE

5.1. Les lieux d'exposition

5.1.1. Les musées

Le Musée royal d'art moderne de Bruxelles, a été inauguré en 1984. Il comprend d'importantes collections d'art moderne et contemporain (belge et international).

De nombreux musées des Beaux-Arts ou d'art moderne possèdent également des collections d'art contemporain et présentent des oeuvres de l'avant-garde internationale (Musée des Beaux-Arts d'Ostende, Musée provincial d'art moderne de la Flandre occidentale à Ostende, Musée d'art moderne de Liège, etc.).

Parmi les musées spécifiquement consacrés à l'art contemporain, on mentionnera le Musée d'art contemporain de Gand situé dans le même bâtiment que le Musée des Beaux-Arts, mais autonomisé depuis 1975. Les collections couvrent toutes les tendances de l'art actuel, de 1945 à aujourd'hui. Le Musée d'art contemporain d'Anvers devrait être inauguré en 1986, avec une importante collection de l'art international des années 70 et 80.

On rappellera ici également le Musée de sculpture en plein air du Parc de Middelheim à Anvers, le Musée de plein air Sart Tilman à Liège, le Musée de Louvain, intégré à l'Uni-

versité de Louvain-la-Neuve, qui accueille des expositions d'art contemporain.

Dans l'agglomération bruxelloise, le Musée d'Ixelles a développé une politique d'achat et d'exposition d'art contemporain.

5.1.2. Les institutions d'action culturelle

Les Palais des Beaux-Arts de Bruxelles et de Charleroi sont des institutions privées, largement subventionnées par l'Etat depuis quelques quinze ans.

Le Palais des Beaux-arts de Bruxelles (architecte Horta) a été inauguré en 1928. Les activités du groupe Palais des Beaux-Arts couvrent l'ensemble des disciplines culturelles. Ce sont les activités d'une grande maison de la culture d'importance nationale et internationale : près de 4 000 manifestations par an, à Bruxelles et en Belgique ; environ 1 200 500 entrées dont 700 000 au Palais des Beaux-Arts ; plus de 240 personnes au service du groupe. La Société des expositions organise les expositions. Ce sont des expositions internationales de prestige qui font une large place à l'art international. Les salles du Palais des Beaux-arts de Bruxelles sont louées tous les deux à trois ans pour y exposer les acquisitions de l'Etat. S'y délivrent également le Prix de la Jeune Peinture et celui de la Jeune Sculpture. Les salles du Palais de Bruxelles sont ouvertes également à des artistes "un peu confirmés". La sélection sera le fait d'un comité de onze personnes (professeurs, artistes, animateurs d'un lieu d'exposition capable de prendre le relais). Ces expositions - appelées Tremplin ou Start - organisées autour d'un thème, ou en fonction de l'exposition principale du Palais des Beaux-Arts.

Les expositions organisées dans le Palais des Beaux-Arts ne le sont pas gratuitement. Les salles sont louées. Des ventes peuvent être effectuées, comme en France dans les Salons.

Au Palais des Beaux-Arts de Charleroi, le prix de l'accrochage est de 16 000 BFR ; les frais de catalogue et de publicité sont à la charge de l'exposant qui verse 15 % en cas de vente.

Le Palais des Beaux-Arts de Charleroi a, depuis 1957, présenté des expositions d'art contemporain d'importance internationale et a accordé beaucoup d'importance aux travaux d'avant-garde.

L'International Cultureel Centrum (Centre culturel international) à Antwerpen (Anvers) a été créé en 1970. Il a un statut particulier : c'est un organisme de la Communauté néerlandaise).

A Bruxelles, l'Institut supérieur pour l'étude du langage plastique (ISELP) organise des séminaires de recherche, des cours d'initiation et d'approfondissement des arts plastiques, ainsi que des expositions généralement orientées vers l'avant-garde. Des plasticiens participent au programme d'enseignement et aux activités d'animation de l'institut.

A Bruxelles également, le Centre des arts contemporains, Maison des artistes est ouvert depuis 1983. Ce centre de promotion et de diffusion de l'art contemporain de la Communauté française de Belgique est un lieu de rencontre pour les artistes. Ce centre reçoit de la Communauté française une subvention de 3 millions FB par an. Des expositions (de groupe ou thématiques) sont organisées. Le Centre des arts contemporains dispose d'un centre de documentation et d'une "boutique juridique" au service des artistes. Son activité est intense.

Le "Botanique" est un centre d'exposition créé à Bruxelles en 1984 pour soutenir les artistes de langue française. Le Centre est ouvert à des artistes étrangers.

Le Centre d'action culturelle de la Communauté d'expression française (CACEF) à Namur s'occupe de diffuser les oeuvres

de jeunes artistes dans toutes les provinces francophones. Ces expositions, connues sous le terme "Musée de poche", sont organisées dans des lieux d'exposition réputés, comme les Palais des Beaux-Arts de Bruxelles et de Charleroi, le musée Saint-Georges de Liège, le château de Peruwelz.

Certaines Maisons de la culture ou Centres culturels, particulièrement du côté flamand, se prêtent régulièrement à des expositions d'art plastique. L'accrochage y est gratuit, sans prélèvement de pourcentage en cas de vente. Ainsi les communes flamandes de Hasselt, Dilbeek, Waregem, Knokke, Ostende ... exposent régulièrement de jeunes artistes, comme celles de Mons, Tournai, Namur, du côté français. La commune de Namur a, en outre, ouvert une galerie communale, la galerie Detour.

5.1.3. Les Universités

Il faut citer, car elles sont rares en Europe, les initiatives prises par certaines universités.

Avec la collaboration du ministère de la Communauté, l'Université liégeoise de Sart-Tilman a réalisé sur son campus un musée de plein air, à la conception duquel les sculpteurs et des architectes ont participé.

L'Université de Louvain-la-Neuve a créé un musée universitaire sur le nouveau campus d'Ottignies. Les collections ne comportent pas d'oeuvres contemporaines, mais des expositions y sont présentées.

5.1.4. Les galeries d'art

Nous renvoyons ici à l'étude du marché (1.3.). Nous ne saurions cependant trop insister sur le nombre des galeries et leur taux de fréquentation élevé, particulièrement en Flandre.

Nous rappelons également les expositions organisées dans

les agences des banques.

5.1.5. Les associations d'artistes et la diffusion artistique

Souvent, ce sont les artistes eux-mêmes qui prennent l'initiative de créer un lieu d'exposition à formule non lucrative. L'ASBL est souvent subventionnée pour son fonctionnement et les manifestations qu'elle organise. A Bruxelles, des membres de l'Ecole d'art de l'Erg ont ouvert une galerie d'art, avec le concours d'une banque privée. A Liège, le groupe l'A, qui reçoit une subvention de 150 000 BFR par an, organise ses propres expositions dans un local ouvert à toutes les manifestations d'avant-garde. A Tournai, Sigma 13 organise des expositions d'art plastique et de vidéo, ainsi qu'un salon de printemps. "Energie créative" et "Expac" sont d'autres ASBL subventionnées par le ministère flamand. Certaines associations privilégient le décroisement des disciplines artistiques : à Bruxelles, l'Atelier Sainte Anne, atelier de recherche sur la communication, est à la fois une galerie, un café-théâtre et une salle de concert.

Plus récemment, sont à mentionner Atelier 340 à Bruxelles et Espace 251 Nord à Liège. Atelier 340 est un centre fondé en 1981 pour la promotion de la sculpture et de l'art tridimensionnel (artistes belges et étrangers), des expositions thématiques sont organisées en été. Espace 251 Nord est une association créée en 1983 ; le principal objectif est d'organiser des expositions thématiques ou de groupes, couvrant les arts plastiques aussi bien que la vidéo ou la musique.

5.2. Les manifestations artistiques internationales

Une Biennale internationale de la sculpture est organisée

à Anvers, dans le parc de Middleheim, musée de plein air de la sculpture. Le comité, composé de professeurs, sculpteurs, conservateurs, sélectionne les artistes lors de voyages à l'étranger. Tous les deux ans, une partie du monde est privilégiée. Pas de récompense à l'issue de cette manifestation.

A Knokke-Heist a lieu une Biennale internationale de la peinture. Jury de critiques d'art et prix de 100 000 BFR.

A Knokke-Heist, également, ont lieu chaque année une exposition de céramique et une exposition de dessins d'illustration.

A Ostende, a lieu tous les deux ans l'exposition internationale pour le Prix Europe de peinture (voir 4.1.2.).

A Knokke-Heist et à Ostende il existe de nombreux lieux privés d'exposition et la vie artistique est intense particulièrement l'été.

L'attribution des prix de la Jeune Peinture belge et de la Jeune Sculpture donne lieu, chaque année, à deux expositions au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles (voir 4.1.2.)

5.3. La critique d'art

L'Association des critiques d'art de Belgique comporte à peu près 130 personnes.

Parmi les revues consacrées à l'art contemporain, on peut citer Artefactum, Clichés, + - 0 etc. Concernant les ventes publiques, cf. Arts Antiques Auctions (A.A.A.)

ADRESSES

ARAPB, rue Paul Lauters 1, Bruxelles.

Association des galeries d'art culturel, président Ivan Lechien, galerie Cogeime, 14, rue Vilain XIII, 1050 Bruxelles, tél. 648.80.93.

Atelier 340, Drève de Rivieren 340, 1090 Bruxelles, tél. 513.56.62.

Atelier Sainte-Anne, rue Sainte-Anne 20, 1000 Bruxelles, tél. 513.14.67.

"Botanique", centre d'exposition, rue royale 236, 1030 Bruxelles, tél. 217.63.86.

CACEF, rue des Brasseurs 175, 5000 Namur. Tél. 71.27.00.

Caisse nationale auxiliaire de pension pour les indépendants
Place Jean Jacob 6, 1000 Bruxelles, tél. 513.69.70.

Centre d'art contemporain, Maison des artistes, avenue de Nerviens 63, 1040 Bruxelles, tél. 735.05.31 - 736.66.49.

Commission française de la culture pour l'agglomération de Bruxelles, rue de la Loi 15, 1000 Bruxelles, tél. 230.28.90.

Commission néerlandaise de la culture pour l'agglomération de Bruxelles, 30 place Saintelette, 1080 Bruxelles, tél. 426.99.78.

Concours de peinture René Némery : renseignements chez M. André Swerzut, rue des Brasseurs 7, 5000 Namur, tél. 73.589.

Conseil national belge des arts plastiques, section de l'UNESCO - secrétariat rue Simonis 17, 1050 Bruxelles.

Espace 251 Nord, rue Vivegnis 251, 4000 Liège, tél. (41) 27.10.95.

Fondation belge de la vocation, rue de la Chancellerie 4, 1000 Bruxelles, tél. (021) 13.57.83.

Galerie l'A, rue de la Fontaine, 114, 4000 Liège.

Galerie Detour, avenue Bourgmestre Jean Materne 162, 5100 Namur 1.

- ICC Meir 50, Anvers 2000. tél. (031) 31.91.81.
- ISELP, boulevard de Waterloo 31, 1000 Bruxelles. tél. 513.56.62.
- Maison de la culture de Namur, av. Golenvaux 14, 5000 Namur tél. (81) 22.26.63.
- Ministère des classes moyennes, bd Emile Jacqmin 162, 1000 Bruxelles, tél. 219.41.50.
- Ministère de la Communauté française, avenue de Cortenbergh 158, 1000 Bruxelles, tél. 735.60.40.
- Ministère de la Communauté néerlandaise, rue des Colonies 29-31, 1000 Bruxelles, tél. 513.74.65.
- Musée d'Art contemporain, De Liemaeckerplein 3, 9000 Gand tél. (91) 21.17.03.
- Musée d'Art moderne de Liège, Parc de la Boverie, 4020 Liège, tél. (41) 43.14.03.
- Musée d'art moderne de la Province de Flandre occidentale Romestraat 11, 8400 Ostende. tel. (59) 50.81.18.
- Musée des Beaux-Arts de Charleroi, place Charles II, 6000 Charleroi, tél. (71) 32.23.66.
- Musée des Beaux-Arts de Gand, Citadelparke, 9000 Gand, tél. (91) 22.17.03.
- Musée des Beaux-Arts d'Ixelles, rue Jean Van Volsem 71, 1050 Bruxelles, tél. 511.90.65.
- Musée des Beaux-Arts de Liège. rue de l'Académie 34, 4000 Liège, tél. (41) 32.07.99.
- Musée des Beaux-Arts d'Ostende, Feesten Cultuur paleis, Watenplein, 8400 Ostende, tél. (59) 70.61.31.
- Musée des Beaux-Arts de Tournai, rue de l'Enclos St Martin 3, 7500 Tournai, tél. (69) 22.20.43.
- Musée des Beaux-Arts d'Ypres, Lakenhall, 8900 Ypres.

Musée royal d'Art moderne. place Royale 1, 1000 Bruxelles.
tél. 513.96.30.

Musée royal des Beaux Arts, 2000 Anvers, tél. '03) 238
tél. (03) 238.78.01.09.

Palais des Académies, rue Ducale 1, 1000 Bruxelles.

Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, rue Royale 10,
1000 Bruxelles.

Palais des Beaux-Arts de Charleroi, place du Manège, 6000
Charleroi, tél. (71) 31.44.20.

Prix Clothilde Coppée. renseignements : Mr Max Van der Lin-
den, Ag biermont 5992 Nodebays, tél. (10) 86.255.

SABAM, rue d'Arlon 75, 1040 Bruxelles, tél. 230.26.60.

Sigma 13, rue des Clarisses 13. 7500 Tournai.

Union belge du marché d'art. président Jean Pol Corné,
bd Ed. Machtenslaan 79, 1080 Bruxelles, tél. 522.96.96.

Union professionnelle des marchands d'art moderne et con-
temporain, Président Isy Brachot, avenue Louise 92, 1050
Bruxelles, tél. 511.05.25.

V.P.K. Vlaanderem Straat 3, 2000 Anvers.

The first of these is the fact that the
the second is the fact that the
the third is the fact that the

the fourth is the fact that the
the fifth is the fact that the
the sixth is the fact that the

the seventh is the fact that the
the eighth is the fact that the
the ninth is the fact that the

the tenth is the fact that the
the eleventh is the fact that the
the twelfth is the fact that the

the thirteenth is the fact that the
the fourteenth is the fact that the
the fifteenth is the fact that the

the sixteenth is the fact that the
the seventeenth is the fact that the
the eighteenth is the fact that the

the nineteenth is the fact that the
the twentieth is the fact that the
the twenty-first is the fact that the

the twenty-second is the fact that the
the twenty-third is the fact that the
the twenty-fourth is the fact that the

the twenty-fifth is the fact that the
the twenty-sixth is the fact that the
the twenty-seventh is the fact that the

DANEMARK



1. ORGANISATION DE LA VIE ARTISTIQUE

1.1. Mécénat public

Il s'inscrit dans une longue tradition d'aide de l'Etat aux artistes, qui fut, d'origine, un mécénat royal.

1.1.1. Institutions centrales

Les institutions centrales sont de plusieurs sortes :

Le Ministère des Affaires Culturelles a été créé en 1961. Il est responsable des domaines suivants : archives, bibliothèques et musées, institutions de formation artistique, législation sur les droits d'auteur, télévision et radio, sports, diffusion culturelle. Il accorde des subventions aux arts plastiques, à la littérature, à la musique, à l'artisanat et au design, au théâtre et au cinéma. Le budget du Ministère des Affaires Culturelles s'élevait à 1,3 milliards de couronnes pour l'exercice financier 1983 (env. 1 % du budget de l'Etat). Les dépenses consacrées aux musées ont atteint 133 millions de couronnes en 1983. Les subventions accordées aux artistes représentaient 22,9 millions de couronnes en 1983. Si le Ministère des Affaires Culturelles décide du montant des subventions attribuées aux artistes, il incombe au Fonds National pour l'Art de décider de la répartition de ces subventions (mis à part certaines allocations viagères dites "donations d'honneur").

Le Fonds National pour l'Art Danois, créé en 1964, est chargé plus particulièrement d'encourager la création artistique et de promouvoir l'art novateur. Il s'agit, pour les responsables, de soutenir l'art de qualité, sans tenir compte de la situation socio-économique de l'artiste. Afin d'administrer

les moyens dont dispose le Fonds, six comités ont été créés : deux pour les arts plastiques (l'un est chargé de l'aménagement et de la décoration des bâtiments publics : A - comité, l'autre, des achats d'oeuvres et des bourses aux artistes : B - comité), un pour la littérature, un pour la musique, un comité de l'artisanat et du design artistique et plus récemment un comité d'architecture.

Chaque comité se compose de trois membres compétents. Ceux-ci sont choisis pour trois ans et ne sont pas rééligibles immédiatement. Le Ministre des Affaires Culturelles désigne le président de chaque comité. Cependant, les deux comités pour les arts plastiques ont un président commun. Les deux autres membres de chaque comité sont élus par l'assemblée des délégués du Fonds National pour l'Art. Les membres de cette assemblée sont désignés par le Parlement, par les conseils municipaux et par diverses institutions liées à la vie artistique danoise (écoles d'art, associations d'artistes, etc.). Les membres de l'assemblée sont nommés selon leur compétence. Ils sont élus pour quatre ans et sont rééligibles. Actuellement, le président des deux comités pour les arts plastiques est un architecte. Les deux autres membres, sont, pour le comité des aménagements et des décorations, un architecte et un peintre ; pour le comité des achats et des bourses, un peintre et un sculpteur. Chacun des comités administre librement les moyens qui sont mis à sa disposition et ses décisions sont sans appel.

Le Fonds National pour l'Art est dirigé par un comité directeur, composé des présidents des comités. Le comité directeur définit la politique générale du fonds et coordonne les acti-

vités des divers comités. Il présente chaque année les comptes et un rapport sur l'activité du fonds. En outre, il publie deux fois par an un compte-rendu des activités du fonds et, tous les trois ans, les oeuvres d'art qui ont été achetées font l'objet d'une exposition.

Pour la période 1980-83, le budget annuel du Fonds National pour l'Art s'est élevé à 15.500.000 couronnes, dont plus de la moitié a été destiné aux arts plastiques : 9.000.000 de couronnes.

L'Académie des Beaux-Arts, fondée en 1754, joue le rôle d'un organisme consultatif. Elle est chargée de conseiller l'Etat dans le domaine de la politique artistique. En outre, elle peut émettre des avis en matière artistique auprès des communes, des départements et même des particuliers. Par ailleurs, l'Académie distribue des bourses et des prix aux artistes. Elle gère un certain nombre de legs dont elle a la responsabilité : 71 au total. Ceux-ci permettent d'accorder des bourses et des dons aux artistes.

L'Académie compte un effectif maximal de 69 membres, élus pour une durée de six ans et rééligibles à l'expiration de cette période. Soixante membres (vingt architectes, vingt peintres et vingt sculpteurs) sont désignés par la Société des Artistes, au sein de la Société des Artistes, qui est l'Association artistique de base (cf. 2.1.). L'Académie peut s'adjoindre un effectif supplémentaire de neuf membres, élus par le Conseil de l'Académie. Celui-ci est composé de douze membres (trois architectes, trois peintres et trois sculpteurs), désigné par l'Académie, au sein de l'Académie. Le Conseil de l'Académie nomme un comité exécutif de trois mem-

bres (un architecte, un peintre et un sculpteur), auxquels se joint le président du conseil de l'Académie. Celui-ci qui est en même temps le président de l'Académie, est élu par le Conseil de l'Académie pour une durée d'un an.

L'Académie constitue un certain nombre de commissions consultatives. Celles-ci sont composées de trois à douze membres (architectes, peintres et sculpteurs), désignés par le Conseil de l'Académie, parmi les membres de l'Académie. Les commissions permanentes sont les suivantes :

commission de l'urbanisme et de l'environnement ; commission consultative pour les départements et les communes ; commission de l'art dans les églises ; commission des commandes publiques et des arts industriels ; commission des timbres ; commission d'information artistique ; commission des affaires nordiques ; commission d'entretien des monuments funéraires d'artistes ; commission des bourses et des legs ; commission du legs Rønnekamps ; commission du legs Victor Freuds. Outre ces commissions permanentes, des commissions "ad hoc" sont constituées : pour les prix, les concours, les ateliers, les relations internationales, etc ... Les artistes qui font partie de ces commissions ne sont pas rémunérés.

1.1.2. Collectivités locales

Les départements dépensent moins que les communes pour les arts plastiques :

Les départements : le budget culturel représente, pour l'ensemble des départements, 0,5 % du budget départemental. Les subventions attribuées aux arts plastiques sont estimées à 2 % du budget culturel départemental. Les arts plastiques

relèvent de la compétence du conseil de district départemental (comité permanent chargé de l'enseignement et des affaires culturelles).

Les communes : les subventions attribuées aux arts plastiques ont représenté 23 millions de couronnes en 1983. Les arts plastiques relèvent de la compétence du conseil municipal (comité permanent chargé de l'enseignement et des affaires culturelles).

1.1.3. Associations d'artistes.

Certaines associations d'artistes bénéficient de subventions de l'Etat :

La Fédération des Arts Plastiques, reconnue comme organisation professionnelle des artistes reçoit une certaine somme du Ministère des Affaires Culturelles.

Certains groupes d'exposants bénéficient de subventions du Ministère des Affaires Culturelles.

1.1.4. Lieux et organismes de diffusion.

L'Etat est animé par la volonté de faire participer tous les groupes de la population aux activités culturelles, mais aussi à l'élaboration de la politique culturelle (en ce qui concerne, par exemple, l'attribution des subventions aux artistes). La décentralisation a caractérisé la vie culturelle ces dernières années : un plus grand pouvoir de décision a été accordé aux communes et aux départements. Les activités locales ont été privilégiées : activités artistiques d'amateur, activités des sociétés d'art, etc...

Les expositions sont encouragées par l'Etat :

- Parmi les locaux d'exposition, le plus important, situé à Copenhague, reçoit une subvention annuelle de 500.000 couronnes.
- Certaines organisations d'expositions itinérantes sont subventionnées.
- Un Comité des Expositions d'Art Internationales a été créé afin d'organiser les expositions prévues dans le cadre d'accords culturels bilatéraux. Le comité peut, en outre, accorder son aide aux artistes danois qui exposent à l'étranger. Les allocations annuelles du comité s'élèvent actuellement à 525.000 couronnes.

1.2. Mécénat privé.

Le mécénat industriel est important au Danemark.

La nouvelle Fondation Carlsberg (NY Carlsberg Fondet :) a été créée en 1902 par le fils du fondateur de la brasserie Carlsberg, M. Carl Jacobsen. Elle a été inaugurée par la création d'un musée : La Glyptothèque NY Carlsberg, constituée à partir de la collection de Carl Jacobsen. La Fondation veut assurer la promotion de l'art vivant au Danemark. Les profits de la brasserie sont ainsi répartis : 2/3 à la science, 1/3 à l'art. La Fondation procède à d'importants achats d'oeuvres d'art (5 millions de couronnes par an). Les artistes danois sont privilégiés. Les oeuvres d'art sont ensuite réparties non seulement dans les musées, mais dans divers lieux : écoles, hôpitaux, parcs, places publiques. Il s'agit de mettre l'art à la portée de tous.

La nouvelle Fondation Carlsberg est dirigée par un comité directeur, composé de trois historiens de l'art. Ceux-ci sont choisis par le comité directeur de la Fondation Carlsberg, lui-même désigné par l'Académie des Sciences.

Le Musée et les Fondations Louisiana : le Musée Louisiana a été créé en 1958 par Kund W. JENSEN, industriel, autour de la collection de ce dernier. Il s'agit de montrer et d'acheter les oeuvres des principaux courants artistiques depuis 1945. La collection permanente compte aujourd'hui 490 oeuvres environ . Le Musée Louisiana est devenu le principal Musée d'Art du Danemark. Il bénéficie maintenant des subventions de l'Etat et des communes de Humlebaek et de Fredensborg, égales à 3,8 millions de couronnes. Afin d'acheter des oeuvres d'art, trois fondations ont été constituées : la Fondation du Musée, la Fondation Louisiana et les Amis de la Collection du Louisiana. Le musée veut être un centre culturel complet : une salle de cinéma, une salle de théâtre et une salle de concert ont été aménagées. Une donation de 20 millions de couronnes, effectuée par la Fondation Augustinus a permis d'agrandir le musée (la surface est maintenant doublée) et une bibliothèque est construite.

1.3. Marché de l'art.

La majorité des artistes font partie de l'un des nombreux groupes d'exposants, créés par et pour les artistes : c'est l'un des traits spécifiques de la vie artistique danoise. Les artistes ont ainsi la possibilité de montrer chaque année leurs oeuvres récentes. Les groupes d'exposants contrebalancent l'influence des galeries privées.

2. ASSOCIATIONS D'ARTISTES.

2.1. La Société des Artistes.

La Société des Artistes (Dansk Kunstnersamfund) constitue l'association artistique de base. Elle choisit en son sein les membres de l'Académie des Beaux-Arts (cf. 1.1.1.). La société compte actuellement 1.430 membres (dont 710 peintres, 180 sculpteurs, 540 architectes). Sont admis dans cette association les artistes ayant obtenu certains prix ou ayant exposé cinq fois dans les expositions avec jury. Les artistes peuvent aussi être admis au terme d'une sélection opérée par un jury spécial. Celui-ci est composé de 12 membres (4 architectes, 4 peintres et 4 sculpteurs), dont la moitié est élue par la Société des Artistes elle-même, et l'autre moitié, par le Conseil de l'Académie des Beaux-Arts.

2.2. La Fédération des arts Plastiques.

La Fédération des Arts Plastiques (BKF, Billedkunstneres Forbund) est reconnue comme organisation professionnelle des artistes. Elle compte 750 membres en 1984 (peintres, sculpteurs, graveurs, tisserands et photographes). La Fédération défend avant tout les intérêts professionnels des artistes : elle s'occupe plus particulièrement des revendications d'ordre économique et financier. Sont admis dans la Fédération les artistes qui ont montré une activité qualifiée par leurs oeuvres. La cotisation s'élevait à 800 couronnes par an en 1984.

La Fédération des Arts Plastiques fait partie du Conseil Danois des Artistes, organisation puissante qui rassemble 23.000 artistes de toutes disciplines.

2.3. Les groupes d'exposants.

Les artistes créent eux-mêmes leurs propres expositions. La

majorité des artistes font partie de l'un des nombreux groupes d'exposants qui existent au Danemark. Ils ont ainsi la possibilité de présenter, lors de l'exposition annuelle de l'association, un choix de leurs oeuvres récentes, moyennant une somme modique et sans censure (seules trois expositions ont un jury). On est admis dans un groupe sur vote de ses membres. Des non-artistes peuvent s'y inscrire et le soutenir ainsi financièrement. Il existe 65 groupes d'exposants au Danemark, dont certains bénéficient d'une subvention de l'Etat. La subvention est attribuée sur recommandation du Conseil de l'Académie des Beaux-Arts.

3. ASPECTS JURIDIQUES DU STATUT D'ARTISTE.

3.1. Droits sociaux.

Les artistes jouissent du régime général de la sécurité sociale. Comme les autres citoyens, ils bénéficient des prestations de l'assurance maladie (y compris la maternité), de l'assurance invalidité, de l'assurance vieillesse (retraite à 67 ans), de l'assurance décès et des allocations familiales. La cotisation est égale à 0,5 % du revenu.

Mais du fait qu'ils sont considérés comme des travailleurs indépendants, les artistes sont défavorisés par rapport aux salariés : les prestations sont moindres. Les artistes, ainsi que les travailleurs indépendants, ne sont couverts par l'assurance maladie obligatoire qu'à l'issue de la cinquième semaine de maladie (pour les cinq premières semaines, ils peuvent toujours souscrire une assurance maladie facultative). La possibilité de jouir de l'assurance chômage ou de la

retraite complémentaire des salariés n'est donnée qu'à ceux qui ont un contrat d'emploi.

3.2. Droits moraux et patrimoniaux.

La loi relative aux droits d'auteurs garantit les droits moraux et patrimoniaux de l'artiste.

3.2.1. Droits moraux.

En vertu du principe dit "d'octroi", l'auteur a seul le droit de divulgation de son oeuvre.

3.2.2. Droits patrimoniaux.

L'auteur jouit, sa vie durant, et ses héritiers pendant une période de 50 ans après le décès de l'auteur, du droit exclusif d'exploiter son oeuvre et d'en tirer un profit pécuniaire. Le droit d'exploitation peut être cédé ou vendu. A la suite d'un accord intervenu entre la télévision danoise (Danmarks Radio) et la Fédération des Arts Plastiques, BKF, les artistes reçoivent une indemnité lorsque leurs oeuvres sont montrées à la télévision. L'indemnité de base est égale à 440 couronnes. D'autre part, la Fédération des Arts Plastiques négocie avec l'Inspection Générale des Bibliothèques Publiques et le Ministère des Affaires Culturelles, afin que les artistes et les illustrateurs dont les oeuvres et les travaux figurent dans les livres des bibliothèques soient indemnisés (les écrivains dont les ouvrages sont représentés dans les bibliothèques reçoivent une indemnité égale à 2,40 couronnes par volume).

3.2.3. Société de perception.

Il n'existe pas de société ou d'organisation chargée de dé-

fendre la propriété artistique et de percevoir les droits de reproduction des artistes. Ceux-ci peuvent s'adresser à la Fédération des Arts Plastiques, BKF, qui défend les intérêts des artistes (cf. 2.2.).

3.3. Fiscalité.

3.3.1. L'impôt sur le revenu.

Les artistes sont considérés comme des travailleurs indépendants : leurs revenus sont imposables à ce titre (généralement au taux de 40 % à 45 %, comme les autres citoyens).

Les aides à la création (bourses, legs, prix, etc.) accordées par l'Etat ou par une fondation, au Danemark ou à l'étranger, sont imposables d'une manière particulière, à condition qu'elles fassent l'objet d'une allocation unique (au taux de 50 %, après déduction de 6.000 cr.).

A l'instar des travailleurs indépendants, les artistes peuvent déduire de leurs revenus imposables la totalité de leurs frais professionnels.

3.3.2. La TVA.

Les artistes sont exemptés de la TVA sur la vente de leurs oeuvres. Mais les galeries doivent acquitter la TVA dont le taux est de 22 %.

4. ASPECTS ECONOMIQUES DE LA SITUATION D'ARTISTE.

4.1. Bourses, legs et prix.

4.1.1. Bourses du Fonds National pour l'Art.

Le Fonds National pour l'Art distribue deux types de bourses aux artistes :

Des bourses trisannuelles, d'un montant de 60.000 couronnes

par an, permettent à de jeunes artistes (de 20 à 30 ans en principe) de se consacrer à leur activité artistique pendant un certain temps. Quelques bourses trisannuelles sont accordées chaque année (25 en 1981-1983). Elles représentent une somme totale de 1.680.000 couronnes par an.

Des allocations uniques, d'un montant annuel variable (de 10.000 à 20.000 couronnes) sont attribuées à des artistes en difficulté et sont destinées à soutenir la production de ces artistes. En 1982, 69 bourses de ce type ont été accordées. Elles représentent une somme totale de 1.542.000 couronnes par an. L'artiste peut utiliser la somme comme il lui convient : pour acheter des matériaux, réaliser une oeuvre, faire un voyage d'études ...

Ces bourses sont attribuées par le Comité des achats et des bourses du Fonds National pour l'Art, à la demande des artistes (cf. 1.1.1.).

En outre, le Fonds National pour l'Art accorde une aide financière aux artistes âgés et aux familles d'artistes décédés (cf. 3.1.2.).

4.1.2. Bourses et legs de l'Académie des Beaux-Arts.

L'Académie des Beaux-Arts accorde chaque année aux artistes (architectes, peintres, sculpteurs) 12 bourses de voyage d'un montant de 1.000 couronnes. Les demandes doivent être déposées entre le 20 janvier et le 15 février.

Outre ces bourses, l'Académie gère un certain nombre de legs qui attribuent sous certaines conditions (âge, discipline, etc.), des bourses de voyage et des sommes d'argent aux artistes (architectes, peintres, sculpteurs). Ces legs, au nom-

bre de 55, représentent une somme totale de 120.000 couronnes par an. Les plus importants atteignent 9.000 couronnes ; ils sont généralement compris entre 1.000 et 5.000 couronnes. Certaines bourses ne doivent pas faire l'objet d'une demande de la part des artistes ; d'autres doivent être sollicitées par les artistes (d'une part, entre le 20 janvier et le 15 février ; d'autre part, entre le 1er novembre et le 1er décembre).

Les bourses sont attribuées par le Comité des bourses et des legs de l'Académie. Celui-ci se compose de 12 membres : 4 architectes, 4 peintres et 4 sculpteurs, désignés par le Conseil de l'Académie, parmi les membres de l'Académie (cf. 1.1.1.).

4.1.3. Allocations viagères.

Des allocations viagères sont octroyées à un certain nombre d'artistes par le Ministère des Affaires Culturelles, dans le cadre de la loi de finance annuelle, sous forme de "dotations d'honneur". Celles-ci sont accordées à des artistes qui ont joué un rôle important dans l'art danois. Le montant de l'allocation s'élève à 125.000 couronnes par an. Si l'artiste a par ailleurs un revenu supérieur à 90.000 couronnes, l'allocation est moins importante. Les dotations d'honneur ont représenté, en 1981, une somme totale de 4.600.000 couronnes (dont 1.800.000 couronnes destinées aux arts plastiques).

Actuellement, 150 artistes environ (dont 1/3 de plasticiens) en bénéficient. Les familles d'artistes décédés peuvent obtenir une pension égale à la moitié ou au tiers de l'allocation perçue par l'artiste. Les dotations d'honneur sont attribuées sur recommandation, présentée au Ministre des Af-

fares Culturelles par l'assemblée des délégués du Fonds National pour l'Art.

Quelques allocations viagères sont attribuées aux artistes dans le cadre de legs gérés par l'Académie des Beaux-Arts. Il s'agit de quatre legs, représentant une somme totale de 17.200 couronnes. Elles sont accordées par le comité des bourses et des legs de l'académie (cf. 4.1.2.).

4.1.4. Bourse de la nouvelle Fondation Carlsberg.

La nouvelle Fondation Carlsberg réserve chaque année une bourse d'un montant de 25.000 couronnes à un peintre ou à un sculpteur. Cette bourse est destinée à un voyage d'études à l'étranger (USA, France, Italie ...), d'une durée de six mois au minimum. Les autres bourses de la nouvelle Fondation Carlsberg vont à des historiens de l'art. Elles sont attribuées par le Comité directeur de la Fondation, composé de trois historiens de l'art.

4.1.5. Prix.

Les prix les plus prestigieux sont attribués par l'Académie des Beaux-Arts :

- Trois médailles récompensent les artistes dont l'oeuvre a particulièrement honoré l'art danois. En allant de la plus prestigieuse à la moins prestigieuse, il s'agit de : la médaille C.F. Hansen, la médaille Thorvaldsen, la médaille Eckersberg. Deux autres médailles sont en train d'être créées : l'une pour les historiens de l'art, l'autre pour les designers.

- Un prix de 50.000 couronnes, qui fait l'objet d'un con-

cours, organisé dans le cadre d'un legs (Neuhausenske Legat), récompense tous les deux ans (ou, au moins, tous les quatre ans) un grand peintre.

Prix et médailles sont décernés le 31 mars, jour anniversaire de la fondation de l'Académie.

4.2. Acquisitions.

4.2.1. Achats des musées.

Dans le cadre de la loi sur les musées d'art, l'Etat accorde des subventions aux musées en fonction des subsides accordés par les collectivités locales (dans la proportion de 100 % jusqu'à un certain plafond). De plus, il accorde une subvention spéciale à chaque musée pour l'achat et la restauration d'oeuvres d'art.

Il faut mettre à part le Musée Louisiana (cf. 1.2.). Les achats d'oeuvres d'art sont effectués par trois fondations : la Fondation du Musée, qui est alimentée par des fonds publics (les oeuvres sont protégées par une charge royale et ne peuvent être vendues) ; la Fondation Louisiana, qui dispose de fonds privés (les oeuvres peuvent être vendues ou échangées) ; enfin, "Les Amis de la Collection du Louisiana" dont les membres (de 250 à 300) se cotisent pour acheter des oeuvres d'art (en général, une par an). Les achats d'oeuvres sont décidés par le Comité directeur du Musée, présidé par le fondateur du musée. Celui-ci est conseillé par trois personnes : un historien de l'art, un juriste, un collectionneur. Le musée bénéficie par ailleurs des dons de la nouvelle Fondation Carlsberg (cf. 4.2.5.).

4.2.2. Achats du Fonds National pour l'Art.

Le Fonds National pour l'Art procède chaque année à des acquisitions d'oeuvres d'art. Celles-ci sont effectuées dans les expositions publiques, dans les galeries et les ateliers par le comité des achats et des bourses du Fonds National pour l'Art (cf. 1.1.1.). C'est ainsi que, en 1981, 195 oeuvres d'art ont été achetées auprès de 41 artistes. Les achats du Fonds National pour l'Art représentent une somme totale de 922.550 couronnes en 1981. Le comité responsable s'efforce d'acquérir des oeuvres d'artistes de toutes les générations, afin de mettre en valeur la grande diversité de l'art danois. Il veut aussi mettre l'accent sur l'art novateur en achetant les oeuvres des jeunes artistes ; dans cette tâche, il n'a pas toujours rencontré l'assentiment de la population. Tous les trois ans, à l'expiration de la période de fonctionnement du comité, les oeuvres achetées font l'objet d'une grande exposition publique. Elles sont ensuite réparties dans les lieux les plus divers : l'acquisition d'oeuvres d'art va de pair avec la diffusion artistique.

Il arrive que le Fonds National pour l'Art récompense des expositions, plutôt que de procéder à des achats d'oeuvres d'art : ainsi en 1978, trois expositions ont reçu des sommes de 20.000, 15.000 et 10.000 couronnes.

4.2.3. Achats de l'Académie des Beaux-Arts.

Des achats d'oeuvres d'art sont effectués dans le cadre de legs, gérés par l'Académie des Beaux-Arts. C'est ainsi que le legs Christian Rønnekamps prévoit une somme de 4.000

couronnes pour acheter des oeuvres d'art qui sont ensuite remises au Musée Royal des Beaux-Arts. Le choix des oeuvres est effectué par le président de l'Académie des Beaux-Arts, le directeur du Musée Royal des Beaux-Arts et deux spécialistes de l'art (conservateurs, historiens de l'art, etc.).

4.2.4. Achats des communes.

Des fondations artistiques et culturelles d'importance variable ont été établies dans un certain nombre de communes, dans le but principal de procéder à l'achat d'oeuvres d'art destinées aux bâtiments communaux.

4.2.5. Achats des entreprises.

Les achats d'oeuvres d'art les plus importants sont le fait de la nouvelle Fondation Carlsberg. Celle-ci veut encourager l'art vivant en achetant des oeuvres d'art aux artistes (surtout aux jeunes artistes). En 1981, 200 oeuvres d'art (ancien, moderne et contemporain) ont été achetées pour une somme totale de 8 millions de couronnes (la part de l'art contemporain représente 210 oeuvres d'art achetées auprès de 90 artistes). En principe, il s'agit d'oeuvres d'artistes danois. Les oeuvres des artistes étrangers ne sont achetées que lorsqu'elles sont demandées par les musées. La Fondation distribue les oeuvres achetées aux musées et à diverses institutions réparties dans tout le Danemark, obéissant à une volonté de diffusion artistique et de démocratisation de l'art (cf. 5.3.). Les donations les plus importantes ont été faites en faveur du musée Louisiana. Les achats d'oeuvres d'art sont effectués dans les expositions publiques et dans les galeries par le Comité directeur de la Fondation, composé

de trois historiens de l'art.

4.3. Commandes.

C'est le Fonds National pour l'art qui pourvoit à l'aménagement et à la décoration des bâtiments publics (anciens et nouveaux). Il peut aussi subventionner les oeuvres d'art destinées à des constructions privées, à condition que ces oeuvres soient accessibles au public. Les projets de décoration doivent être soumis au comité compétent du Fonds National pour l'Art : le Comité des Aménagements et des Décorations (cf. 1.1.1.). Lorsque celui-ci a décidé de donner suite à un projet, il s'adjoit deux représentants de l'organisme concerné et l'architecte responsable de la construction, afin de statuer sur la forme définitive du projet. Les oeuvres deviennent la propriété des organismes intéressés. Le Fonds National pour l'Art prend en charge à 100 % les frais de décoration qui concernent les constructions de l'Etat, alors que les communes et les organismes privés doivent financer à 25 % les oeuvres d'art qui les intéressent. Le Comité des Aménagements et des Décorations a encouragé plus particulièrement les arts de la céramique, du vitrail, du tissage. Le Comité actuel a tendance à privilégier les décorations monumentales et l'art mural. Le Fonds National pour l'Art consacre une somme totale de 4.000.000 de couronnes par an à la décoration des bâtiments publics.

Depuis cinq ans, les réalisations les plus remarquables ont été les suivantes :

L'Académie Danoise à Rome : diverses sculptures faites par 3 artistes.

Bibliothèque Municipale de Gladsaxe : colonnes, cage en verre, décoration sculpturale.

Gare de Nørreport : peintures décoratives exécutées par 4 artistes différents.

Nouvelle Salle de Concert à Odense : Relief en marbre, sculptures ,etc ...

Mairie et Bibliothèque de Birkerød : un pont sculptural fait communiquer ces deux bâtiments.

Salle de Concert à Aarhus : décoré par Pierre Soulages et Richard Mortensen.

On peut maintenant employer des artistes étrangers pour exécuter des travaux de décoration.

Décoration des constructions publiques

Dans le crédit de construction en rapport avec les constructions publiques une somme pour la décoration artistique doit être prévue. La décision comprend non seulement les nouvelles constructions, mais aussi les transformations et les constructions additionnelles. La décision n'est valable que pour les travaux ou les dépenses, taxes comprises, supérieurs à 1 million de couronnes.

La somme doit normalement correspondre à 1 % des frais de construction, taxes comprises, elle est réglée suivant l'estimation du projet.

La décoration artistique doit en préférence être attribuée aux bâtiments, dans lesquels le public est admis et qui emploient un certain nombre de personnes.

Association de Crédit Foncier Mutuel Danemark. KREDIT-
FORENINGEN DANMARK.

Elle accorde des prêts, qui comprennent aussi des oeuvres d'art pour les constructions nouvelles. On estime en effet que la valeur d'un bâtiment est plus importante si sa construction est exécutée d'une façon attrayante pour l'environnement et pour les utilisateurs.

La décoration doit être fixée au bâtiment, comme par exemple un relief sculpté ou une mosaïque, une peinture sur un mur, une fresque ou simplement une sculpture scellée.

4.4. Rémunération des services artistiques.

Les artistes participent à l'élaboration du cadre de vie. Une commission permanente de l'Académie des Beaux-Arts est chargée de conseiller l'Etat, les collectivités locales, et même les particuliers dans ce domaine : il s'agit de la Commission pour l'Urbanisme et l'Environnement. Celle-ci est composée de huit membres de l'Académie : trois architectes-paysagistes, deux urbanistes, un architecte, un peintre, un sculpteur. Ceux-ci sont désignés par le Conseil de l'Académie. Mais les membres de cette commission ne sont pas rémunérés.

La Fédération des Arts Plastiques, BKF, stipule que l'artiste doit être indemnisé s'il participe à l'organisation matérielle d'une exposition (préparation du catalogue, conférence, présentation, etc ...). En définitive, la rémunération

de l'artiste dépend d'un accord passé entre celui-ci et le bénéficiaire de la prestation de service.

4.5. Rémunération du prêt d'oeuvres.

La Fédération des Arts Plastiques, BKF, a édicté une réglementation et une tarification très précises, concernant la rémunération du prêt d'oeuvres d'art. Si l'artiste prête ses oeuvres à des expositions organisées par un ministère, par une commune, par un service public ou par une association qui s'adresse à un large public, il doit être rémunéré.

L'indemnité minimale de location est fixée à une couronne par jour et par oeuvre empruntée. Si l'artiste prête deux ou plusieurs oeuvres d'art, l'indemnité minimale doit être égale à sept couronnes par jour. Les frais de transport, d'assurance, de locaux et toutes les dépenses relatives à l'organisation de l'exposition sont à la charge de l'emprunteur.

4.6. Ateliers et logements.

Différentes possibilités existent pour les artistes :

- Quelques maisons sont prévues pour les artistes dans le cadre de legs gérés par l'Académie des Beaux-Arts : ainsi, le legs Pachts. Une commission "ad hoc" en est responsable. Elle est composée de quatre membres de l'Académie : un architecte, un sculpteur, deux peintres. Ceux-ci sont désignés par le Conseil de l'Académie.

- Une commission "ad hoc" de l'Académie des Beaux-Arts négocie avec la municipalité de Copenhague afin d'ouvrir des ateliers pour les artistes en difficulté. Elle est composée de trois membres de l'Académie : un sculpteur et deux peintres. Ceux-ci sont désignés par le Conseil de l'Académie.

- Les étudiants en arts plastiques, à l'instar des autres étudiants, peuvent bénéficier de studios ou d'appartements. Une fondation universitaire est réservée aux artistes (Kunstnerkollegiet). Elle leur propose 32 studios et deux-pièces, d'une surface nette allant de 34 m² à 60 m² pour un loyer compris entre 800 et 2.600 couronnes. Les artistes doivent s'adresser à l'institution centrale des cités universitaires (Centralindstillingsudvalget), à Copenhague.

5. AIDES A LA DIFFUSION ET A LA VENTE DES OEUVRES.

5.1. Les musées.

Les musées peuvent obtenir, de la part de l'Etat, des subventions spéciales destinées à couvrir les frais d'organisation des manifestations culturelles.

Les initiatives sont nombreuses de la part des villes, en ce qui concerne les musées. On peut citer plus particulièrement : Holstebro, qui a créé deux musées d'art ; Silkeborg, qui a édifié un musée pour les oeuvres du mouvement Cobra ; Herning, qui a construit à Carl-Henning Pedersen (membre du mouvement Cobra), de son vivant, un musée, afin de recueillir les oeuvres de ce dernier ainsi que celles de sa femme, Else Alfeldt (le coût de l'opération a été de 1.300.000 couronnes).

Le Musée Louisiana est particulièrement actif. Il organise huit à dix expositions par an (grandes rétrospectives, expositions d'avant-garde ...). Il s'affirme comme un centre culturel polyvalent. Une salle de cinéma, une salle de théâtre et une salle de concert ont été aménagées. Les manifestations cinématographiques, théâtrales et musicales correspondent, dans la mesure du possible, aux thèmes des expositions. Une bibliothèque est construite récemment. Afin d'encourager les

activités culturelles du musée et de développer les relations entre le musée et tous ceux qui s'intéressent à l'art contemporain, on a créé le Club Louisiana. Moyennant une certaine somme annuelle (185 couronnes pour 2 personnes), les membres du club bénéficient de l'entrée libre et d'un certain nombre d'avantages (tarifs réduits, revue du Musée, etc.). Le Club Louisiana compte aujourd'hui 28.000 membres. Cotisation établissements commerciaux = 450 couronnes par an.

5.2. Les lieux et les organismes de diffusion.

Les expositions sont nombreuses au Danemark et ne sont pas limitées aux musées. Des associations à but non lucratif contribuent à la diffusion et à la vente des oeuvres d'art.:

- Des locaux spécialisés sont prévus pour les expositions.

Les plus importants sont situés à Copenhague : il s'agit des bâtiments de Charlottenborg et de Den frie udstilling. Le bâtiment de Charlottenborg appartient à l'Etat et reçoit une subvention annuelle de 500.000 cr. Ces locaux sont loués aux artistes, moyennant une somme relativement modique.

- Des groupes d'exposants sont créés par les artistes eux-mêmes. (cf. 2.3.).

- Dans les villes, des sociétés d'art organisent des expositions qui ont lieu dans les bâtiments et les lieux publics : écoles, bibliothèques, mairies, parcs, etc.). On compte actuellement 62 sociétés d'art, réparties dans tout le pays. Elles bénéficient de subventions municipales qui permettent d'acheter des oeuvres aux artistes exposants.

- Dans les entreprises, des sociétés d'art organisent des expositions sur les lieux de travail. Il existe actuellement

67 sociétés d'art dans les entreprises. Ces associations, qui reçoivent des subventions de l'entreprise, achètent des oeuvres aux artistes exposants. Ces oeuvres sont mises en loterie pour les membres de l'association.

- Des sociétés d'art privées, soutenues par des amateurs d'art, permettent aux artistes de montrer et de vendre leurs oeuvres. La plus importante, située à Copenhague, compte 3.000 membres : chacun donne 5 couronnes par an. Lorsqu'une oeuvre est vendue, un pourcentage de 25 % revient à l'association.

- Les organisations d'expositions itinérantes sont nombreuses au Danemark. Des subventions annuelles, votées dans le cadre de la loi de finances, sont accordées chaque année à certaines organisations d'expositions itinérantes, telles que "l'Union Danoise des Sociétés d'Art", "l'Exposition Itinérante des Ecoles", "l'Art et la Vie Professionnelle", "la Société d'Art des Travailleurs".

5.3. La répartition des oeuvres d'art.

Les oeuvres d'art acquises par les deux institutions les plus importantes (l'une, publique : le Fonds National pour l'Art ; l'autre, privée : la nouvelle Fondation Carlsberg) sont réparties dans tout le pays.

Les oeuvres d'art acquises par le Fonds National pour l'Art sont mises à la disposition de la population. La loi créant le Fonds National pour l'Art stipule que "les oeuvres d'art seront placées à des endroits de passage ou de fréquentation importante du grand public". Tous les trois ans, à l'expiration de la période de fonctionnement du comité des achats et

des bourses, les oeuvres achetées sont réparties dans les lieux les plus divers, en particulier dans les écoles, les hôpitaux, les casernes ... Cette initiative rencontre beaucoup de succès : à la fin de 1977, 600 institutions ont demandé des oeuvres d'art ; seules 60 ont pu être satisfaites. Les oeuvres d'art restent la propriété du Fonds National pour l'Art et sont prêtées pour des expositions itinérantes organisées dans différentes régions.

La nouvelle fondation Carlsberg distribue les oeuvres d'art qu'elle acquiert non seulement aux musées mais à diverses institutions : écoles, hôpitaux, bibliothèques ... Il s'agit de mettre l'art à la portée de tous.

5.4. Le marché de l'art.

5.4.1. Les galeries.

Copenhague est apparue sur la scène de l'avant-garde internationale avec la participation d'artistes danois au mouvement Cobra. Aujourd'hui encore, les artistes danois les plus célèbres sont des peintres ou des sculpteurs abstraits, dont certains sont issus du groupe Cobra : Ejler Bille, Egill Jacobsen, Robert Jacobsen, Richard Mortensen.

Les galeries privées sont regroupées dans un Comité Professionnel des Galeries d'Art. Celui-ci compte 19 galeries (11 sont situées à Copenhague). Les galeries les plus importantes sont la galerie Birch et la galerie Asbaek. La première préside le Comité Professionnel des Galeries d'Art ; la seconde plus récente, n'en fait pas partie. La galerie Birch a contribué à promouvoir les artistes du mouvement Cobra, alors que la galerie Asbaek se tourne vers les jeunes artistes qui

s'inscrivent dans l'avant-garde internationale.

5.4.2. Dispositions fiscales concernant les objets d'art.

Le mécénat industriel est encouragé. Divers avantages fiscaux tendent à favoriser la constitution d'un patrimoine national. Les dons (en nature ou en espèces) aux "organismes reconnus d'utilité publique" sont exonérés de l'impôt sur le revenu pour une valeur supérieure à 1.000 couronnes. Les biens acquis par des "organismes reconnus d'utilité publique" sont exemptés du droit sur les successions et de l'impôt sur les donations.

Adresses

ASSOCIATIONS D'ARTISTES

Fédérations des Arts Plastiques, Billedkunstnernes Forbund, BKF.
Bremerholm 28, 1069 København K (01) 128170

GROUPES D'EXPOSANTS.

APRILUDSTILLINGEN, Måleren Henning Nielsen, Jennumvej 143, Jennum, 7100 Vejle.
(05) 881584

AURORA-GRUPPEN, Dominique Magnussen, Paludan Mullersvej 5, 1815 København K
(01) 223190

BILLEDHUGGERNE, Jesper Neergaard, Jaegergaardsvej 17, 4350 Ugerløse (03) 488230

CHARLOTTENBORGUDSTILLINGEN, foraar og efteraar, Nyhavn 2, 1051 København K
(01) 111191

CIRRUS, Erik Mortensen, Grønnegade 5, 4800 Nykøbing F.

CORNER, Advokat Uffe Thorlacius, Klampenborgvej 248, 2800 Lyngby (02) 880555

CROMISTERNE, Per Baagøe, Skjoldsgade 6, 2100 København Ø (01) 424357

D.K.70, Maleren Gorm Eriksen, Jaegersborg Alle 3, 2800 Lyngby

DANA X, Mogens Kruger, Benedicte Alle 11, 2690 Karlslunde (02) 150719

DECEMBRISTERNE, Advokat Bent Markers, Østergade 55, 1100 København K (01) 131511

DEN BLÅ CITRON, Nelly Lohmann, Nørregade 14, 5672 Broby (09) 641344

DEN FLEXIBLE, Søren Birk, Øster Farimagsgade 47, 2100 København Ø, (01) 384004

DEN FRIE UDSILLING, Advokat O. Bondo Svane, Bergensgade 10, 2100 København Ø
(01) 386565

DEN FYNSKE FORÅRSUDSTILLING, Thorkild Knudsen, Strandvænget 6, 5600 Faaborg
(09) 618518

DEN NORDISKE, Advokat Arne Pedersen, Admiralgade 20, 1066 København K.
(01) 124238

DEN AABNE, Lise M. Rasmussen, Birkemosevej 11, 2.tv. 2610 Rødovre (01) 701715

FLASH, Jan Jensen, Lindebjerg Have 8, 5474 Veflinge, (09) 801325.

FYNSKE PIGER I MAJ, Ruth Isager, Klampenborgvej 16, 5700 Svendborg.

GALLERI A GRUPPEN, Hanne Petersen, Matthäusgade 22,4 1666 København V.

GRUPPE SYD, Peer Bruun, Poppelvej 5, 4800 Nykøbing F (03) 868428

GRÆNSELANDSUDSTILLINGEN, Inga Christiansen, Margrethegaarden 1, 6200 Aabenraa
(04) 621796

GRØNNINGEN, Advokat Ejvind Koefoed, Frederiksgade 19, 1265 København K.
(01) 130842

GUIRLANDEN, Advokat Peter Storgaard, Raadhuspladsen 3 - 8100 Aarhus C
(06) 127111

GYRR, Lise Honore, Havnegade 47, 1058 København K . (01) 126240

IMPULS, Erik Mosegaard Jensen, Bygaden 3, 5600 Faaborg (09) 681580

JYLLAND, P. Møller-Mikkelsen, Provinsbanken, Guldsmedegade 42, 8000 Aarhus
(06) 129300

KAMMERATERNE, Morell, Kongensvej 20, 2000 København F. (01) 195615

KOLORISTERNE, Advokat A.O. Christensen, Dalgas Boulevard 5, 2000 København F.
(01) 462306

KONTRAST, Eskil Thybo, Langelinie 193, 5230 Odense M, (09) 126245

KROGEN, Kurt Heegaard Jacobsen, Nygade 31, 8600 Silkeborg (06) 836120

KUNSTNERNES EFTERAARSUDSTILLING, Advokat Bent Markers, Østergade 55, 1100 København
(01) 131511

KUNSTNERNES PAASKEUDSTILLING, Grethe Funch, Mørksgade 13, 8000 Aarhus C.
(06) 122218

KUNSTNERNES SOMMERUDSTILLING, Inger Slivsgaard, Tøndingvej 9, 6862 Tirstrup
(05) 299145

M 59, Advokat Bent Markers, Østergade 55, 1100 København K, (01) 131511

MAJUDSTILLINGEN, Grete Balle, Asminderup Gamle Skole, 4400 Kalundborg.

MARTSUDSTILLINGEN, Aage Hansen, H.C.Andersens Boulevard 45, 1553 København K
(01) 124717

MIXED MEDIA, Ingvar Cronhammar, Vejlevej 7, 7400 Herning (07) 220830

MUKKEN, Jørgen Gorm Hansen, Kertinge Bygade 34, 5300 Kerteminde.

MULT, Carsten R. Schweitz, Vardegade 21, 2100 København Ø (01) 387112

MULTI - MUD, Karen Bennicke, Koldinghusvej 4, 4690 Haslev (03) 693502

NY ABSTRAKTION, Finn Mickelborg, Vanløse Alle 100, 2720 Vanløse (01) 719125

OKTOBERUDSTILLINGEN, Walther Limkilde, Jens Juelsvej 19, 5230 Odense (09) 130624

OXYD, Gorm Christensen, Murergade 3, 3000 Helsingør (02) 210756

OVALEN, Allan Daugaard Hansen, Peter Bangsvej 137, st. 2000 København F
(01) 712896

POL 66, Ole Bjørn Kryger, Gammel Strandvej 432, 3060 Espergarde (02) 232135

PRO, B. Troelstrup, Havdrupvej 45, 2700 Brønshøj (01) 602908

PROVINSENS CENSUREREDE KUNSTUDSTILLING, H. Iermin, Vestergade 4, 7700 Thisted
(07) 981157

SE, Alfred Jensen, Vindheimar, Næsby, 4171 Glumsø. (03) 646211

SIK - SAK, Ole Olesen, Eremitageparken 109, 2b, 2800 Lyngby.

SILJA, Lone Plaetner Frederiksen, Ordrup Jagtvej 58B, 2920 Charlottenlund.
(01) 644793

SONDE, Advokat J. Zethner-Møller, Vestergade 2a, 8600 Silkeborg (06) 823777

STORM OG STILLE, Anne Mette Haagensen, Frederiksgade 8, 1265 København K

TEMA 67, Anna Bech, Amagerbrogade 45, 2300 København S. (01) 954221

THISTEDUDSTILLINGEN, Erland Knudssøn Madsen, Døjholtvej 8, 7700 Thisted
(07) 981157

THY, Flemming Lynge, Skovstedvej 24, 7700 Thisted, (07) 981448

TRANSIT, Jane Balsgaard, Vindestræde 8, 2820 Gentofte.

TROLDROSEN, Ole Bjørn Petersen, Christiansfeldvej 11, 6100 Haderslev (04) 524384

TRYKKERBANDEN, Birthe Kronkvist, Etonvej 21, 2300 København S. (01) 581308

VEJLEGRUPPEN, Ib O. Kjeldsen, Asvinget 10, 7100 Vejle.

VIOLET SOL, Jens Haugen-Johansen, Esthersvej 29, 3 2900 Hellerup. (01) 620738

ZEBRA, Nanna Herstad, Caroline Amalievej 58d, 2800 Lyngby

ZODIAC, Knud E. Skou, Ørre Byvej 40, Ørre, 7400 Herning (07) 136094

ÅBEN FORM, Klaus Kanstrup, Ølbyvej 150, 4600 Køge (03) 669274

INSTITUTIONS CENTRALES

Akademiet for de Skønne Kunster = L'ACADEMIE DES BEAUX-ARTS.

Kongens Nytorv 1

Charlottenborg

1050 København K

Telephone: (01) 126860

Ministeriet for Kulturelle Anliggender, = LE MINISTERE DES AFFAIRES CULTURELLES

Nybrogade 2

1203 København K

Telephone: (01) 139301

Statens Kunstfond, = LE FONDS NATIONAL POUR L'ART.

Sankt Annæ Plads 10B

1250 København K

Telephone: (01) 113601

ORGANISMES DE DIFFUSION

- MUSEES

voir : Le Danemark
Manuel officiel, publié par la Division de presse
et des relations culturelles du Ministère Royal
des Affaires Etrangères, Christiansborg,
1218 København K.

- GALERIES

voir : Comité Professionnel des Galeries d'Art
Admiralgade 25, 1066 København

- SOCIETES D'ART

Allerød Kunstforening, Landsretssagfører (H), Jan.
Schultz-Lorentzen, Tjørnevej 25, 3450 Allerød,
(03) 27.29.80

Aulum-Haderup Kunstforening, Oscar Krogsgaard, Aulum
Byskole, 7490 Aulum, (07) 47.25.01

Birkedal Kunstforening, Tegner Preben Olesen, Mosevangen 38,
3460 Birkedal, (02) 81.30.44

Bornholms Kunstforening, Solvsmed, Mogens Bjørn-Andersen,
Rønnevej 102, Olsker, 3770 Allinge, (03) 98.04.96

Brøndby Kunstforening, Arkitekt m.a.a., Ahlmann Dyrhagen,
Brøndbyøster Torv 2, 2650 Hvidovre, (01) 75.41.78

Esbjerg Kunstforening, Sagfører, Torben Permin,
Danmarksgade 31, 6700 Esbjerg, (05) 12.02.11

Farum Kunstforening, Ase Kristensen, Kaalundsvej 42,
3520 Farum, (02) 95.04.90

Fredericia Kunst-og, Litteraturforening, Overlærer,
Gunnar Jensen, Jeppe Aakjaersvej 21, 7000 Fredericia,
(05) 92.35.79

Fredericia Kunstforening, Maleren Søren Anis, Fager Li,
7000 Fredericia, (05) 95.71.03

Frederikssund Kunstforening, Edith Vinge, Finsensvej 49,
2000 Khb.F. (01) 60 68.58

Fyens Stifts Kunstforening, Lektor G. Bolwig,
4. Maj-Kollegiet, 5000 Odense, (09) 12.90.05

Faaborg og Omegn, Kunstforeningen for Bogtrykker,
Erik Styrbaek, Parkvej, 16, 5600 Faaborg, (09) 61.15.35

Glostrup og Omegns Kunstforening, Ole Rasmussen,
Sportsvej 17, 1.th., 2600 Glostrup, (02) 45.62.85

Grena og Omegn, Kunst-og Litteraturforeningen for,
Gunnar Thulesen, Kannikegade 1, 8500 Grena, (06) 32.26.45

Haderslev og Omegn, Kunstforeningen for Rektor Eigil
Lassen, Katedralskolen, Christianfeldvej 31,
6100 Haderslev, (01) 52.27.21

Hedeboegnens Kunstkreds, Kontorchef, Torben Svarrer,
Højgaardstøften 90, 2630 Tastrup, (02) 99.48.28

Helsingørskommune, Kunstforeningen i, Overlærer Mary
Larsen, Nygade 14, 3200 Helsingør, (03) 29.42.57

Helsingør Kunstforening, Erik Jakobsen, Valnøddevej 14,
3000 Helsingør, (03) 21.83.86

Herlev Kunstforening, Jørgen Lindhardt, Rasmussen -
Violinvej 11, 2730 Herlev, (02) 91.19.94

Herning og Omegn, Kunstforeningen for, Direktør C.Sander
Bredgade 19, 7400 Herning, (07) 12.33.33

Hjørring og Omegn, Kunstforeningen for, Advokat,
T. Bidstrup Hansen, Heimdalsvej 18, 9800 Hjørring,
(08) 92.53.66

Hobro Kunstforening, Wivian Borg, Lerbakkevej 11,
9500 Hobro (08) 52.31.06

Holbaek og Omegn, Kunstforeningen for, Birget, Sander,
Olsen, 4330 Hvalsø, (03) 43.02.09

Holstebro og Omegn, Kunstforeningen for Dyrlæge Otto Løn,
Anne Franks Vej 18, 7500 Holstebro, (07) 42.44.88

Horsens Kunstforening, Politiassessor, S.G.Sturup,
Solbakkevej 5, 8700 Horsens, (05) 62.21.41

Hvidovre Kunstforening, K. Svanholm Nielsen, Hvidovre
Strandvej 81, 2650 Hvidovre , (01) 78.20.09

Hørsholm Kunstforening, Overlærer, Svend Erik Jensen
Sophienberg Vaenge 20, 2960 Rungsted Kyst, (02) 86.35.52

Ikast Kunstforening, Asger Bertelsen, Højris Allé 37,
7430 Ikast, (07) 15.15.77

Kalundborg og Omegns Kunstforening, Bibliotekar,
Marie Pedersen, Skibbrogade 7, 4400 Kalundborg, (03) 51.20.09

Kolding Kunstforening, Fabrikant, N.O. Ehrenskjöld,
Dyrehavevej 38, 6000 Kolding, (05) 52.20.50.

Korsør Kunstforening, J. Find Jørgensen, Bondesbjerg 20,
4220 Korsør, (03) 57.34.10

Kunstforeningen, Hans W. Weinberger, Søbaekhus,
Fredensborgvej 56, Jonstrup, 3480 Fredensborg, (03) 24.82.22

Daglig leder, Mag.art. Else Bülow, Gammel Strand 48,
1202 Kbh.K. (01) 13.29.64

Kunstforeningen 17 11 70, Rita Frederiksen, Stenderupgård
8781 Stenderup, (05) 68.11.46.

Daglig leder, Olaf Markussen, Logballe, 7140 Stouby,
(05) 69.11.15

Køge Kunstforening, Britta Barlebo, Jernstøbervænget 7
4600 Køge, (03) 65.87.87

Langelands Kunstforening, Maleren, Alfio Bonanno,
Nørrebro 62, 5900 Rudkøbing

Limfjorden, Kunstforeningen, Svend Jensen, Struerskolen,
7600 Struer, (07) 85.08.22

Lyngby Kunstforening, Fhv. borgmester, Paul Fenneberg,
Ørholm Hovedgård, Ørholmvej 61, 2800 Lyngby (02) 87.81.11

Maribo Amt, Kunstforeningen for, Lektor, Helge Christiansen,
Sdr. boulevard 73, 4930 Maribo, (03) 88.03.31

Midttrøns Kunstforening, Tandlæge, Palle Thorup,
Odensevej 20, 5750 Ringe, (09) 62.28.95

Morsø Kunstforening af 1961, Knud Erik, Tingstrup Jensen
Fartoftvej 4, Solbjerg, 7950 Erslev, (07) 74.14.88

Nakshov og Omegn, Kunst-og Littera urforeningen for
Cheftandlæge, Max Reiter, Maribovej 118, 4900 Nakskov,
(03) 92.18.78

Odder Kunstforening, Agnes Slotsbo-Nielsen, Lundevag 23
8300 Odder, (06) 54.17.03

Pakhuset, Kunstforeningen, Grafikeren, Helle Vibeke
Erichsen, Eskilstrups Gl. Skole, 4560 Vig, (03) 42.83.35

Randers Kunstforening, Gunnar Christensen, Østervold 14
8900 Randers, (06) 42.25.16

Ribe Kunstforening, Skatteinspektør, Jørgen Bog,
Vedelsvej 6, 6760 Ribe (05) 42.15.41

Ringkøbing Kunstforening, Lene Hansen, Kildevej 2,
6971 Spjald, (07) 38.16.14

Rosenholm Kunstforening, Johannes Straede, Ballesvej 77 B
8543 Hornslet, (06) 99.46.22

Roskilde og Omegn, Kunstforeningen for, Civ. ing.
Eva Blomquist, Fasanvej 6, 4000 Roskilde, (03) 35.55.16

Ry, Foreningen af Kunstinteressere ei, Jens Raaby,
Lærkevej 10, 8680 Ry, (06) 89.17.32

Silkeborg Kunstforening, Evald Poulsen, Egeallé 40,
8600 Silkeborg, (06) 82.31.82

Skive Kunstforening, Advokat, Seren Husted Petersen,
Torvestraede 4, 1. 7800 Skive, (07) 52.43.55

Svendborg Amts Kunstforening, Arne Denning, Klosterstraede 2,
5700 Svendborg, (09) 21.36.00

Sydslesvigs Danske Kunstforening, Steen Schröder,
Dansk Centralbibliotek for Sydslesvig, Syndbank,
6340 Krusa, 0039 461 23600

Sønderborg Kunstforening, Lektor Henning Aarup,
Kastanieallé 4, 6400 Sønderborg, (04) 42.13.41

Varde og Omegn, Kunst-Theater-og Musikforening for,
Museumspædagog, Per J.K. Pedersen, Rosenvaenget 47,
6800 Varde, (05) 22.24.01

Vejle Kunstforening, Maleren, Ejnar Iversen, Havervej 1,
7100 Vejle, (05) 82.54.03

Vesteregnens Kunstforening, Hanne Alsing, Visby,
6270 Tønder, (04) 76.34.11

- SOCIETES D'ART (entreprises)

Kunstforeningen Alfa-Laval Separation, Maskinvej 5,
2860 Soborg, 01 - 67.03.11

Amtsradsforeningens Personaleforening, Landemaerket 10,
1119 K, 01 - 11.21.61

Kunstforeningen ARTICO, Amaliegade 39, 1256 K,
01 - 14.30.63

Balticas Kunstforening, Bredgade 40, 1260 K - 01- 12.24.36

BP's Kunstforening, Amaliegade 37, 1256 K,
01 - 15.54.55

Belysningsvaesenets Kunstforening, Vognmagergade 8,
1120 K, 01 - 12.72.90

Sophus Berendsens Kunstforening, Amaliegade 10, 1256 K
01 - 14.85.00

Byggeriets Realkreditfonds Kunstforening, Gl.Kongevej 74 A,
1850 V. - 01 - 24.24.24

Codans Kunstforening, Gl.Kongevej 60, 1899 V,
01 - 21.21.21

Datacentralens Kunstforening, Retortvej 6-8, 2500 Valby
01 - 46.81.22

Danmarks Rederiforenings Kunstforening, Amaliegade 33,
1256 K, 01 - 11.40.88

A/S Dansk EDB Regnecentrums Kunstforening, Gothersgade 49,
1123 K, 01 - 14.11.13

Dansk Søassurances Kunstforening, Palaegade 2, 1016 K
01 - 14.16.18

DAK Laboratoriet, Lergravsvej 59, 2300 S
01 - 55.11.88

Den Kgl. Porcelainsfabrieks Kunstforening, Smallegade,
45, 2000 F. 01 - 86.48.48

DTH/DIA/DTB's Kunstforening, Danmarks Tekniske Højskole,
Bygning 101, 2800 Lyngby, 02 - 88.22.22

Kunstforeningen ESSO, Sct. Annae Plads 13, 1298 K,
01 - 14.28.90

F.L.S.- M. Kunstforening, Gl. Køge Landevej 22,
2500 Valby - 01 - 30.03.11

Forenede Kreditforeningers Kunstforening, Otto Mønsted's
Plads 11, 1563 V., 01 - 15.34.34

Kunstforeningen i Forstædernes Bank, Hovedvejen 110,
2600 Glostrup - 02 - 96.17.20

Kunstforeningen på Frederiksberg Rådhus, Rådhuset, 2000 F
01 - 19.21.21

Brdr. Friis Hansen A/S, Kornmarksvej 12-20, 2600 Glostrup
02 - 96.52.00

Kunstforeningen Gentofte Rådhus, Rådhuset,
2820 Gentofte, 01 - 63.21.21

Sct. Georgs Gildernes Kunstlaug, v/Ulla Kirschner,
Finsensvej 45 B, 2000 F - GO 88.05

Gjellerups Kunstforening, Rømersgade 11, 1362 K,
01 - 13.78.01

Gutenberghus Kunstforening, Vognmagergade 11, 1148 K
01 - 15.19.25

Hafnia Haand i Haands Kunstforening, Holmens Kanal 22,
1097 K, 01 - 13.14.15

Hellerup Banks Kunstforening, Jaegersborg Alle 19,
2920 Charlottenlund, OL - 63.23.33

- Hvidovre Kommunes Personalekunstforening,
Hvidovrevej 278, 2650 Hvidovre, 01 - 78.12.11
- IBM Klubben, Nymøllevej 91, 2800 Lyngby, 02- 88.55.11
- Industrirådets Kunstforening, Aldersrogade 20, 2200 N,
01 - 83.66.11
- Illums Kunstforening, Østergade 52, 1100 K - 01 - 14.40.02
- A. Jespersen & Søn's Kunstforening, Nyropsgade 18, 1602 V
01 - 12.58.43
- KAB's Kunstforening, Vester Voldgade 17, 1552 V,
01 - 14.37.67
- Kampsax Kunstforening, Dagmarhus, 553 V,
01 - 14.14.90
- Kastrup & Holmegårds Glasværks Kunstforening,
Alleen 5, 2770 Kastrup - 01 - 50.42.11
- Kosan Kunstforening, Vester Farimagsgade 1, 1648 V,
01 - 14.24.00
- Kraks Kunstforening, Nytorv 17, 1450 K, 01 - 12.03.08
- Kunstforeningen v/KTAS, v/hr.J.N. Lindquist,
Østerbrogade 80, st.tv. 2100 Ø - 0019 lok. 53 29
- Københavns Malerlaugs Kunstforening, Kløverprisvej 125,
2650 Hvidovre, 01 - 15.55.05
- LK-NES' Kunstforening, Haraldsgade 53, 2100 Ø
01 - 29.11.22
- L & N's Kunstforening, Larsen & Nielsen Enterprise A/S,
Datavej 44, 3460 Birkerød, 02 - 81.77.11.
- Lyngby Kunstforening, Hovedgaden 20, 2800 Lyngby,
02 - 87.12.05
- Magasins Kunstforening, Kgs. Nytorv 13, 1050 K
01 - 11.44.33
- Matrikeldirektoratets Personaleforening, Titangade 13,
2200 N, Aegir 11933

Motorvejskontorets Kunstforening, Skallelegardsvej 2,
4700 Naestved - 03 - 72.34.20

Munksgards Kunstforening, Nørregade 6, 1165 K
01 - 12.69.70

NKT Kunstforening, La Coursvej 7, 2000 F - FA - 7000

Novos Kunstforening, Novo Alle, 2880 Bagsvaerd
02 - 98.23.33

Nye Danske Lilloyds Kunstforening, Radhuspladsen 14,
1583 V - 01 - 15.06.42

Philips Kunstforening, Prags Boulevard 80, 2300 S.
01 - 57.22.22

Post & Telegrafvaesenets Kunstforening,
Tietgensgade 37, 1704 V -
01 - 14.51.66

Rambøll & Hannemanns A/S Kunstforening, Teknikerbyen 38,
2830 Virum - 02 - 85.65.00

Rockwool Kunstforening, Rockwool A/S, 2640 Hedehusene
03 - 16.16.16

Sct. Kjeldsgards Kunstforening, c/c Danmarks Statistik,
Sejroegade 11, 2100 Ø - 01 - 29.82.22

S.D.'s Kunstforening, Datavej 16, 3460 Birkerød,
02 - 81.57.11

Semco A/S Kunstforening, Park Alle 373, 2600 Glostrup
02 - 45.21.22

Statens Byggeforskn. Instituts Kunstforening,
Postboks 119, 2970 Hørsholm,
02 - 86.55.33

Statsanstaltens Kunstforening, Kampmannsgade 4, 1645 V,
01 - 15.15.15

Kunstforeningen pa Statens levnedsmiddelinstitut,
Mørkhøj Bygade 19, 2860 Søborg, 01 - 69.66.00

Stenders Forlags Kunstforening, Meterbuen 9-13,
2740 Skovlunde, 02 - 91.22.11

Svejsecentralens Kunstforening, Park Alle 345,
2600 Glostrup, 02 - 96.88.00

SKF. Dansk Kugleleje A/S Kunstforening, S. Ringvej 55,
2600 Glostrup, 02 - 96.66.33

Texaco Klubbens Kunstforening, Borgergade 13, 1300 K
01 - 12.01.01

Topsikrings Kunstforening, Borupvang 4, 2750 Ballerup
02 - 65.33.11

Universitets Bibliotekets Kunstforening, Nørre Alle 49,
2200 N, 01 - 39.65.23

UTRECHT's Kunstforening, Radhuspladsen 4, 1550 V,
01 - 12.7.7.55



REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE



1. ORGANISATION DE LA VIE ARTISTIQUE EN ALLEMAGNE

1.1. Institutions et politiques artistiques

L'Allemagne de l'Ouest est une fédération composée de onze Etats (huit Etats, ou *Länder* et trois Villes-Etats : Berlin, Hambourg et Brême).

Cette structure se répercute sur l'organisation de la vie culturelle. L'Allemagne n'a pas de ministère de la culture au niveau fédéral; chacun des Etats a un Ministère de la Culture dont les responsables se réunissent régulièrement au sein de la Conférence permanente des Ministres de la Culture (*Ständige Konferenz der Kultusminister*) dont le siège est à Bonn. Cette Conférence comprend quatre Commissions, dont la Commission pour l'Art et la Formation permanente des adultes (*Kommission der Kunst und Erwachsenenbildung*) qui s'occupe des arts plastiques. La Conférence permanente émet des recommandations, surtout dans le domaine de l'éducation, fait des propositions et donne des directives en ce qui concerne diverses pratiques comme les droits d'auteur (quantièmes de bibliothèque sur le modèle desquels a été appliqué le droit de suite), la participation des artistes à l'édification des bâtiments publics (l' : *Kunst am Bau*) etc. Ces recommandations ou propositions n'ont pas force de loi et chaque Etat est libre de suivre la politique qu'il entend.

Les Villes (140 d'entre elles environ) sont représentées à la Diète des Villes allemandes (*Deutsche Städtetag*) dont le siège est à Cologne. Comme la Conférence permanente, la Diète des Villes émet des recommandations, mais ces deux organes n'ont aucun pouvoir de décision. Les décisions se prennent au niveau des Etats et des Villes qui disposent du pouvoir financier.

Le gouvernement fédéral (*le Bund*) est compétent dans le domaine législatif. Ce sont les services culturels du Ministère de l'Intérieur qui élaborent et préparent les projets de loi concernant la situation juridique et sociale des artistes, visant à améliorer leur condition ainsi que les mesures fiscales concernant les agents du marché de l'art.

D'autres ministères ont également certaines compétences en matière culturelle :

- le Ministère de la Formation et de la Science (*Bundesminister für Bildung und Wissenschaft*) pour les problèmes relatifs à l'enseignement et à la formation ;
- le Ministère des Finances, plus spécialement pour les questions fiscales ;
- le Ministère de la Justice, pour les questions de droits d'auteur ;
- le Ministère du Travail et des Affaires sociales (*BM für Arbeit und Sozialordnung*) pour les questions relatives au droit du travail et d'assurance sociale ;
- le Ministère de la Construction et de l'Environnement (*BM für Raumordnung, Bauwesen und Städtebau*) pour la participation des artistes à l'édification des bâtiments publics ;
- le Ministère des Affaires Etrangères (*Auswärtiges Amt*) avec un certain nombre d'instituts indépendants, comme l'Institut Goethe, pour la politique culturelle extérieure.

C'est le Ministère de l'Intérieur qui assure la coordination entre ces différents ministères et sert d'interlocuteur pour les associations syndicales et professionnelles d'artistes.

1.1.1. Le gouvernement fédéral et le Ministère de l'Intérieur

Le gouvernement fédéral a une politique d'achat d'art contemporain. La part du budget consacré à ce chapitre augmente chaque année. En 1983, le gouvernement fédéral a dépensé 600 000 DM - 1% du budget général - pour des achats d'oeuvres postérieures à 1945. Depuis 1970, 415 oeuvres d'art ont été acquises pour une somme totale de 5,5 millions de DM.

Une commission d'achat composée de quatre artistes, quatre directeurs de musées et un critique d'art se réunit pour acheter les oeuvres d'art destinées à décorer bureaux, salles de réunion, salons et halls de la chancellerie, des ministères et des ambassades. Exceptionnellement, quand le format est très grand, ces oeuvres sont données à des musées.

En 1981, eut lieu à la *Kunsthalle* de Bonn, la première exposition des oeuvres achetées par le gouvernement fédéral depuis 1970. "L'art pour le gouvernement fédéral" (*Kunst für den Bund*).

Le gouvernement fédéral ne possède qu'un seul musée, la Fondation *Preussischer Kulturbesitz* qui se trouve à Berlin. Depuis l'accord du 18 octobre 1974, le gouvernement fédéral entretient ce musée avec la participation financière de chacun des Etats - la Rhénanie du Nord-Westphalie, en raison de son ancienne appartenance à la Prusse, y contribuant pour une part plus importante que les autres Etats : 12 millions de DM et 119 millions de DM pour l'ensemble des Etats. Le gouvernement fédéral assure 70% des frais courants et prend en charge 50% des frais d'aménagement et de construction de nouveaux bâtiments.

Le Ministère de l'Intérieur attribue des bourses pour des séjours à l'étranger. Il possède la Villa Massimo, à Rome, dont il assure les frais d'entretien et d'administration. Les Etats, eux, donnent des bourses (environ 1500 DM par mois) qui couvrent les frais de voyage, de séjour, le transport des oeuvres et la

fourniture de matériel. Les artistes intéressés par un séjour à la Villa Massimo posent leur candidature auprès du Ministère de la Culture de l'Etat où ils sont domiciliés ; ils doivent avoir moins de 40 ans et avoir terminé leurs études. Ils sont ensuite sélectionnés par une Commission choisie par le Ministère de l'Intérieur et les ministres de la Culture des Etats et composée de sept membres (trois directeurs de musée et quatre artistes, dont deux ayant déjà séjourné à la Villa Massimo). Cette Commission se réunit tous les deux ans. Les artistes sélectionnés sont envoyés à Rome pour des séjours de six, neuf ou douze mois. Une exposition itinérante des oeuvres des artistes pré-sélectionnés par les autorités compétentes de leur Etat, mais qui n'ont pu être retenus par le jury, a lieu dans des villes différentes.

Le Ministère de l'Intérieur entretient également la Casa Baldi, à Olevano dans les environs de Rome, où huit artistes sont envoyés chaque année pour des séjours de trois mois.

A la Cité des Arts, à Paris, le Ministère de l'Intérieur a acheté en 1963 trois ateliers : un atelier de peintre, un atelier de sculpteur, un atelier de musicien. Les artistes sont choisis par le Ministère de la Culture de l'Etat où ils sont domiciliés et envoyés à Paris, pour six mois, avec une bourse donnée par l'Etat, bourse qui couvre les frais de voyage et de séjour.

Le Ministère de l'Intérieur donne des subventions et des aides pour des expositions d'intérêt général, comme par exemple l'exposition "Courbet et son influence sur la peinture allemande" qui a eu lieu à Francfort en 1979. Il finance également pour une part l'exposition annuelle de l'Union des Artistes allemands (*Deutscher Künstlerbund -DKB*) et la Documenta de Kassel (dont les frais sont partagés par l'Etat de Hesse et la ville de Kassel).

1.1.2. Etats et Villes

C'est surtout au niveau des Etats et des villes et communes que se décide la politique culturelle allemande. L'aide aux artistes et l'encouragement à la création et à la diffusion artistiques prennent des formes très variées : bourses attribuées à des artistes pour des séjours à l'étranger (voir également 1.1.1.), prix (voir également 4.2.), entretien et construction de nouveaux musées (voir également 5.1.) etc. La politique artistique varie beaucoup d'un Etat à l'autre, en fonction de la tradition historique et politique de chaque Etat.

En Bade-Wurtemberg, une grande partie des dépenses culturelles est consacrée à l'entretien des cinq grands musées d'Etat et à l'achat d'oeuvres d'art contemporain ; ces ressources proviennent pour une grande part des recettes du Lotto-Toto (seize millions de DM en 1980).

En Bavière, les musées sont presque tous des musées d'Etat. Comme le Bade-Wurtemberg, la Bavière était un Etat princier et la politique des musées a été particulièrement développée dans ces deux Etats. En Bavière, 60% des frais culturels sont assurés par l'Etat, alors qu'en Rhénanie du Nord-Westphalie par exemple, ce sont les villes qui assurent 60% des dépenses culturelles.

Berlin a un statut particulier en Allemagne et reçoit une aide financière importante du Ministère de l'Intérieur. Berlin est un lieu de création plus qu'un marché : beaucoup d'artistes, peu de collectionneurs. L'aide directe aux artistes se fait sous forme de bourses pour des séjours à l'étranger et par une politique d'ateliers assez développée. Berlin envoie chaque année trois artistes à New-York, au Projekt Studio n°1, et à Londres. Des échanges se font avec Paris par l'intermédiaire de l'Office allemand d'échanges universitaires (*Deutscher Akademiker Austausch Dienst -DAAD*) et son programme particulier pour Berlin, le Programme artistique berlinois (*Berliner Künstlerprogramm*) :

des artistes berlinois séjournent six mois à Paris et des artistes français vont à Berlin. Le DAAD a ouvert en 1978 une galerie pour exposer les oeuvres de ces artistes. La Maison des artistes de Béthanie (Berlin-Kreuzberg) est entretenue à part égale par le DAAD et l'Académie des Beaux-Arts. Il s'agit d'un ensemble de vingt-cinq ateliers destinés à des artistes de toutes disciplines, qui, depuis 1975, a accueilli quatre-vingt treize artistes allemands et étrangers pour une durée moyenne de dix-sept mois. Les lieux d'exposition à Berlin sont très nombreux : l'Académie des Beaux-Arts, le bâtiment de Martin Gropius, deux Kunstvereine, une Kunsthalle (où ont lieu de prestigieuses expositions : Ipousteguy, Rauschenberg, l'exposition de l'Union des Artistes allemands etc.). Les galeries se sont regroupées en une société d'intérêts (*Interessengemeinschaft*) et organisent les journées artistiques de Berlin avec portes ouvertes, visites d'ateliers, performances etc.

Brême a particulièrement développé l'art dans l'espace public et dans l'environnement, avec trente-huit murs de la ville peints par des artistes et une grande exposition permanente de sculpture en plein air, sans compter le *Kunst am Bau* dans les écoles, les maisons de jeunes, les homes pour handicapés auxquels participent les artistes "au chômage". Brême développe aussi une politique d'achat d'oeuvres d'art, l'aide à l'achat de matériel pour les jeunes, des prêts ou des aides pour les plus âgés ou les artistes qui connaissent des difficultés matérielles. En 1981, a été mis au point le "modèle brémois" (*Bremer Modell*) d'aide aux artistes : à ces artistes, choisis par un jury, auquel appartiennent des représentants des instances socio-culturelles de la Ville, un représentant des milieux artistiques, un critique et deux artistes proposés par le syndicat et choisis par le Sénat, on procure une aide matérielle par

l'achat d'oeuvres, par des commandes ou des rémunérations de services artistiques. Il ne s'agit pas d'une assistance, mais d'une rémunération pour un travail demandé, d'un paiement en échange de prestations (*Leistung gegen Leistung*). En 1981, vingt-deux artistes ont été ainsi aidés. Des sommes allant de 5000 à 24 000 DM ont été consacrées à ce programme d'aide aux artistes.

Hambourg développe surtout une politique d'encouragement à l'art dans les musées : pédagogie et animation. Il existe depuis 1978 un Service pédagogique des musées tenu par des collaborateurs bénévoles qui organisent des visites commentées, des conférences pour les scolaires, des groupes de jeunes, des handicapés, des étrangers. Un important matériel pédagogique est mis à la disposition des enfants. Une Maison des Artisans, installée dans une ancienne usine, est un lieu de rencontre pour artistes et artisans. Depuis 1980, existe une "Semaine des Arts plastiques".

En Rhénanie du Nord-Westphalie, les efforts en matière artistique se portent surtout sur les musées et les achats d'oeuvres d'art. La vie artistique, à l'échelon des villes, est très intense. C'est en Rhénanie-Westphalie que l'on trouve la plupart des grands musées d'art (musée Wallraf-Richartz, musée Ludwig à Cologne ; musée Folkwang à Essen ; le *Städtisches Museum* à Mönchengladbach ; le musée d'art à Bochum ; l'*Alberszentrum* à Bottrop etc. -voir également le chapitre 5.1.). Ces musées sont pour la plupart communaux, c'est-à-dire à la charge des villes. Depuis une dizaine d'années, on assiste en Allemagne à un grand développement en matière de musées : aménagement de nouveaux musées, ouverture de départements d'art contemporain : à Cologne, la Ville construit un musée pour abriter les collections du Wallraf-Richartz et les collections de M. Peter Ludwig ; l'ouver-

ture est prévue pour 1986. A Dusseldorf, le nouveau musée qui doit abriter les Collections d'Art de la Rhénanie du Nord-Westphalie (*Kunstsammlung Nordrhein-Westfalen*) est en chantier, l'ouverture est prévue pour 1986. Le nouveau musée de Mönchengladbach vient d'ouvrir.

C'est en Rhénanie du Nord-Westphalie que se trouvent les principales places commerciales pour l'art contemporain, surtout à Cologne et à Dusseldorf où les galeries d'art contemporain et d'avant-garde sont les plus nombreuses. On compte en Rhénanie-Westphalie trente sociétés d'art (*Kunstvereine*), soit près du tiers de toutes celles existant en Allemagne. Les "initiatives de citoyens" (*Bürgerinitiativen*) sont multiples. Il existe, par exemple, un "Secrétariat pour un travail culturel en commun", sorte de coopération inter-villes qui finance, entre autres activités, des expositions itinérantes.

1.1.3. Budgets publics - Essai de comparaison

Etant donnée l'absence de statistiques centralisées concernant l'art et la culture, la diversité des bases de calcul utilisées par les divers organismes publiant des statistiques, les périodicités très variables de publications de ces différentes statistiques, il est extrêmement difficile de donner des chiffres qui soient comparables entre eux. Les chiffres publiés par l'Office central de Statistiques de Wiesbaden sont incomplets et basés uniquement sur les recensements de population ; les statistiques publiées par les Etats et les Villes, établies d'après les données de l'Office central, ne recouvrent pas toutes les mêmes rubriques. Les Villes-Etats (Berlin, Hambourg, Brême) sont parfois considérées comme des Etats et parfois comme des Villes et figurent donc différemment selon les statistiques. D'autre part, les dépenses culturelles peuvent recouvrir les frais consacrés aux églises ou à l'éducation ; la rubrique "divers" recouvre des

dépenses dont on ne connaît pas la nature exacte et enfin, la rubrique "art et culture" (*Kunst und Kulturpflege*) qui serait la plus précise pour cette étude, recouvre aussi bien les dépenses consacrées aux jardins zoologiques, aux musées folkloriques qu'aux musées des Beaux-arts. Il est pratiquement impossible de dégager les seules dépenses faites pour les arts plastiques. Néanmoins, compte tenu de ces disparités, on peut indiquer quelques chiffres qui donneront une idée des dépenses consacrées respectivement par le gouvernement fédéral, les Etats et les Villes pour la culture en général. Pour l'année 1981, le gouvernement fédéral a dépensé 275,4 millions de DM, les Etats 1971,8 millions et les Villes 2692 millions de DM. Soit en pourcentages : le gouvernement fédéral assure 5,5% , les Etats 39,9% et les Villes 54,5% du total des dépenses culturelles. Ces chiffres montrent que la contribution du gouvernement fédéral aux dépenses culturelles est faible et que les Villes contribuent pour plus de la moitié à ces dépenses. Etats et Villes ensemble assurent près de 95% de l'ensemble des dépenses culturelles de l'Allemagne. (1) Par rapport au budget général de chacune de ces instances, les dépenses culturelles du gouvernement fédéral représentent à peine 1% ; sur le budget des Etats, entre 1 et 2% ; pour les Villes et les communes, la part du budget consacré aux affaires culturelles se situe entre 2,5 et 3% de leur budget total.

(1) chiffres communiqués par le Ministère de l'Intérieur.

1.2. Mécénat

1.2.1. Mécénat d'entreprise et fondations

La vie culturelle et artistique en Allemagne doit beaucoup au mécénat d'entreprise et au mécénat privé. Le Cercle culturel du syndicat fédéral de l'Industrie allemande (*Kulturkreis im Bundesverband deutscher Industrie*) est une association déclarée qui regroupe quatre cent cinquante industriels parmi lesquels on peut citer, parmi beaucoup d'autres, Daimler Benz, Krupp, Agfa, Bayer, Siemens, Deutsche Bank, BASF etc. Créée peu après la guerre, en 1951, cette association avait pour but initial de réhabiliter l'art et la culture combattus par les nazis. Son action a commencé par des dons à des musées, puis ses initiatives se sont développées et actuellement le *Kulturkreis* joue un grand rôle dans l'encouragement à la création artistique. Il décerne des prix, organise des expositions, développe les relations entre le monde artistique et le monde de l'entreprise et de l'usine en donnant des bourses de travail à des artistes qui désirent travailler en usine (*Künstler im Betrieb*). Son action s'étend à différents domaines de l'art : musique, littérature, architecture, arts plastiques. Pour les arts plastiques, le *Kulturkreis* décerne chaque année sept prix de 8000 DM chacun, à de jeunes artistes de moins de trente-trois ans. Le règlement du concours pour ce prix se fait par voie de presse et est envoyé aux directeurs des Ecoles des Beaux-Arts qui proposent des étudiants. Une première sélection est faite d'après les dossiers envoyés par ces directeurs. Sur deux cent dossiers, environ trente sont retenus. Pour la sélection finale, plusieurs jurys sont formés, composés d'industriels adhérents au *Kulturkreis*, de collectionneurs et d'amateurs d'art d'une part, de professionnels des milieux artistiques (directeurs de musées, directeurs de *Kunstvereine* et historiens d'art) d'autre part. Les membres de ces jurys vont visiter les ateliers des trente artistes pré-sélectionnés et ont un entretien approfondi avec

les candidats. Ces jurys se répartissent les visites d'ateliers dans toute l'Allemagne, deux personnalités faisant partie de tous les jurys afin de pouvoir établir une comparaison équitable entre tous les candidats. Sur trente candidats, sept sont définitivement retenus pour le prix, mais pour tous les candidats, est organisée une exposition *Ars Viva* autour d'un thème qui change chaque année : en 1979, c'était la photo; en 1980, le dessin; en 1982, la vidéo; en 1984 la sculpture et la couleur. Cette exposition dure un an, est itinérante, passant d'une ville à l'autre, en Allemagne et même parfois à l'étranger. Le *Kulturkreis* fait éditer un catalogue préfacé par le directeur du musée où l'exposition est inaugurée.

Le *Kulturkreis* organise également d'autres manifestations artistiques. En 1983 par exemple, en l'honneur d'un des fondateurs, M. Gustav Stein, a été organisée une exposition qui a réuni trente artistes et à l'occasion de laquelle a été créé le Prix Gustav Stein. Le *Kulturkreis* fait des dons à des musées: à Duisburg (ville natale de Gustav Stein), des sculptures d'une valeur de 14 000 DM ont été offertes au *Lehmbruck Museum*: Des peintures ont été données à la Kunsthalle de Hambourg, au musée de Hanovre, au musée municipal de Bonn. Le *Kulturkreis* donne des bourses de travail à des artistes, surtout des sculpteurs, désirant s'initier à de nouvelles techniques, utiliser de nouveaux matériaux, dans le cadre d'une entreprise ou d'une usine. Il s'agit d'une expérience enrichissante tant pour l'artiste que pour le personnel de l'usine. En 1983, sur trente-trois demandes de bourses, deux ont été satisfaites.

Le *Kulturkreis* aide et soutient des fondations ou des grandes écoles : la Fondation Lehmbruck, l'Ecole des Beaux-Arts d'Aix-la-Chapelle, la Fondation Jeunesse et Art de Berlin (cette dernière opération est menée avec la participation du Sénat de Berlin). Le *Kulturkreis* favorise et encourage le *Kunst am Bau*

appliqué à l'industrie, aux constructions d'usines.

Beaucoup d'industriels pratiquent le mécénat sans être rattachés au *Kulturkreis* ou développent leur propre politique d'encouragement à la création artistique. Citons le groupe Körber à Hambourg, la villa Hügel à Essen, propriété de la famille Krupp, transformée en musée et centre culturel. Il y a aussi en Allemagne de grands collectionneurs et mécènes très connus : M. Peter Ludwig, industriel fabricant de chocolat d'Aix-la-Chapelle qui a réuni une immense collection d'art; M. Léo König, brasseur, qui achète des oeuvres d'art pour décorer ses bureaux et a ouvert une artothèque dans son entreprise . M. Bernhard Sprengel à Hanovre, M. Wilhelm Hack à Cologne et Ludwigshaven ont fait don de leurs collections privées à des musées. Citons, pour terminer, le magazine économique et financier, *Capital* qui a créé un prix pour les mécènes : une firme inconnue reçoit en prix l'oeuvre d'un artiste connu et une firme connue est récompensée pour son action de mécénat par l'oeuvre d'un artiste encore inconnu.

Depuis 1978, existe une nouvelle fondation, la Fondation Jürgen Ponto pour l'aide aux jeunes artistes (*Jürgen Ponto Stiftung zur Förderung junger Künstler*). Le responsable de cette Fondation est l'un des directeurs de la Dresdner Bank, le Dr. Bernhard Freiherr von Leoffelholz qui est en même temps le président du *Kulturkreis*. Jürgen Ponto était directeur à la Dresdner Bank; il a trouvé la mort en 1977 dans un attentat terroriste. C'était un amateur d'art et un grand collectionneur. A sa mort, sa veuve Ignès Ponto et deux directeurs de la Dresdner Bank décidèrent de poursuivre son oeuvre et créèrent cette association destinée à "aider de jeunes artistes doués, créatifs, sérieux, encore inconnus

et n'ayant encore reçu aucune autre aide " (extrait des règlements). La Fondation Ponto décerne des prix dans le domaine de l'architecture, de la littérature, de la musique et des arts plastiques. Deux prix sont décernés chaque année pour les arts plastiques. Un premier jury composé de huit personnalités appartenant au monde de l'art : deux professeurs, cinq directeurs de musées, un peintre, propose chacun un artiste de son choix. Une exposition des oeuvres de ces huit artistes est organisée, avec un catalogue édité par la Fondation Jürgen Ponto, et un texte de présentation par artiste écrit par la personnalité qui l'a proposé. Ce catalogue est envoyé à des directeurs de musée et constitue déjà une aide pour l'artiste par la publicité qui est faite pour lui. Ensuite, un autre jury auquel n'appartient aucune des huit personnalités du jury précédent, et composé de trois directeurs de musée (dont l'un est en même temps membre du Conseil d'administration de la Fondation), d'un critique d'art et d'un collectionneur, choisit parmi ces huit artistes deux qui recevront le prix Ponto d'un montant de 20 000 DM. Depuis son existence, la Fondation Ponto a dépensé 500 000 DM pour la musique, 186 000 DM pour l'architecture, 80 000 DM pour les arts plastiques et 48 000 DM pour la littérature.

1.2.2. Aspects fiscaux du mécénat

Jusqu'ici les organisations ou fondations à but scientifique étaient plus favorisées, vis-à-vis du fisc, que les organisations à but culturel ; le dégrèvement des dons consentis à des fondations culturelles étaient moins élevé que ceux faits à des organismes à but scientifique. Le décalage tend à se combler et désormais les dons consentis, par des personnes privées ou des entreprises, à des organismes à but culturel sont déductibles de l'impôt sur le revenu, ou des bénéfices

quand il s'agit d'une personne juridique, jusqu'à concurrence de 10% par an, et non plus 5% (loi du 18.8.80).

La possibilité du paiement en oeuvres d'art de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la succession n'existe pas en Allemagne.

Le montant des achats d'oeuvres d'art effectués par des entreprises sont déductibles des impôts sur les bénéfices lorsque ces oeuvres sont destinées à la décoration ou à l'aménagement des bureaux ou de l'entreprise.

La suppression de l'impôt sur la fortune pour les oeuvres d'art a été demandée; elle n'a pas été accordée. Toutefois le seuil de franchise a été relevé (de 10 000 à 20 000 DM au-dessus du seuil de franchise existant pour cet impôt), pour les oeuvres d'art datant de moins de trente ans, qui sont dans la famille depuis moins de vingt ans, et dans la mesure où ces oeuvres d'art ne font pas partie du capital d'exploitation de l'entreprise (amendement à la loi fiscale 79 §115-2).

Une mesure d'assouplissement vient d'être accordée aux fondations : jusqu'ici les recettes du capital (revenus, dividendes, intérêts) devaient être dépensées. Désormais il est possible de placer jusqu'à 25% de ces intérêts pour préserver le patrimoine de la fondation, et ceci sans perdre le bénéfice de l'allègement d'impôt.

1.3. Marché de l'art

1.3.1. Caractéristiques du marché

Le marché de l'art passe surtout par les galeries. Les principales galeries d'art sont concentrées dans quelques villes : Berlin, Hambourg, Munich, Francfort, Cologne et Dusseldorf (voir également les Etats et les Villes 1.1.2.). Le marché de l'art d'avant-garde se trouve principalement à Cologne et Dusseldorf où l'on trouve les marchands d'art d'avant-garde qui sont en relation avec les autres galeries d'avant-garde à l'étranger, principalement à Bâle, Milan et New York. Les galeries sont regroupées au sein d'un Comité professionnel des galeries d'art dont le siège est à Cologne. Créé en 1975, ce Comité professionnel compte 180 galeries.

Chaque année a lieu à Cologne la Foire internationale d'Art contemporain (*Internationaler Kunstmarkt*). Voir également 5.4.

1.3.2. Volume des affaires

Le Comité professionnel des galeries d'art donne le chiffre suivant pour le marché de l'art contemporain (chiffre communiqué par le Ministère de l'Intérieur) : 73 millions de DM pour l'année 1978. Le volume des affaires qui s'effectuent hors des circuits commerciaux, c'est-à-dire au départ de l'atelier, achat direct à l'artiste, se monterait à 1.753 milliards de DM pour l'année 1982.

2. ASSOCIATIONS D'ARTISTES

2.1. Associations syndicales et professionnelles

Les principaux syndicats d'artistes plasticiens sont au nombre de trois :

- le Syndicat professionnel des artistes plasticiens (*Berufsverband bildender Künstler - BBK*). Le Président de ce syndicat est le sculpteur Otto Dressler et le secrétaire général le Dr. Gerhard Pfennig, avocat. Le BBK fait partie de la Société internationale des Arts plastiques, l'IGBK, et en tant que tel constitue la section allemande de l'IAA (International Association of Art). L'inscription au BBK se fait à l'échelon local; il existe onze délégations régionales, une par Etat. Une commission se réunit et juge les candidatures sur dossier. Peuvent s'inscrire au BBK les artistes qui, soit ont suivi des études dans le domaine des arts plastiques, soit peuvent apporter la preuve d'avoir fait des expositions, soit peuvent apporter la preuve d'avoir une activité artistique régulière et continue. La cotisation est de 120 DM par an, dont 11 DM parviennent au syndicat national. Le BBK dispose ainsi, à l'échelon national, d'environ 80 000 DM par an et reçoit, en plus, des subventions des pouvoirs publics.

Environ huit mille artistes sont inscrits au BBK. C'est le syndicat le plus nombreux et le plus représentatif de la profession; il constitue un véritable interlocuteur entre les artistes et les pouvoirs publics auprès de qui il défend les intérêts professionnels, juridiques, sociaux et fiscaux des artistes.

- l'Union des Artistes allemands (*Deutscher Künstler Bund - DKB*) dont le Président est Thomas Grochowiak et le Président d'honneur Walter Scheel. Ce syndicat est beaucoup moins nombreux que le BBK, il compte trois cent soixante-seize adhérents. Le DKB organise chaque année une exposition financée en partie par le

Ministère de l'Intérieur, en partie par l'Etat et la Ville d'accueil. L'exposition a lieu chaque année dans une ville différente. La sélection des artistes pour l'exposition se fait en deux temps. Un jury composé de neuf membres du syndicat fait une première sélection parmi les travaux de cinq cent artistes environ (cinq cent vingt en 1984). Lors d'une deuxième sélection, deux cent cinquante artistes seront retenus; il faut que cinq des neuf membres du jury soient d'accord. Sur les deux cent cinquante artistes sélectionnés pour l'exposition de 1984, beaucoup sont membres du syndicat.

Ces deux syndicats, le BBK et le DKB, entretiennent d'excellents rapports; beaucoup des membres du DKB sont également membres du BBK. Ces deux organismes se regroupent dans leurs revendications communes face aux pouvoirs publics.

- le Groupement des femmes artistes allemandes et autrichiennes et des amateurs d'art (*Gemeinschaft der deutschen und österreichischen Künstlerinnen und Kunstfreunde - GEDOK*). Ce syndicat est plus une association d'amateurs d'art (le président n'est pas artiste) qu'une association de défense des intérêts professionnels.

Il existe beaucoup d'autres associations d'artistes qui se regroupent par affinités, styles, thèmes ou tendances, pour travailler ou organiser des expositions ensemble.

2.2. Autres associations

2.2.1. Le Kunstfonds

Le projet d'une Fondation nationale allemande qui aurait eu pour but de protéger et d'élargir le patrimoine culturel et artistique allemand ayant échoué, une partie des fonds qui avaient été votés ont été reconvertis dans un autre organisme, créé en 1979 : le Fonds d'Aide à la création artistique.

Ce Fonds a trois sections : le Fonds de soutien à la Littérature (*Literaturfonds* appelé couramment *Litfonds*), le Programme d'encouragement à la musique (*Musikförderungsprogramm*) et le Fonds d'encouragement à l'art plastique contemporain (*Kunstfonds zur Förderung der zeitgenössischen bildenden Kunst* appelé communément *Kunstfonds*). Le *Kunstfonds* est une association déclarée d'utilité publique. Il fonctionne depuis le 10 décembre 1980. Son siège est à Bonn, dans l'immeuble de la Maison des Artistes, Poppelsdorfer Allee, où se trouvent également le Syndicat professionnel des artistes plasticiens (BBK) et la Société d'exploitation du droit de suite, la *Bild-Kunst*.

Le *Kunstfonds* a pour but d'aider la création contemporaine par le soutien à des projets, individuels ou collectifs. Sont membres fondateurs de l'association les principaux syndicats d'artistes et les associations professionnelles : le Syndicat national des artistes plasticiens (BBK), l'Union des artistes allemands (DKB), le GEDOK, le Comité professionnel des galeries d'art, la Société d'exploitation du droit de suite et Madame Rune Miels, artiste, qui représente les artistes non-organisés. Sont membres du Bureau, un représentant de chacune des organisations ci-dessus, plus un repré-

sentant du Comité international des artistes (*Internationales Künstlergremium*), un représentant du Groupement des Kunstvereine allemands (*Arbeitsgemeinschaft deutscher Kunstvereine*) et deux représentants du Ministère de l'Intérieur, soit dix membres en tout. Le Ministère de l'Intérieur a mis à la disposition des trois Fonds une somme globale de seize millions et demi de DM (cinq pour le *Litfonds*, cinq pour le *Kunstfonds* et six et demi pour la musique), provenant donc des budgets prévus initialement pour la Fondation Nationale allemande. Le *Kunstfonds* dispose d'une somme de un million de DM par an jusqu'à 1984 inclus (cinq millions pour cinq ans, de 1980 à 1984). Ces versements seront probablement reconduits en 1985 dans le cadre de la création éventuelle d'une Fondation culturelle des Etats (*Kulturstiftung der Länder*), organisme qui serait créé en remplacement de la Fondation nationale allemande et qui fonctionnerait avec la participation financière du gouvernement fédéral et des Etats. Son objectif serait, entre autres, de développer et d'encourager l'art contemporain. Ces projets sont actuellement à l'étude, tant la création de la Fondation culturelle que la reconduction des Fonds.

"Le *Kunstfonds* a pour but d'encourager la création artistique contemporaine. Il soutient des initiatives artistiques exemplaires dans la mesure où elles présentent un intérêt pour le développement et la diffusion de la culture allemande en général. Par là même, il développe les efforts pour faire connaître l'art contemporain auprès d'un public plus vaste." (Extrait des statuts). Le *Kunstfonds* soutient des projets, individuels ou collectifs, dans le domaine artistique, quand ils ont des répercussions dans le domaine social ou culturel en général, comme par exemple, le travail artistique avec des

handicapés, un projet collectif d'un travail en commun avec des étrangers, les Turcs de Kreuzberg à Berlin par exemple, l'aménagement d'une clinique ou d'une maison de jeunes, un projet d'exposition destinée à faire connaître l'art allemand à l'étranger etc. Ces projets présentés par des artistes, une fois acceptés par le *Kunstfonds*, sont financés moitié par le *Kunstfonds* moitié par le candidat ou une tierce personne : c'est une des conditions nécessaires pour que le projet soit accepté. Ce financement par participation est l'une des particularités du *Kunstfonds*. Les demandes d'aides se font par écrit, avec description détaillée du projet accompagné de documents, photos etc. Les décisions sont prises par l'ensemble du Bureau qui se réunit pendant quatre jours pour examiner les demandes, d'abord en sous-commissions, et ensuite en séance plénière. La plupart des décisions ont été prises jusqu'ici à l'unanimité. Environ 10% des demandes annuelles sont satisfaites. En 1983, sur quatre cent quarante cinq demandes, quarante-huit aides ont été accordées.

Le *Kunstfonds* est un organisme géré et administré par les artistes eux-mêmes. Si les fonds proviennent des pouvoirs publics, les décisions sont prises par les artistes, par l'intermédiaire de leurs associations, majoritaires au Bureau. Depuis 1983, le *Kunstfonds* a ouvert une salle d'exposition (*Kunstraum*) dans la Maison des Artistes à Bonn.

2.2.2. le Conseil culturel allemand (*Deutscher Kulturrat*)

Le *Kulturrat* constitué par le regroupement de cent cinquante syndicats professionnels est divisé en huit sections : musique, littérature, théâtre, architecture, design, film, travail socio-culturel et arts plastiques. La section arts plastiques s'appelle *Kunstrat*. Il a été créé à Bonn le 19 novembre 1982. En

1983, vingt organisations syndicales d'artistes, de galeries, de *Kunstvereine* avaient déjà adhéré au *Kunstrat*. Le siège du *Kunstrat* est à Bonn. Sont membres du Bureau : M. le Professeur Günter Drebusch, de l'Union des Artistes allemands (DKB) et M. Bogislav v. Wentzel du Comité professionnel des galeries d'art. Le *Kulturrat* a été créé dans le but de soutenir, aider et renforcer l'action syndicale des associations ou syndicats. L'art et la culture nécessitant de par leur nature des organisations particulières, chaque syndicat garde au sein du *Kulturrat* une autonomie d'action et les décisions sont prises conformément au droit de chacune des associations le composant. Le *Kulturrat* n'entraîne aucune bureaucratie supplémentaire puisque chaque syndicat est déjà représenté auprès des pouvoirs publics. Il n'est là que pour renforcer l'action de chaque syndicat sans s'y substituer.

3. ASPECTS JURIDIQUES DE LA PROFESSION D'ARTISTE.

3.1. Droits sociaux

La Réponse du gouvernement fédéral aux interpellations des députés CDU/CSU et FDP concernant les problèmes fiscaux, juridiques et sociaux des artistes (*Antwort der Bundesregierung auf die grosse Anfrage der Abgeordneten und der Fraktionen der CDU/CSU und FDP im deutschen Bundestag*) a été discutée au Parlement le 9 novembre 1984. Ce texte fait le point sur les principales mesures prises par le gouvernement pour l'amélioration des conditions de travail des professions artistiques. Il fait suite au Catalogue de mesures prises par le gouvernement pour l'amélioration de la condition professionnelle des artistes en date du 2 juillet 1976 (*Bundes -*

minister des Innern, Verbesserung der beruflichen und sozialen Lage der Künstler und Publizisten. Übersicht über die von der Bundesregierung am 2. Juli 1976 beschlossenen Massnahmen und den Stand ihrer Verwirklichung, Bonn 1979). Ce catalogue de mesures contenait un projet de loi, datant du 2 juin 1976, sur l'assurance sociale des artistes et des auteurs indépendants, projet qui a été modifié en 1979, voté au Parlement le 27 juillet 1981. La loi (loi sur l'assurance sociale des artistes (*Künstlersozialversicherungsgesetz*) est entrée en vigueur le 1er janvier 1983. Depuis cette date, les artistes et auteurs indépendants sont tenus de souscrire une assurance maladie et une assurance vieillesse auprès de l'organisme qui gère l'assurance sociale artiste et dont le siège est à Wilhelmshaven.

Cette loi concerne les artistes et les auteurs (écrivains et journalistes). Avant le vote de cette loi, et depuis 1972, les artistes et auteurs indépendants qui n'étaient pas assurés par un employeur et souhaitaient être couverts, devaient souscrire une assurance personnelle, ou pouvaient adhérer au régime général à condition de payer la totalité des cotisations. Depuis le 1er janvier 1983, l'inscription est devenue obligatoire et les cotisations ne sont plus à la charge entière de l'assuré. Les artistes ne payent désormais plus que 50% de la cotisation totale; la part patronale est payée pour les 2/3 par les agents du marché de l'art, les diffuseurs, galeries, marchands de tableaux et musées pour les artistes plasticiens, éditeurs pour les auteurs. Un recours constitutionnel a été déposé contre cette loi auprès du Tribunal administratif de Karlsruhe par quelques éditeurs, non sur le principe même de la loi mais sur la façon dont les cotisations patronales étaient prélevées. Les galeries ne se sont pas associées à ce dépôt de plainte.

Pour pouvoir s'inscrire à la Sécurité sociale artistes, il faut être indépendant (*selbstständig*) , c'est-à-dire ne dépendre de personne, ne recevoir d'ordre de personne, choisir son lieu et ses horaires de travail et également n'employer aucun salarié de façon permanente. Il faut aussi que la profession artistique soit la profession principale, que l'activité artistique constitue l'activité principale (*hauptberuflich*). L'artiste ne doit pas exercer sa profession de façon provisoire ou passagère. Au moment de l'inscription, il doit exercer sa profession depuis deux mois au moins et ne pas avoir l'intention de la cesser dans les deux mois qui suivent. Pour définir la profession artistique comme profession principale, le critère de revenu intervient : l'artiste doit gagner par son activité artistique une somme minimale qui est à redéfinir chaque année. Pour 1983, le montant minimum à obtenir par l'exercice de la profession artistique indépendante était de 5.160 DM. En deçà de cette somme, l'artiste n'est pas tenu de souscrire une assurance auprès de la Sécurité sociale artistes. Ce seuil minimum n'est pas exigé pour les artistes considérés comme en début de carrière, c'est-à-dire exerçant leur activité artistique indépendante depuis moins de cinq ans. De plus, les revenus obtenus par l'exercice de la profession artistique doivent représenter un sixième ou plus de l'ensemble des revenus de l'artiste (toutes rentrées confondues, autres salaires, rentes, loyers, fermages etc.). Si le revenu de l'activité artistique dépasse le seuil minimum requis, 5.160 DM, mais ne représente pas le sixième du total des revenus de l'artiste, ce dernier est dispensé de l'obligation de s'inscrire.

La définition de l'activité artistique comme profession principale suppose également qu'intervienne le critère du temps passé à cette activité et comme la plupart des artistes exercent un métier secondaire, les modalités d'exercice de ce dernier sont précisées. Le législateur distingue plusieurs sortes d'activités secondaires. L'activité secondaire occasionnelle : pour que l'artiste exerçant une activité secondaire occasionnelle puisse s'inscrire à la Sécurité sociale artistes, cette activité ne doit pas dépasser deux mois ou cinquante jours ouvrables par an, et le salaire doit être inférieur à 390 DM par mois. L'activité secondaire temporaire : elle ne doit pas excéder une semaine, ou doit être limitée par un contrat de travail. L'activité secondaire durable : il faut qu'elle soit exercée moins de quinze heures par semaine. Quand l'activité secondaire est exercée d'une façon permanente, c'est-à-dire quand la durée dépasse la durée maximale autorisée telle qu'elle est définie dans les paragraphes précédents, les artistes sont dispensés de l'obligation de s'inscrire à l'assurance vieillesse. Pour s'inscrire à l'assurance maladie, le critère de revenu intervient de nouveau : le salaire provenant de l'activité secondaire ne doit pas dépasser le salaire plafond annuel de la sécurité sociale, soit 45.000 DM pour l'année 1983.

Deux cas particuliers prévus par la loi sont à indiquer. Si l'artiste exerce une profession secondaire, il n'est pas tenu de s'inscrire à l'assurance vieillesse si, comme enseignant, il est titulaire de son poste ou s'il gagne plus de 30.000 DM par an (salaire annuel moyen brut), que le travail soit de nature artistique ou non et s'il a plus de cinquante ans sauf si les 180 mois requis de cotisation pour toucher la retraite peuvent être financés par un complément de cotisation (assurance volontaire).

Les artistes gagnant de hauts salaires peuvent être dispensés de l'obligation de souscrire une assurance maladie auprès de la Sécurité sociale artistes, s'ils ont, pendant trois années consécutives, par leur activité artistique indépendante, gagné plus de trois fois le salaire plafond annuel de la Sécurité sociale. Dans ce cas, ils peuvent faire une demande de dispense d'inscription, en prenant garde toutefois que toute demande de retrait de la Caisse de Sécurité sociale artistes est irrévocable, même si par la suite ses conditions financières ont changé.

Le montant de la cotisation due par l'artiste ^{A/}vaie en fonction de ses revenus qui sont calculés soit à l'année, soit par trimestre au choix. Le taux de cotisation pour l'assurance maladie s'élève à 6%, pour l'assurance vieillesse à 9%.

3.2. Droits moraux et patrimoniaux

3.2.1. Droits moraux

L'artiste possède le droit d'usage, ou de jouissance de son oeuvre. Les syndicats, et principalement le BBK, essaient d'obtenir une réglementation plus stricte du droit d'exposition et du droit de regard sur ses oeuvres pour l'artiste, même si ses oeuvres ne lui appartiennent plus, avec éventuellement un droit d'interdiction (*Verbotsrecht*) d'exposer les oeuvres dans tel ou tel lieu qu'il estimerait nuisible à sa carrière. Ces dispositions sont en discussion; elles sont liées au droit de vente en général et au droit de libre disposition de ses biens par un propriétaire qui souhaiterait revendre une oeuvre lui appartenant.

3.2.2. Droits patrimoniaux

La loi sur les droits d'auteur (*Urheberrechtsgesetz*) du 9 septembre 1965, en vigueur depuis 1973, comporte, dans son article 26, une disposition particulière qui concerne le droit de suite et le droit de reproduction.

3.2.2.1. Droit de suite

Depuis 1973, la loi sur le droit de suite était en principe en vigueur. Néanmoins, certaines associations professionnelles de marchands d'art s'opposaient à l'application de cette loi et les artistes hésitaient à réclamer leur dû en cas de deuxième vente de leurs oeuvres, de crainte de représailles de la part des galeries. Toutes ces difficultés ont été aplanies depuis septembre 1980, date à laquelle a été signé un contrat-cadre (*Rahmenvertrag*) entre les associations des professions du marché de l'art (*Arbeitskreis deutscher Kunsthandelverbände*) d'une part et la Société d'exploitation du Droit de suite (*Verwertungsgesellschaft Bild-Kunst*) d'autre part. Les associations des professions du marché de l'art comprennent l'Association professionnelle des Antiquaires (*Bundesverband des deutschen Kunst- und Antiquitätenhandels*), le Syndicat national des commissaires-priseurs (*Bundesverband Deutscher Kunstversteigerer*), le Comité professionnel des Galeries d'art (*Bundesverband deutscher Galerien*), le Syndicat des grossistes en tableaux (*Verband Deutscher Gemäldegroßhändler*), l'Association des marchands d'art de Berlin (*Interessengemeinschaft Berliner Kunsthändler*), le Syndicat des antiquaires allemands (*Verband Deutscher Antiquare*).

Ce contrat-cadre régleme la participation financière forfaitaire des signataires aux charges sociales et aux règlements du droit d'auteur.

Le système fonctionne désormais de manière satisfaisante. Le

principe en est le suivant: tout artiste, ou auteur, a le droit de percevoir un certain pourcentage sur le montant des ventes de ses oeuvres. Ce droit s'applique, à partir de la deuxième vente, aux oeuvres originales, postérieures au 1er janvier 1900. Pour percevoir ce droit, il faut, bien entendu, que l'artiste ait signé un contrat avec la Société d'exploitation, la *Bild-Kunst*. Le montant de ce droit s'élève à 5% du prix de vente (à partir de 100 DM) sur les ventes effectuées par l'intermédiaire de galeries, de marchands de tableaux, de commissaires-priseurs lors de ventes aux enchères.

Ces pourcentages sont prélevés forfaitairement auprès des associations signataires du contrat. Ils s'élèvent à 1% du chiffre d'affaires. Ils sont prélevés et gérés par la Société d'exploitation du droit de suite, la *Bild-Kunst e.V.* dont le siège est à Bonn, dans la Maison des Artistes.

Environ 300 galeries et marchands de tableaux ont signé l'accord avec la *Bild-Kunst* (chiffres de novembre 1984) et 6250 artistes, allemands et étrangers, ont un contrat avec la *Bild-Kunst*.

La *Bild-Kunst* a signé des accords de réciprocité avec des Sociétés d'exploitation du Droit de suite, en Belgique et en France (SPADEM).

Les signataires du contrat versent 1% de leur chiffre d'affaires à la *Bild-Kunst*. Sur les sommes ainsi prélevées, la *Bild-Kunst* verse 50% à la Sécurité sociale artistes, 32% aux artistes ou à leurs ayants droit au titre du Droit de suite, 8% au Fonds de secours pour les artistes plasticiens (*Sozialwerk*) (voir aussi 4.2.2.) et 10% sont consacrés à la gestion de la Société d'exploitation.

Des problèmes se posent parfois avec les *Kunstvereine* (Sociétés des Beaux-Arts, voir également 5.3.) qui n'ont pas signé le contrat-cadre avec la *Bild-Kunst*. Lorsqu'il y a vente d'oeuvres d'art dans le cadre d'une exposition dans un *Kunstverein*, le problème se pose pour l'artiste pour percevoir le Droit de suite. Les *Kunstvereine* ne participent pas non plus au financement de la Sécurité sociale.

3.2.2.2. Droits de reproduction

La *Bild-Kunst* gère aussi les Droits de reproduction d'oeuvres d'art dans les livres, catalogues, calendriers ou tout autre support imprimé. Des problèmes apparaissent parfois comme par exemple la reproduction d'oeuvres d'art dans des catalogues d'exposition. Ces reproductions sont en principe libres de tout droit, mais si le catalogue est mis en vente dans une librairie, le problème se pose différemment.

3.3. Fiscalité

Pour les Services fiscaux du Ministère des Finances, l'artiste est considéré comme un entrepreneur (*Unternehmer*) et à ce titre, il est soumis à l'impôt sur le revenu (*Einkommensteuer*) et à la T.V.A., taxe sur la valeur ajoutée (*Umsatzsteuer* ou *Mehrwertsteuer*).

3.3.1. Impôt sur le revenu

Il n'existe pas de disposition particulière pour l'artiste plasticien concernant cet impôt. Dans certains cas, un étalement des paiements est possible et les sommes dues au titre de cet impôt payables en trois fois. Quand, par exemple, un artiste a touché en une seule fois une grosse somme pour un

travail donné, il peut la déclarer et la payer en trois fois, à condition de pouvoir apporter la preuve qu'il a travaillé exclusivement à la réalisation de ce travail pendant la période considérée.

3.3.2. T.V.A.

Comme tout entrepreneur, l'artiste est soumis à la T.V.A., avec toutefois quelques facilités. Une des revendications constamment réitérée des artistes et des associations syndicales est la suppression pure et simple de cet impôt. Cette revendication n'a pas été satisfaite à ce jour. Les dernières dispositions concernant la TVA datent du 1er janvier 1982 et sont les suivantes: l'artiste ne paie que la moitié de la TVA sur les ventes de ses oeuvres, soit 6,5% (au lieu de 13%). S'il s'agit d'une commande, d'un service (*Leistung*) peinture murale, décoration etc., il paie la TVA dans sa totalité. Il n'est pas soumis à la TVA si son revenu n'a pas atteint 20.000 DM l'année précédente et n'atteindra pas, selon ses estimations, 100.000 DM l'année suivante. Enfin, il a la possibilité de déduire la TVA de ses achats de matériel et de fournitures (*Vorsteuer*), soit sur factures, soit forfaitairement, selon des taux fixés par l'arrêté du 9 juin 1983 et qui varient selon les disciplines : 4,6% pour les peintres et les graveurs, 6,2% pour les sculpteurs.

4. ASPECTS ECONOMIQUES - CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES ARTI

4.1. Achats et commandes de l'Etat

4.1.1. Achats

Le gouvernement fédéral pratique une politique d'achat d'oeuvres d'art à des artistes contemporains (voir également 1.1.1.). Cette politique se développe d'année en année et les budgets sont en augmentation constante. Les Etats et les Villes ont aussi une politique d'achat d'oeuvres contemporaines très active, qui varie d'un Etat à l'autre (voir aussi 1.1.2.).

4.1.2. Commandes

Il s'agit principalement de la commande d'oeuvre d'art intégrée aux édifices publics, autrement dit le *Kunst am Bau*, l'équivalent du 1^{er} en France, ou le *Kunst im öffentlichen Raum*, l'art dans l'espace public, dans l'environnement.

Il n'y a pas encore de loi qui réglemente et rende obligatoire le *Kunst am Bau*. Il n'y a que des recommandations, des directives (*Richtlinien K-7*) émanant des pouvoirs publics qui sont inégalement observées selon les Etats et les organismes dont dépend la construction des édifices en question.

Le règlement prévoit qu'en principe un certain pourcentage (2%) des dépenses prévues pour l'édification du bâtiment public doit être consacré à des travaux de décoration, sculptures, fresques, décoration murale etc. et confié à des artistes.

Dans la pratique, ces 2% ne sont pas toujours, et de loin, prévus par le constructeur dans son budget. Le Ministère de la Construction et de l'Environnement dispose d'un budget spécial, le Fonds complémentaire (*Ergänzungsfonds*) destiné au *Kunst am Bau*. De 1979 à 1982, plus de huit millions de DM ont été ainsi

dépensés, mais quand la construction d'un bâtiment public relève de deux compétences financières différentes, le gouvernement fédéral et un Etat par exemple, la réglementation du *Kunst am Bau* n'est pas toujours appliquée : le gouvernement fédéral ne financera sa part que si l'Etat a prévu de payer la sienne - ce qui n'est pas toujours le cas.

Les syndicats luttent pour l'application de ces directives, pour qu'une loi soit votée, les concours publiés et connus à l'avance et les conditions de participation à ces concours facilitées. Les syndicats et les artistes luttent également pour obtenir satisfaction d'une autre revendication : la possibilité pour les artistes de participer, dès le début de l'opération, à l'élaboration des plans et que leurs travaux ne soient pas purement et simplement surajoutés à une construction déjà existante. Cette revendication est rarement satisfaite, soit que le constructeur, soit que l'architecte ou le maître d'oeuvres ne souhaite pas recourir aux services d'un artiste, peintre ou sculpteur, qu'il juge parfois incompetent au niveau technique de la construction proprement dite.

4.2. Bourses, prix. Aides et subventions

4.2.1. Bourses et prix

En Allemagne fédérale, il existe un très grand nombre de bourses et de prix (plus de 280), prix d'honneur, d'encouragement (*Ehren-, Förderungspreise*), bourses de travail, de recherches, d'études, de création. Les donateurs, mécènes ou organismes, publics ou privés, sont eux aussi très nombreux : pouvoirs publics, fondations, institutions culturelles, musées, médias, académies, banques ou caisses d'épargne, organismes universitaires, entreprises et firmes industrielles (voir 1.2. le chapitre sur le mécénat industriel et le *Kulturkreis*), personnes privées.

Le gouvernement fédéral, le Ministère de l'Intérieur et les Etats donnent de nombreuses bourses pour des séjours à l'étranger (Rome, Florence, Paris, New-York), voir le chapitre 1.1.1. et 1.1.2.

Parmi les organismes universitaires qui donnent des bourses, citons l'Office franco-allemand de la Jeunesse et le Service allemand d'échanges universitaires (DAAD avec son programme berlinois (voir aussi 1.1.2.)

Beaucoup de prix sont donné par des Villes , des fondations et des personnes privées. Pour avoir des détails sur ces prix (montant, conditions d'attribution etc.) on pourra consulter le livre de K.Fohrbeck et A.J.Wiesand *Handbuch der Kulturpreise*, Cologne, DuMont, 1978.

Les prix et les bourses sont soumis à certaines dispositions fiscales. Pour les donateurs, voir le chapitre 1.2.2. sur les aspects fiscaux du mécénat d'entreprise. Pour les bénéficiaires, les bourses et les prix sont en principe exonérés de l'impôt sur le revenu, mais il y a des exceptions. Les bourses d'étude ou de formation (*Fort- und Weiterbildungsstipendien*) prélevées sur fonds publics sont exonérées d'impôt. Les bourses de recherche ou de création, dont les fonds proviennent de sources privées, sont soumises à l'impôt. Dans la pratique, il est très difficile de faire la différence entre ces diverses sortes de bourses. Quant aux prix, ils sont exonérés d'impôt sauf s'il s'agit de prix obtenus lors de concours, de commandes publiques, quand il y a prestation (*Leistung*), exécution d'un travail précis, réalisé dans le cadre du *Kunst am Bau* par exemple. Dans ces cas là, le prix est considéré comme un honoraire, la rétribution pour un travail, et est passible de l'impôt.

4.2.2. Aides et subventions

Certaines catégories d'artistes connaissant des difficultés, passagères ou non, peuvent bénéficier d'aides de l'Etat. Beaucoup d'artistes en début de carrière, sortant des écoles des Beaux-Arts ont des difficultés pour affronter la vie professionnelle : manque d'informations sur le fonctionnement du marché de l'art, absence de contacts, de moyens financiers. Pour les aider, le gouvernement fédéral et les Etats, en accord avec les académies et les écoles d'art ont organisé, pour la première fois en 1983, un concours destiné aux étudiants : "Les étudiants d'art exposent" (*Kunststudenten ausstellen*), concours assorti de prix d'encouragement.

En matière d'aide aux artistes débutants, il n'y a pas de politique systématique et là encore, chaque Etat a l'initiative de sa politique : subventions à des organismes organisant des expositions de jeunes artistes, aides ponctuelles pour l'achat de matériel et de fournitures etc.

Théoriquement, les femmes artistes ont les mêmes droits que les hommes. Dans la pratique, la carrière artistique des femmes est souvent retardée du fait qu'elles se sont souvent consacrées, au début de leur vie professionnelle, à leur famille et à l'éducation des enfants. Des mesures ont été prises en leur faveur : recul de la limite d'âge pour poser sa candidature à certains concours ou prix (40 ans au lieu de 35 ans précédemment pour la Villa Massimo à Rome). D'autres mesures sont à l'étude : tentatives pour imposer par des quotas définis, une plus grande représentativité féminine dans les organisations professionnelles ou le corps professoral. En effet, la proportion des femmes artistes ayant accès aux postes de professeurs dans les établissements d'enseignement supérieur

est très faible : s'il y a 40% de femmes parmi les étudiants, il n'y en a que 7,7% qui ont des postes de professeurs, et parmi les maitres-assistants, ou maitres de conférence (*Dozente*) on n'en trouve que 13,7%.

On estime à environ 2500 à 3000 le nombre des artistes (et auteurs) âgés connaissant de graves difficultés matérielles. Il existe de nombreuses organisations d'aides, publiques ou privées, soixante-dix environ, d'après le Ministère de l'Intérieur. Pour l'année 1982, douze millions environ de DM ont été alloués sous forme d'aide mais ces sommes sont encore insuffisantes surtout si l'on sait que beaucoup d'artistes hésitent à faire appel à ces associations d'aide. Sur ces douze millions, l'Aide du Président de la République aux artistes (*Deutsche Künstlerhilfe des Bundespräsidenten*) a représenté près du tiers de cette somme, avec quatre millions de DM, somme complétée par les subventions du gouvernement fédéral (deux millions et demi) et les subventions des Etats (trois millions et demi). D'autres associations participent également à l'aide financière aux artistes, la Société d'exploitation du Droit de suite (la *Bild-Kunst*) qui verse 8% de ses recettes au Fonds d'aide aux artistes (*Sozialwerk*) (voir 3.2.2.1.), des syndicats, des académies, des écoles d'art et des fondations ou associations culturelles.

Outre ces aides financières, on essaie aussi d'associer les artistes âgés au développement artistique des villes et des communes, car si les artistes souffrent de misère matérielle, ils souffrent encore bien plus de ne plus travailler comme avant, de ne plus avoir de part active dans la vie artistique. Les actions en faveur des artistes âgés, ou dans la gêne, varient selon les Etats. Citons le système mis au point par la Ville de Brême, le Modèle brémois (*Bremer Modell*) d'aide aux artistes.

Citons également l'exemple de la Bavière, où l'Etat consacre des sommes à l'achat d'oeuvres d'art à des artistes passagèrement dans la gêne. (Voir la politique des Etats et des Villes 1.1.2.).

Le gouvernement fédéral étudie aussi les moyens de développer l'aide aux artistes veufs ou veuves et aux orphelins.

4.3. Rémunération des services artistiques et des prêts d'oeuvres

4.3.1. Services artistiques- Animation, pédagogie

Toute une série d'activités culturelles se développe pour tenter de rapprocher les artistes des couches sociales qui ne sont pas spontanément en contact avec l'art contemporain ou qui ne vont pas facilement dans les musées. Ces actions ont pour but de faire connaître l'art contemporain dans certaines classes sociales plus défavorisées. Il s'agit également de renforcer la place de l'artiste dans la société et de faire participer les gens à la création artistique. C'est ainsi que des artistes organisent des animations dans les usines, les écoles, les hôpitaux, les casernes, les musées, auprès des handicapés (programme du Ministère pour la Formation et la Science).

Le problème de rémunération des artistes pour ces animations pédagogiques n'est pas toujours résolu; les ministères concernés débloquent des sommes pour des opérations à durée limitée, des programmes précis, mais il n'existe aucun système de rémunération permanente ou régulière. Beaucoup de ces artistes sont bénévoles.

4.3.2. Rémunération de prêts d'oeuvres

Le principe de la rémunération de prêts d'oeuvres pour une exposition, officielle ou non, n'est pas généralisé. Il est

à l'étude dans les syndicats. Mais ce problème est lié au Droit d'usage ou de jouissance de l'artiste, à son droit de regard sur sa participation à des expositions. Le principal syndicat, le Syndicat professionnel des artistes plasticiens (BBK) propose que ces droits, d'autorisation ou non de participer à telle ou telle exposition, soient précisés et que les fonds qui proviendraient des rémunérations d'artistes lors de leur participation à d'importantes manifestations, soient gérés par une société d'exploitation analogue à celle qui gère les fonds destinés à couvrir le Droit suite.

Le seul exemple de rémunération de prêt d'oeuvres est celui de l'exposition organisée annuellement par l'Union des artistes allemands(le DKB) et patronnée par le Ministère de l'Intérieur. Il est prévu une rémunération de 400 DM par artiste, ce qui représente en tout 10% des frais totaux de l'exposition. Cette sommes n'est toutefois pas considérée comme honoraire (ce qui pourrait créer des précédents), mais comme un remboursement de frais, un dédommagement pour les frais engagés par l'artiste.

4.4. Ateliers

Il n'y a pas en Allemagne fédérale de politique concertée de construction d'ateliers ou d'ateliers-logements, ni au niveau du gouvernement fédéral, ni à celui des Etats et trouver un atelier est aussi difficile que dans les autres pays, sauf peut-être à Berlin (voir 1.1.2.).

On peut s'adresser à la Délégation régionale de son syndicat pour obtenir des aides pour aménager des locaux pouvant servir d'ateliers. Les Villes donnent également des subventions pour l'aménagement d'anciennes usines ou d'entrepôts désaffectés. Ces aides sont ponctuelles et varient d'un Etat à l'autre.

5. DIFFUSION ARTISTIQUE

5.1. Musées

L'Institut de Muséologie de Berlin (*Institut für Museums-kunde*) créé dans le cadre de la *Stiftung Preussischer Kulturbesitz* possède dans son fichier plus de deux mille adresses de musées (toutes disciplines). L'ouvrage édité par Inter Nationes à Bonn "La vie culturelle en République fédérale d'Allemagne" donne le chiffre de mille cinq cent. Toujours est-il que l'Allemagne possède un grand nombre de musées. A part la Fondation *Stiftung Preussischer Kulturbesitz* à Berlin, qui regroupe les quatorze anciens grands musées de l'ancienne Prusse et qui appartient au Bund, mais à la gestion duquel participent les Etats (voir 1.1.1.), la plupart des musées allemands sont d'Etat ou communaux. 23% des musées appartiennent aux Etats, 63% aux Villes et communes (il y aurait huit cent musées dans les communes de vingt mille habitants et plus) et 14% sont à la charge d'institutions privées qui, souvent d'ailleurs, reçoivent des subventions des villes où se trouvent ces musées. Selon la tradition historique et politique, les musées appartiennent aux Etats, comme en Bavière ou au Bade-Wurtemberg, ou aux Villes, comme en Rhénanie du Nord-Westphalie (l'Etat qui possède le plus grand nombre de musées : il y en aurait plus de trois cent.)

Après les grandes reconstructions qui ont suivi la guerre, on assiste depuis une dizaine d'années à une véritable explosion du nombre des musées. Beaucoup de musées existants sont en travaux d'agrandissement, de réaménagement; de nouvelles salles sont ouvertes pour accueillir l'art contemporain et beaucoup de nouveaux musées sont en construction pour accueillir les collections des personnes privées. (voir le chapitre 1.1.2. sur les musées en chantier).

Les musées ne sont plus de simples lieux d'exposition. Brême et Hambourg par exemple, ont développé toute une politique d'animation et de pédagogie : organisation par les Sociétés des Amis des musées de visites guidées, de conférences, de présentation de films d'artistes ou sur les artistes, programmes de vidéo, animation et démonstration pratique par les artistes eux-mêmes : cours de dessin, restauration de tableaux etc.

Notons également la progression constante du nombre des visiteurs. L'Institut de Muséologie de Berlin indique pour mille quatre cent cinquante quatre musées, et pour l'année 1982, le nombre de cinquante deux millions de visiteurs. Entre les années 1960 et 1980, le nombre de visiteurs est passé de dix sept millions à trente huit millions et demi (La vie culturelle en République fédérale d'Allemagne, Inter Nationes, Bonn).

5.2. Les Kunsthallen

Les *Kunsthallen* sont des institutions gérées par des fonds publics où sont organisées des expositions. Certaines de ces *Kunsthallen* ont l'importance et le statut de musées, comme celles de Hambourg et de Brême, d'autres, comme celle de Dusseldorf organise des expositions sans avoir de collections permanentes. D'autres enfin, comme celle de Cologne par exemple, ne sont que des lieux d'exposition à la disposition des différents musées de la Ville qui y organisent des expositions temporaires à partir de leurs propres collections.

Il y a une quinzaine de *Kunsthallen* en Allemagne fédérale; elles se trouvent dans les villes suivantes :Baden-Baden, Berlin, Bielefeld, Brême, Bremerhaven, Dusseldorf, Hambourg,

Karlsruhe, Kiel, Cologne, Mannheim, Nuremberg, Recklinghausen, Stuttgart, Tübingen, Wilhelmshaven.

5.3. Les Kunstvereine

Les *Kunstvereine* ou sociétés d'art sont des organismes privés, créés par des citoyens, amateurs d'art, financés à l'origine par les cotisations des membres adhérents. Actuellement beaucoup de *Kunstvereine* reçoivent des subventions des pouvoirs publics. Créés au siècle dernier pour promouvoir l'art contemporain, ils organisent des expositions et des ventes d'oeuvres d'art. Ces *Kunstvereine* connaissent un grand succès et leur nombre croît régulièrement. En 1950, il y en avait une cinquantaine, en 1981, soixante-dix et aujourd'hui on en compte une centaine (dont trente pour la seule Rhénanie du Nord-Westphalie). Ils sont d'inégale importance, certains ont quatre cent membres, d'autres, comme celui de Dusseldorf, un des plus anciens, en compte sept mille. Certains sont très prestigieux et organisent des expositions d'artistes de renommée internationale.

Les membres des *Kunstvereine* reçoivent chaque année un cadeau (*Jahresgabe*) : une gravure ou une reproduction.

5.4. Foires, salons, expositions

Il n'existe pas en Allemagne fédérale de salons sur le modèle français. Deux grandes manifestations internationales s'y déroulent régulièrement : la Documenta de Kassel, salon d'art contemporain qui a lieu tous les cinq ans et qui est financée par le Ministère de l'Intérieur, l'Etat de Hesse et la Ville de Kassel. La Foire internationale (*Internationaler Kunstmarkt*) organisée par le Comité professionnel des Galeries d'art. Cette Foire internationale avait lieu alternativement à Dusseldorf

et à Cologne ; à partir de 1984, elle aura lieu tous les ans à Cologne et s'appellera Art Cologne.

De grandes expositions sont organisées chaque année : l'exposition de l'Union des Artistes allemands (DKB, qui a lieu chaque année dans une ville différente (voir également 2.1.), l'Exposition libre de Berlin (*Freie Berliner Kunstausstellung*) et la Grande Exposition de Munich (*Grosse Münchner Ausstellung*), expositions auxquelles participent surtout des artistes allemands.

Puis, occasionnellement, sont organisées de grandes expositions thématiques, centrées autour d'une époque ou d'un peintre. Citons, à titre d'exemple l'exposition "L'esprit du Temps" (*Zeitgeist*) organisée à Berlin en 1982; "Peinture européenne du Présent- Traces et Signes" (*Europäische Malerei der Gegenwart - Spuren und Zeichen*) , Trèves 1984, à laquelle participèrent quarante-cinq artistes européens de renom international. Citons encore l'exposition organisée à Dusseldorf au moment de la Foire de Cologne, fin 1984, " Deux mois d'art allemand - A partir d'ici" (*Zwei Monate deutsche Kunst - Von hier aus*) et pour terminer, la première exposition itinérante organisée par les *Kunstvereine* "Le Paysage artistique de la République fédérale" (*Kunstlandschaft Bundesrepublik*). Quarante-huit *Kunstvereine* participèrent à cette grande manifestation, chaque *Kunstverein* accueillant les artistes des *Kunstvereine* d'autres villes.

Des Semaines artistiques (*Kunstwochen*) sont organisées dans différentes villes, regroupant des artistes de toutes disciplines avec des expositions, des films, des pièces de théâtre etc. Des Semaines artistiques se déroulent régulièrement dans les villes suivantes : Hambourg, Brême, Berlin, Bonn, et Recklinghausen, dans le cadre du Festival de la Ruhr.

5.5. Galeries

Le circuit commercial du marché de l'art passe principalement par les galeries qui sont très nombreuses en Allemagne. Il y en aurait plus de six cent dont plus de la moitié jouerait un rôle important dans la promotion, la diffusion et la commercialisation de l'art contemporain. Ces galeries sont concentrées dans quelques villes : Munich, Hambourg, Berlin, Francfort et surtout Dusseldorf et Cologne où se trouvent aussi les galeries d'art d'avant-garde qui sont en relation avec des galeries d'art d'avant garde à Bâle, New-York et Milan.

Les galeries sont regroupées au sein d'un Comité professionnel des Galeries d'art (*Berufsverband deutscher Galerien*) dont le siège est à Cologne.

Citons aussi les galeries coopératives ou associatives (*Produzentengalerien*) gérées par des artistes ou des groupements d'artistes.

5.6. Artothèques

Les artothèques sont des organismes de prêts d'oeuvres. Certaines sont rattachées à des bibliothèques, d'autres à des musées, d'autres sont indépendantes. Les artothèques prêtent des oeuvres graphiques sur papier, et non des peintures ou des sculptures, pour une durée variable pouvant aller jusqu'à trois mois; ces oeuvres peuvent également être acquises. Il y a une douzaine d'artothèques en République fédérale.

5.7. Autres lieux

Il existe encore beaucoup d'autres lieux d'exposition, en dehors des lieux traditionnels, financés par les Etats ou les Villes ou des organismes privés. Citons par exemple à Berlin la Maison des Artistes de Béthanie, le bâtiment de Martin Gropius et les nombreuses salles des arts (*Kunstamt*). Le Service allemand d'échanges universitaires (DAAD) a ouvert, à Berlin toujours, une salle d'exposition. A Munich, il y a la Maison des Arts (*Haus der Kunst*). A Bonn, le Fonds d'encouragement aux Arts plastiques (le *Kunstfonds*) a ouvert en 1982 dans la Maison des Artistes à Bonn une salle d'exposition (*Kunstraum*).

Des circuits parallèles au circuit marchand traditionnel se sont créés dans de nombreuses villes, à l'initiative des citoyens (*Bürgerinitiativen*) ou des artistes. Des expositions, des performances, des actions, des créations d'oeuvres collectives sont organisées dans la rue, dans des banques, des cafés, des restaurants. Cette forme de diffusion s'appelle culture alternative (*Alternative Kultur*); elle a pour but de faire descendre l'art dans la rue et de familiariser les gens avec des nouvelles formes d'art. Les Etats et les Villes peuvent contribuer à ces actions en donnant des subventions pour aménager des locaux mais les frais d'entretien sont à la charge des citoyens et des artistes.

ADRESSES

Administratives

Services culturels du Ministère de l'Intérieur (*Bundesministerium des Innern*) 53 Bonn 1, Hohe Strasse 67, Dienstgebäude 7.

Conférence permanente des Ministres de la Culture (*Kultusministerkonferenz*) 53 Bonn 1, Nassestr.8.

Pour Berlin : der Senator für kulturelle Angelegenheiten, Europa Center, 1000 Berlin 30.

Caisse de Sécurité sociale Artistes (*Künstlersozialkasse*)
2940 Wilhelmshaven, Postfach 669.

Société d'Exploitation du Droit de suite (*Verwertungsgesellschaft Bild-Kunst e.V.*) Maison des Artistes, 53 Bonn 1, Poppelsdorfer Allee 43. (Dr. Gerhard Pfennig).

Sozialwerk für Bildende Kunst (Bild-Kunst), 53 Bonn 1, Poppelsdorfer Allee 43 (Dr. Gerhard Pfennig).

Office franco-allemand de la Jeunesse (*Deutsch-französisches Jugendwerk*) 5354 Bad Honnef 1, Rhöndorferstr. 23.

Service allemand d'Echanges universitaires, Programme artistique berlinois (*Deutscher Akademiker Austauschdienst DAAD - Berliner Künstlerprogramm*), 1000 Berlin 12, Steinplatz. Président: Dr. Wieland Schmied.

Associations d'artistes

Syndicat professionnel des artistes plasticiens (*Berufsverband der bildenden Künstler - BBK*), 53 Bonn 1, Poppelsdorfer Allee 43
Président : Otto Dressler, sculpteur. Secrétaire général :
Dr. Gerhard Pfennig, avocat.

L'Union des Artistes Allemands (*Deutscher Künstlerbund DKB*)
1000 Berlin 1, Artburgstr. 16. Premier président : Thomas
Grochowiak, Recklinghausen/Kuppenheim. Deuxième président:
Herbert Kaufmann, Berlin. Président d'Honneur : M. Walter Scheel

Gedok, 2000 Hambourg 63, Am Karpfenteich 44.

Fonds d'Encouragement aux Arts plastiques (*Kunstfonds*), Poppels-
dorfer Allee 43. (Dr. Gerhard Pfennig).

Kunstrat, 53 Bonn 2, Hochkreuzallee 89 (Dr. Andreas Johannes
Wiesand)

Mécénat

Cercle culturel du Syndicat fédéral de l'Industrie allemande
Kulturkreis im Bundesverband der deutschen Industrie e.V.)
5000 Köln 51 (Bayenthal), Gustav-Heinemann Ufer 84-88. Président
du Bureau : Dr. Bernhard Freiherr v. Loeffelholz.

Fondation Jürgen Ponto, 53 Bonn 1, Heussallee 10 (bureaux de
la Dresdner Bank). Président du Bureau : Dr. Bernhard Freiherr
v. Loeffelholz.

Diffusion artistique

Institut de Muséologie (*Institut für Museumskunde*), 1000 Berlin 33 (Dahlem), In der Halde 1-2.

Association professionnelle des Galeries allemandes (Comité professionnel des Galeries d'art) (*Bundesverband deutscher Galerien*) 5000 Köln 1, Helenenstr. 2. Président: Bogislav v. Wentzel. Secrétaire général: M. Gerhard F. Reinz, de la galerie Orangerie-Reinz à Cologne.

Association internationale des Critiques d'Art (*Internationaler Kunstkritikerverband - AICA*) 4630 Bochum, Kortumstr. 147.

Syndicat professionnel des commissaires-priseurs (*Bundesverband deutscher Kunstversteigerer*), 5000 Köln 1, Neumarkt 3 (Président : Dr. Reiner Schütte).

Société d'Intérêts des marchands d'art berlinois (*Interessengemeinschaft Berliner Kunsthändler*), 1000 Berlin 15, Ludwigkirchstr. 11 a. Premier président : Anselm Dreher.

Syndicat national des antiquaires et marchands d'art allemands (*Bundesverband des Deutschen Kunst- und Antiquitätenhandels e.V.*) 5000 Köln 41, Stadtwaldgürtel 32 a.

Comité international des Artistes (*Internationales Künstlergremium*) 5000 Köln 1, Moltkestr. 88.



FRANCE



1. ORGANISATION DE LA VIE ARTISTIQUE

1.1. Les pouvoirs publics

1.1.1. Institutions centrales

C'est un décret du 24 juillet 1959 qui a, pour la première fois en France, créé un Ministère des Affaires Culturelles. Le Ministère de la Culture a été restructuré en 1981 et le budget a été considérablement augmenté. Le budget s'élevait en 1980 (pour les Affaires Culturelles et la Communication) à 2,654 milliards de francs (0,55 du budget de l'Etat). Il s'élève en 1983 (pour la culture seulement) à 7 milliards de francs (0,78 % du budget de l'Etat).

L'Administration Centrale du Ministère de la Culture se compose de deux directions de caractère horizontal chargées des tâches de coordination (la Direction de l'Administration Générale pour ce qui concerne les moyens et la Direction du Développement Culturel pour ce qui concerne l'action culturelle) et de directions ou délégations de caractère vertical (dont la Direction des Musées de France et la Délégation aux Arts Plastiques). A quoi s'ajoutent le Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou et le Fonds d'Intervention Culturelle.

La délégation aux Arts Plastiques définit et met en oeuvre la politique de l'Etat et les moyens de la décentralisation

relatifs à la création contemporaine dans tous ses courants et ses formes d'expression plastique : peinture, sculpture, arts graphiques, métiers d'art, création industrielle, photographie. La politique menée en faveur des arts plastiques a été marquée en 1982 par une série d'innovations, dont :

- une augmentation considérable des crédits qui ont presque triplé entre 1981 et 1983,
- la mise en place de 22 conseillers artistiques régionaux chargés d'impulser la politique des arts plastiques au niveau des régions et, notamment de gérer les Fonds Régionaux d'Art Contemporain (FRAC)
- la restructuration des services en 3 sous-directions.

La sous-direction de la Création artistique a quatre axes d'intervention :

a. Achats d'oeuvres d'Art contemporain :

Sur avis du comité consultatif de la Création Artistique composé à parité de membres de l'Administration, d'artistes et de personnalités extérieures compétentes, la sous-direction de la Création Artistique acquiert pour le compte de l'Etat des oeuvres d'artistes vivants relevant de tous les domaines de l'expression plastique.

Le bureau des achats assure la gestion du Fonds National d'Art Contemporain (FNAC) et le fonctionnement de ses trois commissions d'achat :

- . peinture, sculpture, gravure et dessin,
- . art décoratif,
- . photographie.

Réunies périodiquement, les commissions examinent les dossiers d'achat présentés par les artistes et statuent sur les oeuvres présentées (trois au maximum par artiste).

Les inspections de la Création Artistique procèdent également à des achats directement dans les salons.

Une partie des crédits d'achat est désormais déconcentrée et gérée par les Fonds Régionaux d'Art Contemporain (FRAC)

b. Diffusion

La Sous-direction de la Création Artistique organise un programme annuel d'expositions d'art contemporain. Elle assure les prêts ou dépôts des 60.000 oeuvres regroupées dans le Fonds National d'Art Contemporain (FNAC). Elle attribue aux galeries les aides à la première exposition. Elle subventionne des projets d'exposition soumis à la Commission d'Inspection.

c. Commande Publique

Le Bureau du 1 % et de la Commande Publique gère le Fonds de la Commande Publique affecté aux commandes d'oeuvres à réaliser pour le compte de l'Etat en dehors de la procédure du 1 %.

Le Fonds d'Incitation à la création (FIACRE) a été créé en 1982 et sa dotation a été de 22 millions de francs en 1982 et 21 millions en 1983. Une partie de ces crédits est déconcentrée au niveau régional (au niveau local, les conseillers artistiques sont les correspondants et relais du FIACRE) Le FIACRE intervient financièrement dans trois secteurs : la création, la diffusion et la formation à l'art contemporain.

Le FIACRE accorde des bourses de recherche individuelle pour permettre à des artistes plasticiens de poursuivre leurs travaux soit à l'étranger, soit en France ; le montant de ces bourses va de 10.000 à 100.000 francs.

Parmi les réalisations du FIACRE, on mentionnera tout particulièrement la création de galeries de prêt d'oeuvres d'art contemporain. Les galeries de prêt d'oeuvres d'art contemporain sont consacrées, en un premier temps, à l'estampe et à la photographie. Il s'agit de services gérés comme des instruments culturels à but non lucratif, dont le fonctionnement est identique à celui d'une bibliothèque ou d'une discothèque. Leur but est la sensibilité du public à

l'art contemporain mais, outre leur rôle de diffusion, ces galeries de prêt sont des lieux de confrontation d'artistes régionaux, nationaux et internationaux et, sous la forme de commandes et d'achats constituent une aide directe à la création. La contribution du Ministère à la création de la galerie consiste en une subvention de 200.000 francs destinée à constituer un fond initial d'oeuvres d'art contemporain encadrées. La Commission Nationale du FIACRE présidée par le Délégué aux Arts Plastiques et composée de cinq représentants de l'administration et de neuf personnalités extérieures (nommées pour deux ans) est chargée de donner un avis sur toutes les demandes d'aides individuelles (bourses), d'examiner chaque année le bilan d'activité du FIACRE et de définir son programme de travail pour l'exercice suivant.

Le Centre National des Arts Plastiques (CNAP)

Le Centre National des Arts Plastiques est un établissement public présidé par le Délégué aux Arts Plastiques. Il permet à la délégation de disposer d'un instrument de gestion moderne de ses crédits. Il gère une partie des crédits de la Délégation concernant essentiellement le Fonds d'Incitation à la Création, les subventions aux FRAC, le Fonds National d'Art Contemporain, le Fonds d'Encouragement aux Métiers d'Art, les manufactures nationales, les relations extérieures, les expositions, les aides à la photographie, les actions audiovisuelles pour les arts plastiques. Ces crédits représentent environ 150 millions de francs sur 450 millions ouverts en 1982 pour les arts plastiques.

- la Manufacture Nationale de Sèvres,
- les Manufactures Nationales de Tapis, Tapisseries et Textiles,
- le Mobilier National,
- le Centre Artistique de Rencontres Internationales de

Nice,

- l'Institut Français de Restauration des Oeuvres d'art,
- les Sept écoles nationales d'art (Aubusson, Bourges, Cergy-Pontoise, Dijon, Limoges, Nancy, Nice).
- L'Ecole Nationale de la Photographie d'Arles.

Le Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou est un établissement public national. Il a pour objectif de contribuer à l'enrichissement du patrimoine culturel, à la formation du public, à la diffusion de la création architecturale et à la communication sociale. Les activités du Centre se répartissent en quatre secteurs : le Musée National d'Art Moderne et le Centre de Création Industrielle d'une part ; l'Institut de Recherche et de Coordination Acoustique Musique (I.R.C.A.M.) et la Bibliothèque Publique d'Information (B.P.I.) d'autre part.

Le Fonds d'Intervention Culturelle (F.I.C.) dépend d'un Comité interministériel créé en 1971 pour assurer la coordination, dans le domaine culturel, entre les différentes administrations et les collectivités locales. Le F.I.C. a un double objectif : amorcer des opérations interministérielles qui ne pourraient être engagées sans un financement spécial et permettre une politique concertée ; encourager des expériences novatrices.

1.1.2. Politique de décentralisation

Le Ministère de la Culture est représenté à l'échelon régional (22 régions) par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Dans le cadre de la nouvelle politique culturelle et de la nouvelle politique de décentralisation, la délégation aux Arts Plastiques a mis en place 22 conseillers artistiques régionaux (CAR), chargés en particulier de tenir le secrétariat du Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC), d'assurer des liens avec le Fonds National d'Art Contemporain (FNAC) et de constituer une instance de recours en matière

de politique d'achat de l'Etat.

Dans le cadre de la politique de décentralisation ont été créés :

- Les Fonds Régionaux d'Acquisition d'Oeuvres d'Art Contemporain (F.R.A.C.) pour lesquels un crédit de 22 millions de francs a été ouvert (1982). Chaque fonds est alimenté à parité par la Région et l'Etat ce qui devrait porter le crédit à 44 millions de francs. Les achats sont effectués après avis d'un "Comité d'achat" composé de personnalités scientifiques ou artistiques désignées par la Région et le Ministère de la Culture. En principe, les fonds sont gérés par des associations locales préexistantes ou créées à cet effet. Elles sont chargées par ailleurs de la conservation, de la diffusion et de la circulation des oeuvres ainsi que des prêts et des mises en dépôts

- Les Fonds Régionaux d'Acquisition des Musées (F.R.A.M.) dotés d'un crédit de 30 millions de francs. Ces fonds, alimentés par la région et l'Etat doivent permettre à chaque région de soutenir et d'encourager les politiques d'acquisition des musées classés et contrôlés. Il s'agit notamment de combler certains manques très importants des collections dans le sens de leur spécificité régionale ou encore d'accroître les collections d'art moderne.

- les Centres d'Art Contemporain dont la création résulte de celle des FRAC, ont quatre missions principales : acquisitions, expositions, accueil d'artistes dans les ateliers, formation.

La direction du Développement Culturel met en oeuvre la politique contractuelle en matière culturelle entre l'Etat, les régions, les départements et les villes. Des conventions culturelles sont signées entre le Ministère de la Culture et les régions. Des actions diverses d'incitation sont prévues au titre du FIACRE dans ces conventions.

1.1.3. Institutions régionales et locales

L'effort des communes - appuyé par les départements et les régions - s'est considérablement accru au cours des récentes années, encore que, ici encore, les arts plastiques soient rarement prioritaires. La contribution des communes en faveur de la culture a doublé, en francs constants, entre 1963 et 1974. Depuis cette date, la part du budget consacré par les communes à la Culture est passée en moyenne de 3 % à 6 % (ces taux ne tenant compte ni de l'Action Sociale ni de l'Architecture). De fortes inégalités subsistent cependant entre les villes, en fonction de leur taille, et bien que les villes petites et moyennes aient progressé dans les dernières années plus rapidement que les autres. Nous traiterons plus loin des achats et commandes effectués par les villes (cf. 4.3.2.).

Nous traiterons également ailleurs (cf. 5.2.) des institutions de diffusion au niveau local : musées, maisons de la Culture, centres culturels, etc... Il faut ajouter que les écoles d'art et les nouvelles bibliothèques peuvent être utilisées comme lieux d'expositions artistiques (1). De nombreux équipements ont été créés récemment dans les communes pour répondre au développement de la vie associative et des aspirations culturelles.

1.1.4. Action culturelle à l'étranger

L'action culturelle à l'étranger est sous la responsabilité de la Direction des Echanges Artistiques. Elle est chargée de la définition de l'art français à l'étranger et de la mise en oeuvre d'une politique d'échanges. Depuis trois ans, une priorité a été donnée à l'art contemporain, thème de plus de la moitié des expositions organisées à l'étranger.

(1) La France compte 2 Ecoles nationales supérieures d'Art (Paris); 6 Ecoles nationales (Aubusson, Bourges, Dijon, Limoges, Nancy, Nice) ; 71 Ecoles régionales et municipales de 1ère, 2e ou 3e classe.

Une aide à la création est organisée (missions pour des artistes français à l'étranger). Le budget est de 12 millions de francs pour la diffusion et l'information et de 4 millions pour les missions à l'étranger d'artistes français et les bourses d'accueil aux artistes étrangers. L'exécution est animée par l'Association Française d'Action Artistique.

1.2. Mécénat des personnes privées et des entreprises

1.2.1. Fiscalité

Elle concerne d'une part les particuliers et d'autre part les contribuables qui exploitent une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole.

- Pour les particuliers : Aux termes de l'article 238 bis du code général des impôts, les particuliers peuvent déduire annuellement du montant de leur revenu imposable les dons et legs qu'ils ont effectués au profit d'oeuvres et d'organismes d'intérêt général. Cette déduction est admise dans la limite du 1 % du revenu imposable, limite relevée en 1982 à 3 % et prévue à 5 % en 1984 pour les dons à des associations et fondations reconnues "d'utilité publique" (cf. 1.2.2.). La loi du 31 décembre 1968 sur les donations (étendue à l'impôt sur les grandes fortunes) autorise les bénéficiaires d'une succession à s'acquitter de leurs droits par remise à l'Etat ou aux Collectivités Locales d'oeuvres d'art à caractère exceptionnel. Cette procédure de règlement des droits est subordonnée à un agrément donné par la Commission interministérielle d'agrément pour la conservation du patrimoine. Ont été ainsi intégrés au patrimoine national les oeuvres des donations Max Ernst, Calder, Picasso, etc..., et, en dernier lieu, "l'Astronome" de Vermeer dans la donation G. de Rothschild.

- Pour les Entreprises : en application de l'Article 238bis

les entreprises peuvent déduire du montant de leur bénéfice imposable, dans la limite de 0,3 % de leur chiffre d'affaires, les versements effectués au profit de sociétés ou d'organismes agréés, essentiellement des fondations.

- Les dispositions fiscales propres aux fondations :

. exonération des droits de mutation sur les dons et legs qui leur sont consentis.

. réduction de ces droits pour l'acquisition d'immeubles nécessaires à leur fonctionnement (lorsqu'elles ont vocation d'assistance, de bienfaisance ou d'hygiène sociale). Contrairement à l'étranger où les revenus des fondations sont totalement exonérés d'impôts, elles sont en France soumises à l'impôt sur les sociétés non pas au taux plein de 50 % mais à celui de 24 %.

1.2.2. Les fondations d'Utilité Publique

On dénombre actuellement en France environ 300 Fondations reconnues d'Utilité publique.

Nous nous intéresserons ici plus particulièrement à la Fondation Nationale des Arts graphiques et Plastiques. Créée en 1976, cette fondation a, à l'origine, regroupé le legs Smith-Champion (avec la Maison Nationale des Artistes) et le legs Salomon de Rothschild (avec l'hôtel particulier de la rue Berryer). La Maison Nationale des Artistes, à Nogent-sur-Marne, est une maison de retraite pour les artistes des arts graphiques et plastiques (quarante chambres avec des espaces collectifs, des ateliers de travail et une salle d'exposition). L'Hôtel Salomon de Rothschild abrite actuellement la Maison des Artistes (association loi 1901 chargée exclusivement du fonctionnement du nouveau régime de la sécurité sociale des artistes, cf. 3.1.1.), l'Association Fra Angelico chargée de l'aide médico-sociale des artistes, l'Association Internationale et Nationale des Critiques d'art (A.I.C.A.), l'Association pour la Diffusion

des Arts Graphiques et Plastiques (A.D.A.G.P.), le Service de la Biennale de Paris, enfin la Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques.

1.2.3. Mécénat des personnes privées

Les dons et legs effectués à des musées ou à des fondations sont extrêmement nombreux.

L'Association des Centres d'Art Privés est composée de propriétaires ou utilisateurs de bâtiments qu'ils ont décidé de consacrer à la diffusion de l'art contemporain. Leur intention est de rendre accessible à un public provincial les formes d'expression les plus originales et les plus novatrices.

1.2.4. Mécénat des sociétés et des entreprises

Depuis les années 1970, les entreprises cherchent à promouvoir un mécénat différent et complémentaire de celui de l'Etat. L'ADMICAL (Association pour le Développement du Mécénat INdustriel et Commercial) qui ne fait pas elle-même du mécénat, a pour action d'aider les entreprises en facilitant les contacts avec les milieux de la culture. Chaque année, depuis 1980, sont organisées des assises du mécénat.

Des exemples de réalisation (qui peuvent se situer au niveau de l'aide à la création, de la diffusion ou de la communication) :

- les Soieries Brochier ont obtenu l'Oscar du Mécénat en 1980.
- la Fondation Bélier (filiale d'Havas créée en août 1982) a "cosponsorisé" avec Félix Potin un travail d'artistes de la Figuration Libre sur des espaces offerts par Métrobus. La prochaine opération de cette fondation aura pour support la vidéo.
- La briqueterie HEEM a obtenu en 1983 l'Oscar du Mécénat : le chef d'entreprise a invité six artistes de 20-25 ans à faire des oeuvres monumentales en briques dont ils sont

restés propriétaires.

- la CISI a financé une exposition Art et Informatique en faisant travailler des dessinateurs sur ordinateur.
- le Crédit Agricole finance des opérations régionales par le biais de la Fondation des Pays de France.
- Le groupe industriel Elf-Aquitaine Norvège a financé un Centre Culturel Franco-Norvégien à Stravanger en Norvège.

Enfin, parmi les entreprises ayant créé une institution distincte ou au moins une branche d'activité spécifique, on citera l'Espace Cardin à Paris, la Fondation Paul Ricard à Marseille, la Fondation Aquitaine. Les banques Crédit du Nord, Société Générale, Morin-Pons s'intéressent à l'art de multiples façons. Des entreprises et des sociétés comme la Régie Renault, la SEITA, la SNCF, la RATP, IBM, l'Union des Caisses d'Epargne, Moët-Hennessy, Singer, Kodak Pathé, plusieurs entreprises de publicité participent ou organisent régulièrement des opérations de Mécénat dans tous les domaines culturels ou artistiques.

1.3. Le marché de l'art contemporain

1.3.1. Exonérations fiscales sur les ventes d'oeuvres contemporaines

Les ventes d'oeuvres originales réalisées directement par les artistes sont exemptées de la T.V.A.

Les ventes réalisées par les commerçants en "oeuvres d'art originales" sont assujetties à la T.V.A., mais dans des conditions privilégiées : la T.V.A. (17,6 %) est calculée au libre choix des galeries, soit sur la différence entre le prix de vente et le prix d'achat, soit sur 30 % du prix de vente hors taxe.

Pour les ventes publiques, la T.V.A. est remplacée par une taxe de 7 %. L'acheteur a à sa charge entre 16 et 10 % du

prix d'adjudication, selon trois tranches de prix : 16 % jusqu'à 6.000 F., 11,5 % de 6.000 F à 20.000 F., 10 % au-dessus de 20.000 F.

1.3.2. Le volume des affaires

En 1983, le montant des exportations d'oeuvres d'art originales a été de l'ordre de 800 millions de francs, avec une part approximative de 40 % pour l'art contemporain ; le volume des exportations s'est élevé à 1,35 milliard de francs en 1984.

L'évaluation vraisemblable du commerce intérieur se situe à 70 % du montant du commerce extérieur.

1.3.3. Les caractéristiques du marché

Le marché de l'art est fortement concentré à Paris. On y compte environ 500 galeries (cf. 5.1.6.). Le Comité Professionnel des Galeries d'Art, sélectif dans son recrutement, en compte environ 135 pour Paris et la province, dont 15 en province (et près de la moitié sont situées dans le Sud-Est de la France).

La forte concentration parisienne, parce qu'elle résulte du marché de l'avant-garde internationale et des oeuvres des peintres de notoriété internationale, n'exclut par l'existence de marchés régionaux et locaux.

La FIAC (foire Internationale de Paris), a été créée en 1975 (cf. 5.1.6.).

2. ASSOCIATIONS D'ARTISTES

2.1. Les Salons

Le phénomène des Salons est spécifiquement français. C'est un phénomène diversifié. Il n'est guère de commune mesure en-

tre les Salons où n'importe qui peut exposer, au moins tant qu'il reste de la place sur les cimaises, et les salons restreints où les artistes sont sélectionnés par un jury, en fonction des tendances artistiques particulières. Le Salon des Indépendants, qui appartient à la première catégorie, regroupe chaque année de 2000 à 2500 artistes ; même chiffre à peu près pour le Salon des Artistes Français. Un millier d'artistes participent au Salon d'Automne. Les Salons de Mai, Comparaisons, Réalités, Nouvelles regroupent chacun de 500 à 600 artistes ; le Salon de la Jeune Sculpture en présente environ 250. Au cours des années 70, les artistes d'avant-garde semblent avoir manifesté une grande désaffection à l'égard des Salons au profit d'autres lieux de diffusion. Cependant, les Salons jouent un rôle d'animation non négligeable dans les "banlieues" de Paris et dans les villes de province. De plus, les Salons sans jury constituent, partout, l'unique chance offerte à un peintre inconnu de montrer son travail.

2.2. Associations professionnelles et syndicats

Un certain nombre de syndicats sont regroupés au sein de l'Union des Syndicats de créateurs professionnels en arts graphiques et plastiques : le Syndicat autonome des artistes peintres professionnels, le Syndicat national des peintres illustrateurs, le Syndicat national des graphistes, le Syndicat national professionnel des plasticiens créateurs en art mural et modèles, le Syndicat national des sculpteurs statuariers professionnels créateurs, la Chambre Syndicale des maîtres verriers français.

Appartiennent au Comité de liaison des sociétés et syndicats d'art graphiques et plastiques, outre les syndicats pré-cités (à l'exception des maîtres verriers), 37 salons, associations d'artistes et syndicats.

Resteraient encore à citer, n'appartenant pas aux organismes précédents: le Syndicat national des artistes plasticiens

(SNAP-CGT) et le Syndicat national des peintres, graveurs, sculpteurs (S.N.P.G.S.F.O.)

3. ASPECTS JURIDIQUES

3.1. Droits sociaux

3.1.1. Sécurité sociale

Le nouveau régime de Sécurité Sociale des artistes plasticiens a été institué par la loi du 31 décembre 1975 relative à la Sécurité Sociale des artistes auteurs d'oeuvres littéraires et dramatiques, musicales, chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques. Il n'est plus nécessaire, pour obtenir l'affiliation au régime, de justifier d'au moins 50 % de revenus artistiques. Il est seulement demandé à l'artiste de justifier que son activité artistique lui a procuré, au cours des trois années précédentes, des revenus au moins égaux à 1200 fois la valeur horaire du SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti). Dans le cas où cette condition n'est pas remplie, une commission tripartite (artistes - six sur onze membres - administrateurs, diffuseurs), propose ou non l'affiliation au vu du dossier d'activités artistiques du candidat.

Les artistes peuvent continuer à exercer leur activité artistique après avoir obtenu la liquidation de leur pension (loi n° 83-430 du 31 mai 1983 portant diverses mesures relatives aux prestations vieillesse).

L'organisme de gestion de la Sécurité Sociale est la Maison des Artistes, à Paris (cf. 1.2.2.).

Pour avoir droit à l'attribution d'un atelier, à l'obtention de certaines commandes et en particulier des commandes dites du 1 %, l'inscription à la Sécurité Sociale est requise.

3.1.2. Législation des accidents du travail

La législation sur les accidents du travail n'a pu, en l'état actuel de la réglementation, être étendue aux artistes. Ils doivent, sur ce plan, souscrire leur propre assurance. Des solutions sont en cours d'aménagement.

3.2. Droits moraux et patrimoniaux

La loi du 11 mars 1957 a fait sienne la conception dualiste du droit d'auteur. Dans l'alinéa 2 de l'article premier, il est affirmé que "ce droit comporte des attributs d'ordre intellectuel et moral, ainsi que des attributs d'ordre patrimonial".

3.2.1. Droits moraux

L'auteur jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son oeuvre. Ce droit est attaché à la personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible.

L'auteur a seul le droit de divulgation de son oeuvre. Le droit de divulgation conditionne, dans son exercice, la naissance du droit patrimonial. L'article 29 de la loi pose l'important principe que la propriété incorporelle de l'auteur sur son oeuvre est indépendante de la propriété de l'objet matériel.

L'auteur a le droit de repentir ou de retrait.

3.2.2. Droits patrimoniaux

- Le droit de suite

Le droit de suite, constitué par un pourcentage du prix de vente, perçu à l'occasion des ventes aux enchères et à la charge du vendeur, a été institué dès 1920. Une nouvelle loi sur la propriété intellectuelle est intervenue le 11 mars 1957, étendant le droit de suite aux ventes effectuées par le commerce. Toutefois, le règlement d'administration

publique n'ayant jamais été pris, le droit de suite n'est pas perçu dans les galeries.

Le tarif du droit perçu est fixé à 3 % applicables seulement à partir d'un prix de vente de 100 F.

- Le droit de reproduction

L'auteur jouit, sa vie durant, et ses héritiers, pendant la période légale de protection "post-mortem" (50 ans) du droit exclusif d'exploiter son oeuvre, sous quelque forme que ce soit, et d'en tirer un profit pécuniaire. Le monopole d'exploitation comporte le droit de reproduction, lequel consiste en "la fixation naturelle de l'oeuvre par tous les procédés qui permettent de la communiquer au public d'une manière indirecte" (art. 28, loi du 11 mars 1957, sur la propriété littéraire et artistique).

3.2.3. Sociétés de perception

Il existe en France deux sociétés de défense de la propriété artistique et de perception des droits de reproduction et de suite : la Société de la Propriété Artistique et des Dessins et Modèles (SPADEM), fondée en 1954, et l'Association pour la Diffusion des Arts Graphiques et Plastiques (ADAGP), qui date de 1953.

La SPADEM compte uniquement des artistes créateurs (2585 artistes, 1304 photographes, 6000 créateurs d'arts appliqués, en 1975), tandis que l'ADAGP regroupe aussi des marchands de tableaux, des commissaires-priseurs, des éditeurs, chacune des professions étant représentée au Conseil d'administration où les artistes restent toutefois majoritaires (1800 adhérents en 1975).

La tarification des droits de reproduction repose sur des usages concrétisés par des accords-types entre les sociétés de perception et les éditeurs ou les groupes professionnels concernés. Une série de critères en détermine le montant :

importance du tirage, format, couleur, emplacement dans la publication, type de publication. Les sociétés opèrent un prélèvement sur le versement des droits aux artistes. Le taux de prélèvement varie selon l'importance de l'opération.

3.3. Fiscalité

3.3.1. Modalités d'imposition

Les artistes plasticiens sont considérés, du point de vue fiscal, comme exerçant une profession libérale. Une instruction administrative du 31 janvier 1928 précise que "leurs profits présentent le caractère des bénéfices des professions non commerciales". Ils sont soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, au même titre que les médecins, avocats, architectes, sur la différence entre leurs bénéfices non commerciaux et leurs frais professionnels. Les bénéfices non commerciaux sont évalués de deux façons, au choix du contribuable. Les artistes qui choisissent le régime de la déclaration contrôlée doivent avoir un livre journal tenu au jour le jour et présentant le détail de leurs recettes (avec désignation des clients) et des dépenses professionnelles (matériel professionnel, loyer de l'atelier). La seconde formule est celle de l'évaluation administrative : à partir de certains renseignements (montant du loyer, éléments du train de vie, personnes à charge...) fournis par le contribuable, le bénéfice imposable est évalué par un fonctionnaire de l'administration des finances.

3.3.2. Evaluation des frais professionnels

Les artistes peuvent déduire de leur revenu imposable 25 % au titre des frais professionnels (achats de matériaux, loyer de l'atelier, etc...).

3.3.3. Etalement des ressources

Les impôts peuvent être calculés dans le cas d'une option pour la déclaration contrôlée des bénéfices sur la moyenne des revenus des cinq dernières années (étalement sur cinq ans de la moyenne des recettes et des dépenses professionnelles prises en compte).

3.3.4. Exonérations fiscales

Les prix académiques et les bourses de voyage ou d'encouragement sont exonérés de l'impôt sur le revenu.

L'artiste, si le produit de son art est conforme à la définition légale de l'oeuvre originale bénéficie :

- de l'exemption de la taxe d'habitation (pour l'atelier d'artiste strictement réservé à usage professionnel)
L'artiste, "s'il ne vend que le produit de son art, que le concours extérieur est réduit au strict nécessaire et suivant la définition de l'oeuvre originale" bénéficie :
- de l'exemption de la taxe professionnelle (patente)
- de l'exemption de la T.V.A., sur la vente des produits de son art.

La mesure fiscale la plus importante concernant les artistes plasticiens est que les ventes d'oeuvres réalisées directement par l'artiste sont exemptées de la T.V.A. Le code fiscal considère en effet que les revenus procédant de créations artistiques ne sont pas des bénéfices commerciaux.

4. ASPECTS ECONOMIQUES

4.1. Bourses, subventions et prix

4.1.1. Bourses

Les plasticiens bénéficient désormais d'un système diversifié de bourses, et concernant toutes les expressions

plastiques (budget 83 : 4MF)

Le FIACRE attribue :

- Des bourses de recherche et de création, sur concours annuel, d'un montant de cent mille francs chacune, permettant à des artistes plasticiens, des photographes, des créateurs industriels, des artisans créateurs de bénéficier soit d'un lieu d'accueil leur permettant de mieux approfondir leur pratique, soit d'être confrontés à d'autres expériences à l'étranger :
 - . au Centre Artistique de Rencontres Internationales (C.A.R.I.) de la Villa Arson de Nice,
 - . au Centre International de Recherche, de Création et d'Animation (C.I.R.C.A.) de Villeneuve-lès-Avignon,
 - . à la Villa Finaly, à Florence,
 - . à l'étranger, dans le pays de leur choix.
- Des bourses d'encouragement et des bourses de création, sur concours semestriel, permettant aux mêmes catégories de professionnels d'accomplir un projet de recherche ou de réalisation. 70 bourses environ ont été accordées en 1983.
- Des places pour l'Académie de France à Rome sont par ailleurs traditionnellement offertes par le FIACRE aux peintres, sculpteurs, photographes, graveurs architectes, littérateurs, historiens d'art, cinéastes, restaurateurs, musiciens. La procédure a été modifiée en 1983 : âge minimum relevé de 33 à 35 ans, ouverture aux étrangers, sélection sur un projet, renouvellement du jury, présélection par rapporteurs désignés par le jury, durée du séjour modulable.
- Des bourses de formation et perfectionnement aux Métiers d'Art sont attribuées depuis 1976, sans limite d'âge, à des candidats ne pouvant suivre une formation classique en apprentissage ou en école, pour leur permettre de suivre une formation de six mois à deux ans, à plein temps dans l'atelier d'un professionnel. Montant mensuel de la bourse: trois mille francs.

4.1.2. Aides à la création dans les manufactures

Le mobilier National et les Manufactures développent leur mission d'aide à la création en permettant l'accès aux plasticiens de leurs ateliers de recherche et de création :

- L'Atelier National d'Art Textile, installé dans l'enceinte des Gobelins, organise des stages de perfectionnement de très haut niveau tournés vers la recherche et la création en liaison avec l'industrie textile.

- Le Mobilier National dispose d'un atelier de recherche et de création de mobilier contemporain qui met au point et réalise des prototypes à partir de dessins achetés à des créateurs associés au travail d'exécution. Une consultation lancée en 1981 auprès de mille deux cents concepteurs a débouché sur la réalisation de 10 prototypes.

- Un atelier expérimental de recherche et de création s'est installé à l'automne 1982 dans les locaux rénovés de la Manufacture de Sèvres.

4.1.3. Soutien de projets expérimentaux

L'aide à des projets collectifs de création notamment dans l'optique de l'interdisciplinarité (alliant les arts plastiques à la littérature, la musique ou le théâtre) et de la liaison création et nouvelles technologies, constitue une seconde ligne d'action prioritaire du FIACRE qui s'est traduit par le financement depuis 1982, d'environ 150 projets mis en oeuvre par des associations ou ateliers collectifs.

4.1.4. Mécanismes d'avances remboursables

Une procédure d'avance sur recettes pour le Tissage de tapisseries se traduisant par un partage du coût du tissage entre le CNAP (Centre National des Arts Plastiques) et les lissiers a été instituée en 1983 dans le but d'attirer

à Aubusson des artistes et créateurs textiles n'ayant jamais abordé le domaine de la tapisserie ou dont les oeuvres n'ont jamais pu être tissées à Aubusson.

4.1.5. Les Grands Prix Nationaux et le Grand Prix des Arts de la Ville de Paris

Les Grands Prix Nationaux (d'un montant de 20.000 F. chacun) sont, depuis 1980, au nombre de trois : arts graphiques, peinture, sculpture. Ils sont attribués sans condition d'âge, ni acte de candidature, à des artistes dont l'oeuvre et la carrière ont particulièrement honoré l'art français. Le Grand Prix des Arts de la Ville de Paris est attribué alternativement à l'une ou l'autre des disciplines des arts plastiques.

4.1.6. Aide à la première exposition

Cette mesure date de 1971. Elle consiste en un financement de l'exposition, à part égale, par l'Etat et par une galerie d'art. Peuvent en bénéficier les artistes français ou étrangers qui n'ont jamais réalisé d'exposition personnelle (ou pas depuis dix ans au moins).

4.2. Acquisitions et Commandes publiques

4.2.1. Budget des achats

Le montant des crédits a été très considérablement augmenté (de 3,4 MF à 43,5 MF).

4.2.2. Fonds National d'Art Contemporain (FNAC)

Il existe désormais 3 commissions d'achat : - peinture, sculpture, arts graphiques ; - arts décoratifs ; - photographie. Lors de réunions trimestrielles, celles-ci procèdent, à l'acquisition d'environ un millier d'oeuvres par an, dans les secteurs de plus en plus variés (un crédit de 300.000 F est, par exemple, réservé en 1983 à l'acquisition de planches originales de bande dessinée destinées à enrichir les collections nationales en dépôt au Musée d'Angoulême).

4.2.3. Achats régionaux (FRAC)

A la date du 30 juin 1983, 500 oeuvres ont été achetées depuis la fin 1982 au public dans le cadre d'expositions estivales, parfois itinérantes.

Environ 3.000 devraient être acquises d'ici la fin 1983.

4.2.4. Les commandes d'oeuvres intégrées aux bâtiments publics 1 %.

Le 1 % est une procédure en pleine évolution :

- Par son extension :

En 1981, la procédure dite du 1 % a été étendue à la quasi-totalité des édifices publics pour la construction, l'extension ou la rénovation desquels une subvention de l'Etat était accordée.

- Par sa régionalisation :

Au niveau régional, un arrêté du 10 mai 1981 a institué les commissions régionales : celles-ci se sont mises en place tout au long de l'année 1982 ; une quinzaine existe présentement, et certaines d'entre elles (Alsace, Corse) ont eu à se prononcer sur des projets.

4.2.5. Le Fonds d'Aide à la Commande Publique

Créé au budget de 1983 et doté de 4.600.000 F., le Fonds d'Aide à la Commande Publique a essentiellement pour mission d'apporter son concours aux collectivités publiques engageant des projets de qualité par des aménagements tels que des jardins, fontaines, il est d'une grande souplesse d'intervention.

4.3. Ateliers

4.3.1. La politique d'aide à la construction d'ateliers

La ligne budgétaire consacrée aux ateliers est passée de 1,5 millions de francs en 1981 à 7 millions de francs en 1983. L'objectif est surtout l'aménagement ou la construction de 500 ateliers d'ici 1985

L'effort porte à la fois sur la construction, l'acquisition et l'aménagement d'ateliers, non seulement dans la région parisienne, mais sur l'ensemble du territoire.

4.3.2. Modalités d'attribution des ateliers

La recevabilité d'une demande d'atelier est liée à l'obligation d'affiliation au nouveau régime de sécurité sociale (cf. 3.1.1.).

4.3.3. La Cité des Arts

La Cité des Arts (cf. annexe Fondations) comporte un bâtiment principal en bordure du Marais, des locaux dans le quartier (anciens locaux commerciaux ou appartements laissés à l'abandon) et une annexe à Montmartre (ensemble d'habitation situé rue Norvins).

Les candidatures sont proposées par les souscripteurs au comité d'admission de la Cité, nommé par le conseil d'administration. Les dossiers de candidature comprennent un curriculum vitae, un dossier photographique des oeuvres, la liste des expositions auxquelles ont participé les artistes, un dossier de presse.

5. DIFFUSION

5.1. Les lieux de diffusion à Paris

5.1.1. Les Salons

Il existe un grand nombre de Salons, dont certains sont composés exclusivement d'amateurs, à Paris et dans la région parisienne (cf. 2.1.). S'adresser, pour Paris, à la Maison des Artistes et, pour les Salons de la "banlieue" parisienne, au Service Culturel des municipalités.

5.1.2. Les expositions

Le Centre National des Arts Plastiques met en oeuvre un

programme annuel d'expositions parisiennes. 3 MF. ont été affectés à la réalisation, en 1983, de six expositions. La Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques organise régulièrement des expositions ouvertes sur la création contemporaine.

La Délégation aux Arts Plastiques, organise des expositions dans son local de l'avenue de l'Opéra.

L'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts organise des expositions d'atelier.

La Ville de Paris organise des expositions d'art contemporain à l'Hôtel de Ville de Paris et à la Maison des Ateliers, aux Halles.

5.1.3. Musées

Le Centre national d'art et de la Culture Georges Pompidou, pour la partie Musée national d'art moderne dispose d'un crédit de 20.114.000 F (1983) et reçoit 1,2 million de visiteurs par an.

La section "Animation, Recherche, Confrontation" (ARC) du Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris est ouverte à la création artistique contemporaine dans toutes les disciplines (arts plastiques, musique, poésie). Des animations et des débats accompagnent les expositions.

Le Musée d'art moderne et le Musée de la sculpture en plein air de la Ville de Paris ont bénéficié de crédits d'acquisition élevés en 1982 (plus de 2 millions F pour le premier et 751.400 F pour le second).

5.1.4. Ateliers municipaux d'expression culturelle et de voisinage

Dans le but de soutenir les artistes plasticiens qui transmettent leur art dans les ateliers (en 1982, 300 ateliers fonctionnent autour de 148 disciplines artistiques différentes), l'ADAC (association pour le développement de l'animation culturelle) ouvre une galerie-atelier 21 rue St Paul

75004 où ils pourront exposer leurs oeuvres personnelles (janvier 1983).

La Maison des Ateliers est ouverte en février 83 aux Halles; des expositions y sont organisées.

5.1.5. Festivals et manifestations internationales

Des expositions sont organisées dans le cadre du Festival d'Automne de Paris, comme aussi dans le cadre du Festival du Marais (cf. Centre Culturel du Marais).

La Biennale de Paris est une manifestation internationale (150 artistes de 25 pays), ouverte aux artistes âgés de moins de 35 ans. La sélection est effectuée par un comité international de critique d'art et de conservateurs.

Secrétariat permanent : 11, rue Berryer, 75008 Paris.

5.1.6. Foires et galeries d'art

Outre les galeries d'art (avec le nouveau pôle commercial qui s'est constitué dans le quartier du Centre Pompidou) et dont nous avons déjà fait état (cf. 1.2.3.), nous mentionnerons la Foire Internationale de l'Art Contemporain (F.I.A.C.) créée en 1975, et qui réunit chaque année, en octobre, les plus prestigieuses des galeries internationales, en même temps qu'elle attire un grand nombre de visiteurs (Grand Palais).

Pour avoir la liste des galeries d'art s'adresser au Comité des Galeries d'Art (cf. adresses) et consulter aussi l'Officiel des Galeries (15 rue du Temple, 75004 Paris), publication mensuelle.

5.2. Les lieux de diffusion en province

5.2.1. Les Musées de province

Indépendamment des multiples musées privés, environ 1.200 musées ont été recensés en France en 1979, parmi lesquels il faut distinguer d'une part les musées nationaux, d'autre

part les musées classés et contrôlés appartenant à des collectivités locales (cf. 1.1.3).

Les musées nationaux d'art moderne, en dehors de Paris, sont : le Musée Picasso à Vallauris, le Musée Fernand Léger à Biot, le Musée Chagall à Nice.

Les Musées de province ont fait et font des efforts particuliers en matière d'art contemporain international. On citera en particulier le Musée des Beaux-Arts de Grenoble, le Musée d'Art et d'Industrie de Saint-Etienne, le Musée Cantini à Marseille, le Musée de l'Abbaye Sainte-Croix aux Sables d'Olonne, le Musée des Beaux-Arts de Toulon, le Musée des Beaux-Arts de Calais, et tant d'autres. Le Musée qui abrite la collection Masurel a été ouvert à Villeneuve d'Ascq en 1983. A Bordeaux, le Centre d'Arts Plastiques Contemporains (cf. 5.2.3.) se transforme en Musée d'Art Contemporain. Des centres d'art contemporain, des Musées d'art contemporain et des départements d'art contemporain dans le cadre de Musées existants se développent en de nombreux lieux (une cinquantaine).

5.2.2. Les Maisons de la Culture et Centres Culturels

Les Maisons de la Culture (M.C.) sont associées au nom d'André Malraux, ministre des Affaires Culturelles de 1959 à 1969. Elles sont financées à parité (50 %) par l'Etat et la municipalité. Elles sont gérées par des associations constituées selon la loi de 1901. Elles ont une vocation polyvalente. Malgré les efforts récemment accomplis en faveur des arts plastiques, ces derniers demeurent encore les parents pauvres de la diffusion culturelle. On compte actuellement 15 Maisons de la Culture.

Les Centres d'Action Culturelle (leur lancement date de 1968) sont des établissements plus modestes et des structures plus souples et plus mobiles. Ils sont également gérés par des associations (Loi de 1901) mais financés pour un tiers par l'Etat et pour deux tiers par les collectivités locales. Ces centres sont actuellement au nombre de 38.

La dotation globale de fonctionnement attribués par l'Etat aux Maisons de la Culture et Centres d'Action Culturelle s'est élevée, en 1983, à 152,8 millions de Francs. Ce dispositif national a été élargi à une grande variété de Centres Culturels locaux, jouant un rôle polyvalent de création et de diffusion au financement desquels l'Etat participe sur la base de conventions.

5.2.3. Les Centres d'Art Contemporain

Les écoles des beaux-arts et les bibliothèques municipales constituent également des lieux d'exposition, ainsi que les centres d'art municipaux.

A Lyon, la municipalité a mis un lieu à la disposition d'un centre culturel baptisé Espace Lyonnais d'Art Contemporain.

A Bordeaux, le Centre d'Arts Plastiques Contemporains est installé aux Entrepôts Lainé. Il joue un rôle important dans la diffusion de l'art contemporain d'avant-garde (cf.5.2.1.). Des crédits d'Etat importants (4,9 millions de francs en 1983) ont été utilisés pour le fonctionnement du Centre National de Recherche, d'Animation et de Création pour les Arts Plastiques (C.R.A.C.A.P.) à Limoges, pour la préfiguration du Centre National d'Art Contemporain de Nice.

5.2.4. Les galeries de prêt d'art contemporain

Quatorze galeries de prêt ont été ouvertes en 1982 et quatorze seront ouvertes en 1983 avec une participation globale de l'Etat de 2,8 millions de francs en 1982 et 3,2 millions en 1983 (cf. 1.1.1.).

5.2.5. Les Centres Culturels de Rencontres

L'Association des Centres Culturels de Rencontres a été créée en 1972 par la Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, avec l'aide de la Fondation de France. Dans sa politique de réanimation des monuments historiques,

la Caisse a recherché une activité permanente, accordée au style et à la vocation de l'édifice, qui le réinsère dans la vie contemporaine. Le soutien et la participation financière de nombreux ministères ont permis la réalisation de centres culturels. L'association compte actuellement 8 centres (voir liste en annexe).

5.2.6. Les Fondations et Centres d'Art Privé

On mentionnera la Fondation Maeght à Saint-Paul de Vence qui organise des expositions de prestige et la Fondation Anne et Albert Prouvost à Marcq-en-Baroeul (près de Lille) qui consacre une part importante de ses activités à l'organisation d'expositions.

L'Association des Centres d'Art Privés (cf. 1.2.3.) a été créée en 1972 (les membres fondateurs étaient au nombre de cinq). Chacun des centres est un lieu d'expositions.

5.2.7. Festivals et manifestations artistiques nationales et internationales

Un nombre de plus en plus grand de villes (y compris moyennes) organisent un festival annuel dans lequel les arts plastiques ont une importance de plus en plus grande. On citera les festivals (ou biennales) de Bordeaux, La Rochelle, Aix-en-Provence, Menton, Mulhouse, Cagnes-sur-Mer, Vallauris, etc...

5.3. La critique d'art

Le Syndicat de la Presse Artistique Française (SPAF) a son siège 11, rue Berryer, Paris. Président : Gisèle Pollailon-Kerven.

L'Association Internationale des Critiques d'Art (AICA) a son siège 9, rue Berryer, Paris, tél. 45.61.11.68.

Président : Jacques Leenhardt.

Parmi les revues, particulièrement consacrées à l'art contemporain d'avant-garde, on citera Art Press International

et Opus International. Parmi les revues rendant compte d'un art de tendance plus académique, on mentionnera l'Amateur d'art et le Peintre.

Parmi les revues d'intérêt artistique général on citera Connaissance des Arts, Galerie des Arts, L'Oeil, et plus récemment, Beaux-Arts, Galleries.

Adresses

Administration

Ministère de la culture et de la communication, 3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01, tél. 42.96.10.40.

Délégation aux Arts Plastiques (D.A.P.), 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. 42.61.56.16.

Délégation à la création aux métiers artistiques et aux manufactures, 3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01, tél. 42.96.10.40.

Direction des musées de France, palais du Louvre, pavillon Mollien, 75041 Paris Cedex 01, tél. 42.60.39.26.

Mission de développement culturel, 4, rue d'Aboukir, 75002 Paris, tél. 42.96.10.40.

Direction des affaires culturelles de la Ville de Paris, 17, bd Morland, 75181 Paris Cedex 04, tél. 42.77.15.50.

Associations d'artistes

Pour les salons, associations diverses et syndicats, s'adresser à la Maison des artistes, 9 et 11, rue Berryer, 75008 Paris, tél. 45.63.33.66.

Comité de liaison des sociétés et syndicats d'arts graphiques et plastiques avec le ministère des affaires culturelles (29 salons, 5 associations diverses, 10 syndicats), 9 et 11, rue Berryer, 75008 Paris, tél. 45.61.11.68.

Association pour la diffusion des arts graphiques et plastiques (ADAGP), 11, rue Berryer, 75008 Paris, tél. 45.61.03.87.

Entr'aide des travailleurs intellectuels, 1, rue de Courcelle, 75008 Paris, tél. 45.63.72.46.

Ecole Nationale supérieure des Beaux-Arts, 14, rue Bonaparte et 17, quai Malaquais, 75006 Paris, tél. 42.60.34.57.

Maison des artistes (fondation Salomon de Rothschild), 11 rue Berryer, 75008 Paris, tél. 45.63.23.56.

Maison nationale des artistes (fondation Smith-Campion), 14, rue Charles VII, 94130 Nogent-sur-Marne, tél. 48.55.73.80.

SPADEM, 12, rue Henner, 75009 Paris, tél. 48.74.40.39.

Union des Syndicats de créateurs professionnels en arts graphiques et plastiques (U.S.C.P.-A.G.P.), 1, rue de Courcelles, 75008 Paris, tél. 45.63.73.28.

Diffusion artistique

Pour les musées, s'adresser à la direction des musées de France, palais du Louvre, 75001 Paris, tél. 42.60.39.26.

Pour les centres culturels, s'adresser à l'association technique pour l'action culturelle (ATAC), 19, rue du Renard, 75004 Paris, tél. 42.77.33.22.

Voir aussi, au Centre Georges Pompidou, service d'information, la publication : calendrier des manifestations en France.

Animation, recherche, confrontation (ARC), musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson, 75116 Paris, tél. 47.23.61.27.

Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, 75191 Paris Cedex 04, tél. 42.77.12.33.

Centre d'arts plastiques contemporains, entrepôt Lainé, rue Ferrière, 33000 Bordeaux, tél. () 42.16.35.

Centre de développement et d'animation concerté de la ville et du territoire de Belfort (CDAC), 29, avenue Sarraill, 90006 Belfort, tél. (84) 28.53.40.

Centre national de recherche, d'animation et de création pour les arts plastiques (CRACAP), château de la Verrerie, 71202 Le Creusot, tél. (85) 55.01.11.

Centre international de recherche, de création et d'animation (CIRCA), La Chartreuse, 30400 Villeneuve-les-Avignon, tél. (90) 25.05.46.

Espace lyonnaise d'art contemporain, centre échange de Perrache, 69008 Lyon 2, tél. (7) 28.62.08.

Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer, 75008 Paris, tél. 42.67.46.84.

Marché de l'art

Chambre syndicale des estampes et dessins, 117, bd Saint-Germain, 75006 Paris, tél. 43.29.21.01.

Comité professionnel des galeries d'art, 5, rue Quentin-Bouchart, 75008 Paris, tél. 47.23.74.29.

Compagnie nationale des commissaires-priseurs de Paris, 13, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris, tél. 45.23.05.91.

Compagnie des experts, 52, rue Taitbout, 75009 Paris, tél. 48.74.86.12.

FIAC, président Daniel Gervis, galerie Gervis. tél. 42.61.11.73.



- 169 -

GRECE



1. ORGANISATION DE LA VIE ARTISTIQUE

1.1. Mécénat public

1.1.1. Institutions centrales

Les affaires culturelles grecques dépendent du Ministère de la Culture, créé en 1975. (Jusqu'en 1985, le Ministère s'est appelé Ministère de la Culture et des Sciences). Le Ministère de la Culture comprend, entre autres, une Direction des Beaux-Arts. De cette Direction, dépendent trois comités consultatifs qui ont pour mission d'organiser la vie artistique, d'étudier les problèmes relatifs aux artistes plasticiens, de mettre en oeuvre des réformes, d'instaurer de nouvelles mesures en faveur de la création et de la diffusion artistiques, de la protection des créateurs et du développement des arts en général. Ces comités sont nommés par arrêté ministériel pour une durée de deux ans. Ils sont composés de six ou sept membres, représentants d'institutions indépendantes du ministère. Le responsable de chacun de ces comités est une personnalité du Ministère de la Culture.

Le Département ou Comité des Arts plastiques est plus spécialement chargé des problèmes relatifs aux artistes plasticiens. Il se compose, outre du représentant du Ministère de la Culture, responsable du comité, de six personnalités : un professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, un membre de l'Association des critiques d'art (membre de l'A.I.C.A.), un représentant de la Chambre des Artistes, un historien de l'art, deux artistes.

Le Comité pour la création et la restauration des monuments comprend des personnalités appartenant aux institutions représentées au Comité des Arts plastiques (Ecole des Beaux-Arts, Chambre des Artistes, Association des critiques d'art) plus un professeur d'histoire de la Grèce moderne et un architecte d'environnement.

Le Comité pour les retraites s'occupe, comme son nom l'indique, des retraites des artistes selon des modalités tout à fait particulières à la Grèce. Les artistes, ayant atteint l'âge de 65 ans, peuvent bénéficier d'une retraite versée par l'Etat, sans avoir jamais cotisé. Cette retraite donne en outre droit automatiquement aux avantages de la sécurité sociale sur le plan médical. Ont droit également à cette retraite, indépendamment de l'âge, les artistes qui ont subi un accident de travail. Leurs héritiers naturels peuvent y prétendre même si l'artiste meurt avant l'âge de la retraite. Cette retraite est allouée aux artistes grecs, ayant vécu en Grèce ou à l'étranger, à la seule condition qu'ils soient d'origine grecque, même s'ils ont pris entre-temps une autre nationalité. Le comité décide sur dossier des bénéficiaires de cette retraite, il juge d'après l'importance de l'oeuvre : expositions, achats d'oeuvres par des musées, critiques etc. Contrairement aux deux autres comités, le Comité pour les retraites n'est pas consultatif, mais décisif; le représentant du Ministère de la Culture, qui préside, ne peut faire opposition aux décisions prises par les membres du comité, au nombre de cinq: un professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, le directeur de la Pinacothèque Nationale, un artiste, représentant de la Chambre des Artistes, et deux personnalités du monde des arts.

Comme il n'existe pas de protection sociale particulière aux artistes, le comité est assez souple dans l'attribution des retraites. Malgré cela, les critères d'attribution sont souvent estimés discriminatoires et "anti-humanistes" par les syndicats d'artistes.

1.1.2. Autres institutions dépendant du Ministère de la Culture

La Pinacothèque Nationale-Musée Alexandre Soutsos. Son rôle essentiel est la conservation de l'art grec traditionnel. Cependant, comme il n'existe pas en Grèce de musée d'art moderne, la Pinacothèque comble cette lacune en organisant des expositions d'art moderne et contemporain (voir 5.1.) et en achetant des oeuvres d'art à des artistes contemporains (voir 4.3.1.)

La Pinacothèque est en fait constituée par le regroupement de deux collec-

tions en une seule , celle du Musée Alexandre Soutsos, un mécène du XIXème siècle qui a fait don de ses collections à l'Etat et celle provenant d'un fonds d'œuvres du XIXème et du XXème jusqu'en 1940 qui appartenait à l'Etat. Jusqu'en 1976, date à laquelle le bâtiment actuel a été inauguré, ces collections n'étaient pas présentées au public, car il n'y avait aucune salle d'exposition.

Les collections de la Pinacothèque sont constituées essentiellement par des dons et des legs. Un legs important lui a permis d'acheter, entre les deux guerres, des impressionnistes et des post-impressionnistes. Après la deuxième guerre mondiale, la France, en hommage à la résistance antinazie de la Grèce, a fait une donation de tableaux de peintres du XXème : Picasso , Braque, Picabia. En 1976 un autre don a permis à la Pinacothèque d'acquérir un tableau de Delacroix. Sofia Parthénis, fille de Parthénis, peintre du XIXème et doyen de l'Ecole des Beaux-Arts, a fait don à la Pinacothèque de cinq cent dix toiles de son père. Les revenus d'un immeuble que la Pinacothèque possède à Paris lui permet d'acquérir, surtout des gravures. La Pinacothèque Nationale continue d'augmenter ses collections en acceptant des dons et en procédant à des achats. Pour les artistes contemporains, les dons ne sont acceptés que pour des œuvres d'artistes reconnus par les personnalités du monde de l'art. Un comité artistique composé d'un peintre, d'un architecte, d'un collectionneur et du conservateur du Musée propose, le Conseil d'Administration de la Pinacothèque décide. Pour les modalités d'achat d'œuvres d'artistes contemporains, voir 4.3.1.

L'Ecole de Tinos . Dans cette île des Cyclades, riche en carrières de marbre, l'Ecole de Tinos prépare les jeunes au travail de ce matériau. Les candidats sont admis sur concours. A la fin de la scolarité, les deux premiers sont admis sans examen à l'Ecole des Beaux-Arts, les autres, techniciens du marbre, travaillent en libéraux ou comme employés aux services archéologiques de conservation des monuments. Cette école existe depuis 1953 mais ses statuts sont en cours de modification. Le Ministère de la Culture

souhaiterait développer l'Ecole de Tinos et en faire un centre de rencontres pour colloques et séminaires et ouvrir les ateliers à des architectes désireux de travailler le marbre. Il projette également d'accueillir, l'été, quand l'école est fermée, des artistes étrangers, peintres, sculpteurs ou architectes.

La Chambre des Arts et des Lettres. Son rôle est l'expansion et le développement des arts : musique, littérature, arts plastiques, par l'organisation d'expositions, des échanges culturels, l'achat de livres, l'organisation de concours, de gravure en particulier, avec exposition des oeuvres sélectionnées. La Chambre des Arts et des Lettres organise aussi des concours pour des livres édités en province, des concours de musique de chambre etc. Le conseil d'Administration, nommé par le Ministre, est composé de représentants des grandes associations littéraires et artistiques.

La Chambre des Artistes (Epimélitizion Eikastikon Technon E.E.T.E.). La Chambre des Artistes a un statut et un rôle tout à fait particuliers. Comme toutes les associations professionnelles (médecins, avocats etc.) subventionnées par leur ministère de tutelle, la Chambre des Artistes est subventionnée par le Ministère de la Culture. Toutefois, elle est la seule association professionnelle à avoir le statut juridique de personne morale de droit public. Parallèlement, elle a une structure de syndicat libre, contradictoire en fait avec son statut juridique. Ni tout à fait association professionnelle, ni tout à fait syndicat, l'E.E.T.E. joue le rôle d'un groupe de pression dans la politique artistique de la Grèce. La Chambre des Artistes est composée d'un ensemble de petites associations créées en 1945 qui se sont regroupées par la suite. Elle a été constituée sous sa forme actuelle par une loi de 1981 qui fixe ses statuts et détermine son rôle auprès du Ministère de la Culture. Des représentants de la Chambre des Artistes font partie des comités consultatifs du Ministère (voir 1.1.1.).

et participent à d'autres commissions traitant des affaires concernant les arts plastiques, comme les comités du Ministère de l'Education nationale pour l'enseignement, des Finances pour les problèmes fiscaux, ou de la Santé pour les problèmes d'assurance maladie. La participation aux comités des différents ministères, inscrite dans les textes, et le rôle de conseiller auprès du Ministère de la Culture, revendiqué sans cesse par l'E.E.T.E., n'ont pas toujours été effectifs. Depuis quelques années cependant, des progrès ont été réalisés en ce sens et la participation de l'E.E.T.E. aux différentes commissions est de plus en plus grande (Pour le fonctionnement de l'E.E.T.E. comme association professionnelle et syndicat défendant les intérêts des artistes, voir 2.1.).

Il existe également un certain nombre d'associations indépendantes du Ministère mais subventionnées par lui. Ces associations, une vingtaine environ, ont surtout un rôle culturel : organisation d'expositions, de colloques, d'échanges culturels. Citons parmi les associations dont le siège est à Athènes, celles qui jouent un rôle assez important dans la vie artistique : l'association des sculpteurs, l'association des critiques d'art (rattachée à l'A.I.C.A.) l'association des historiens d'art. Une autre, sise à Salonique, l'association des Beaux-Arts de Macédoine, "Technè", est la plus importante pour la Grèce du Nord. Il y a d'autres associations de ce type dans les villes de province, Cavalla, Messine, Hérakleion (Crète) etc.

L'Ecole des Beaux-Arts dépend en fait du Ministère de l'Education nationale mais entretient des rapports étroits avec le Ministère de la Culture, en particulier au niveau des trois comités consultatifs qui comptent parmi leurs membres des professeurs de l'Ecole des Beaux-Arts.

Citons enfin les Pinacothèques municipales et les Centres culturels des Mairies (voir 5.2.) avec lesquels le Ministère de la Culture collabore pour des expositions (subventions, prêts d'oeuvres).

1.1.3. Politique culturelle

Le budget ordinaire du Ministère de la Culture représente 1,2% du budget total de l'Etat. 0,4% du budget du Ministère de la Culture est attribué au Service Central (c'est-à-dire les services culturels proprement dits, sans compter le secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports). Sur ce pourcentage, 10% sont affectés aux différentes directions culturelles du Ministère. Sur ces 10%, la Direction des Beaux-Arts reçoit 0,45%, soit dix-huit millions de drachmes, auxquels s'ajoutent des subventions annuelles extraordinaires. A titre de comparaison, signalons que la Direction des Lettres reçoit trente deux millions, les Arts folkloriques, quarante sept millions et demi, le Cinéma plus de quatre vingt millions et la Direction de l'Architecture, soixante et un million.

L'aide à la création s'est beaucoup développée en Grèce ces dernières années. Le Ministère de la Culture a prévu, dans le cadre de sa politique culturelle, un plan quinquennal en faveur des artistes plasticiens. Le plan a débuté en 1981. Certaines des mesures prévues dans ce plan sont déjà en vigueur, d'autres sont encore en projet.

Outre le système des retraites, qui fonctionne déjà (voir 1.1.1.), le Ministère de la Culture a prévu un système de prêts pour aider en particulier les jeunes artistes (Pour les conditions d'obtention de ces prêts, voir 4.2.).

En ce qui concerne la diffusion de l'art, le Ministère de la Culture a le projet d'organiser, ou plus exactement, de remettre à l'honneur des manifestations artistiques et des expositions qui existaient auparavant et qui ont été interrompues pour des raisons diverses, politiques ou artistiques, comme par exemple la Panhellénique, grande biennale qui réunissait tous les artistes grecs de toutes les disciplines (voir 5.), ou l'Exposition internationale de Sculpture qui aurait lieu désormais tous les quatre ans. "Cette exposition pourrait être intégrée au Festival d'Athènes et constituer un événement artistique d'importance mondiale. Cette manifestation mettrait les sculpteurs grecs en contact avec leurs confrères étrangers et ferait connaître au public grec, sans aucun retard, les grands courants de l'art international. Nous pensons qu'une telle entreprise serait bien vue par les sculpteurs étrangers qui seraient heureux d'exposer à côté du rocher sacré de l'Acropole". (Extraits d'une allocution de Madame Marie Michaelidou, responsable du Comité des Arts plastiques, représentante du Ministère de la Culture de Grèce à un colloque à Marseille en octobre 1985). La dernière Exposition internationale de Sculpture avait eu lieu en 1965.

Le Ministère prévoit, en outre, d'organiser dans des villes de province, des colloques de sculpture, auxquels seraient invités des sculpteurs du monde entier, des rencontres de jeunes artistes, des voyages d'information à l'étranger, ainsi que l'aménagement d'ateliers (voir 4.4.)

Des mesures législatives sont à l'étude en ce qui concerne les monuments (création, restauration) et les commandes d'oeuvres intégrées aux bâtiments publics (13) (voir 4.3.2.).

Citons enfin que le Ministère de la Culture subventionne la publication de monographies d'artistes.

1.2. Mécénat privé

Le mécénat privé est très important en Grèce et l'on compte un grand nombre de collectionneurs. On avance le chiffre de trois cent, en comptant ceux qui vivent à l'étranger. Il y en aurait une vingtaine à Athènes. Certains d'entre eux ont créé des fondations ouvertes au public.

Citons, parmi les principales, la Fondation Vorrès. Monsieur Jan Vorrès, soixante deux ans, journaliste, écrivain, homme d'affaires, mécène, collectionne des oeuvres d'artistes grecs de la seconde moitié du XXème siècle (depuis 1940). Le musée Vorrès a été aménagé sur un terrain de deux hectares dans le petit village de Paeania à une vingtaine de kilomètres d'Athènes. Le musée lui-même existe depuis 1981 mais les collections avaient été constituées il y a une vingtaine d'années déjà. Il comprend deux parties, un musée folklorique aménagé dans un bâtiment vieux de trois cent ans et un musée d'art contemporain construit il y a cinq ans par l'architecte M. Photiades. M. Vorrès a son habitation dans l'enceinte du Musée. La Fondation a été créée en 1982. Sur les huit cent oeuvres que comprend la collection de M. Vorrès, quatre cent (trois cent peintures et cent sculptures) sont présentées dans le musée qui reçoit deux mille cinq visiteurs par mois. La Fondation Vorrès organise également des expositions itinérantes de ses oeuvres. En 1986, une exposition itinérante de cinq ans doit être présentée dans plusieurs villes des Etats-Unis et au Canada. Monsieur Vorrès continue d'enrichir sa collection par des achats d'oeuvres à des artistes grecs contemporains, soit directement dans les ateliers, soit parfois par l'intermédiaire des galeries.

La Fondation Tériade à Mytilène. Cette fondation, dirigée par Madame Tériade qui vit à Paris, est tournée plus spécialement vers l'édition. Néanmoins, Madame Tériade a le projet d'organiser et de subventionner un concours qui sera ouvert aux artistes plasticiens.

La collection Demetris Z. Pierides est présentée au public dans un musée à Glyfada, près d'Athènes. Elle comprend environ trois cent peintures et deux cent gravures d'artistes contemporains, grecs et chypriotes.

Citons pour mémoire la collection Goulandris, à Athènes, qui présente surtout des sculptures et la collection de M. Alexander Iolas qui avait, à une époque, plusieurs galeries en Grèce et à l'étranger.

Aucune mesure d'allègement fiscal n'est prévue dans le cas de dons ou de legs à des fondations privées. La loi ne prévoit pas non plus de système de dation d'oeuvres d'art en paiement de l'impôt sur la succession.

1.3. Marché de l'art

Un grand nombre d'artistes grecs de notoriété internationale vit tout ou partie de l'année à l'étranger, principalement en France et aux Etats-Unis. Ce phénomène est une caractéristique de la scène artistique grecque. Cette notoriété, acquise le plus souvent à l'étranger, contribue à faire connaître à l'extérieur l'art grec contemporain en même temps qu'elle a des répercussions sur le marché intérieur. Longtemps stagnant et à l'écart des grands circuits internationaux de l'art, le marché de l'art grec s'est beaucoup développé ces dernières années. On assiste à une véritable explosion du nombre des galeries qui est passé d'une dizaine en 1959 à près d'une centaine en 1986, pour la seule ville d'Athènes. Le marché de l'art est en effet concentré à Athènes. Sur ces cent galeries, beaucoup ont plusieurs activités : ventes de lithographies, de reproductions, encadrements. Trois ou quatre seulement essaient de promouvoir des artistes en présentant de l'art

contemporain. Ces galeries sont souvent en relation avec des galeries étrangères, à New-York ou à Milan.

Il n'existe pas en Grèce d'association professionnelle des galeries d'art. Un projet proposé en 1985 par une des plus anciennes galeries d'Athènes, qui existe depuis vingt ans, pour constituer une telle association, a échoué.

Les conditions faites aux artistes sont les mêmes que dans les autres pays. Les commissions prélevées sur les ventes vont de 30 à 60% selon l'importance de la galerie.

En ce qui concerne la presse artistique, il existe trois ou quatre revues spécialisées dans l'art contemporain. Trois ou quatre revues de littérature ont des rubriques régulières sur l'art contemporain et la vie artistique, enfin, certains quotidiens consacrent quelques colonnes à la critique d'art.

L'Association des critiques d'art, dont le siège est à Athènes, est rattachée à l'Association internationale des critiques d'art (A.I.C.A.).

Il n'y a pas encore en Grèce de ventes publiques. Toutefois, Christie's a l'intention d'ouvrir une filiale à Athènes, et prévoit des ventes d'oeuvres d'art contemporain - ce qui est l'indicateur d'un marché en développement. Les prix des oeuvres d'art sont encore relativement raisonnables par rapport aux prix pratiqués à Londres ou à Paris, aussi beaucoup d'étrangers achètent-ils à Athènes en misant sur des artistes encore inconnus.

2. ASSOCIATIONS D'ARTISTES

On estime à un peu moins de deux mille le nombre total des artistes grecs, en comptant ceux qui vivent à l'étranger. Pratiquement tous les artistes sont inscrits à la Chambre des Artistes, l'association la plus importante et la plus représentative de la profession.

2.1. L'Epimelitizion Eikastikon Technon, E.E.T.E. ou Chambre des Artistes

Mille quatre cent trente artistes sont inscrits à cette association. En effet, les diplômés des Ecoles des Beaux-Arts, d'Athènes, de Salonique et de l'étranger y sont automatiquement inscrits. Et comme la plupart des artistes grecs ont acquis une formation dans une école des Beaux-Arts, un grand nombre d'entre eux appartient à l'E.E.T.E. Les Grecs accordent en effet une grande importance à la formation dans une école spécialisée et la proportion de non-diplômés inscrits à l'E.E.T.E. n'a cessé de diminuer-sauf pendant la période de la dictature militaire (de 1967 à 1974) qui avait tendance à favoriser ceux qui n'étaient pas passés par une école. C'est ainsi que, de 1945 à 1967, sur six cent membres inscrits à l'E.E.T.E., cent cinquante étaient non diplômés. De 1967 à 1974, ce chiffre est passé à trois cent et de 1974 à 1986, il est tombé à cent, pour un total d'inscrits de mille quatre cent trente. (Parmi les non-diplômés, inscrits ou non d'ailleurs à l'E.E.T.E., on trouve très souvent les artistes les plus connus).

Les artistes non-diplômés peuvent aussi s'inscrire, sur dossier à la Chambre des Artistes. Il leur faut apporter la preuve d'une activité artistique et la procédure est plus longue.

Parmi les non-inscrits à l'E.E.T.E. (trois ou quatre cent artistes environ) on trouve les plus âgés, les plus de cinquante ans; ce sont souvent des artistes de grande notoriété, ils sont environ cinquante ou soixante. On trouve également les plus jeunes (deux cent cinquante à trois cent) qui ne se sont pas inscrits par indifférence aux problèmes syndicaux ou sous prétexte que la politique n'a rien à voir avec l'art ou encore pour la raison que la loi qui régissait l'E.E.T.E. avant 1981 était considérée par beaucoup d'artistes comme "réactionnaire". Depuis quelques années toutefois, le nombre de demandes d'inscription ne cesse d'augmenter.

Les artistes de l'E.E.T.E. sont répertoriés en quatre rubriques : les peintres (neuf cent), les sculpteurs (deux cent quatre vingt), les graveurs

(cent trente) et les décorateurs (cent vingt). Cette dernière catégorie comprend les céramistes muraux, les verriers, ceux qui font de la mosaïque, les peintres d'icônes et les peintres de fresques, assez nombreux en Grèce du fait du grand nombre d'églises à restaurer et du marché des icônes assez important. Sont également répertoriés dans cette catégorie les dessinateurs de bandes dessinées et certains artistes travaillant le textile, les autres étant considérés comme peintres ou comme faisant de la "soft sculpture".

La Chambre des Artistes dont le statut est assez particulier (voir 1.1.2.) joue un grand rôle dans la vie artistique grecque. Bien qu'association dont les liens avec le Ministère de la Culture sont très étroits (des représentants de l'E.E.T.E. font partie des comités consultatifs du Ministère), l'E.E.T.E. a aussi un statut de syndicat libre pour la défense des intérêts des artistes plasticiens et, à ce titre, formule des revendications. La principale de ces revendications porte sur la participation de la Chambre des Artistes à tout ce qui touche aux arts plastiques, participation qu'elle souhaiterait plus élargie, notamment dans les domaines de l'environnement, de l'architecture, de l'urbanisme et de l'enseignement artistiques. Ses autres revendications portent sur des questions sociales. Il n'existe pas de régime de sécurité sociale propre aux artistes et l'E.E.T.E. estime le critère d'allocation des retraites allouées aux artistes âgés de plus de soixante cinq ans contestable et discriminatoire (voir 1.1.1.). L'E.E.T.E. souhaiterait voir instaurer un régime d'assurance maladie pour les artistes et une loi réglementer les droits patrimoniaux, en particulier le droit de suite.

Les sources financières de la Chambre des Artistes sont diverses : elle reçoit une subvention annuelle du Ministère de la Culture. Elle perçoit 2% sur la vente de tableaux et sur toute commande exécutée sur des bâtiments publics ainsi que sur tout travail de décoration effectué sur des bâtiments publics ou non, aménagement de parcs, par exemple. Ces 2% lui sont versés directement par les artistes bénéficiaires de ces commandes.

Les cotisations de ses membres (mille cinq cent drachmes par an en 1986) constituent une autre source de financement. Enfin, l'E.E.T.E. tire quelques revenus d'immeubles de rapport que des particuliers lui ont légué.

L'E.E.T.E. apporte des aides financières à ses membres en difficulté, il existe une caisse spéciale pour des aides ponctuelles. L'E.E.T.E. fournit également des aides financières pour des expositions, surtout en banlieue ou en province, des aides matérielles pour les fournitures, en effet, les couleurs et les toiles du peintre, les outils du sculpteur, les matières premières pour le céramiste, le mosaïste, le papier et les presses pour le graveur coûtent extrêmement cher en Grèce, pratiquement tout le matériel est importé. L'E.E.T.E. souhaiterait voir mise en place, avec le concours du Ministère, une coopérative pour pouvoir vendre ces fournitures à des prix moins élevés que ceux pratiqués dans le commerce.

L'E.E.T.E. a également d'autres activités, plus politiques, comme la participation aux mouvements de paix dans le monde, l'aide au tiers-monde ou, en cas de catastrophe, l'aide à des populations, comme par exemple l'envoi d'argent pour la reconstruction d'immeubles à Mexico après le tremblement de terre etc.

2.2. Autres associations

Les autres principales associations sont : l'Association des sculpteurs grecs, l'Association des peintres d'icônes et des fresques d'église et l'Union des diplômés de l'Ecole des Beaux-Arts d'Athènes. Cette dernière association a eu un rôle syndical assez important jusqu'à ce que l'E.E.T.E. prenne la première place, c'est cette association qui a demandé que soit instaurée la loi qui régit actuellement l'E.E.T.E. et fixe ses statuts (loi de 1981). Depuis cette date, l'essentiel des activités de l'Union des diplômés de l'Ecole des Beaux-Arts est surtout d'ordre culturel, comme les autres associations d'ailleurs. Citons par exemple l'exposition de sculpture

organisée chaque année dans les jardins de l'Association des sculpteurs grecs.

Presque tous les membres de ces associations d'artistes font également partie de l'E.E.T.E.

3. ASPECTS JURIDIQUES

La législation grecque ne prévoit pas de régime social et fiscal propre aux artistes.

3.1. Droits sociaux

Il n'y a pas de régime d'assurance sociale particulière aux artistes, cependant certaines mesures ont été créées pour les aider.

3.1.1. Assurance-maladie

Depuis la fin de l'année 1985, existe, à titre temporaire, une assurance-maladie pour l'artiste et sa famille. C'est un régime spécial qui se rapproche plus d'une aide spécifique en cas de maladie qu'un véritable système d'assurance. En effet, il n'y a pas de cotisation. Un Fonds spécial du Ministère de la Santé, géré par un comité dont font partie des représentants de l'E.E.T.E., paie les frais médicaux en cas de maladie. Ce régime provisoire a été mis en place en attendant le vote sur la sécurité sociale artistes.

Les artistes peuvent aussi souscrire une assurance volontaire auprès du régime général ou à la caisse des artisans, mais il leur faut payer la quasi totalité de la cotisation, y compris la part patronale.

3.1.2. Assurance vieillesse

Une loi de 1973 prévoit un système de retraite pour les artistes ayant atteint l'âge de soixante cinq ans, sans qu'ils aient versé de cotisation (voir 1.1.1.) Cette retraite donne automatiquement droit aux avantages de la sécurité sociale sur le plan médical.

3.1.3. Assurance accident du travail

La retraite donnée aux artistes de plus de soixante cinq ans peut être allouée aux artistes qui ont eu un accident du travail, indépendamment de leur âge. Cette allocation est reconduite aux héritiers et ayants droit, même si l'artiste meurt avant soixante cinq ans.

3.2. Droits patrimoniaux

Le droit de suite n'existe pas encore en Grèce; il fait partie des revendications formulées par les associations d'artistes.

3.3. Fiscalité

3.3.1. Fiscalité directe

Pour l'impôt sur le revenu, l'artiste est considéré théoriquement comme exerçant une profession libérale. Plus de la moitié des artistes inscrits à l'E.E.T.E. exercent une autre profession, en tant qu'enseignant le plus souvent. Ils sont alors imposés comme les autres membres de cette profession. Pour leurs gains provenant de leur activité artistique, les artistes bénéficient d'exonérations, comme tout salarié d'ailleurs. En dessous de cinq cent mille drachmes de revenus par an, -tous frais déduits, atelier, matériel etc.- ils ont droit à une réduction d'impôt de 50%. Entre cinq cent mille et sept cent mille drachmes de revenus annuels, la réduction est de 25%. La seule mesure spéciale aux artistes est la possibilité d'étaler le paiement de l'impôt sur quatre ans quand le revenu annuel est supérieur à sept cent mille drachmes.

3.3.2. Fiscalité indirecte

La T.V.A. vient seulement d'être introduite en Grèce et ne sera effective qu'au cours de l'année 1986, si bien qu'il est encore impossible d'en prévoir les effets sur le marché de l'art et de savoir s'il y aura des mesures spéciales pour les artistes.

4. ASPECTS ECONOMIQUES

4.1. Bourses - Prix

4.1.1. Bourses

Quelques organismes et fondations donnent des bourses à des étudiants et à des artistes. Il n'y a pas de bourses spécifiques pour les artistes. La Fondation IKY est l'organisme principal qui accorde des bourses. Des dons ou des legs provenant de fondations privées ou de particuliers peuvent être attribués sous forme de bourses à des artistes qui en font la demande. L'Ecole des Beaux-Arts et les gouvernements des pays étrangers, par l'intermédiaire des centres culturels, comme par exemple l'Institut français d'Athènes, l'Institut Goethe ou le British Council, donnent également des bourses.

Le Ministère de la Culture prévoit dans son plan quinquennal des voyages d'information à l'étranger d'une durée de trois à cinq mois. Ce ne sont pas des bourses à proprement parler puisque ces voyages seront destinés à des artistes exerçant déjà leur métier.

4.1.2. Prix

Des prix sont distribués à l'occasion de grandes expositions comme l'Exposition de céramique ou l'exposition annuelle de sculpture organisée par l'association des sculpteurs grecs. L'Ecole des Beaux-Arts distribue des prix aux meilleurs élèves en fin de scolarité. Lorsqu'un concours est orga-

nisé à l'occasion d'une commande publique (décoration d'un bâtiment, commande d'une statue etc.) les artistes non sélectionnés - les dix premiers - se voient attribuer un prix. Enfin, la sélection pour une exposition à l'étranger est considérée comme un prix honorifique.

Ces prix sont exonérés d'impôts.

4.2. Aides

Dans son plan quinquennal, le Ministère de la Culture a prévu un système d'aides aux artistes sous forme de prêts. En mai 1984 a été constitué un comité composé de membres du Ministère de l'Economie, de la Banque de Grèce et de la responsable du Comité des Arts plastiques du Ministère de la Culture pour étudier les possibilités de prêts aux artistes. Afin d'aider des jeunes artistes en début de carrière sans que les conditions de remboursement des prêts soient trop lourdes, étant donnée l'irrégularité des revenus de provenance artistique, le comité a mis au point un projet de prêts dont les principales mesures sont les suivantes: "Auront droit aux prêts, les artistes de moins de quarante cinq ans, les artistes inscrits à la Chambre des Artistes, les artistes dont les revenus ne dépassent pas un million cinq cent mille drachmes. Ces prêts seront octroyés pour des dépenses d'atelier et préparation d'exposition - sommes ne dépassant pas cinq cent mille drachmes et remboursables en six mois; pour l'équipement d'ateliers, particulièrement coûteux pour les graveurs et les sculpteurs - sommes limitées à un million de drachmes remboursables en cinq ans ; enfin, pour l'acquisition d'ateliers ne dépassant pas cent mètres carrés - sommes limitées à deux millions quatre cent mille drachmes remboursables en quinze ans. Ces prêts seront octroyés aux mêmes conditions que les prêts aux artisans (avec un taux de 14%, ce qui est normal pour la Grèce)." (Extraits de l'allocution prononcée par Mme Michælidou, représentante du Ministère de la Culture au colloque de Marseille, octobre 1985).

Rappelons les aides ponctuelles apportées par la caisse d'aide aux artistes de l'E.E.T.E. et le projet d'une coopérative destinée à la vente de

fournitures et de matériel pour artistes à des prix moins élevés que ceux pratiqués dans le commerce (voir 2.1.).

4.3. Achats et commandes d'oeuvres d'art par le secteur public

4.3.1. Achats

Le Ministère de la Culture , la Pinacothèque Nationale et les municipalités ont une politique d'achat d'oeuvres d'art de peintres contemporains, morts ou vivants, vivant en Grèce ou à l'étranger.

Le Ministère de la Culture consacre une part relativement importante de son budget à l'achat d'oeuvres d'art. Cette part varie beaucoup d'une année à l'autre, le programme d'achat n'étant pas le même tous les ans: une année, le Ministère de la Culture achètera de la sculpture, l'année suivante de la peinture, l'année d'après de la gravure ou de la décoration (mosaïque, céramique, art textile). Le budget de l'année 1986 par exemple est assez élevé - trente millions de drachmes - car c'est l'année où le Ministère achète de la sculpture. Le Comité des Arts plastiques décide des achats d'après les grandes lignes d'une politique fixée à l'avance en fonction de quelques critères tels que la taille des oeuvres, la tranche d'âge des artistes auxquels on achètera etc. Les artistes viennent eux-mêmes présenter leurs oeuvres, deux ou trois pièces, sauf quand il s'agit de sculptures (les membres du Comité se rendent alors dans les ateliers) et indiquent leurs prix qui sont parfois discutés par le Comité. Ces oeuvres sont ensuite groupées dans un Fonds national destiné à alimenter les expositions itinérantes organisées en Grèce par le Ministère (voir 5.1.), à enrichir les collections des Pinacothèques municipales, enfin à décorer les bâtiments publics et les bureaux des Ministères.

La Pinacothèque Nationale achète des oeuvres d'artistes grecs morts depuis trente ans. 3 à 4% de son budget sont consacrés à l'achat d'oeuvres d'art. Le Conseil d'Administration de la Pinacothèque décide des achats , il est composé d'un professeur aux Beaux-Arts, d'un sculpteur, d'un graveur, d'un pein-

tre, d'un collectionneur, de deux personnalités du monde de l'art (historien ou critique) et du conservateur. Les collections de la Pinacothèque s'enrichissent également par des dons et des legs (voir 1.1.2.)

Les municipalités. Un grand nombre de villes de province ont une pinacothèque municipale et des centres culturels se créent dans beaucoup de communes. Les Pinacothèques municipales ont leur propre politique d'achat et constituent des collections d'art contemporain qui sont complétées par des dons du Ministère de la Culture. Le Centre culturel de la Mairie d'Athènes avec sa Pinacothèque est particulièrement actif dans ce domaine. Depuis 1984, le Centre culturel, qui dépend de la Mairie d'Athènes, a son propre budget, qui représente 11% du budget total de la Mairie. 13% du budget du Centre culturel est consacré aux arts plastiques, organisation d'expositions (voir 5.2.), achats d'oeuvres d'art. La part du budget consacrée aux arts plastiques est plus élevée que celle consacrée au théâtre ou à la musique. Le Centre culturel achète à de jeunes artistes à l'occasion d'une exposition annuelle ouverte aux moins de trente cinq ans. La première de ces expositions a eu lieu en 1985. Un concours est ouvert aux moins de trente cinq ans, diplômés ou non. Vingt artistes ont été retenus sur les cent qui avaient concouru. A l'issue de l'exposition, le Centre culturel a acheté des oeuvres qui ont été mises en partie à la Bibliothèque des Beaux-Arts du Centre culturel - qui possède en outre une collection permanente de peintres du début du XXème siècle ainsi qu'une importante glyptothèque, et à la Pinacothèque municipale. Une autre partie est prêtée aux centres culturels de province pour des expositions. Enfin, ces oeuvres servent également à la décoration des bureaux du Centre.

4.3.2. Commandes - Conservation et restauration des monuments

Le 1%, ou commande d'oeuvres d'art intégrées aux bâtiments et lieux publics, n'est pas encore en vigueur en Grèce. Jusqu'alors, les commandes d'oeuvres d'art avaient été prises en charge - et seulement d'une façon occasionnelle et pour une part relativement peu élevée - par des banques, des grandes so-

ciétés, des mairies ou des particuliers. Un projet de loi est en cours pour que l'Etat organise et prenne en charge le 1%.

En ce qui concerne la construction de nouveaux bâtiments d'une part, la conservation et la restauration de monuments existants d'autre part, un comité composé de sept membres (un historien de la période néo-hellénique, un historien de l'art, un critique, deux sculpteurs, un architecte et un artiste représentant de la Chambre des artistes) a été créé pour deux ans. Il a pour mission de décider des projets à réaliser et d'en coordonner la réalisation, -annonce publique des concours, établissement du budget, contrôle du travail-etc.. Un projet de loi est mis au point pour faire du Ministère de la Culture le seul commanditaire des projets lorsqu'aujourd'hui différents services de différents ministères sont concernés. Cette loi prévoit en outre des mesures concernant la protection ultérieure de ces oeuvres, la protection de leur environnement, leur déplacement, éventuellement leur sortie du pays et la formation d'un service spécial pour leur conservation.

4.4. Ateliers

Comme partout ailleurs, il est difficile de trouver un atelier à Athènes. Dans son plan quinquennal, le Ministère de la Culture a prévu l'aménagement d'ateliers à loyer modéré dans le vieux quartier de Plaka, au pied de l'Acropole.

5. LIEUX DE DIFFUSION

5.1. Expositions organisées par les pouvoirs publics

Parmi les mesures inscrites au plan quinquennal, figure le projet de ré-organiser la grande exposition ouverte aux artistes grecs contemporains, la Pan-hellénique. Créée en 1937, cette biennale a été interrompue en 1975

à la suite de dissensions survenues entre les membres du comité d'organisation et les artistes. Comme la Pan-hellénique est en fait la seule manifestation artistique de grande importance qui permette aux jeunes surtout de montrer leur travail, le Ministère a décidé de la remettre à l'honneur. La Pan-hellénique avait lieu, auparavant, en un seul salon qui regroupait toutes les disciplines et toutes les tendances. Deux comités s'occupaient de la sélection et de l'organisation, un comité d'organisation composé de huit membres : le directeur de la Pinacothèque Nationale (historien d'art), le directeur de l'Ecole des Beaux-Arts, une personnalité du Ministère (président du comité) et cinq artistes, trois peintres, un sculpteur, un graveur, et un comité de sélection composé de neuf artistes élus par la Chambre des Artistes. Désormais, la Pan-hellénique sera organisée selon une nouvelle formule: deux ou trois salons successifs, de moindre importance chacun, donneront aux artistes la possibilité de présenter plusieurs oeuvres (trois à cinq) chacun. Ils permettront également d'accueillir les nouvelles formes d'expression : vidéo, body-art etc. Le critère de participation à l'un ou l'autre de ces salons serait l'âge, il y aurait un salon pour les plus jeunes, un salon pour les plus âgés. Un comité va être mis en place pour préparer cette manifestation prévue pour la fin de l'année 1986. Elle aura lieu, comme auparavant, au Zappeio, le Palais des expositions, situé en plein centre d'Athènes. L'avantage de ce lieu est qu'il attire de nombreuses foules; lors de la dernière Pan-hellénique, il avait accueilli trois cent mille visiteurs, vingt deux mille catalogues avaient été vendus.

Le Ministère de la Culture organise également des expositions occasionnelles. Citons parmi celles-ci la grande exposition organisée en 1985, année de "Athènes, capitale culturelle européenne". Cette rétrospective, intitulée "Réminiscences, transformations, recherches" présentait soixante années d'art grec, peinture, sculpture, gravure, de 1922 à nos jours. Cent quarante artistes exposants, représentant toutes les tendances, permirent de dresser un bilan de la création artistique des soixante dernières années en Grèce.

Le Ministère de la Culture organise également d'une façon plus ponctuelle des expositions itinérantes, à Athènes ou en province, à l'occasion par exemple de manifestations culturelles qui se déroulent dans des communes.

La Grèce participe aussi aux grandes manifestations artistiques internationales : biennales de Venise, de Sao Paulo, de Paris, d'Alexandrie, biennale de sculpture de Budapest. Pour le choix des artistes envoyés par la Grèce à ces expositions, le Comité des Arts plastiques nomme un commissaire qui opère une sélection, présente ensuite au comité la liste des artistes sélectionnés par lui avec un avis motivé sur la raison de son choix. Le comité accepte, en général, ce choix. Les artistes de l'E.E.T.E., membres du Comité des Arts plastiques, ne peuvent pas ne pas avoir d'influence sur le choix des artistes. La participation à ces manifestations internationales est subventionnée par le Ministère.

La Grèce organise également des expositions dans le cadre d'accords bilatéraux avec des pays étrangers.

Rappelons le projet d'une Exposition internationale de Sculpture, prévue tous les quatre ans, qui serait présentée dans le cadre du Festival d'Athènes (voir aussi 1.1.3.) et le projet de création d'une Salle Expérimentale d'Exposition (le M.E.E.T.) qui serait ouverte à toute nouvelle forme d'expression artistique et subventionnée par l'Etat.

Comme il n'y a pas à proprement parler de lieu d'exposition à Athènes, la Pinacothèque Nationale comble cette lacune en prêtant ses salles. La Pinacothèque organise et accueille des expositions classiques (une dizaine par an) : les sculptures de Rodin, les gravures de Munch, le paysage hollandais du XVII^e siècle etc. ou des rétrospectives d'artistes grecs du XX^e siècle. La Pinacothèque accueille également des expositions thématiques, sur la demande ou la proposition d'organismes extérieurs, comme les services culturels des pays étrangers ou les Communautés Européennes par exemple. C'est ainsi qu'en 1985, année de "Athènes, capitale culturelle européenne", fut présentée une exposition de onze peintres européens contemporains, ou qu'en 1986,

on a pu voir une exposition consacrée aux "Grands projets du Président" (les projets de Mitterand).

Mais la Pinacothèque organise aussi des expositions d'artistes grecs contemporains, quand il sont déjà confirmés et reconnus, ont une certaine notoriété, donc des artistes d'un certain âge.

5.2. Les municipalités - Centres culturels et Pinacothèques municipales

Les municipalités achètent des oeuvres d'art destinées à leurs collections permanentes, elles sont en outre des centres très actifs de diffusion de l'art. La municipalité d'Athènes est particulièrement active depuis quelques années. Le Centre culturel de la Mairie d'Athènes possède, en plus de la Pinacothèque municipale, plusieurs salles, dans le bâtiment administratif principal et dans divers bâtiments en ville, où sont organisées des expositions temporaires, collectives ou individuelles, d'artistes contemporains grecs ou étrangers, appartenant à toutes les disciplines artistiques. Environ vingt expositions sont présentées par mois dans les différentes salles du Centre.

Pour les expositions personnelles, un comité de sélection composé d'un professeur aux Beaux-Arts, d'un historien d'art, d'un membre de l'A.I.C.A., d'un artiste de l'E.E.T.E. et d'un membre du Conseil d'Administration de la Mairie, qui est en même temps peintre, choisit les artistes. Le maire-adjoint, qui dirige le Centre culturel, est président du comité mais n'a pas pouvoir de décision. Pour les expositions collectives, demandées ou proposées par des groupes d'artistes, des associations d'artistes ou l'Ecole des Beaux-Arts, un comité de sélection accepte, ou non, la proposition. Quand ce sont les services culturels des ambassades ou les instituts culturels étrangers qui font la demande, elles sont acceptées d'emblée.

Le Centre culturel d'Athènes organise depuis 1985 une exposition intitulée "Athènes - Arts plastiques" qui doit avoir lieu chaque année. Un comité spécial composé d'un professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, d'un critique d'art, d'un membre de l'E.E.T.E. et d'un représentant du Conseil d'Administration

du Centre culturel, organise un concours. En 1985, vingt artistes ont été retenus sur les cent qui ont postulé. Tous les deux ans, a lieu une biennale de gravure, la première s'est tenue en 1984, elle fut instituée à l'occasion du cent cinquantième anniversaire d'Athènes capitale de la Grèce. En 1984 également, on inaugura la première Exposition des Jeunes qui doit avoir lieu désormais tous les ans.

Tous les frais de ces expositions, affiches, invitations, vernissages, sont pris en charge par le Centre culturel; elles sont entièrement gratuites pour les artistes.

Sur le modèle d'Athènes, un grand nombre de municipalités ont créé des centres culturels auxquels le Centre d'Athènes prête des oeuvres pour les expositions qu'ils organisent. Il y a des pinacothèques municipales à Salonique, Rhodes, Sparte et Larissa.

5.3. Expositions organisées par d'autres associations ou organismes culturels

Les Instituts culturels étrangers sont très intégrés dans la vie artistique grecque, en particulier l'Institut français d'Athènes, l'Institut Goethe, le British Council et l'Institut italien. Ils sont de véritables fenêtres ouvertes sur l'extérieur pour un pays géographiquement éloigné des grands centres artistiques. Les Instituts culturels travaillent en collaboration avec le Ministère de la Culture, parfois avec des galeries, pour organiser des expositions d'artistes grecs, ou présenter des artistes de leur pays. L'Institut français d'Athènes a des annexes en province, au Pirée, à Rhodes ("L'Auberge de France"), à Volos, Larissa et Calamata dans le sud du Péloponnèse.

Rappelons l'exposition annuelle de Sculpture organisée dans ses jardins par l'Association des sculpteurs grecs (voir 2.2.) Le problème de local ne se posant pas, cette exposition peut avoir lieu chaque année.

5.4. Les circuits privés de diffusion

Les circuits privés de diffusion passent surtout par les galeries dont le nombre a considérablement augmenté ces dernières années. La première galerie a été créée en 1926, il y en avait trois au moment de la deuxième guerre mondiale, une dizaine en 1959, il y en a presque une centaine en 1986. (voir aussi 1.3.)

ADRESSES

- Ministère de la Culture, Comité des Arts plastiques, Ermou 17, 10186 Athènes, tél. 32 28333. Resp. Madame Michaelidou.
- Pinacothèque Nationale-Alexandre Soutsos, Mihalakopoulou 1, Athènes. Tél. 72 16560. Directeur : M. Dimitris Papastamos.
- Chambre des Artistes (E.E.T.E.) Nikis 11, 10 186 Athènes.
- Association des sculpteurs grecs, Vassileos Konstantinou/Vassileos Georghiou, 105 64 Athènes. Tél. 72 22 322.
- Association des Critiques d'art, Klitomadou 22, 116 36 Athènes.
- Association des historiens d'art, Licavitou 16, 106 71 Athènes.
- Centre culturel de la Mairie d'Athènes, Akadimias 50, 106 79 Athènes. Tél. 36 34 000 ou 36 39 671.
- Pinacothèque Municipale, Piraios 51, Athènes.
- Musée Vorrès, Paeania Attikis. Tél. 66 426 39.
- Musée D. Pierides, Glyfada, Athènes.

IRLANDE



1. ORGANISATION DE LA VIE ARTISTIQUE

1.1. Subventions publiques

1.1.1. Institutions nationales

En Irlande, c'est le ministère d'Etat investi de la responsabilité spéciale des arts et de la culture, Department of the Taoiseach (Premier ministre), qui assume la charge de contrôler le développement des arts. Par ailleurs, tout ce qui concerne les arts en Irlande est administré par l'Arts Council (An Chamhairle Ealaíon), organisme statutairement indépendant.

Le département d'Etat à l'éducation subvient aux besoins des arts plastiques en assurant le financement du National College of Art and Design et des autres collèges d'art dans tout le pays. Le département des affaires étrangères soutient également les arts plastiques principalement en attribuant des subventions aux expositions organisées à l'étranger.

La législation du mécénat public des arts est basée sur les "Arts Acts" de 1951, amendés en 1966 et en 1973.

Ces actes décidèrent de la création de l'Arts Council dont les fonctions furent définies ainsi : "Stimuler l'intérêt du public pour les arts, et promouvoir la connaissance, l'appréciation et la pratique des arts". La

définition des arts englobe "la peinture, la sculpture, l'architecture, la musique, le théâtre, le cinéma, les beaux-arts et les arts appliqués en général".

L'amendement de 1966 a créé le Ciste Cholmcille (voir 3.1.2.). Celui de 1973 a modifié la structure de l'Arts Council en accroissant ses effectifs, et a autorisé les collectivités locales à participer financièrement aux activités de l'Arts Council ou à d'autres initiatives prises dans le domaine des arts. Les membres de l'Arts Council sont nommés pour une période de 5 ans, renouvelable. Le budget de l'Arts Council pour les arts plastiques a été de 150.000 £. en 1979 et de 395.000 £ en 1985.

Une coordination étroite s'est établie avec l'Arts Council d'Irlande du Nord : échanges d'expositions, bourses offertes indifféremment sur l'ensemble de l'Irlande, échanges de corps de ballet et de troupes théâtrales ambulantes, ainsi que des subventions communes à des publications littéraires et périodiques.

Les collections d'art les plus importantes se trouvent au National Museum of Ireland, à la National Gallery of Ireland. à la Hugh Lane Municipal Gallery of Modern Art de Dublin, à la Municipal Gallery de Waterford, à la Crawford Art Gallery de Cork, à la Municipal Art Gallery de Limerick ainsi qu'à la Sligo Art Gallery.

1.1.2. Développement régional

Des commissions régionales d'art ont été mises en place depuis 1976 par les Régional Development Organisations (RDO). Ces commissions ont un rôle de coordination entre l'échelon local et les institutions nationales, entre les aspirations des artistes professionnels et les initiatives des amateurs. Elles décident des tournées des expositions, participent à l'organisation des festivals locaux et sou-

tiennent les centres d'art communautaires. A l'heure actuelle, il existe cinq Regional Arts Officers et la mesure la plus récente a été la nomination du premier County Arts Officer. Ces organisations reçoivent une aide financière de l'Arts Council (134.000 £ en 1985).

Les autorités locales ont été autorisées par les "Arts Acts" de 1973 à subventionner les arts. Elles commencent à prendre des initiatives en matière artistique et s'adressent à l'Arts Council pour obtenir soutien et conseils. La part de leurs budgets consacrée aux arts est dans l'ensemble faible mais augmente néanmoins tous les ans ; de plus les Comtés donnent des subsides destinés aux festivals locaux, à l'entretien des galeries d'art ou des musées, etc. Beaucoup d'autorités locales constituent des collections d'oeuvres d'art et un certain nombre d'entre elles ont eu recours au Joint Purchase Scheme de l'Arts Council (voir 4.2.). Des villes comme Dublin, Cork, Limerick, Waterford subviennent aux besoins des galeries d'art municipales.

1.2. Mécénat privé

Le mécénat privé est relativement sous-développé en Irlande. Il n'existe pas de fondations privées, mais certaines fondations internationales comme la Gulbenkian Foundation, le Carnegie Trust et l'Ireland Fund apportent un concours financier régulier. De plus, le Finance Act, Section 32 (1984) offre des encouragements aux organisations privées qui désirent subventionner les arts. La Guinness Peat Aviation, la Bank of Ireland et les Allied Irish Banks, qui ont constitué d'importantes collections d'art, sont considérées comme les plus grands mécènes des arts plastiques. Le mécénat privé finance en priorité les festivals, la musique, le théâtre, et, dans une plus faible mesure, les arts plastiques. L'important développement des sociétés

locales d'amateurs a certainement contribué grandement à accroître le mécénat privé ces dernières années.

Par ailleurs, certains services culturels d'ambassades étrangères organisent des expositions ou des conférences et offrent parfois des bourses de voyage à l'étranger aux artistes et aux administrateurs des arts.

1.3. Le marché de l'art

La plupart des galeries commerciales de l'Irlande se trouvent à Dublin. Néanmoins les centres d'art répartis dans tout le pays à Galway, Cork, Limerick, par exemple, subventionnés par l'Arts Council, créent un marché de l'art dans ces régions. Sans aucun doute, le marché de l'art en Irlande souffre grandement de l'insularité du pays.

Par contre, les prix pratiqués sont très en deçà des autres pays (à l'exception, bien sûr, d'un très petit nombre d'artistes de grande notoriété).

Il n'existe pas de presse spécialisée pour les arts plastiques et très peu de critiques d'art. La revue CIRCA fait le point sur la situation artistique contemporaine en Irlande. Les principaux quotidiens (Irish Times, Irish Press, Irish Independent and Cork Examiner) font généralement la critique des grandes expositions.

2. LES ASSOCIATIONS D'ARTISTES

L'organisation représentative des artistes est l'Association of Artists in Ireland (AAI) affiliée à l'I.A.A.

Par ailleurs, on recense un grand nombre de sociétés d'amateurs en ce qui concerne la peinture et la sculpture. Les sociétés, qui se constituent sur le plan local, témoignent

de l'intérêt du public moyen pour les arts. Elles sont toutefois plus nombreuses pour les autres disciplines artistiques comme le théâtre et la musique.

Les Arts Centres, bien qu'ils s'adressent avant tout au public, assurent aussi jusqu'à un certain point cette fonction de regroupement d'artistes. Tantôt créés à l'initiative d'un artiste ou d'un groupe d'artistes, tantôt à l'initiative de l'Arts Council, ils assurent la promotion, sur le plan local, des créations d'avant-garde. Le Project Arts Centre de Dublin fut le premier exemple d'un centre d'art créé par un groupe d'artistes. Outre leur fonction de lieu d'expositions, ils assurent le contact entre les artistes irlandais et étrangers. Le nombre de galeries de ce type ne cesse de s'accroître.

3. ASPECTS JURIDIQUES

En Irlande, la situation de l'artiste plasticien est assimilée à celle d'un travailleur indépendant pour l'assurance-maladie, les pensions vieillesse et les allocations de chômage.

3.1.1. Assurance-maladie

Les artistes dont le revenu brut est inférieur à 13.500 £ pour l'année fiscale en cours ont droit aux consultations externes et à l'hospitalisation gratuites dans un établissement public. Ceux dont le revenu brut est supérieur à 13.500 £ ont droit à l'hébergement et aux soins gratuits dans un hôpital public. Tous ont la possibilité de poser leur candidature pour faire partie du Voluntary Health Insurance Scheme dont les cotisations sont proportionnelles au montant de l'assurance requise.

3.1.2. Pension-vieillesse

En 1966, un amendement des "Arts Acts" a créé un fonds spécial (Ciste Cholmcille) destiné à verser des indemnités vieillesse aux artistes les plus défavorisés. Ce fonds, constitué des cotisations d'artistes et d'un financement public devait, d'après la loi, être placé en actions d'Etat. Seul le revenu provenant de ces actions pouvait être utilisé par l'Arts Council pour verser des indemnités. De fait, les sommes provenant des revenus se révélèrent trop faibles pour assurer un programme cohérent de pensions et d'aide aux artistes (une douzaine d'artistes seulement ont bénéficié du Ciste Cholmcille depuis sa création). En 1981, l'Arts Council institua Aosdāna, association à laquelle sont affiliés des artistes engagés dans la littérature, la musique et les arts plastiques. Elle honore les artistes dont l'oeuvre a constitué une contribution éminente aux arts en Irlande, et elle encourage et aide ses membres à consacrer leur énergie entièrement à leur art. Les membres d'Aosdāna ont droit à une annuité de 5.000 £ pour une période de cinq ans qui peut être renouvelée par la suite. Cette annuité est destinée à compléter les gains tirés de l'oeuvre créatrice. Pour permettre aux membres d'Aosdāna de pourvoir à leur avenir personnel, l'Arts Council (An Chamhairle Ealaíon) a institué une caisse de retraite à leur profit. L'annuité touchée par les artistes s'appelle une "cnuas" et elle exempte d'impôts conformément à la Section 2 du Finance Act de 1969.

3.1.3. Chômage

Là encore, les artistes ont les mêmes droits que les professionnels indépendants. Leur statut change selon qu'ils ont été ou non employés à temps partiel. S'ils ont contribué à la sécurité sociale pendant qu'ils travaillaient,

ils ont droit aux allocations de chômage. Ils peuvent aussi bénéficier de l'assistance-chômage. L'Arts Council a volontairement institué sa propre caisse qui concerne seulement ceux dont il utilise le travail.

3.2. Droits d'auteur

Droits de reproduction : l'Irlande est assujettie à la convention internationale de protection des droits de reproduction. Il n'existe aucune société de perception de ces droits de reproduction.

Droits de suite : les droits de suite n'existent pas. Toutefois l'Arts Council reverse à l'artiste 5 % du prix de revente d'une oeuvre, dans le cadre des ventes d'oeuvres de l'Arts Council à des organismes publics (joint purchase scheme).

3.3. Fiscalité

3.3.1. Fiscalité directe

Par le Finance Act de 1969 (Section 2), le gouvernement irlandais accorde une exonération fiscale complète pour les revenus provenant des oeuvres artistiques. Cette exonération s'applique aux artistes irlandais et aux artistes étrangers qui exercent leur activité artistique en Irlande. Entre 1969 et 1985, les Irish Revenue Commissioners ont reçu 2176 requêtes d'artistes désireux de bénéficier de l'exonération conformément à cette législation : la majorité de ces demandes provenaient d'artistes d'origine irlandaise ; 61 % étaient écrivains et dramaturges, 6 % compositeurs de musique et 33 % peintres et sculpteurs. Il faut cependant noter que très peu d'artistes plasticiens (contrairement aux écrivains) ont un revenu artistique suffisant pour bénéficier de cet avantage fiscal.

En 1984 le ministre des finances inaugura une législation qui permettait d'accorder un dégrèvement fiscal aux individus et aux sociétés en considération de dons de l'ordre de 100 à 10.000 £ IR faits à des organismes agréés en faveur de la promotion des arts.

3.3.2. Fiscalité indirecte

La T.V.A. est portée au compte des artistes sur le stock de leurs oeuvres au taux standard de 23 %. Généralement les artistes ne sont pas obligés de déclarer la TVA, bien qu'ils puissent choisir de le faire, à moins que leur chiffre d'affaires annuel ne dépasse ou ne risque de dépasser 25.000 £ IR.

Les propriétaires de galeries d'art sont assimilés à des intermédiaires (sauf s'ils sont aussi marchands) et sont passibles de la TVA à 23 % sur la commission qu'ils réalisent.

4. ASPECTS ECONOMIQUES

4.1. Bourses et prix

L'Arts Council est le principal organisme qui offre des bourses ou des aides individuelles de façon régulière. Les autorités locales telles que Dublin Corporation, Dundalk Urban Council, Mayo County Council offrent des bourses et des aides de temps à autre. C'est souvent l'Arts Council qui les distribue à leur place. Les mécènes précédemment cités (voir 1.2.) n'interviennent que de façon conjoncturelle pour des projets spécifiques.

Le budget de l'Arts Council pour les bourses était de 140.000 £ en 1985. Le montant des bourses et des aides spécifiques est fixé en fonction de la demande faite par

l'artiste et du type de travail qu'il envisage de réaliser. Les aides individuelles attribuées par l'Arts Council sont de trois sortes :

- des aides d'un montant assez faible destinées à la réalisation d'un projet particulier ou à l'achat de matériel,
- des bourses dont le montant peut aller jusqu'à 5000 £, destinées à subvenir aux besoins de l'artiste au cours de la réalisation d'un projet particulier. Le projet doit être précisé lors de la demande de subvention. Des bourses de troisième cycle pour les artistes qui veulent suivre des cours ou apprendre une nouvelle technique, en Irlande ou à l'étranger.
- des bourses de voyage d'un montant maximum de 600 £ pour les artistes qui désirent se rendre à l'étranger afin d'y poursuivre une formation professionnelle. Par ailleurs l'Arts Council gère certaines bourses qui sont financées par des mécènes privés. La sélection est assurée par l'Arts Council.
- The George Campbell Travel Award : bourse annuelle de 1000£, pour un artiste qui désire travailler en Espagne pendant une certaine période.
- The Mont Kavenagh Award for Environmental Art, bourse de 2500 £, attribuée tous les trois ans à un artiste pour la réalisation d'une oeuvre d'art monumentale dans un espace public.
- The Martin Toonder Award and Macauley Fellowship : ces deux bourses d'un montant de 2500 £ chacune sont accordées une année à la musique, aux arts plastiques l'année suivante, et à la littérature la troisième année.

Toutes les demandes de bourses doivent être accompagnées d'un dossier avec quelques reproductions d'oeuvres.

4.2. Achats d'oeuvres

4.2.1. Arts Council

Le budget de l'Arts Council pour l'achat d'oeuvres d'art a été de 16.000 £ en 1985. Les achats sont effectués par l'Arts Council et doivent être approuvés par deux membres du Council.

La collection actuelle de l'Arts Council se compose de 340 oeuvres d'art, essentiellement des peintures. La plupart de ces oeuvres sont prêtées à des institutions publiques (Loan Scheme).

Par ailleurs, l'Arts Council a mis en place un programme d'aide à l'achat d'oeuvres d'art par des institutions. L'Arts Council finance 50 % du prix d'achat de l'oeuvre et l'institution finance l'autre moitié. En cas de revente ultérieure de l'oeuvre, l'Arts Council perçoit 50 % du nouveau prix de vente qui doit être plus élevé que le prix de vente initial.

4.2.2. Autres institutions

Certains mécènes privés ont une politique régulière d'achat d'oeuvres d'art. Les galeries d'art disposent d'un budget spécifique pour l'achat d'oeuvres d'art, mais ces budgets sont en général assez faibles. En 1975, la Municipal Gallery of Modern Art de Dublin disposait de 2000 £ pour l'année. En 1985, le budget a été de 30.000 £. Le Trinity College s'est constitué une collection d'oeuvres qui sont exposées dans sa galerie et ses locaux.

Il faut signaler aussi l'existence de fonds, financés par des particuliers ou des sociétés, destinés à subventionner l'achat d'oeuvres d'art pour les collections publiques: the Contemporary Irish Arts Society, the Lane Fund Shaw Bequest, Friends of the National Collection of Ire-

land, Thomas Havert Fund, the Limerick Contemporary Art Society.

4.3. Rémunération du prêt d'oeuvres

Pour les expositions organisées par l'Arts Council, une somme forfaitaire de 50 £ est versée aux artistes exposants. Dans le cas d'une exposition individuelle, l'artiste reçoit 100 £. Lorsqu'il s'agit d'une rétrospective, la somme versée à l'artiste est de 1.000 £.

4.4. Services artistiques

D'après l'étude réalisée en 1979 par l'Arts Council sur les artistes - toutes disciplines confondues - 75 % des artistes irlandais ont un métier secondaire. Plus de la moitié exercent une occupation en rapport avec leur activité artistique. Dans le cas des artistes plasticiens, l'enseignement est la pratique la plus répandue.

4.5. Ateliers

Il n'existe aucun organisme central spécifique pour l'obtention d'un atelier.

Un certain nombre d'ateliers ont été regroupés en coopérative à Dublin, Cork et Limerick pour mettre des espaces de travail à la disposition de 70 artistes, toutes disciplines confondues. A Dublin, deux coopératives d'ateliers de gravure sont à la disposition de 80 à 90 personnes. La plupart de ces ateliers sont subventionnés par l'Arts Council.

5. MODES DE DIFFUSION

5.1. Expositions et festivals

Les festivals sont très courants en Irlande. Ils incluent, pour la plupart, une exposition de peinture ou de sculpture dans leur programme. On se limitera ici à l'indication des festivals spécifiques aux arts plastiques et réservés aux artistes professionnels. Pour tout renseignement complémentaire, se reporter à l'annexe où sont donnés les noms et adresses des responsables.

5.1.1. Dublin

An Eoireachtas : exposition d'art contemporain qui a lieu à Dublin.

Independent Artists : exposition ouverte sélectionnée par un comité, comprenant une exposition de sculpture en plein air à Marlay Park, Rathfarnham, Dublin. La section peinture et autres disciplines confondues de cette exposition se déplace généralement vers un autre lieu (Belfast en 1985).

Irish Exhibition of Living Art : exposition annuelle organisée par un comité d'artistes. On peut obtenir des bourses.

Royal Hibernian Academy : la plus ancienne des expositions annuelles. Essentiellement peinture de style académique, avec expositions des membres, membres associés et aussi de certains peintres qui ne sont pas membres de cette académie.

ROSC : exposition internationale qui se tient tous les quatre ans. Financée par l'Arts Council. La sélection est faite par un jury international d'artistes, de conservateurs et de critiques d'art. Pas de prix.

CAN = exposition organisée pour Cork 800, ouverte aux artis-

tistes dans le Sud de l'Irlande. Des bourses sont proposées. En 1985, cette exposition a voyagé jusqu'en Hollande.

5.1.2. Expositions régionales

Exhibition of Visual Art, Limerick : exposition annuelle à Limerick. On peut obtenir des bourses.

Listowel International Biennale : exposition internationale d'art graphique. Biennale. Jury international. On peut obtenir des bourses.

Listowel Open Graphic and Sculpture Exhibition : exposition annuelle nationale d'art graphique et de sculpture.

Waterford Annual Exhibition : exposition annuelle à Waterford.

Claremorris Exhibition : exposition annuelle. Quelques bourses sont proposées.

5.2. Autres lieux d'expositions

5.2.1. Les centres d'art

On trouve des centres d'art à Dublin, Limerick, Cork, Waterford, Wexford, Tuam et Galway. Ces centres sont destinés à la population locale et aux artistes.

Project Arts Centre, Dublin. Fondé en coopérative d'artistes en 1966, il a un espace d'exposition. Ce centre est ouvert à toutes les nouvelles disciplines artistiques : photo, vidéo, performances. Pour les performances, l'artiste est remboursé de ses frais et touche un cachet. Pour les expositions, les frais de publicité sont pris en charge par le centre. Le Project est subventionné par l'Arts Council.

Grapevine Arts Centre : centre créé par des artistes. Il offre un lieu d'exposition et des ateliers video, photo. Il est financé par l'Arts Council.

Triskel Arts Centre : Ce centre a été ouvert en septembre 1978 à Cork. Créé et géré par des artistes, il est en train de se développer actuellement et sera bientôt transféré vers un lieu de rencontre plus important. Il a des programmes d'exposition et des performances. Il est également financé par l'Arts Council.

Belltable Arts Centre Limerick : ouvert en 1981. Programme complet d'expositions. Financé par l'Arts Council.

Waterford Arts Centre : ouvert en 1984. Centre important pour les arts plastiques. Programme complet d'expositions. Financé par l'Arts Council.

Wexford Arts Centre : centre destiné aux expositions dans le Sud-Est. Financé par l'Arts Council.

Temple Bar

Nuns Irland Arts Centre, Galway

Hawk's Well

5.2.2. Les galeries

La majorité des galeries commerciales sont concentrées à Dublin. Le Trinity College possède, depuis 1978, une galerie d'art, la Douglas Hyde Gallery, qui expose des oeuvres récentes et internationales.

Galleries publiques : voir liste ci-jointe.

ADDRESSES

Arts Council (An Chomhairle Ealaíon) 70 Merrion Square,
Dublin 2. Tél. (01) 764685

An tOireachtas, E. Ni Chathailriabhaigh, 6 Harcourt Street,
Dublin 2. Tél. (01) 757401

Douglas Hyde Gallery, Patrick T. Murphy, Nassau Street,
Dublin 1. Tél. (01) 772941 ext. 1116.

Grapevine Arts Centre, Sandy Fitzgerald, 31 North Gt. Frederick St., D.1. Tél. (01) 728721.

Independent Artists Annual Exhibition, Brian Maguire, c/o
Temple Bar Studios, 4-7 Temple Bar, Dublin 2. Tél. (01)
710073.

Irish Exhibition of Living Art, Eoghan Nolan, c.o 20 Cor-
bawn Avenue, Shankill, Co. Dublin.

Exhibition of Visual Art, Lorraine Wall, c/o Regional
Management Centre. NIHE, Limerick.

Listowel Graphics, Mary Gore, 83 Charles Street, Listowel,
Co. Kerry.

Municipal Gallery of Modern Art, Parnell Square, Dublin 1.
Tél. (01) 741903.

National Gallery of Ireland, Merrion Square, Dublin 2.
Tél. (01) 608533.

Project Arts Centre, Sean Dempsey, 39 East Essex Street,
Dublin 2. Tél. (01) 712321.

ROSC, c/o 52 Newmarket, Dublin 8.

Royal Hibernian Academy annual exhibition, Brett McEnta-
gart R.H.A. 15 Ely Place, Dublin 2.

Watercolour Society of Ireland, Kitty Wilmer O'Brien.
26 Herbert Park, Dublin 2.

Wexford Arts Centre, Aileen le Brocquy, Cornmarket, Wex-
ford. (053) 23764.



ITALIE



1. ORGANISATION DE LA VIE ARTISTIQUE

1.1. Mécénat public

1.1.1. L'action culturelle de l'Etat

Elle relève de plusieurs administrations centrales : le Ministère des biens culturels et de l'environnement, qui protège et valorise les biens naturels, architectoniques, archéologiques, artistiques et historiques (c'est-à-dire peintures, sculptures, monuments), le Ministère du tourisme et du spectacle qui a la charge des arts du spectacle (musique, théâtre, danse, cinéma), le Ministère de l'instruction publique, qui contrôle les écoles d'art et les bibliothèques publiques, et le Ministère des affaires étrangères.

Le ministère des biens culturels a aujourd'hui comme préoccupation principale l'informatisation des données du répertoire des biens culturels. Il comprend sept divisions, dont la division des relations culturelles est la seule concernée par l'art contemporain. Depuis 1980, le ministère des biens culturels subventionne des expositions personnelles d'artistes vivants qui ont lieu au musée national d'art moderne de Rome et au Palazzo Venezia. Les artistes sont proposés directement par les directeurs des deux musées. Si les expositions du musée national d'art moderne sont prises en charge uniquement par l'Etat, celles du Palazzo Venezia sont organisées avec le concours de la ville de Rome et de la région du Latium. D'autre part, le ministère des biens culturels, en accord avec le ministère des affaires étrangères, finance la participation d'artistes italiens aux grandes expositions collectives internationales (Biennales de Paris, d'Alexandrie, de Sao Paulo, de Sydney ...). Les artistes qui doivent représenter l'Italie sont désignés par des commissions de critiques d'art

réunies pour chaque manifestation par le musée national d'art moderne de Rome. Le ministère des biens culturels diffuse une revue scientifique Bollettino d'arte : si elle traite surtout d'archéologie, d'art ancien et moderne, elle ne néglige pas les grandes manifestations d'art contemporain.

Le musée national d'art moderne de Rome est en Italie le seul musée d'art moderne financé par l'Etat. Il a aussi vocation à être un musée d'art contemporain. Depuis sa fondation, il a pour mission de collectionner, de sauvegarder et d'exposer les oeuvres d'artistes italiens vivants (ou morts depuis moins de cinq ans). Organisme autonome, le musée est indirectement rattaché au ministère des biens culturels dans le cadre d'une surintendance spéciale. Sur les 68 surintendances qui représentent le ministère dans les régions, 15 sont spécialement chargées des musées d'art et des musées historiques.

Le ministère des biens culturels subventionne en outre trois grandes expositions qui ont aujourd'hui repris leurs activités après des périodes plus ou moins longues de crise (voir 5) : la Quadriennale de Rome (dotée en 1985 de 2 milliards de LIT), la Triennale de Milan consacrée avant tout au design industriel et à l'architecture (3 milliards de LIT en 1985) et la Biennale de Venise (5 milliards de LIT en 1985).

1.1.2. L'action des régions et des collectivités locales

Les artistes italiens vivants trouvent un soutien actif à l'échelon local, dans l'interaction entre l'action culturelle municipale, la coordination régionale et la multiplicité des circuits privés du commerce de l'art présents dans toutes les villes de quelque importance.

Décidée en 1972, la régionalisation est entrée dans les faits à partir de 1974. Le rôle des régions dans la vie culturelle

est double : elles participent, pour 75 % au maximum, au financement des activités et institutions culturelles subventionnées par les municipalités et elles financent des manifestations dont elles ont seules la responsabilité. Ainsi, pour les arts plastiques, les régions cofinancent les musées et les expositions des municipalités et organisent des expositions d'artistes locaux.

L'action des municipalités est, traditionnellement, importante. La vie artistique locale bénéficie de nombreux supports de diffusion publics et d'une large implantation des circuits marchands dans les régions denses et riches, tout particulièrement dans les provinces septentrionales. A côté des grands musées d'art moderne de Rome, Milan, Turin, Bologne, Palerme, Venise, de nombreux musées municipaux, plus modestes, abritent des oeuvres contemporaines, achetées ou offertes par les artistes : en Lombardie par exemple, sur 162 musées d'importance et de spécialité très variées, 15 parmi les 45 musées des Beaux-Arts ont des collections d'art moderne et accueillent des oeuvres d'artistes vivants locaux.

D'autre part, les assesseurs à la culture organisent de nombreuses expositions qui s'inscrivent dans la politique de prestige ou de propagande des villes : elles font la part belle à l'art contemporain. Les assesseurs s'appuient sur les centres de documentation que les villes ont créés pour préparer les expositions. Aujourd'hui, les centres procèdent à l'informatisation des archives dont ils disposent. Depuis 1984, est mise en place une Coordination nationale pour les archives d'art contemporain. Il s'agit d'une opération-pilote dont les protagonistes sont : la Biennale de Venise (archives historiques des arts contemporains), la fondation Bevilacqua La Masa

de Venise, les centres de documentation et d'information artistiques de Rome, de Florence, de Gênes, de Prato, le musée municipal d'art moderne de Bologne. L'opération est menée avec le concours d'informaticiens de l'Ecole Normale de Pise. Les archives d'art contemporain doivent être informatisées (ce qui est le cas déjà des archives de la Biennale de Venise). Les centres deviendront de véritables banques de données. Ils seront reliés entre eux par les terminaux d'ordinateurs et pourront échanger des informations. Chaque mois ont lieu des réunions qui font appel à divers experts (comme ceux de la RAI pour les vidéos...).

1.2. Mécénat privé

Aucune déduction d'impôts n'est accordée aux firmes industrielles ou aux banques pour leur action culturelle ; l'Etat peut frapper, par ailleurs, de taxes assez lourdes les donations des collectionneurs privés. Pourtant le mécénat, à propos duquel les responsables des entreprises industrielles et bancaires préfèrent parler de relations culturelles, est développé. Pour les arts plastiques, les relations culturelles prennent le plus souvent la forme d'éditions de livres d'art, comme en financent les banques et les caisses d'épargne. Plus occasionnels sont les financements d'expositions collectives ou personnelles d'artistes vivants : tel producteur de marque de cigarettes associe son nom à une exposition de films vidéo d'artistes, comme à Milan ; tel organisme de crédit d'une ville de province subventionne l'exposition d'un artiste local.

Quelques grandes firmes ont une action culturelle plus cohérente et plus systématique. Olivetti organise des expositions itinérantes, comme la présentation, aux USA et en Europe, de la célèbre collection d'art moderne italien du collectionneur

Mattioli ou l'exposition "Formes et recherches" qui mêlait le design, l'architecture et certains prolongements de l'abstraction en peinture et en sculpture ; la firme a produit des films publicitaires et des films proprement artistiques confiés à de grands noms du cinéma, au Japon. Elle commande à de célèbres photographes, Cartier-Bresson par exemple, des photographies d'art, publie de grands textes littéraires illustrés par des artistes reconnus (Kafka illustré par Folon, par exemple), commande des lithographies à des créateurs consacrés (Delvaux, Manzù, Chirico, Pomodoro, E. Baj, Capogrossi, Hartung, Guttuso, H. Moore, M. Marini), ainsi que des dessins ou des illustrations pour des calendriers et des agendas.

De même, Fiat commande à un artiste une oeuvre (sculpture ou multiple), dont les exemplaires sont offerts pour les fêtes de fin d'année à un certain nombre de personnalités. Tout comme Olivetti, Fiat a demandé à des artistes (Chirico, Dudovitch, Sironi, Bassi, Nizzoli, Annigoni) de dessiner des affiches publicitaires. La grande firme automobile associe occasionnellement son nom à des expositions.

Bien qu'on ne puisse parler à leur propos de mécénat, il faudrait encore mentionner le dynamisme tout particulier des recherches d'architecture et de design industriels où les firmes et les concepteurs italiens s'illustrent.

Nombre d'industriels sont enfin collectionneurs : leurs achats enrichissent des collections privées, mais les firmes acquièrent également, pour la décoration de leurs bureaux, des oeuvres d'art - la direction des relations culturelles d'Olivetti mentionne ainsi des oeuvres de Arp, Balla, Campigli, de Pisis, Vasarely, Morandi.

1.3. Marché de l'art

Au sein du marché de l'art italien, coexistent trois secteurs d'inégale importance.

1.3.1. Le marché des antiquités et des oeuvres d'art anciennes

Il est traditionnellement vigoureux et tourné, pour une bonne part, vers l'exportation, malgré la sévérité des lois qui frappent le commerce d'art avec l'étranger.

1.3.2. Le marché de l'art d'avant-garde

Il est fortement concentré dans l'Italie du Nord et ses grandes villes (Milan, Turin, Gênes, Bologne). Seule place italienne de dimension réellement internationale, Milan a déterminé l'évolution du commerce des oeuvres d'avant-garde. Turin, Florence, Venise ou Rome n'ont pas, et de loin, un rayonnement comparable. L'essor de ce marché date de la fin des années 1950, avec des phases d'expansion (1960-1962, 1966-1973) et de récession (1963-1964, 1974-1976) liées à la conjoncture économique.

1.3.3. Le marché provincial de la peinture contemporaine

Alors que le marché de type milanais a une vocation internationale, ce sont ici les réseaux locaux qui permettent l'activité des galeries. Exposés dans le musée de la municipalité où ils résident, ou dont ils sont proches, les peintres dépendent, pour leur position socio-économique, des institutions municipales (écoles, musées), des commandes du 2 % et des relations personnelles qu'ils entretiennent avec leurs clients, collectionneurs ou acheteurs occasionnels.

1.3.4. Associations de galeries

Un certain nombre de galeries tentent aujourd'hui de réagir à la dépression du marché en s'associant.

Le Syndicat national des marchands d'art moderne limite son intervention à des questions d'ordre politique ou légal. L'administration des douanes frappe en effet de lourdes taxes l'importation et l'exportation d'oeuvres d'art. L'Etat prélève en outre une TVA importante sur les ventes en galerie : 35 % du prix pour la vente d'oeuvres d'artistes morts - le taux des taxes sur les objets de luxe - et 14 % pour les oeuvres des artistes vivants, payés par l'acheteur.

En octobre 1983, s'est déroulé à Taormina le premier congrès du syndicat des marchands d'art moderne. Les communications les plus importantes ont été les suivantes : une information sur la législation existante et la proposition de loi concernant l'institution d'un tableau de l'association des marchands d'art moderne ; l'état des procès et des controverses se rapportant au problème des faux (copies, contrefaçons, etc.) ; La question de la réception, aujourd'hui, du produit artistique en relation avec le développement des moyens de communication de masse.

L'Association italienne des galeries d'art contemporain regroupe 42 galeries situées à Milan (en majorité), à Bologne, Turin, Gênes, Rome, Florence, Vérone, Padoue, Mantoue, Côme, Livourne, Cagliari, Bari, Naples, et qui défendent surtout les avant-gardes.

Selon les statuts, ses buts sont :

- la promotion et la diffusion de l'art contemporain, par toutes les initiatives artistiques, culturelles et techniques ainsi que par la collaboration avec des organismes publics ou privés ;
- l'étude et la résolution des problèmes spécifiques de ses membres et des problèmes qu'ils partagent avec les musées,

- les collectionneurs et les historiens de l'art ;
- la qualification et le développement du rôle des marchands d'art ;
 - le renforcement de la confiance dans les marchands d'art ;
 - la coopération avec le Syndicat national des marchands d'art et les organismes publics et privés nationaux et internationaux, pour les problèmes d'évaluation et d'authentification des oeuvres d'art, de faux et de fraudes.

L'association est "culturelle, apolitique, sans but lucratif et ne s'oppose pas aux organisations syndicales".

2. ASSOCIATIONS D'ARTISTES

Les syndicats d'artistes italiens regroupent les créateurs par affinités politiques, plus que sur la base de revendications et d'actions "professionnelles" strictement délimitées.

Dans les limites qui s'imposent à elles - peu d'adhérents actifs, peu de permanents, peu de ressources - les trois grandes organisations d'artistes plasticiens sont rattachées aux trois grandes confédérations syndicales du pays :

- La Fédération nationale des travailleurs des arts visuels, adhérent à la CGIL, le puissant syndicat contrôlé par les communistes et les socialistes ;
- la Fédération italienne des artistes, adhérent à la CISL, contrôlée par les démocrates-chrétiens ;
- L'Union syndicale des artistes italiens des Beaux-Arts, adhérent à l'UIL, contrôlée par les sociaux démocrates.

Quatre autres syndicats sont de moindre importance :

- le Syndicat italien des peintres, sculpteurs et graveurs ;
- la Fédération nationale des syndicats autonomes d'arts figuratifs ;

- Le Syndicat national des artistes professionnels italiens, qui a son siège à Palerme ;
- le Syndicat national autonome des travailleurs esthétiques (Operatori estetici)

Le plus important de tous est la Fédération nationale des travailleurs des arts visuels (FNLAV-CGIL), qui comprend environ 800 membres. Elle a pour but de défendre les intérêts collectifs et individuels des artistes professionnels. Cette préoccupation se double d'un projet politique qui est de changer la condition de travail des artistes. Pour adhérer au syndicat, les artistes doivent présenter un dossier qui fait état de leur formation artistique, de leur activité artistique, de leur situation fiscale (paiement de l'IVA en tant qu'artiste). L'affiliation est décidée par une commission nationale de cinq artistes élue par le congrès national. La FNLAV diffuse une revue trimestrielle d'information et de propagande : Arti Visive.

La FNLAV a été associée à l'élaboration des réformes des institutions d'art contemporain : réforme de la Biennale de Venise en 1973, relances de la Triennale de Milan et de la Quadriennale de Rome en 1983. Un artiste de la FNLAV fait partie du nouveau conseil d'administration de la Quadriennale, désigné en novembre 1983.

C'est parmi les membres des syndicats rattachés aux trois grandes confédérations syndicales du pays que sont désignés les représentants des artistes siégeant au comité exécutif de l'ENAP qui attribue des pensions aux artistes dans le besoin comme dans les commissions de sélection réunies à l'occasion des concours nationaux de la loi des 2%.

3. ASPECTS JURIDIQUES

3.1. Droits sociaux

Depuis 1978, un décret a substitué à l'ENAPPS (Ente Nazionale Assistenza e Previdenza per i Pittori e gli Scultori), l'ENAP (Ente Nazionale di Assistenza e Previdenza per i Pittori e gli Scultori, i Musicisti, e gli Scrittori e gli Autori Drammatici) qui s'adresse aux plasticiens, aux musiciens, aux écrivains et aux auteurs dramatiques. Les statuts de ce nouvel institut ont été votés en 1981, mais ils ne sont pas encore entrés en application, les responsables n'ayant pas été nommés. Ils insistent sur les fonctions culturelles de l'institut - formation, perfectionnement, promotion des artistes et leurs oeuvres - et prévoient l'organisation de manifestations artistiques, l'attribution de bourses de travail libre, d'études, de perfectionnement, la constitution d'une bibliothèque, d'une discothèque, d'une collection d'oeuvres contemporaines acquises par des donations, des aides à l'édition d'oeuvres littéraires et musicales de ses membres et l'institution d'un fonds social de solidarité.

En attendant, l'ENAP distribue des allocations d'un montant peu élevé (environ 5.000 LIT par mois) aux artistes qui sont dans le besoin : en 1984, il a versé environ 180 millions de LIT à 3000 artistes (dont 1300 plasticiens). Pour bénéficier des prestations de l'ENAP, l'artiste doit présenter un dossier qui prouve son activité artistique (expositions, travaux, oeuvres dans les collections, critiques). Un comité exécutif composé de représentants des artistes issus des syndicats d'artistes les plus représentatifs à l'échelon national (trois pour les artistes plasticiens) décide de l'inscription. Si celle-ci est refusée, l'artiste peut faire appel de la décision auprès du conseil d'administration de l'ENAP qui com-

prend des représentants des syndicats d'artistes, du ministère du travail, du ministère des finances, de la Cour des Comptes, de la SIAE. L'ENAP est financé par une subvention de l'Etat (120 millions de LIT/an), par une somme prélevée sur le montant des entrées dans les musées d'Etat (5 % du total), par les contributions des artistes eux-mêmes (10.000 LIT/an).

Assimilées aux professions libérales, les professions artistiques ne sont pas soumises à un régime obligatoire d'assurance-maladie et d'assurance-vieillesse. Ce sont les SAUB (Unités sanitaires de base) qui soignent gratuitement les artistes et les membres de leur famille. Pour bénéficier de la pension de retraite des travailleurs indépendants, les artistes doivent s'inscrire à l'INPS (Institut national de prévoyance sociale). Mais la majorité des artistes vivent d'un second métier qui leur assure l'essentiel ou la part la plus stable de leurs revenus : l'enseignement artistique est de loin la profession la plus recherchée et la plus pratiquée par les artistes et constitue la forme majeure de l'aide publique aux créateurs. Au titre de leur fonction d'enseignants, les artistes bénéficient de la protection sociale (assurance-maladie, assurance-vieillesse) des fonctionnaires, plus avantageuse pour eux que tout autre régime d'assurance volontaire, et d'une appréciable sécurité d'emploi.

3.2. Droits patrimoniaux

La loi italienne actuellement en vigueur remonte à 1941 :
"sont protégées les oeuvres de l'esprit présentant le caractère de créations et appartenant au domaine de la littérature, de la musique, des arts figuratifs et de la cinématographie, quels qu'en soient le mode ou la forme d'expression" (article 1).

Au titre des arts plastiques, sont comprises dans la protection "les oeuvres de sculpture, de peinture, de dessin, de gravure et d'arts figuratifs similaires, y compris les oeuvres de l'art scénique, même appliquées à l'industrie, pourvu que leur valeur artistique puisse être distinguée du caractère industriel du produit auquel elles sont associées".

Ajoutons que, depuis 1979, la protection des photographies a été renforcée et étendue à 50 ans, comme pour les oeuvres des disciplines artistiques citées plus haut. En 1981, a été votée une loi réprimant la reproduction et l'utilisation abusives, l'importation et la vente illicites des produits phonographiques (loi du 29 juillet 1981).

La loi garantit les droits moraux de l'artiste : droit de (première) publication ou droit d'inédit, droit de retirer du commerce l'oeuvre publiée, droit de paternité, droit à l'intégrité de l'oeuvre. Elle garantit les droits patrimoniaux liés à l'utilisation économique de l'oeuvre : droit de reproduction, droit de diffusion télévisée, droit de modification de l'oeuvre créée, droit sur l'augmentation de valeur des oeuvres.

3.2.1. Perception des droits d'auteurs

C'est la SIAE (Société italienne des auteurs et éditeurs) qui, au nom de ses sociétaires, autorise l'utilisation économique des oeuvres, perçoit et répartit les droits d'auteurs ; les arts plastiques relèvent de la section : Opere Letterarie Arte Figurative (OLAF). Placés sous tutelle de la présidence de la République et du Conseil des ministres, la SIAE est un organisme de droit public qui dispose d'un monopole de fait pour négocier les tarifs d'utilisation des oeuvres, percevoir et répartir les droits ; elle agit en intermédiaire exclusif,

mais ne peut interdire à un artiste de négocier directement avec un usager quelconque l'utilisation de ses oeuvres. Seul un petit nombre d'artistes est inscrit à la section OLAF (50 plasticiens, des peintres surtout). Actuellement, est à l'étude un projet de contrôle du tirage des lithographies et des estampes, mais aussi des posters et des affiches. D'autre part, les photographes demandent à adhérer à la SIAE (seuls deux sont inscrits pour le moment), mais la photographie ne bénéficie pas d'une protection équivalente à celle de la peinture, car elle est considérée par la loi italienne comme relevant des arts mécaniques, ce qui implique des mesures spéciales.

3.2.2. Droit de suite

La loi du 22 avril 1941 garantit à l'artiste un droit sur la plus-value des oeuvres aliénées (oeuvres originales réalisées par la peinture, la sculpture, le dessin et l'estampe). Ce droit de suite est prévu pour les ventes publiques comme pour les ventes privées.

Ventes publiques : à condition que le prix stipulé soit supérieur à un minimum déterminé (1000 LIT pour les dessins et les estampes, 5000 LIT pour les peintures, 10 000 LIT pour les sculptures), l'auteur a droit à une somme fixée différemment, selon qu'il s'agit d'une première vente (intervenant après celle effectuée par l'auteur) ou d'une vente postérieure.

Dans le premier cas, l'artiste doit bénéficier d'un pourcentage calculé sur le montant total du prix de l'oeuvre revendue :

- 1 % sur le prix d'une oeuvre ne dépassant pas 50 000 LIT ;
- 2 % sur le prix d'une oeuvre allant de 50 000 à 100 000 LIT ;
- 5 % sur le prix d'une oeuvre supérieure à 100 000 LIT. Dans le second cas, le pourcentage revenant à l'artiste est calculé

sur la seule différence entre le prix atteint par l'oeuvre à la vente publique considérée et celui de la vente immédiatement précédente, à condition que le premier soit supérieur au second.

Ventes privées : la participation de l'artiste à la plus-value acquise par ses oeuvres dépend de deux conditions : le prix fixé doit être 5 fois supérieur au prix original d'aliénation ; il doit en tout cas atteindre 4 000 LIT pour les dessins et les estampes, 30 000 LIT pour les peintures et 40 000 LIT pour les sculptures. Dans ces conditions, l'artiste a le droit de percevoir une somme égale à 10 % de la plus-value.

3.2.3. La rémunération des prêts d'oeuvres

Aucune règle ne contraint les institutions publiques de diffusion à rémunérer un artiste pour l'exposition de ses oeuvres : les contrats de travail ou les rémunérations forfaitaires des prestations de l'artiste sont, en de telles occasions, librement négociés.

3.3. Fiscalité

Les artistes sont assimilés aux membres des professions libérales et sont imposés comme eux. Depuis 1975, le nouveau système fiscal, qui tend à une évaluation plus rigoureuse des revenus, oblige les artistes à tenir un livre-journal mentionnant les gains réalisés tout au long de l'année. Les artistes ne sont pas exonérés de l'IVA sur la vente de leurs oeuvres, qui est égal à 18 %.

Les artistes, comme les membres des professions libérales, peuvent déduire de leur revenu imposable les dépenses occasionnées par l'achat de biens instrumentaux dont le coût unitaire ne dépasse pas 500 000 LIT ; les biens instrumentaux d'un coût supérieur, à l'exclusion des biens immeubles, peuvent être

déduits selon les quotas d'amortissement.

4. ASPECTS ECONOMIQUES

4.1. Bourses et subventions individuelles

Peu de bourses sont accordées aux artistes. Ce sont des bourses d'études, attribuées ou bien (dans le cadre du système scolaire et universitaire) par le ministère de l'instruction publique, ou bien (dans le cadre des accords culturels contractés par le gouvernement italien) par le ministre des affaires étrangères, en accord avec le ministre de l'instruction publique. Il s'agit essentiellement de bourses d'études qui permettent aux artistes de suivre des cours de perfectionnement dans des écoles d'art à l'étranger (bourses annuelles de 10 mois maximum en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Autriche ...). Les bourses sont attribuées sur dossier par un jury composé d'historiens de l'art et d'artistes, désignés par le ministre de l'instruction publique et (ou) le ministre des affaires étrangères.

4.2. Les prix

Depuis qu'elle est entrée en crise, en 1968, la Biennale de Venise a renoncé aux prix qui couronnaient auparavant des artistes confirmés et avaient un incontestable prestige international.

Ce sont surtout les municipalités qui, avec le concours des régions, décernent des prix d'art contemporain à l'occasion de grandes expositions annuelles ou biennales organisées par certains musées municipaux d'art moderne : le plus souvent, le prix consiste dans l'achat par la ville d'une ou plusieurs oeuvres du lauréat pour les collections municipales. Certaines municipalités, rejetant le principe du concours et des prix, achètent, à l'occasion d'expositions collectives qu'elles orga-

nisent, une oeuvre de chacun des artistes exposés (à un prix uniforme et modique). Des sociétés bancaires, industrielles ou commerciales locales concourent au financement des expositions périodiques d'artistes contemporains et associent parfois leur nom à un prix décerné à un artiste local.

4.3. Les achats d'oeuvres d'art du secteur public

4.3.1. L'Etat

Le musée national d'art moderne de Rome a seul l'initiative et le bénéfice des achats d'oeuvres contemporaines de l'Etat. Des commissions composées d'artistes, d'historiens d'art et de représentants du ministère des biens culturels, examinent les propositions d'achat de l'administration du musée. Celui-ci possède aujourd'hui la plus importante collection publique d'art italien des 19e et 20e siècles, et un certain nombre d'oeuvres notables pour l'art étranger des mêmes périodes, sans toutefois manquer à sa vocation de musée d'art contemporain, c'est-à-dire montrant l'art en train de se faire aujourd'hui.

Le musée national souffre d'être la seule institution d'Etat consacrée à l'art moderne. La constitution de collections d'art contemporain dans les musées d'art ancien et l'ouverture de centres locaux d'art moderne, rattachés au musée d'art moderne de Rome par les liens de la décentralisation ou indépendants, sont envisagées. Le projet d'aménager un palais milanais pour y accueillir les oeuvres d'art de notre temps, sous l'autorité du représentant du ministère des biens culturels, le surintendant pour les musées d'art de Lombardie, est assez avancé.

4.3.2. Les achats des régions et des communes

Les collections d'art moderne des musées municipaux comprennent

des fonds légués ou prêtés par des collectionneurs, des oeuvres acquises sur le marché local, des dons d'artistes souvent faits à la suite d'expositions de leurs oeuvres ou des achats d'oeuvres primées au terme de manifestations importantes (Quadriennale de Rome, Biennales de Venise, de Turin, de Florence).

La préférence est donnée aux artistes locaux dans les achats des musées provinciaux de petite et moyenne importance, mais aussi pour l'extension des riches collections municipales d'art contemporain de Milan, Turin, Bologne, Venise ou Palerme (il est vrai que la concentration des artistes dans ces métropoles régionales donne à cette préférence une signification plus relative que dans le premier cas). Les deux catalogues des acquisitions de la municipalité de Milan dans la dernière décennie mentionnent ainsi nombre d'achats auprès d'artistes milanais, mais aussi de nombreux dons effectués par des artistes italiens ou étrangers, à la suite d'expositions personnelles dans les institutions municipales. Les achats auprès des galeries y sont très minoritaires. La ville de Rome a acquis en 1984 une ancienne fabrique de bière pour y installer le musée municipal d'art moderne qui abritera les collections d'art moderne et contemporain de la municipalité. Celle-ci prévoit d'acquérir systématiquement des oeuvres d'art contemporain lorsque le musée municipal d'art moderne sera aménagé. Avec le concours financier des régions, les municipalités assument l'essentiel des investissements publics pour la constitution d'un patrimoine contemporain.

4.4. Les commandes d'oeuvres pour les édifices publics : la loi des 2 %

Instaurée en 1949 puis modifiée en 1960, la loi dite des 2 % impose "aux administrations de l'Etat - même de statut autonome - aux régions, aux provinces, aux communes et à toutes les

autres institutions publiques qui procèdent à la construction d'édifices publics ou à la reconstruction de bâtiments détruits par la guerre, de consacrer à l'embellissement de ceux-ci par des oeuvres d'art une somme qui ne soit pas inférieure à 2 % du coût total du projet. Sont exclus les constructions à usage industriel ou résidentiel ainsi que les édifices dont le coût de construction ne dépasse pas 50 millions de LIT (en 1960). (...). Au cas où le projet de l'architecte ne prévoit pas l'exécution in situ de peintures ou de sculptures, les 2 % sont consacrés à l'achat et à la commande de peintures et de sculptures qui s'intègrent à la décoration intérieure des bâtiments" (article 1 de la loi modifiée du 3 mars 1960).

Le choix des artistes est fait par l'administration responsable du financement, avec le concours de l'architecte, du surintendant des Beaux-Arts pour la région concernée et d'un artiste désigné par ceux-ci. Lorsque la valeur totale des oeuvres à exécuter dépasse 2 millions de LIT, les administrations procèdent à un concours national et réunissent une commission de sélection des projets.

Celle-ci est composée :

- de quatre représentants de l'administration concernée, dont l'un au moins doit être un artiste ou un critique d'art,
- du surintendant des Beaux-Arts pour la région concernée et de l'architecte,
- de trois représentants des peintres et sculpteurs, nommés par le ministre des biens culturels sur proposition des syndicats d'artistes les plus représentatifs à l'échelon national (article 2 de la loi).

La loi a été effectivement mise en oeuvre depuis 1960 et 1970. Ce sont, avant tout, les programmes de constructions scolaires qui ont apporté aux artistes les commandes des 2 %.

4.5. Services artistiques

Comme dans tous les pays européens, les peintres et les sculpteurs vivent surtout de l'enseignement : la stabilité et les avantages sociaux attachés à ce métier placent les artistes à l'abri des fluctuations conjoncturelles du marché.

Si le profit de cette fonction est d'abord la sécurité économique, du moins pour les positions inférieures de l'enseignement artistique (cours artistiques dans les écoles du régime scolaire obligatoire, dans les instituts d'enseignement professionnel et dans les lycées artistiques de l'enseignement secondaire), les postes d'enseignants dans les académies des Beaux-Arts, attribués sur concours, ont un prestige incontestable.

L'enseignement artistique dépend pour l'essentiel du ministère de l'instruction publique. L'extension du réseau des musées municipaux d'art moderne ne s'accompagne pas encore de la création d'un nombre considérable d'emplois, mais devrait multiplier les occasions, pour les artistes, de présenter leurs oeuvres et d'exercer des activités temporaires d'animation, comme à Bologne ou dans le Centre d'art contemporain de Rome par exemple.

4.6. Ateliers

Rien n'est fait actuellement en Italie, ni par l'Etat ni par les municipalités, pour aider les artistes à trouver des ateliers-logements à loyer modéré. Cependant, la ville de Rome projette d'aménager des ateliers d'artistes dans les locaux qu'elle a acquis pour y installer le musée municipal d'art moderne (une ancienne fabrique de bière plus les locaux situés via degli Ausoni où les artistes occupaient, moyennant des loyers élevés, une ancienne fabrique de pâtes alimentaires).

5. LES LIEUX DE DIFFUSION

5.1. Les grandes expositions

Les trois grandes manifestations périodiques financées par l'Etat italien sont la Biennale de Venise, la Triennale de Milan (exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes et de l'architecture moderne), la Quadriennale de Rome (exposition nationale d'art contemporain). Elles sont toutes les trois subventionnées par le Ministère des biens culturels (voir 1.1.1.).

Les trois organismes ont été réformés dans leur structure, de façon que les membres des comités (désignés par les administrations locales - régions, provinces, municipalités - et par les principaux syndicats d'artistes) soient choisis parmi les spécialistes de la culture et de l'art.

La Biennale de Venise a retrouvé un rôle important de promotion internationale de l'art contemporain (rôle qu'elle avait tenu dans les années 50-60). En 1984, a eu lieu la XLI Biennale dont le titre : "Art et arts. Actualité et histoire" énonçait "plus qu'un thème, un programme" à l'intérieur duquel ont été déterminées quatre sections : "Art et spectacle", "Art et média", "Art et architecture", "Art et art". Les trois premières sections présentaient des manifestations variées : théâtre, architecture, vidéo, "performances" ... alors que la quatrième section privilégiait l'oeuvre d'art de type traditionnel (peintures, sculptures).

La Triennale de Milan a repris ses activités en 1983 en présentant deux expositions, l'une consacrée au design industriel (modèles de G. Sacche), l'autre à l'architecture (modèles de maisons). Spécialisée dans les domaines des arts décoratifs, du design industriel et de l'architecture, elle organise cha-

que année des expositions d'artistes italiens et étrangers (en 1984, une exposition d'artistes finlandais ...)

Les membres du nouveau conseil d'administration de la Quadriennale de Rome ont été nommés par un décret du 24 novembre 1983 : ils sont au nombre de 9 (8 historiens ou critiques d'art, 1 artiste). Le conseil d'administration a désigné un comité consultatif de spécialistes (11 membres: 6 historiens ou critiques d'art, 5 artistes), chargé de préparer le programme de la prochaine Quadriennale qui doit avoir lieu en 1986 au Palais des Congrès de Rome (la participation de 500 artistes est envisagée). La Quadriennale vise à la promotion nationale des jeunes artistes (plasticiens) italiens. Il est question qu'elle s'ouvre à l'architecture, au théâtre, à la musique, au cinéma et qu'elle devienne un centre international des arts (pas seulement visuels) et des communications (lorsque la restauration du Palais des Expositions siège de la Quadriennale, sera terminée).

5.2. Le musée national d'art moderne de Rome

Les expositions du musée accueillent des artistes italiens comme des artistes étrangers des 19e et 20e siècles. Depuis 1980, des expositions sont consacrées régulièrement à des artistes italiens vivants qui sont des artistes reconnus (en 1985 : P. Dorazio, L. Guerrini, G. Turcato ...). Les expositions sont décidées par le ministère des biens culturels sur proposition du directeur du musée.

Le manque de locaux a sévèrement limité, jusqu'ici, la présentation des collections et la politique des expositions temporaires. Fidèle à sa vocation, le musée veut montrer l'art actuel en train de se faire mais aussi participer aux développements les plus récents de la recherche artistique. Aux termes de travaux d'agrandissement du musée, un espace sera réservé à

l'exposition permanente des travaux en cours de réalisation effectués par les artistes italiens et étrangers résidant à Rome. Il constituera ainsi un espace alternatif au circuit commercial, un genre d' "atelier" public consacré aux travaux en cours. Cet espace, qui doit permettre un contact immédiat entre l'artiste et le public auquel l'oeuvre est destinée, incite le musée à se transformer en centre culturel polyvalent, qui finit par toucher le cinéma, la photographie, la musique, la poésie, le théâtre, les arts appliqués, l'architecture...

Le musée abrite un centre d'information et de documentation sur l'art contemporain qui comprend des archives iconographiques photographiques et cinématographiques, des biographies d'artistes, des archives de presse et une bibliothèque.

5.3. Les musées municipaux

De nombreuses expositions d'art contemporain ont lieu dans les grandes villes comme dans les petites villes. Elles sont organisées par les assesseurs à la culture qui chargent des critiques d'art d'opérer la sélection des artistes. Les plus importantes se tiennent à Milan, à Florence, à Turin, à Bologne, à Gênes, à Venise, à Palerme et à Rome ; mais il faut mentionner aussi le dynamisme de villes plus petites comme Livourne, Ferrare, Bari, Mantoue, Pavie, Parme. Ainsi, a eu lieu au début de 1984, au musée municipal d'art contemporain d'Ascoli Piceno, l'exposition : "Un idea meccanica", organisée sous l'impulsion de l'assesseur à la culture, avec la collaboration de deux critiques d'art et du Studio d'Ars de Milan. Elle rassemblait 115 artistes qui présentaient des interventions variées à partir d'une oeuvre de Giacometti programmée sur un ordinateur. En juin 1985, quatre villes (Bologne, Ra-

venne, Modène, Imola) se sont coordonnées pour organiser simultanément des expositions consacrées à l'art actuel italien (1980-1985) dont les participants ont été désignés par des critiques d'art (budget total : 500 millions de LIT).

Citons à titre d'exemple, l'action des municipalités de Rome et de Milan.

A Rome : la municipalité organise régulièrement des expositions d'art contemporain (budget total des expositions : 1 milliard et demi de LIT). Outre les expositions personnelles consacrées aux artistes déjà connus, elle présente chaque année une exposition collective qui accueille de jeunes artistes encore inconnus : ainsi en juin 1985, l'exposition "Progetto impossibile" regroupe 16 jeunes artistes, proposés par 8 critiques d'art. La municipalité a l'intention d'organiser chaque année une grande exposition sur l'activité artistique en Italie en relation avec l'activité artistique à l'étranger. D'autre part, elle participe à des expositions du musée national d'art moderne et du Palazzo Venezia.

Le Centre de recherche et de documentation pour les arts visuels, inauguré en 1981, a une double mission :

Constituer un département d'archives concernant les artistes résidant à Rome et comportant des catalogues, photographies, articles de presse, revues spécialisées, films vidéo. Trois critiques d'art (F. Vincitorio, F. Menna, L. Trucchi) ayant fait une donation de leurs archives au centre, celui-ci dispose déjà de 2000 livres d'art, de 10 000 photographies, de 20 000 documents d'archives. Le centre procède à l'informatisation de ces archives dans le cadre de la Coordination nationale pour les archives d'art contemporain (voir 1.1.2).

Organiser des manifestations diverses pour promouvoir la créa-

tion contemporaine : petites expositions ; rencontres entre des artistes et le public ; tables-rondes avec des critiques d'art, des administrateurs culturels et des créateurs ; projections hebdomadaires de films d'artistes, de documentaires, de films vidéo ; cours sur l'art contemporain : visites d'ateliers d'artistes ; brèves expositions autogérées par de petits groupes d'artistes.

Le centre prépare pour la fin de 1985 une exposition qui retrace l'histoire et l'activité d'une vingtaine de galeries d'art romaines depuis 1945. Il entend ainsi favoriser une communication, sinon une collaboration, entre les secteurs public et privé de l'art.

En 1984, la municipalité a acquis une ancienne fabrique de bière qui doit devenir le siège du musée municipal d'art moderne de Rome. D'autre part, elle a affecté une somme de 5 milliards de LIT à la restauration du Palais des Expositions, siège de la Quadriennale.

A Milan : la création contemporaine fait traditionnellement l'objet de six à huit expositions par an à la Rotonda de la Via Besana ; elle est accueillie au Palazzo Reale, au Pallazo della Permanente, au pavillon d'art contemporain, réaménagé après plusieurs années de fermeture, dans quelques salles du Castello Sforzesco.

Le projet d'aménager un musée d'art contemporain à part entière prend corps : l'Etat, autant que la municipalité et la région, ont la volonté d'accroître l'intervention culturelle publique dans la première place italienne du marché de la peinture.

L'administration régionale, qui cofinance plusieurs musées d'art moderne d'importance diverse, subventionne partiellement ou totalement des expositions à Milan ou dans de petites villes.

Bien que la philosophie de la régionalisation fasse évoluer l'action des autorités régionales vers une coordination des initiatives locales, l'assesseur pour la culture peut prendre, au nom de la région, la pleine responsabilité financière et artistique d'expositions personnelles d'artistes de Lombardie.

5.4. Les circuits marchands

Nous l'avons souligné (voir 1.3), le marché privé a eu le monopole de la "promotion" de l'art contemporain et le conserve en grande partie : la concentration des activités économiques et donc des acheteurs et collectionneurs dans le Nord de l'Italie a permis à ce marché de se développer en un réseau dense de galeries.

S'inspirant du modèle du Kunstmarkt de Cologne, de la foire de Bâle ou de la FIAC de Paris, les villes de Bari et de Bologne ont créé, au sein de leur foire commerciale annuelle ou biennale, une section d'art, depuis 1976. En 1985, a lieu la première Foire internationale d'art contemporain de Milan (qui doit être biennale) : 86 galeries y participent.

ADRESSES

Institutions

Ministère des biens culturels (direction des relations culturelles),

Via San Michele 22, Rome.

Ministère des affaires étrangères (direction de la coopération culturelle),

Piazzale della Farnesina, Rome.

Musée national d'art moderne, Viale delle Belle Arti 139, Rome.

Quadriennale de Rome, Palazzo delle Esposizioni, Via Nazionale, Rome.

Biennale de Venise, Cà Justiniana, Venise.

Triennale de Milan, Viale Alemagna 6, Milan.

Assesseur pour la culture de la municipalité de Rome, Piazza del Campidoglio, Rome.

Direction de la culture de la municipalité de Rome (division des expositions et des arts visuels), Piazza Campitelli 7, Rome.

Centre de recherche et de documentation pour les arts visuels, Via Montanara 8, Rome.

ENAP, via Nazionale 194 A, Rome.

SIAE. (section OLAF), Via della Letteratura, EUR, Rome.

Assesseur pour la culture de la municipalité de Milan, Via Marino 7, Milan.

Division des expositions et des arts visuels de la municipalité de Milan, Via Marino 7, Milan.

Directeur du cabinet de l'assesseur pour la culture, région de Lombardie, Viale Premuda 27, Milan.

Olivetti (division du design industriel, de la publicité et des relations culturelles), Via Clerici 4, Milan.

Fiat (direction des relations extérieures), Corso Marconi 10, Turin.

Association italienne des galeries d'art contemporain. Siège : Via Senato 22, Milan.

Ibid., secrétariat : galerie Milano, Via Turati 14, Milan.

Finarte, Piazzeta Bossi 4, Milan.

Syndicats d'artistes

Federazione Italiana Degli Artisti, Via Fabio Massimo 57, Rome.

Unione Sindacale Artisti Italiani Belle Arti, Via Sicilia 154, Rome.

Federazione Nazionale Lavoratori Arti Visive, Via Ofanto 18, Rome.

Sindacato Italiano Pittori Scultori Incisori, Via Clementina 11, Rome.

Federazione Nazionale Sindacati Autonomi Arti Figurative, Via G.R. Vico I , Rome.

Sindacato Nazionale Artisti Professionisti Italiani, Via Tunisi 8, Palerme.

Sindacato Autonomo Nazionale Operatori Estetici, Via Vincenzo Ussani 68.



LUXEMBOURG



1. ORGANISATION DE LA VIE ARTISTIQUE

1.1. Mécénat public

1.1.1. Institutionscentrales

Les affaires culturelles luxembourgeoises relèvent du Ministère des Affaires culturelles, depuis l'arrêté grand-ducal du 26 juillet 1984, alors qu'elles dépendaient avant du président du gouvernement et encore avant du Ministère de l'Education nationale.

Pour 1986, le total des dépenses arrêtées pour les affaires culturelles s'élève à 345.946.000 LFR, soit 0,44% du budget total de l'Etat. Ces dépenses sont groupées en cinq sections : Affaires culturelles-Dépenses générales, destinées à couvrir les dépenses du Ministère des Affaires culturelles proprement dit; Sites et Monuments; Musées de l'Etat (Musée d'Histoire et d'Art et Musée d'Histoire naturelle); Bibliothèques (essentiellement la Bibliothèque nationale); Archives.

L'aide directe à la création artistique va en augmentant; selon qu'on y intègre ou non les crédits affectés aux écoles de musique, elle représente environ 15 à 100 millions de LFR, frais administratifs inclus. On y ajoutera cependant environ 6 millions par an d'aides accordées par le Fonds culturel national (voir 1.2.) au titre d'aides directes à la création artistique ainsi que 15 millions environ d'aides indirectes.

Le Conseil permanent pour l'action culturelle, créé en 1977, a été remplacé en 1980 par le Conseil national de la culture (CNC) qui a repris pour l'essentiel les fonctions du CPAC : "étudier les problèmes généraux relatifs à la propagation et à la démocratisation de la culture, dégager les grandes lignes d'une politique de soutien à la création et à l'activité culturelle". La mission et les structures du CNC sont en train d'être modifiées.

1.1.2. Les institutions culturelles

Un Centre culturel national est en voie de réalisation : l'ancienne abbaye du Grund à Luxembourg va être aménagé en lieu de rencontre et d'exposition pour les artistes. Des ateliers vont y être installés (voir 4.4.).

Le Musée d'Etat -musée d'histoire et d'art- possède un département d'art contemporain. Il organise des expositions temporaires consacrées à des artistes étrangers, classiques, modernes ou contemporains. Dans certains cas, des rétrospectives sont consacrées à des artistes luxembourgeois, quand ils sont de notoriété internationale ou ont atteint l'âge de soixante quinze ans. Le musée achète des oeuvres d'artistes étrangers et luxembourgeois (voir 4.2.).

Le Musée Pescatore (Villa Vauban) qui dépend de l'administration communale de la ville de Luxembourg, abrite notamment la collection du mécène J.P. Pescatore. Il organise des expositions temporaires consacrées à des artistes luxembourgeois et étrangers d'une certaine notoriété et également des expositions thématiques d'art luxembourgeois.

Le Luxembourg a fondé en 1866 une académie, l'Institut grand-ducal, qui comporte une section "arts et lettres". Entièrement financé par l'Etat, cet organisme a pour activité principale d'éditer et de diffuser les oeuvres de ses membres qui entrent par cooptation.

Une partie de l'aide culturelle au Grand-Duché concerne les musées régionaux et les théâtres municipaux.

1.2. Mécénat privé

Il n'existe pas de fondations privées dont profiteraient les artistes.

Le Fonds culturel national a été créé par la loi du 4 mars 1982. Il regroupe deux des trois Fonds culturels créés par la loi du 29 décembre 1970, le fonds "musée d'histoire et d'art" et le fonds "bibliothèque nationale"

Le fonds "Monuments historiques" qui s'occupe de l'acquisition, de la restauration ou de la reconstruction des monuments historiques subsiste. Il peut recevoir des dons du Fonds culturel national.

Le Fonds culturel national a pour mission "de recevoir, de gérer et d'employer les allocations et dons émanant de sources publiques ou privées en vue : a) de la promotion des arts et sciences; b) de la conservation, de la restauration et de l'affectation appropriée du patrimoine historique et culturel national, immobilier et mobilier." (Extrait du Memorial). Ses ressources sont constituées par des dons en espèces ou en nature. L'accent est mis sur la promotion des arts, en particulier l'aide aux jeunes artistes: installation d'ateliers, aides à la première exposition. Des aides spéciales peuvent être allouées au Musée de l'Etat pour l'acquisition d'oeuvres, comme par exemple récemment l'achat d'un Turner, ou la restauration de tableaux.

Des dispositions fiscales existent, concernant l'impôt sur le revenu des donateurs. Les dons en espèces ou en nature alloués au Fonds sont déductibles de l'impôt sur le revenu dans la mesure "où ils ne dépassent pas dix pour cent du total des revenus nets, ni dix millions de francs" (articles 11,12 et 13 du "Mémorial"). Dans certaines conditions, les dons en nature peuvent être déduits de l'impôt sur la succession (art.16).

1.3. Marché de l'art

Il y a au Luxembourg, comme dans les autres pays, des amateurs d'art contemporain. Bon nombre d'entre eux achètent surtout des gravures ou des lithographies. Les collectionneurs de tableaux ou de sculptures se tournent fréquemment vers les pays voisins, en particulier l'Allemagne et la France. Le marché de l'art est assez limité et encore restreint en ce qui concerne les oeuvres des jeunes artistes : sur l'ensemble des galeries du Grand-Duché, dont une dizaine se trouve à Luxembourg même, quelques-unes (une demi-douzaine environ) sont ouvertes à l'art contemporain (voir 5.3.). Il faut signaler également le rôle des galeries municipales et des centres culturels, luxembourgeois ou étrangers, dans la diffusion et la commercialisation des oeuvres d'art.

2. ASSOCIATIONS D'ARTISTES

Il n'existe pas à proprement parler de syndicats d'artistes au Luxembourg. Les artistes se regroupent dans quelques associations artistiques ou culturelles de nature différente.

2.1. Le Cercle artistique

Fondé en 1893, le Cercle artistique est patroné par S.A. la Grande-Duchesse de Luxembourg et reçoit une subvention annuelle de 80 000 LFR. Exclusivement ouverte aux plasticiens (peintres-sculpteurs-graveurs), cette association ressemble à une amicale d'artistes, sans vocation revendicatrice. Pour en faire partie, il faut avoir été accepté au Salon d'automne (voir 5.1.) trois fois dans un laps de temps de cinq années consécutives. La cotisation est de 200 LFR par an. Le Cercle organise également, avec le concours de la municipalité de Luxembourg, un salon de Pentecôte qui s'adresse plutôt aux amateurs; la sélection pour ce salon n'implique pas l'acceptation au sein de l'association. Le Cercle artistique compte aujourd'hui cinquante cinq membres. Il gère une "Maison des artistes" (appartenant à l'Etat) qui reçoit chaque année deux artistes étrangers.

2.2. Le Letzebuerger Artisten Center (LAC)

Le Letzebuerger Artisten Center est une association sans but lucratif (asbl, loi de 1928). Il est financé par les cotisations de ses membres et reçoit une aide du Ministère des Affaires culturelles (60.000 LFR en 1986). Le LAC organise un Salon de printemps (le deuxième a eu lieu en 1986) qui se tient au Foyer du Nouveau Théâtre municipal de Luxembourg. En 1986, trente deux artistes ont exposé chacun trois oeuvres au maximum. Ces oeuvres ont été sélectionnées par un jury international composé d'artistes peintres et de critiques d'art non affiliés au LAC.

En dehors de ces associations nationales, il existe au Luxembourg un grand nombre d'associations locales regroupant des amateurs de toutes les disciplines artistiques. Ces associations jouent un rôle d'animation lors des semaines culturelles de leur région (voir 5.2.).

3. ASPECTS JURIDIQUES

Les dispositions législatives luxembourgeoises ne prévoient pas de régime social et fiscal spécifique aux artistes, étant donné l'infime proportion des individus dont l'activité artistique est la source principale de revenus; L'artiste plasticien est assimilé aux "Travailleurs intellectuels indépendants" (TII) du point de vue des droits sociaux et le plus souvent aux professions libérales, du point de vue fiscal.

3.1. Droits sociaux

Jusqu'en 1964, les TII, définis comme l'ensemble de "tous ceux qui exercent pour leur propre compte et de façon continue une profession non commerciale, de nature principalement intellectuelle" n'étaient pas assurés, mais pouvaient s'affilier volontairement à la Caisse d'assurance sociale des employés privés. Par la loi du 23 mai 1964, l'affiliation des TII au régime des employés privés devient obligatoire. Ils cotisent à la fois la part patronale et la part employé. En cas de double activité professionnelle, la personne a le choix de son régime d'affiliation, mais sa décision est irrévocable.

3.1.1. Assurance-maladie

L'artiste (ou le TII) paie l'intégralité de la cotisation maladie, soit 4,8% de son revenu total imposable. Aucune cotisation ne peut être inférieure à celle basée sur le salaire minimum légal. L'assuré est couvert pour les prestations en nature dès le jour où sa déclaration d'affiliation parvient à la Caisse. Les prestations en espèces sont versées dès le premier jour de la maladie et dans une limite de cinquante-deux semaines au maximum. L'indemnité pécuniaire de maladie est calculée par référence au salaire brut que l'assuré aurait gagné s'il avait continué à travailler. Le salaire de référence ne peut être inférieur au salaire social minimum.

3.1.2. Assurance-vieillesse

L'artiste (ou le TII) cotise obligatoirement auprès de la Caisse de pension des employés privés à raison de 16% de son revenu imposable. Aucune cotisation ne peut être inférieure à celle basée sur le salaire social minimum. Pour avoir droit à la pension vieillesse à l'âge prévu par la loi (soixante cinq ans), il faut avoir cotisé au moins pendant cinq années. Le TII peut abaisser l'âge de sa retraite à soixante ans, s'il a cotisé au moins quinze années. Le montant des pensions allouées dépend de la durée d'affiliation et du total des cotisations versées par l'assuré. Dans tous les cas, aucune pension ne peut être inférieure à 31.100 LFR par an (en 1984) pour dix ans d'assurance et à 62.500 LFR par an pour trente cinq ans d'assurance.

En principe, il n'est pas possible de dissocier les deux risques vieillesse et maladie, car c'est la Caisse de pension qui fait toute l'instruction de la demande. Toutefois l'artiste peut demander au comité directeur de la Caisse une exemption d'assurance vieillesse (ou maladie) s'il juge son revenu insuffisant pour couvrir les deux risques.

3.1.3. Chômage, accidents du travail

Le TII ne peut bénéficier d'aucune prestation chômage, celle-ci ne s'adressant qu'aux salariés ou aux commerçants demandeurs d'emploi.

Depuis la loi du 6 janvier 1978, l'assurance contre les accidents de travail est obligatoire, avec un taux de cotisation représentant en moyenne 0,8% du salaire.

3.2. Droits patrimoniaux

3.2.1. Droits d'auteur

Les droits patrimoniaux des artistes luxembourgeois sont protégés par la loi

du 29 mars 1972 qui, sur la base de la convention de Berne, garantit le monopole de l'auteur à l'égard de tous les procédés de reproduction. Cette loi n'a pas été suivie de règlements d'application. Si les musiciens, et à un moindre degré les écrivains, perçoivent effectivement des droits d'auteur par l'intermédiaire de sociétés de perception étrangères, les artistes plasticiens n'ont passé aucun accord avec des sociétés de droits d'auteur.

3.2.2. Droit de suite

L'article 22 de la même loi mentionne l'existence d'un droit de suite applicable aux oeuvres vendues aux enchères et dans le commerce. De fait, faute d'arrêté d'application, jamais le droit de suite n'a été appliqué au Luxembourg lors de la revente d'oeuvres. Le Luxembourg, comme les autres Etats, attendent le résultat des travaux de la Commission européenne sur ce sujet.

3.3. Fiscalité

3.3.1. Fiscalité directe

L'impôt sur le revenu que doit acquitter un artiste est déterminé, comme pour tous les contribuables, par sa situation de revenu et de famille. L'imposition minimale porte sur des sommes allant de 129.600 LFR à 940.000 LFR, selon la catégorie familiale. Le taux maximal d'imposition pour les tranches les plus élevées est de 57%. Aux termes de la loi du 4 décembre 1967, les revenus artistiques se rattachent à des régimes d'imposition différents, en fonction du mode d'exercice de l'activité artistique.

Les professions libérales : dans la plupart des cas, les gains artistiques sont assimilés aux gains issus d'une profession libérale. L'article 91 de la loi considère comme tel "le revenu net provenant d'une activité scientifique, artistique, littéraire, enseignante ou éducative lorsque ces activités sont exercées de façon indépendante et que le caractère scientifique, artistique

(...) prévaut". Le bénéfice étant calculé par comparaison entre les recettes et les dépenses, l'artiste est tenu de présenter chaque année un livre-bilan avec la liste détaillée de ses ventes et de ses frais, factures à l'appui. Ainsi les frais professionnels artistiques (achat de matériel, loyer ou amortissement de l'atelier) sont-ils déduits du revenu imposable. L'étalement des ressources sur plusieurs années est possible dans certaines conditions.

La loi prévoit que l'artiste puisse déclarer ses gains artistiques en tant que revenus extraordinaires : s'il exerce une activité rémunérée nettement distincte de son activité artistique, cette dernière s'étendant néanmoins sur plusieurs années; ou s'il exerce son activité artistique dans le cadre de la profession libérale, à l'exclusion de toute autre activité, ses revenus étant intégralement imposables. Ce mécanisme d'imposition "extraordinaire" dont les taux varient entre 18% et 34,2% concerne les tranches de revenus relativement élevées puisque ces taux sont appliqués lorsqu'ils sont plus favorables que ceux du régime général.

Les salariés : lorsque l'artiste n'exerce pas son activité de façon indépendante, mais dépend d'un employeur par un contrat de travail ou un louage de services, ses revenus sont considérés comme relevant d'une occupation salariée. Dans ce cas, il y a retenue d'impôt à la source. Les "frais d'obtention d'une occupation salariée", s'ils sont inférieurs à un montant annuel de 25.200 LFR, bénéficient d'un abattement forfaitaire; au-delà, la déduction des frais réels se fait sur présentation de factures. Ce régime fiscal s'applique à tout artiste ayant passé un contrat avec une galerie, une entreprise ou un commanditaire lui assurant un revenu mensuel.

Les commerçants : les revenus artistiques sont considérés comme bénéfices commerciaux, si "le caractère prédominant de l'activité exercée de façon indépendante est de nature commerciale, artisanale ou industrielle". Tel est le cas des artistes possédant leur propre lieu de diffusion et de ceux qui produisent des "séries" ou des objets artisanaux. Ces activités sont soumises en outre à l'impôt commercial recouvré par les communes.

De fait, il est impossible, aux termes de cette législation, d'établir des règles générales qui permettraient de qualifier d'emblée telle profession artistique de profession libérale et telle autre de profession commerciale, artisanale ou industrielle. Cette ambiguïté existe notamment pour les artistes exerçant des fonctions d'exécution, de gestion ou de direction artistique et pour des professions telles que les graveurs ou les illustrateurs. L'administration fiscale est amenée à trancher cas par cas.

Gains artistiques réalisés à l'étranger : le Grand-Duché a conclu une convention tendant à éviter les doubles impositions avec les pays suivants : République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Irlande, Islande (transport aérien seulement) , Italie, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède. Dans ce cas, les revenus artistiques sont exonérés au Luxembourg, quelle que soit leur nature. Sinon, il y a double imposition, avec toutefois certaines possibilités déductives.

Gains artistiques réalisés au Luxembourg par un non-résident : ils sont imposables à raison d'une retenue à la source de 10% de leur montant brut dans le cas d'un bénéfice considéré comme relevant d'une profession libérale ou selon les modalités normales d'impôt sur les traitements et salaires. Les autres revenus sont imposés à un taux ne pouvant être inférieur à 15%.

La question s'est posée d'établir un régime d'imposition spéciale pour l'ensemble des gains artistiques, en vue d'améliorer la condition économique de l'artiste. Une telle mesure a été abandonnée en raison du caractère progressif de l'impôt sur le revenu (un régime spécifique serait plus favorable aux artistes bénéficiant de revenus importants) et de l'impossibilité de réaliser une distribution sélective par voie fiscale.

3.3.2. Fiscalité indirecte

Les taux d'assujettissement à la T.V.A. varient selon la nature du revenu. L'assimilation aux professions libérales doit permettre l'application du

taux réduit de 5%, alors qu'il est de 10% pour une profession commerciale. Mais, en réalité, le bureau de recouvrement de la T.V.A. astreint la majorité des artistes, et particulièrement les sculpteurs au taux de 6% (depuis 1986 (alors qu'il était de 10% avant cette date), en vertu du principe qu'il y a "transformation de matière". A ce niveau, on note une distorsion avec les dispositions prises pour les contributions directes, en ce qui concerne l'assimilation de l'artiste aux professions libérales.

Si la loi luxembourgeoise sur la T.V.A. ne permet pas d'exonération, par contre la loi budgétaire de 1980 ouvre un crédit non limitatif permettant aux organisateurs de spectacles et de festivals - et aux travailleurs culturels indépendants depuis 1986- de récupérer la taxe sous forme de subside. Cette mesure qui favorise évidemment le développement des manifestations culturelles ne concerne pas les galeries d'art. Elles acquittent une redevance de 10% sur le prix de vente ou de 15% si le tableau est importé.

4. ASPECTS ECONOMIQUES

4.1. Bourses et subventions individuelles

Il n'y a pas de bourses de travail, de création ou de recherche. Cependant, les artistes peuvent solliciter une aide auprès du Ministère des Affaires culturelles qui dispose d'un fonds "subventions aux artistes". Ces subventions sont accordées à l'occasion d'expositions et interviennent a posteriori, lorsque l'artiste a engagé des sommes qu'il n'a pas pu récupérer par la vente d'oeuvres. L'Etat peut accorder également des subsides aux artistes en difficulté : une certaine somme leur est versée en échange d'une de leurs productions, ce qui ne revient pas à acheter l'oeuvre. Le Fonds culturel national intervient de plus en plus substantiellement dans ce domaine.

L'Académie européenne des Beaux-Arts (dans le cadre de laquelle l'Etat donnait quelques bourses) a été remplacée en 1981 par le Cercle Européen pour la

propagation des Arts (CEPA) qui en a repris les activités. Le CEPA organise, en dehors des cours annuels d'été en collaboration avec l'Académie d'Eté de la Sarre, des cours du soir régionaux pendant toute l'année. Ces cours sont subventionnés par le Ministère des Affaires culturelles.

4.2. Achats d'oeuvres d'art par le secteur public

Le Musée d'Etat et les galeries municipales sont les principaux acquéreurs d'oeuvres d'art pour le secteur public.

La commission d'achat pour le Musée d'histoire et d'art, aux termes de l'arrêté ministériel du 10 janvier 1963, a essentiellement pour mission d'augmenter les collections d'art contemporain du musée de l'Etat. Elle est composée de sept membres nommés tous les trois ans par le ministre : trois historiens d'art, un représentant du Ministère des Affaires culturelles, un représentant du Ministère de l'Education nationale, le chef du Service des Beaux-Arts du Musée et le directeur du Musée. En 1985, la commission a disposé d'une enveloppe de 1.300.000 LFR (en légère baisse par rapport à il y a cinq ans).

La galerie municipale d'Esch-sur-Alzette dispose d'un fonds annuel de 105.000 LFR pour l'achat d'oeuvres d'art. Ses acquisitions se font dans le cadre de ses propres expositions et dans les galeries étrangères. Elle possède actuellement une centaine d'oeuvres. Les autres galeries municipales, moins importantes, disposent de fonds d'achats plus restreints.

4.3. Services artistiques, métiers secondaires

Les artistes peuvent obtenir des commandes d'oeuvres d'art et participer à un projet de construction dans le cadre de la "commission interministérielle des décors artistiques" créée en 1960. Il n'y a pas de loi concernant le pourcentage du coût de la construction réservé à la décoration artistique; il s'agit d'une recommandation verbale, les communes n'étant nullement tenues de s'y conformer. Le recrutement des artistes se fait par cooptation et, plus

rarement, par voie de concours ou d'appels d'offre, après un avis dans la presse. C'est la commission, composée de l'architecte d'Etat et de deux membres des affaires culturelles et des travaux publics qui propose les artistes au constructeur et à l'architecte, mais l'inverse peut se produire.

La "commission de surveillance des bâtiments religieux" peut commanditer des artistes, lors de la rénovation d'églises non classées, pour la réalisation de vitraux, de statues ou de fonds baptismaux. Les communes ne sont pas obligées de consulter la commission, sauf si elles désirent des subside. Certaines collectivités locales importantes commanditent également des artistes, généralement issus de la ville, pour la réalisation de fresques et de sculptures. Pour les monuments classés et les monuments nationaux, le service des Sites et Monuments, administration dépendante du Ministère des Affaires culturelles, peut également recourir à la collaboration d'artistes.

La plupart des artistes luxembourgeois a une activité rémunérée nettement différenciée des occupations artistiques. Comme dans les autres pays, le schéma le plus courant est celui d'un métier secondaire en tant qu'enseignant (dans le primaire ou le secondaire). La population artistique, estimée d'après le nombre d'exposants sur une période de trois ans, s'élèverait à six cent personnes approximativement, dont une faible minorité vit de son activité artistique. Depuis deux ou trois ans cependant, le nombre d'artistes qui essaient de vivre uniquement de leur activité artistique est en augmentation.

4.4. Ateliers

La politique d'ateliers (construction ou aménagement de locaux existants) s'est développée au Luxembourg ces dernières années.

Dans la vieille ville de Luxembourg, à l'abbaye du Grund qui doit être amé-

nagée en Centre culturel national (voir 1.1.2.), quelques ateliers sont prévus.

A la Schleifmillen, la ville de Luxembourg a mis à la disposition d'une dizaine d'artistes indépendants des ateliers de peinture et de sculpture. L'aménagement et l'équipement de ces ateliers ont été financés par le Fonds culturel national.

Dans les dépendances du château de Bourglinster, des ateliers ont été installés avec l'aide du CEPA (voir 4.1.) et de la Chambre des Métiers.

L'Etat du Luxembourg possède un atelier à Paris, à la Cité des Arts, dont il a la jouissance six mois par an. En général y sont envoyés les lauréats de la biennale d'Esch-sur-Alzette (voir 5.1.).

Rappelons que le loyer ou l'amortissement d'un atelier est déductible du revenu imposable.

5. LIEUX D'EXPOSITION

5.1. Salons, biennales

Organisé par le Cercle artistique (voir 2.1.) le Salon d'automne est une manifestation qui regroupe bon nombre d'artistes luxembourgeois. A l'issue de chaque deuxième Salon est décerné le Prix du Grand-Duc Adolphe (50.000 LFR) et chaque année est décerné le Prix d'Encouragement à la jeune peinture (20.000 LFR), offert par le Ministère des Affaires culturelles.

Le Letzebuenger Artisten Center (LAC) organise chaque année également un Salon de Printemps (le deuxième a eu lieu en 1986) dans le Foyer du Théâtre municipal (voir 2.2.).

En automne 1986, le Ministère des Affaires culturelles ouvrira son Centre d'expositions pour jeunes artistes à la maison "beim Engel" au Marché-aux-Poissons. Des groupes de jeunes artistes pourront exposer leurs oeuvres avec des artistes étrangers. Age maximum trente deux ans.

A Esch-sur-Alzette, ont lieu plusieurs salons organisés par la Galerie Municipale et le Théâtre municipal (dont le directeur est en même temps le président du CEPA, voir 4.1.).

Tous les deux ans, a lieu une Biennale des jeunes réservée aux résidents de moins de trente cinq ans. Deux jurys nationaux sélectionnent les candidats : un jury de la Biennale, composé de critiques, de représentants de musée et d'artistes confirmés (au total neuf membres) et un jury de la critique exclusivement composé de critiques d'art luxembourgeois (cinq ou six membres). Les prix sont attribués séparément par les deux jurys: un prix de la critique et deux prix de la Biennale, soit une somme totale de 80.000 LFR.

Tous les cinq ans, la même ville organise une Quinquennale de l'art moderne luxembourgeois s'adressant à des plasticiens plus âgés, d'une certaine notoriété. Le jury, international, se compose de conservateurs de musées de France, de Belgique et d'Allemagne, d'artistes de ces pays et du directeur de la galerie municipale. Cette manifestation est la plus représentative de l'art contemporain. Il n'y a pas de prix mais l'admission est considérée en elle-même comme une distinction. La prochaine aura lieu en 1988.

De plus, un Salon des Arts et des Loisirs et un Salon des Résidents étrangers ont lieu tous les deux ans, en alternance.

Ces salons, à l'exception du Salon des Arts et des Loisirs, se tiennent dans le foyer du Théâtre municipal. Les artistes sélectionnés et ayant exposé dans l'un de ces salons peuvent ensuite exposer à la galerie municipale, qui est très demandée.

5.2. Semaines culturelles

Depuis quelques années, sont organisées des semaines d'animation culturelle qui ont lieu alternativement dans toutes les régions du pays. L'idée est de favoriser l'expression artistique locale, tout en diffusant des manifestations

culturelles d'intérêt national. Les programmes sont interdisciplinaires : musique, photographie, théâtre, peinture, conférences etc.

Depuis 1982, des Saisons culturelles sont organisées sur le plan communal, en coopération avec les commissions culturelles communales et les syndicats d'initiative. Un grand nombre de fédérations socio-culturelles nationales prêtent leur concours. Des efforts particuliers sont consentis pour développer les aspects écologiques, archéologiques et d'environnement.

Ces types de manifestations, destinées à prendre de l'ampleur, s'adressent surtout aux artistes locaux (des concours divers sont organisés) mais des artistes confirmés peuvent aussi être partie prenante.

5.3. Galleries municipales et privées

Depuis 1958, date de l'ouverture de la première galerie d'art municipale à Esch-sur-Alzette, d'autres galeries de ce type ont été créées: à Luxembourg, Dudelange, Diekirch, Walferdange, Rumelange, Bertrange, Differdange, Ettelbruck. Ces galeries sont ouvertes à des artistes luxembourgeois et étrangers pour y présenter et vendre leurs oeuvres. L'accrochage est payant (loyer de 5.000 LFR par quinzaine à Esch-sur-Alzette) , les frais d'invitation à la charge de l'artiste, mais la galerie ne prélève aucun pourcentage sur les ventes, car le but de ces expositions est surtout d'ordre culturel. Pour un exposant étranger par contre, la galerie prend 30% du prix de vente et s'assure d'un minimum de 25.000 LFR au cas où aucun achat n'aurait lieu. Souvent la galerie achète elle-même des oeuvres pour sa propre collection, ainsi que le musée d'Etat.

Les quelques galeries ouvertes à l'art contemporain travaillent en liaison avec des galeries étrangères, surtout des galeries suisses ou allemandes, également avec des galeries françaises. Elles exposent aussi des non-résidents. Les conditions d'accrochage sont les mêmes que dans les autres pays, le pourcentage prélevé par la galerie variant de 30 à 50% selon les frais engagés.

Adresses

Ministère des Affaires culturelles, 19 rue Goethe, 1637 Luxembourg. Tél. 4781

Fonds culturel national (Ministère des Affaires culturelles)

Service des Sites et monuments nationaux, 93 rue d'Anvers, Luxembourg. Tél. 4781

Institut grand-ducal, sections arts et lettres, 2 bis Bd Grande-Duchesse
Charlotte, Luxembourg. Tél. 233 57

Musée d'Etat, Marché-aux-Poissons, Luxembourg. Tél. 4781

Cercle artistique, Banque internationale, Prés. M. Dondelinger, 7 rue Plaetis,
Luxembourg. Tél. 47 15 68

Administration des bâtiments publics, commission des décors artistiques,
M. Hubert Patz, 10 rue du Saint-Esprit, Luxembourg. Tél. 47 38 61

Cercle européen pour la propagation des arts (CEPA) Prés. M. Guy Wagner,
Secrétariat Mme Maggy Baasch, rue de Limpach, Monderlange.

Galerie d'art municipale d'Esch-sur-Alzette, prés. M. Guy Wagner, 6 Grand-Rue,
Esch-sur-Alzette. Tél 54 90 71

Letzebuerger Artisten Center (LAC), prés. Jean Setz, B.P. 1934 Luxembourg

Caisse de pension des employés privés, la boulevard Prince-Henri, Luxembourg
Tél. 404 61

P A Y S - B A S



1. ORGANISATION DE LA VIE ARTISTIQUE

1.1. Mécénat public

L'Etat s'efforce de développer les conditions socio-économiques propices à la création artistique. La politique artistique débouche sur une politique en faveur des artistes.

1.1.1. Institutions centrales

Le ministère des affaires culturelles, des loisirs et de l'action sociale (Ministerie van cultuur, recreatie en maatschappelijk Werk) a été créé en 1965. Le budget du ministère des affaires culturelles représente, pour l'ensemble des arts, 0,5 % du budget national. En 1981, les crédits affectés aux arts plastiques se sont élevés à 12.785.000 florins. Depuis 1983, un Fonds pour les arts visuels a été mis en place au ministère des affaires culturelles qui a disposé d'un crédit de 20 millions de 1984 et 38 millions en 1985.

Le ministère des affaires sociales (Ministerie van sociale zaken) : l'application du règlement en faveur des plasticiens BKR (Beeldende Kunstenaars Regeling) relève de la direction des mesures sociales complémentaires, elle-même subordonnée à la direction générale des mesures sociales. Depuis 1983, et c'est la transformation la plus importante concernant la politique des arts plastiques, un effort est accompli par le gouvernement pour diminuer les dépen-

ses publiques et pour modifier la répartition des crédits entre le ministère des affaires culturelles et le ministère des affaires sociales (voir 3.1.3., l'analyse du B.K.R.).

Le ministère de l'enseignement et des sciences (Ministerie van onderwijs en wetenschappen) : le règlement du 1 % et l'enseignement artistique dépendent de ce dernier.

Le ministère du logement et de l'aménagement du territoire (Ministerie van volkshuisvesting en ruimtelijke ordening) : il est responsable de l'application du règlement du 1,5 % (service des bâtiments de l'Etat).

Le conseil des arts (Raad voor de kunst) : organisme consultatif, distinct du ministère des affaires culturelles, il prodigue ses conseils dans les différents secteurs artistiques. La section "arts plastiques et architecture" comprend 14 membres (artistes et spécialistes de l'art : conservateurs, historiens de l'art, etc.) : deux commissions (commission des expérimentations et des projets, commission des manifestations).

1.1.2. Collectivités locales

Les provinces dépensent moins que les communes pour les arts plastiques :

Les provinces : au nombre de 11, elles dépensent peu pour les arts de création. L'action provinciale, dans ce domaine, est confiée à des conseils culturels. Ceux-ci jouent un rôle important : ils recensent les artistes, donnent des avis, jouent les intermédiaires entre les administrations, les clients et les artistes.

Les communes sont au nombre de 850. Les grandes communes (en particulier celles de la vaste zone urbanisée de l'Ouest) donnent la priorité aux arts de création, alors que les petites communes dépensent davantage pour les arts d'exécution. Les crédits vont surtout aux achats et aux

commandes d'oeuvres d'art. La ville d'Amsterdam arrive en tête par l'importance des crédits affectés aux arts plastiques.

Les villes sont assistées de conseils culturels.

1.1.3. Organismes sociaux

La Caisse de prévoyance des artistes (Stichting Voorzieningsfonds voor Kunstenaars) : elle a été créée sous les auspices du ministère des affaires sociales. Ses ressources proviennent des cotisations des artistes aux quelles s'ajoutent les subventions de l'Etat et des communes. La subvention de l'Etat s'élève à 310 % des contributions des artistes, la subvention des communes à 200 %.

La caisse dispose, en outre, de deux fonds complémentaires : le Fonds des objectifs exceptionnels (Fonds voor bijzondere doeleinden) et le Fonds Me J.F. van Royen (Me J.F. van Royenfonds). Ils ne sont pas alimentés par les cotisations des artistes, mais par le comité des timbres d'été, la fondation Prince Bernard, le ministère des affaires culturelles, des legs, etc. (voir 3.1.2.).

La Caisse d'achat de matériel pour les arts plastiques (Stichting Materiaalfonds voor beeldende Kunst) : elle a été créée sous les auspices du ministère des affaires culturelles.

1.1.4. Organismes de diffusion

L'Etat s'efforce de rendre l'art accessible à tous, en mettant l'accent sur la diffusion artistique d'une part, et sur la participation de la population d'autre part. Plusieurs organismes existent :

- La Fédération néerlandaise des arts plastiques (De nederlandse Kunststichting) est chargée d'organiser des expo-

sitions qui circulent dans tout le pays. La Fondation dispose d'un fichier de 14.000 noms d'artistes dont 2700 à Amsterdam. Elle publie un bulletin d'informations destiné aux artistes plasticiens (BK informatie).

- Le service du mobilier national (Dienst voor verspreide Rijkscollecties) gère les oeuvres d'art acquises par l'Etat et les distribue aux musées et aux administrations qui les demandent.
- Les Centres de prêt d'oeuvres d'art (Kunstuitleen) : il existe actuellement une cinquantaine de centres de prêt (25 centres SBK et 25 artothèques) répartis dans tout le pays (voir 5.3.).

1.2. Mécénat privé

Les fondations les plus importantes sont :

- La Fondation Artec (Stichting Artec), tente de développer les relations entre l'art, la science et la technologie.
- La Fondation art et industrie (Stichting Kunst en Bedrijf) sert d'intermédiaire entre les artistes et les entreprises. Elle négocie environ 200 commandes par an, ce qui représente une somme de 2.500.000 à 3.000.000 HFL. Elle est financée par quelques 250 entreprises, par l'Etat et par 30 à 40 communes. La fondation dispose d'un fichier de 5.000 noms d'artistes "professionnels" (définis comme ayant une production continue, des instruments de travail, un atelier).
- La fondation Peter Stuyvesant (Stichting Peter Stuyvesant) dispose aujourd'hui d'une collection de 700 oeuvres (d'artistes de 35 nations). Il s'agit d'intégrer l'art au cadre de travail.

1.3. Marché de l'art

L'Etat s'efforce d'encourager l'achat d'oeuvres d'art et la constitution d'un patrimoine privé. En 1965, le ministère des affaires culturelles avait créé un règlement de subvention à l'achat d'oeuvres d'art, ASK (Aankoopsubsidiering Kunstwerken), qui accordait aux acheteurs privés d'oeuvres d'art une subvention égale à 20 % du prix de l'oeuvre. Dans certains cas, une subvention consentie par les villes (Amsterdam, Delft, Hilversum) s'ajoutait à celle accordée par l'Etat. Mais une étude du Boekman Stichting (fondation de recherche socio-culturelle) a montré que la subvention profitait aux catégories sociales les plus favorisées. Le règlement de subvention à l'achat d'oeuvres d'art, ASK, a été supprimé en 1978.

Depuis 1983, le gouvernement a cherché à développer le marché de l'art par tous les moyens. En 1984, il a autorisé les acquéreurs d'oeuvres d'art à emprunter (jusqu'à 5000 Hfl.) à la banque, l'intérêt étant payé par l'Etat.

2. ASSOCIATIONS D'ARTISTES

2.1. Associations professionnelles

La plus importante est l'Association professionnelle des artistes plasticiens, BBK (Beroepsvereniging Beeldende Kunstenaars), qui compte entre 2500 et 3000 membres. Les modalités d'affiliation sont diverses : diplôme d'une académie des Beaux-Arts ; dossier d'exposition ou d'activités artistiques ; parrainage de trois artistes membres du BBK.

Le BBK aide les artistes à résoudre leurs problèmes (il a 10 bureaux répartis dans tous les Pays-Bas. Il demande un

élargissement du marché des oeuvres d'art (circonscrit à Amsterdam). Il a d'ailleurs contribué au développement des artothèques, dans le but de stimuler la demande d'oeuvres d'art. D'une manière générale, le BBK veille à ce que l'Etat ne diminue pas son aide en faveur des artistes.

L'Association professionnelle des artistes plasticiens '69, BBK'69 (Beroepsvereniging van Beeldende Kunstenaars'69), est issue d'une scission du BBK, intervenue en 1969. C'est une association plus élitiste, composée d'artistes plus "arrivés". Elle compte entre 200 et 500 membres. Outre le fait d'être un artiste "professionnel", c'est avant tout la qualité de l'oeuvre qui est prise en considération pour entrer au BBK'69 : une commission de cinq artistes (qui change chaque année) en juge.

Le Syndicat des travailleurs des beaux-arts (Kunstenbond FNV) fait partie de la Confédération des travailleurs socialistes des Pays-Bas. Ce Syndicat regroupe 5000 membres environ pour l'ensemble des arts, dont environ 1000 artistes plasticiens. Pour faire partie du syndicat, il faut que plus de 50 % des revenus proviennent de l'activité artistique (toutes les activités sont comptabilisées, l'enseignement artistique, quel qu'il soit, comme la vente des oeuvres).

La Fédération des associations d'artistes (Federatie van Kunstenaarsverenigingen) réunit la plupart des associations d'artistes représentant les différents secteurs de la vie artistique.

3. ASPECTS JURIDIQUES DU STATUT D'ARTISTE

3.1. Droits sociaux

3.1.1. Sécurité sociale

Le régime de sécurité sociale dépend du statut socio-juridique de l'intéressé : travailleur indépendant ou salarié. Les artistes sont considérés comme des travailleurs indépendants. Le régime de sécurité sociale des indépendants étant moins avantageux que celui des salariés, les artistes sont donc défavorisés (en particulier pour la retraite, comme on le verra plus loin).

En tant que travailleurs indépendants, les artistes ont droit aux assurances dites "populaires" (ou générales), qui sont applicables à tous ceux qui résident aux Pays-Bas (étranger compris). Les assurances "populaires" sont les suivantes :

- La loi générale sur l'assurance-vieillesse, AOW (Algemene Ouderdomswet).
- La loi générale sur l'assurance des veuves et des orphelins, AWW (Algemene Weduwen- en Wezenwet).
- La loi générale sur les frais exceptionnels de maladie, AWBZ (Algemene Wet Bijzondere Ziektekosten).
- La loi générale sur les allocations familiales, AKW (Algemene Kinderbijslagwet).
- La loi générale relative à l'incapacité de travail, AAW (Algemene Arbeidsongeschiktheidswet).

La maladie

Les artistes, en tant que travailleurs indépendants, bénéficient de la loi générale sur les frais exceptionnels de maladie, AWBZ. Celle-ci couvre les frais d'hospitalisation

prolongée (plus de 365 jours).

Les artistes, qu'ils soient indépendants ou salariés, peuvent souscrire à la loi sur les caisses de maladie ZFW (Ziekenfondswet), à condition que leurs revenus ne dépassent pas un certain plafond. La ZFW rembourse les dépenses médicales et les frais d'hospitalisation (365 jours au plus).

En cas de maladie, les artistes peuvent aussi s'adresser à la Caisse de prévoyance des artistes (voir 3.1.2.).

La vieillesse et le décès

Aux termes de la loi générale sur l'assurance-vieillesse, AOW, l'artiste, en tant que travailleur indépendant, a droit, à l'âge de 65 ans, à une pension de retraite (indexée sur les salaires). L'allocation de retraite nette des personnes mariées est égale au salaire minimal garanti net.

Aux termes de la loi générale sur l'assurance des veuves et des orphelins, AWW, les femmes (en principe celles qui ont entre 40 et 65 ans, mais aussi celles qui sont plus jeunes si elles ont un enfant non marié) ont droit à une pension de veuve après le décès de leur mari.

Le régime de retraite est particulièrement défavorable aux artistes. Les travailleurs indépendants ont la possibilité de mettre de côté, par l'intermédiaire de l'administration fiscale, une partie de leurs recettes, afin de constituer une "réserve de vieillesse". Celle-ci ne doit pas excéder chaque année la valeur comptable du capital de l'entreprise. Le montant de la réserve est donc limité par l'importance du capital d'exploitation. Ce système ne permet pas à l'artiste de se constituer une réserve suffisante, lui assurant une retraite décente.

L'incapacité de travail

Le travailleur indépendant, atteint de longue maladie (plus d'un an) ou d'incapacité de travail, a droit à une allocation, en vertu de la loi générale relative à l'incapacité de travail, AWW, à condition que le taux d'incapacité soit de 25 % au moins et que l'assuré ait plus de 17 ans. Le montant de l'allocation est fonction du taux d'incapacité de travail. Le montant net de l'allocation servie en cas d'incapacité totale est égal au montant net de la pension de retraite servie au titre de l'AOW.

Les allocations familiales

Aux termes de la loi générale sur les allocations familiales, AKW, les artistes, qu'ils soient indépendants ou salariés, reçoivent des allocations familiales pour le troisième enfant et les enfants suivants.

Seuls, les indépendants économiquement faibles ont droit aux mêmes allocations familiales que les salariés pour les deux premiers enfants, aux termes de la loi relative aux allocations familiales des petits indépendants, KKZ.

L'aide sociale

Parmi les dispositions sociales prévues pour les néerlandais qui sont dans le besoin (aux termes de la loi générale d'aide sociale, ABW), il faut mentionner le règlement national en faveur des indépendants, RZ, qui accorde une aide financière au travailleur indépendant en difficulté.

Cette aide peut prendre différentes formes. Si les difficultés proviennent d'une diminution provisoire du revenu, l'aide est accordée sous forme d'allocations périodiques. Pour les soutiens de famille, celles-ci s'élèvent en principe à 75 % du revenu effectif de l'année précédente. L'ai-

de peut consister en capital d'exploitation (prêt à l'intérêt, prêt gratuit ou donation) : avec l'accord du ministre des affaires culturelles, cette aide peut atteindre 125 000 HFL. S'il est peu probable que l'activité reprenne, l'aide peut servir à indemniser l'indépendant des frais liés à une reconversion.

Les travailleurs indépendants âgés de 58 à 65 ans qui n'ont pas droit à une aide en vertu du RZ, peuvent recevoir des prêts gratuits pour le capital d'exploitation ou des allocations périodiques aux termes du règlement national en faveur des vieux indépendants ROZ.

3.1.2. La caisse de prévoyance des artistes

Elle se propose d'aider les artistes qui sont malades ou, en tout cas, qui sont dans le besoin, en leur versant des allocations et des prestations en espèces.

Divers organismes publics participent à la direction de la Caisse, mais les artistes ont la majorité. Parmi les 14 membres du comité de direction, quatre au moins sont nommés par le ministre des affaires sociales, le ministre des affaires culturelles, l'Union des communes néerlandaises et le collège échevinal d'Amsterdam (un tiers environ des artistes affiliés est établi dans cette ville).

Les artistes ne peuvent adhérer à la Caisse à titre individuel : seules les organisations d'artistes peuvent s'affilier : elles versent la cotisation qui s'élève à 68 HFL par an pour les artistes plasticiens. En 1976, 19 organisations représentant 6 497 artistes, étaient affiliées à la Caisse (dont 40 % de plasticiens). Aux cotisations des artistes s'ajoutent les subventions de l'Etat et des communes.

La Caisse verse des allocations périodiques aux artistes qui ne peuvent plus subvenir à leurs besoins (après exa-

men du comité de direction et un délai d'attente d'un an). L'allocation est égale au salaire minimal garanti, plus des congés payés conformément à la loi relative au salaire minimal, 25 HFL par semaine de frais professionnels et le remboursement partiel de la cotisation à une assurance maladie. Mais ceux-ci ne peuvent pas recourir de manière permanente à la Caisse : en un an, les allocations totales ne peuvent excéder treize semaines par an. Une fois le délai maximal écoulé, l'artiste doit faire appel à la loi générale d'aide sociale, ABW, ou, s'il s'agit d'un indépendant, au règlement national en faveur des indépendants RZ (voir 3.1.1.).

La Caisse dispose, en outre, de deux fonds complémentaires, le Fonds des objectifs exceptionnels et le Fonds Me J.F. van Roeyn (voir 1.1.3). Ils versent aux artistes des allocations ou des prêts gratuits pour couvrir les frais liés à l'exercice du métier (achat de matériel, organisation d'expositions, aménagement d'un atelier, etc.). Les artistes qui ne sont pas affiliés à la Caisse peuvent également bénéficier de l'aide de ces Fonds.

3.1.3. Une disposition sociale spécifique : le règlement en faveur des plasticiens, BKR.

Instauré par le ministère des affaires sociales dès après la Seconde Guerre Mondiale, le règlement en faveur des plasticiens, BKR, devait fournir provisoirement du travail aux artistes qui ne pouvaient pas subvenir à leurs besoins en vendant leurs ouvrages sur le marché de l'art. Il s'agissait d'assurer l'indépendance économique de l'artiste par des commandes, des achats d'oeuvres d'art et des services rémunérés. En fait, l'application du BKR a consisté essentiellement en achats d'oeuvres d'art. Les considérations sociales l'ont emporté sur l'appréciation esthétique, dans le choix des oeuvres. Le BKR n'était pas un ins-

trument de la politique culturelle, axée sur l'insertion de l'art dans la société, mais un élément de la politique sociale, visant à réduire les tensions sur le marché du travail.

Pour bénéficier du BKR, l'artiste devait remplir certaines conditions :

- être dans le besoin : aux termes de la loi générale d'aide sociale, ABW, les revenus du soutien de famille étaient jugés insuffisants lorsqu'ils étaient inférieurs au salaire minimal (le revenu du conjoint entrant pour moitié dans les revenus du ménage) ; pour les célibataires, les revenus étaient jugés insuffisants lorsqu'ils étaient inférieurs à 70 % du salaire minimal. Les artistes mariés qui n'étaient pas soutien de famille ne pouvaient pas bénéficier du règlement ;
- être âgé de 25 à 65 ans ;
- être de nationalité néerlandaise ;
- avoir essayé de gagner sa vie comme artiste professionnel pendant trois ans au moins avant de demander à bénéficier du BKR ; de plus, les artistes âgés de moins de 35 ans devaient s'être efforcés de trouver un autre travail.

Le BKR était financé par l'Etat (dans la proportion de 75 %) et par les communes (dans la proportion de 25 %).

L'application du BKR a été confiée aux communes. Afin de décider de l'achat des oeuvres d'art, les communes ont créé des commissions consultatives "ad hoc", composées de neuf personnes : deux représentants de la municipalité, un représentant du ministère des affaires sociales, trois artistes délégués par leurs organisations professionnelles, trois experts désignés par la municipalité (directeurs de musées, professeurs des écoles des Beaux-Arts, etc.).

L'artiste, dont la demande avait été refusée par la com-

mission municipale pouvait faire appel à la commission consultative centrale du ministère des affaires sociales. Celle-ci se composait également de neuf membres : deux personnes nommées par le ministre des affaires culturelles, deux personnes désignées par l'Union des communes néerlandaises, un représentant du ministère des affaires sociales, quatre artistes délégués par leurs organisations professionnelles. Il existait, en 1979, 30 commissions municipales (pour 850 communes).

La ville d'Amsterdam, en 1978, se plaçait au premier rang par le nombre de plasticiens bénéficiaires du BKR (1.000 soit le tiers environ du nombre total d'artistes bénéficiaires du BKR) et par l'importance des crédits affectés au BKR (29 millions HFL, en 1978). A Rotterdam, 200 plasticiens environ bénéficiaient du BKR. Il faut ajouter que la municipalité d'Amsterdam a créé un règlement communal en faveur des artistes plasticiens (Gemeentelijke Regeling inzake Beeldende Kunstenaars) qui ne bénéficiaient pas de l'aide de l'Etat. Il s'appliquait à 50 plasticiens et représentait une somme de 1,2 million HFL en 1978 (la moitié étant destinée à une extension des commandes). Le BKR n'étant pas applicable aux femmes artistes mariées (à moins qu'elles ne soient soutiens de famille), Amsterdam a créé pour elles un règlement d'indemnisation des frais de matériel .

Les oeuvres d'art achetées dans le cadre du BKR ont été réparties entre l'Etat (dans la proportion de 50 %) et les communes (dans la proportion de 50 %). Elles ont servi à décorer les bâtiments publics (écoles, hôpitaux, mairies, etc.). Elles sont placées dans les artothèques pour être mises à la disposition de la population (voir 5.3.). Les difficultés de conservation et de stockage devenant de plus en plus cruciales, l'Etat a autorisé les artistes à garder une partie des oeuvres d'art chez eux (pour des expo-

sitions, des prêts, etc.). Les oeuvres d'art acquises par l'Etat sont gérées par le service du mobilier national.

La subvention de l'Etat pour le BKR qui s'élevait à 64 millions HFL en 1979 a atteint, en 1983, 130 millions HFL. Le déséquilibre était alors patent entre le ministère de la culture qui disposait de 18 millions HFL pour les arts plastiques et le ministère des affaires sociales qui, par le biais du BKR, disposait de 130 millions HFL pour les artistes plasticiens. Le nombre des artistes inscrits au BKR avait considérablement augmenté : 1075 artistes en 1973, 2100 en 1977, 2800 en 1979 et 3500 en 1983.

La réforme du BKR, opérée en 1983, a porté sur le montant des crédits. Le plan mis en oeuvre prévoyait la réduction du montant des subventions publiques de 130 millions HFL en 1983 à 75 millions HFL en 1984, 60 millions en 1985 et 30 millions seulement en 1986. L'objectif était de réduire le nombre des artistes inscrits de 3500 en 1983 à 2100 en 1984, 1700 en 1985 et 1000 en 1986. L'objectif prévu pour 1984 n'a pas été atteint puisque, fin 1984, 2900 artistes étaient inscrits au BKR.

La réforme impliquait non seulement une diminution des investissements publics dans le BKR, mais aussi une sélection accrue des bénéficiaires. Pour être admis au BKR, l'artiste doit désormais prouver qu'il a obtenu, en tant qu'artiste (ie par la vente de ses oeuvres et l'enseignement académique exclusivement), un revenu correspondant au quart du "minimum social". Une période de transition a été instituée (revenu de 3000 florins en 1984, 6000 en 1985) et le montant envisagé pour 1986 est de 8000 HFL.

Les comités du BKR sont en cours de modification. Leur nombre doit être ramené de 30 à 15. Chaque comité comprendrait six personnes, trois experts du gouvernement et trois artistes. Enfin, le nombre d'années pendant lequel un artiste pourra être inscrit au BKR est strictement

limité.

En compensation, un transfert de 20 millions HFL en 1984 et 25 millions en 1985 a été effectué du ministère des affaires sociales au ministère de la culture. Cette somme est destinée à soutenir la création des artistes vivants, en fonction des critères de qualité artistique et non de critères sociaux (Fonds pour les arts visuels).

3.2. Droits moraux et patrimoniaux

La loi relative aux droits d'auteur (Auteurswet) garantit les droits moraux et patrimoniaux de l'artiste.

3.2.1. Droits moraux

La loi relative aux droits d'auteur reconnaît à l'auteur de "toute oeuvre du domaine de la littérature, de la science ou de l'art, quels qu'en soient le mode ou la forme d'expression", le droit exclusif de "divulguer et de multiplier" cette oeuvre. Ce droit comporte en outre des attributs d'ordre personnel : le "droit moral".

La première disposition crée pour l'auteur une garantie contre la jouissance illicite de son oeuvre par des tiers. La seconde disposition établit le droit inaliénable qu'a l'auteur de revendiquer la propriété intellectuelle de son oeuvre, de décider s'il la divulguera ou non et de la protéger de la contrefaçon, de la mutilation ou de toute autre atteinte.

3.2.2. Droits patrimoniaux

L'auteur jouit, sa vie durant, et ses héritiers pendant une période de 50 ans après le décès de l'auteur, du droit exclusif d'exploiter son oeuvre et d'en tirer un profit

pécuniaire. Le droit d'exploitation peut être cédé en permanence. La cession peut être mise à prix. Le droit d'exploitation peut être vendu (éventuellement à des tiers en vue d'une multiplication ou d'une divulgation unique).

3.2.3. Société de perception

Le Bureau des droits des arts plastiques (Bureau beeldrecht) défend et perçoit les droits des artistes plasticiens en cas de reproduction et de divulgation des oeuvres d'art. Créé à la fin de 1977, à l'initiative des graphistes, il est encore embryonnaire. Les artistes peuvent toujours s'adresser aux organisations professionnelles d'artistes ; un artiste fait la liaison entre le BBK, la principale organisation d'artistes, et le Bureau des droits des arts plastiques.

3.3. Fiscalité

3.3.1. L'impôt sur le revenu

Les artistes, en tant que travailleurs indépendants, perçoivent, du point de vue fiscal, des bénéfices. Ils jouissent des avantages fiscaux consentis aux travailleurs indépendants :

- pertes de démarrage : en cas de pertes temporaires (durant les six premières années de l'activité), l'artiste peut faire appel au règlement relatif aux pertes de démarrage qui stipule que ces pertes peuvent être entièrement compensées, sur le plan fiscal, par les gains ultérieurs;
- facilités d'investissement : l'artiste indépendant bénéficie d'avantages fiscaux en cas d'investissement. S'il investit plus de 2000 HFL en biens d'équipements pendant deux années consécutives, ses bénéfices sont minorés chaque année de 8 % de la somme engagée ;

- abattement à la base : cette mesure accorde aux indépendants un abattement à la base de 1.600 HFL pour un bénéfice de 51.000 HFL au maximum. L'abattement, qui diminue progressivement pour les bénéfices compris entre 51.000 et 60.000 HFL, ne s'applique plus au-delà de 60.000 HFL.

Le règlement de la moyenne fiscale intéresse les artistes salariés et indépendants qui ont des revenus irréguliers.

Les aides à la création (gratifications, indemnités, bourses, etc.) sont exonérées de l'impôt sur le revenu, à condition qu'elles fassent l'objet d'une allocation unique. S'il s'agit d'allocations périodiques, celles-ci sont imposables.

Les prix, qui couronnent l'ensemble de l'oeuvre d'un artiste et qui ne peuvent être obtenus par concours, ne sont pas imposables. Par contre, les prix qui font l'objet d'un concours, sont imposables.

Les allocations périodiques non exigibles versées par des personnes privées ne sont pas imposables, alors que les allocations périodiques non exigibles versées par des personnes morales (une fondation, par exemple) sont imposables.

Pour les frais professionnels, les artistes peuvent recevoir des indemnités (voir 4.5.). Les frais professionnels qui font l'objet de prêts gratuits sont déductibles.

S'ils sont couverts par une indemnité unique, ils ne sont pas déductibles.

3.3.2. La TVA

La TVA s'applique à toutes les transactions. L'artiste bénéficie du taux réduit de 5 % sur la vente de ses oeuvres (le taux normal est de 19 %).

4. ASPECTS ECONOMIQUES DE LA SITUATION D'ARTISTE

Il faut rappeler que, depuis 1983, une nouvelle répartition des crédits entre le ministère des affaires culturelles et le ministère des affaires sociales a accentué les moyens d'intervention du premier pour assurer le soutien de la création artistique. Le Fonds pour les arts visuels du ministère de la Culture a disposé de 20 millions de florins en 1984 et 38 millions en 1985. En 1984, les moyens du Fonds ont été répartis de la manière suivante : 3 millions pour les acquisitions d'oeuvres aux artistes et 2 millions de subventions aux musées pour qu'ils augmentent leur collection ; 3 millions pour les bourses et gratifications ; 10 millions ont été accordés aux provinces et aux grandes villes pour favoriser un programme de décentralisation et 2 millions aux expositions organisées dans l'ensemble du pays. Les artothèques et centres de prêt reçoivent désormais la subvention non plus du ministère de la culture mais des instances régionales. Le Comité du fonds qui effectue la sélection est composé, majoritairement, d'artistes désignés par le ministre et également d'experts (conservateur, critiques, historiens d'art).

4.1. Bourses et prix

4.1.1. Gratification

Elles sont accordées par le ministère des affaires culturelles pour permettre à l'artiste de se consacrer entièrement à son oeuvre pendant un certain temps.

Certaines villes accordent aussi des gratifications aux artistes, en particulier la ville d'Amsterdam. L'artiste utilise la somme reçue (10 000 HFL au maximum) comme il

lui convient : pour faire un voyage, réaliser une oeuvre, poursuivre des études. Les gratifications sont attribuées par une commission d'artistes, eux-mêmes désignés par le conseil culturel d'Amsterdam.

4.1.2. Subventions à l'expérimentation

Ces subventions, accordées par le ministère des affaires culturelles, financent expressément "les expériences axées sur le matériau" (pour les artistes qui utilisent de nouveaux matériaux ou qui innovent avec les matériaux usuels) et "les expériences axées sur la communication" (pour les artistes qui introduisent de nouveaux modes de relation entre le public et l'art visuel).

4.1.3. Primes d'honneur et autres allocations personnelles

Une allocation annuelle variant de 2 000 à 5 000 HFL est versée à certains artistes âgés (65 ans et plus) qui ont joué un rôle important dans l'art néerlandais et qui connaissent des difficultés financières.

Une prime d'honneur de 5 000 HFL par an est attribuée à quelques artistes âgés dont l'oeuvre a particulièrement honoré l'art néerlandais. La situation financière n'est pas prise en considération.

Les allocations personnelles comme les primes sont en voie de disparition.

4.1.4. Allocations d'études à l'étranger

Ces allocations ne sont accordées qu'à certaines conditions :

- la formation artistique de base est achevée,

- l'artiste ne peut pas poursuivre ses études aux Pays-Bas,
- l'artiste ne peut pas financer lui-même la poursuite de ses études (totalement ou partiellement).

En outre, aux termes d'accords culturels bilatéraux, les artistes peuvent bénéficier de bourses d'études à l'étranger (ils doivent être présentés par le ministère de l'enseignement et des sciences).

4.1.5. Bourses de voyages

Le ministère des affaires culturelles accorde chaque année des bourses de voyage à un certain nombre d'artistes plasticiens. Le voyage envisagé doit profiter à l'oeuvre de l'artiste. Le montant de la bourse dépend du programme : il peut atteindre 6 000 HFL, pour un voyage aux Etats-Unis par exemple.

4.1.6. Prix

Prix de l'Etat : il existe deux prix :

- le prix national des arts plastiques et de l'architecture, d'un montant de 2 000 HFL (dont 1000 HFL pour couvrir les frais du jury), n'a pas été décerné depuis 1971.
- le prix de Rome récompense chaque année à tour de rôle les lauréats des concours de sculpture et de peinture libres, de gravure, de sculpture et de peinture monumentales et décoratives, et d'architecture.

Prix des communes : des prix sont remis par les villes, en particulier par Amsterdam ;

Prix des provinces : les prix généraux des Beaux-Arts ne récompensent que périodiquement ou occasionnellement des artistes plasticiens.

4.2. Acquisitions

4.2.1. Achats des musées

Les musées ont leurs propres budgets qui leur permettent d'acquérir des oeuvres d'art. Il faut citer en particulier le Stedelijk Museum d'Amsterdam (musée municipal d'Amsterdam), le Gemeentemuseum de La Haye (musée municipal de La Haye) et le Museum Boymans van Beuningen (musée Boymans van Beuningen) de Rotterdam qui ont acquis des oeuvres majeures de l'art d'avant-garde des 20 dernières années. Le Stedelijk museum, qui comprend quatre départements (arts décoratifs, peinture, sculpture, arts graphiques) dispose d'une somme annuelle de 1 700 000 HFL pour acheter des oeuvres d'art. Cette somme lui est attribuée par la municipalité d'Amsterdam. Les conservateurs du musée proposent les oeuvres d'art à acquérir ; la décision finale appartient au directeur du musée, nommé par la municipalité.

4.2.2. Achats de l'Etat

Une partie des acquisitions est effectuée par le Fonds pour les arts visuels du ministère des affaires culturelles. Des achats subsistent qui sont effectués par l'Etat aux termes du règlement en faveur des artistes plasticiens BKR (voir 3.1.3.).

4.2.3. Achats des communes

Le règlement en faveur des plasticiens BKR : des achats d'oeuvres d'art sont effectués par les communes, aux termes du règlement en faveur des plasticiens BKR (voir 3.1.3.).

Achats des municipalités : les villes effectuent des achats d'oeuvres d'art. Amsterdam arrive en tête par l'importance

des crédits d'achats. Les oeuvres achetées sont sélectionnées par des jurys qui comprennent, en général, cinq personnes : trois artistes délégués par leurs organisations professionnelles (un par le BBK, un par le BBK'69, le troisième par les autres organisations) et deux autres personnes (artistes ou spécialistes de l'art : conservateurs, historiens de l'art, etc.), désignées par le conseil culturel d'Amsterdam. Les oeuvres d'art achetées font l'objet d'une exposition chaque été au Museum Fodor (d'Amsterdam).

4.2.4. Achats des provinces

Des oeuvres d'art sont achetées par les provinces pour décorer les bureaux de l'administration provinciale; mais ces achats sont peu importants.

4.2.5. Achats des entreprises

Fondation art et industrie : les entreprises effectuent des achats d'oeuvres d'art (45 000 HFL en 1977) par l'intermédiaire de la fondation art et industrie (voir 1.2.).

Fondation Peter Stuyvesant : elle achète en moyenne une trentaine d'oeuvres d'art par an. Elle est conseillée dans cette tâche par des conservateurs ou d'anciens conservateurs de musées (voir 1.2.).

4.3. Commandes

4.3.1. Commandes de l'Etat

Il s'agit essentiellement des règlements de pourcentage, visant à "assurer la décoration des bâtiments publics ainsi qu'à multiplier les possibilités de commandes aux ar-

tistes plasticiens".

Le règlement du 1 %
.....

Un pourcentage - 1 % - du coût des constructions scolaires de l'enseignement secondaire financées en tout ou en partie par l'Etat, est affecté à des travaux de décoration (à condition que le coût de la construction soit supérieur à 100 000 HFL).

En principe, ce règlement ne s'applique qu'aux écoles de l'enseignement secondaire. Cependant, les universités, les hôpitaux universitaires et les équipements pour étudiants en bénéficient : la somme affectée aux travaux de décoration est alors incluse dans les crédits de construction annuels alloués aux universités et aux grandes écoles.

L'application du règlement, qui est demandée par la direction de l'école ou par la municipalité, incombe au ministère de l'enseignement et des sciences. Une commission dont le nombre de membres est variable, réunit l'architecte de la construction, des artistes délégués par leurs organisations professionnelles (BBK et BBK'69), des représentants du Ministère de l'enseignement et des sciences ou de la municipalité. En dernier ressort, le ministère de l'enseignement et des sciences décide, après avoir consulté le ministère des affaires culturelles (commission consultative pour les oeuvres d'art des écoles).

Les crédits alloués par le ministère de l'enseignement et des sciences à la construction d'école ont tendance à diminuer.

Le règlement du 1,5 %
.....

Un pourcentage - 1,5 % - du coût de construction des bâtiments publics est affecté à des travaux de décoration. Le règlement est appliqué par le maître d'oeuvre de l'Etat,

sous la responsabilité du ministère du logement et de l'aménagement du territoire. La somme disponible pour la décoration est estimée annuellement en fonction du programme de construction et inscrite au budget du service des bâtiments publics du ministère du logement et de l'aménagement du territoire.

Le règlement de 1,5 % n'est pas applicable aux bâtiments publics construits pour des entreprises d'Etat à gestion financière autonome, ce qui ne signifie pas que les travaux de décoration en soient exclus. Les PTT, par exemple, ont leur propre règlement. Ils affectent 1 % du coût de construction des bâtiments à des travaux de décoration.

4.3.2. Commandes des communes

Une vingtaine de communes ont des règlements de pourcentages comparables à ceux de l'Etat. Ils s'appliquent à la construction d'écoles maternelles et primaires ainsi qu'à la construction des bâtiments municipaux. Les pourcentages s'élèvent généralement à 1 % ou 1,5 %. Les villes de La Haye et d'Amsterdam pratiquent des pourcentages multiples et variables.

4.3.3. Commandes des provinces

Les provinces consacrent occasionnellement des crédits à la décoration des bâtiments de l'administration provinciale. Seules les provinces de Noord-Holland et de Zuid Holland ont des règlements de pourcentages comparables à ceux de l'Etat.

4.3.4. Commandes des entreprises

Un certain nombre d'entreprises (comme Shell, IBM, Philips Heineken, KLM, Unilever) procèdent à des commandes d'oeu-

vres d'art par l'intermédiaire de la fondation art et industrie (voir 1.2).

4.4. Rémunération du prêt d'oeuvres

4.4.1. Les expositions

Les artistes qui prêtent leurs oeuvres aux expositions organisées sous la responsabilité du ministère des affaires culturelles, reçoivent une indemnité (que l'exposition ait lieu aux Pays-Bas ou à l'étranger). L'indemnité minimale par période est de 35 HFL par oeuvre d'art ; l'indemnité maximale par période est de 1 500 HFL par artiste. Les indemnités dépendent aussi de la nature de l'oeuvre et des matériaux employés. Le total des indemnités par oeuvre d'art varie de 50 à 135 HFL par période ; la première période se compose de 7 semaines au plus et toutes les autres de 4 semaines au plus.

4.4.2. Les centres de prêt SBK

Les centres de prêt, SBK, prêtent à leurs abonnés des oeuvres d'art qu'ils louent aux artistes (voir 5.3.). Les artistes reçoivent une indemnité annuelle de location qui s'élève à 10 % du prix de l'oeuvre d'art, avec un maximum de 100 HFL par oeuvre d'art.

4.5. Indemnisation des frais professionnels

4.5.1. Indemnisation des frais de matériel

L'artiste peut s'adresser à la Caisse de prévoyance des artistes.

La Caisse d'achat de matériel pour les arts plastiques :

elle aide le plasticien à financer les matériaux qu'il utilise (aussi bien le bronze pour un sculpteur que la vidéo pour un artiste qui se livre à des performances). La Caisse accorde des prêts sans intérêt pour permettre à l'artiste de réaliser un projet ou de participer à une exposition.

Subventions des communes : certaines villes accordent des crédits aux artistes pour l'achat de matériel : ainsi la ville d'Amsterdam. Les artistes bénéficiaires sont choisis par d'autres artistes, eux-mêmes désignés par le conseil culturel d'Amsterdam.

4.5.2. Indemnisation des frais de transport et d'assurance

Le ministère des affaires culturelles a mis en place un règlement de subvention destiné à indemniser des frais de transport et d'assurance des artistes qui participent à des expositions à l'étranger. La moitié de ces frais au plus est remboursée, à condition que ceux-ci atteignent 300 HFL et ne dépassent pas 1.250 HFL.

4.5.3. Ateliers et logements

La ville d'Amsterdam accorde des subventions de logement aux artistes plasticiens. Celles-ci permettent la construction ou l'amélioration d'ateliers et de logements-ateliers ou même la location de ceux-ci.

D'autre part, la commune elle-même loue des ateliers à des artistes (à des conditions normales).

5. AIDES A LA DIFFUSION ET A LA VENTE DES OEUVRES.

5.1. Les musées

Le rapport "Vers une nouvelle politique des musées" établi par le ministère des affaires culturelles en 1976, reconnaît les musées comme des "centres culturels" à part entière. L'accent est mis sur trois points : l'intégration des musées dans la politique du "bien-être" social ; la délégation des responsabilités dans la gestion des musées ; l'accroissement de la qualité de l'information donnée. Les musées prennent place parmi les institutions qui contribuent à la formation du public : bibliothèques, centres culturels, etc.

5.2. Les expositions itinérantes

Les achats d'oeuvres d'art ne sont pas dissociés de la diffusion artistique. Les oeuvres achetées chaque année par l'Etat font l'objet d'expositions qui circulent dans tout le pays. Celles-ci sont préparées par la fondation néerlandaise des arts plastiques, qui fait fonction de service central des expositions (voir 1.1.4.).

5.3. Les centres de prêts d'oeuvres d'art

Les centres de prêt d'oeuvres d'art sont de deux sortes :

- Les centres de prêt, SBK (Stichting Beeldende Kunst) sont des organismes privés qui prêtent à leurs abonnés des oeuvres d'art qu'ils louent aux artistes. On en compte une trentaine aux Pays-Bas. Le Centre de prêt d'Amster-

dam (SBK - Kunstuitleen Amsterdam), fondé en 1955 est le plus ancien : il dispose de 10.000 oeuvres (plus de 900 artistes). Chaque abonné paie une cotisation mensuelle (la contribution initiale est de 15 HFL.) et l'artiste reçoit un loyer mensuel. Si l'oeuvre est vendue, l'artiste touche 70 % du prix, la commission du SBK étant de 30%. Le budget annuel du Centre de prêt (SBK) d'Amsterdam est de l'ordre de 1.500.000 HFL. dont un tiers est versé aux artistes sous forme de loyer ou d'achat. Les ressources du Centre sont d'origines diverses (environ 35 % sont des subventions de l'Etat, de la province et de la ville ; le reste provient des cotisations, 40 %, des conditions pour les ventes et des intérêts de plan d'achat, 80 % du montant de la cotisation étant mis en réserve pour être crédités à l'abonné en cas d'achat d'oeuvres).

- Les artothèques : elles mettent à la disposition des particuliers les oeuvres d'art acquises par l'Etat ou les municipalités (en particulier dans le cadre du règlement en faveur des plasticiens BKR : voir 3.1.3.). Les oeuvres ne peuvent donc pas être achetées. Le montant de la cotisation varie de 1 à 5 HFL par mois.

5.4. Le marché de l'art

5.4.1. Mesures prises en faveur des galeries

Certaines villes, dont Amsterdam, subventionnent occasionnellement des manifestations artistiques dans les galeries.

5.4.2. Mesures prises en faveur des acheteurs

Si l'Etat a annulé le règlement de subvention à l'achat d'oeuvres d'art (voir 1.3), il a pris en charge les intérêts versés à la banque par l'acheteur d'une oeuvre d'art (l'emprunt ne devant pas dépasser 5.000 HFL.)

5.4.3. Dispositions fiscales concernant les objets d'art

Divers avantages fiscaux visent à favoriser la constitution d'un patrimoine privé et public :

- les dons (en nature ou en espèces) aux institutions culturelles établies sur le territoire du royaume peuvent être déduits, dans certaines limites, de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés ;
- les "objets d'art ou de science" (livres, manuscrits, dessins, gravures, tableaux, statues, instruments scientifiques) sont exonérés de l'impôt sur la fortune (à moins qu'ils ne fassent partie du capital d'une entreprise) ;
- les biens acquis par "des personnes morales reconnues d'utilité publique", sont exemptés partiellement de l'impôt sur les donations et du droit sur les successions. Aux termes du droit de succession, les biens acquis par "les personnes morales reconnues d'utilité publique" sont exonérés jusqu'à 10 000 HFL. Au-dessus de 10.000 HFL, le taux d'imposition est de 10 %. Cependant, le ministre des finances peut exempter de l'impôt les objets d'art et de science acquis par les associations et les fondations qui présentent au public les objets qu'elles possèdent. Quant aux donations, il est stipulé que les biens acquis par "des personnes morales reconnues d'utilité publique" sont exonérés jusqu'à 5.000 HFL. Au-dessus de 5.000 HFL, le taux d'imposition est de 10 %.

Adresses

Académies des Beaux-Arts

Rijksakademie van Beeldende Kunsten, Stadhouderskade 86, Amsterdam
Gerrit Rietveld Akademie, Prinses Irenestraat 96, Amsterdam
Jan van Eyck-Akademie te Maastricht, Akademieplein 1, Maastricht
Instituut voor Kunstnijverheidsonderwijs, Gabriël Metsustraat 16, Amsterdam
Akademie voor Beeldende Kunst en Kunstnijverheid, Onderlangs 9, Arnhem
Akademie St. Joost, St. Janstraat 18, Breda
Akademie voor Industriële Vormgeving, Rechtestraat 24, Eindhoven
Akademie voor Kunst en Industrie, Roessinghebleekweg 155, Enschede
Koninklijke Akademie van Beeldende Kunsten, Prinsessegracht 4, 's-Gravenhage
Gemeentelijke Akademie Minerva, P. Driessenstraat 3, Groningen
Koninklijke Akademie voor Kunst en Vormgeving, Pettelaarseweg 2, 's-Hertogenbosch
Stadsakademie voor Toegepaste Kunsten, Cellebroedersstraat, Maastricht
Akademie voor Beeldende Kunsten, G.J. Jonghweg 4, Rotterdam
Middelbare Kunstnijverheidsschool "Artibus", Plompeterengracht 18, Utrecht

Associations d'artistes

Beroepsverenigingen, algemeen
.....

Beroepsvereniging Beeldende Kunstenaars BBK, Nieuwe Herengracht 29,
1011 R1 Amsterdam, tél. 020.24.95.85
Beroepsvereniging van Beeldende Kunstenaars'69 BBK'69, Nieuwe Herengracht 39,
1011 Rn Amsterdam, tél. 020.24.48.68
Kunstenaarsorganisatie NVV, Passeerdersgracht 32, III, 1016 XH Amsterdam,
tél. 020.22.00.25
Bond van Beeldende Kunst Arbeiders BBKA, Oude Gracht 363 bis, 3511 PE Utrecht,
tél. 030.31.03.82
Stichting Vrouwen in de Beeldende Kunst, BP 17421, 2502 CK Den Haag,
tél. 070.55.94.61

Beroepsverenigingen, Vakgroepen
.....

Nederlandse Kring van Beeldhouwers, O.Z. Achterburgwald 81, 1012 DC Amsterdam,
tél. 020.24.84.87

Beroepsvereniging voor Beeldende Vormgevers, Postbus 93250, 2509 AG Den Haag,
tél. 070.65.37.67

Nederlandse Vakgroep Keramisten, Corn. Pronklaan 27, 1816 NK Alkmaar,
tél. 072.11.90.76

Vereniging van Edelsmeden en Sieraadontwerpers, Rochussenstraat 1,
1051 JK Amsterdam, tél. 020.84.78.46

Beroepsvereniging Grafische Vormgevers Nederland GVN, Nieuwe Keisersgracht 58
sous, 1018 DT Amsterdam, tél. 020.24.47.48

Federatie van Kunstenaarsverenigingen, Passeerdersgracht 32, 1016 XH Amsterdam,
tél. 020.23.77.61

Ateliers et centres experimentaux d'arts plastiques

Ateliers
.....

Alkmaar - Grafisch Atelier Alkmaar, Doelenstraat 19, geen telefoon

Amsterdam - Amsterdams Grafisch Atelier, Anjelierstraat 155a, telefoon
020.25.21.86

Assendelf - De Smeltkroes (creative werkplaats), Dorpsstraat 74,
tél. 02987.41.29

Den Haag, Grafische Werkplaats, Prinsegracht 16, tél. 070.60.93.87

Groningen, Radesingel 23a, tél. 050.124232 (J.L.v.d. Baan)

Ateliers'63, Zijlsingel 6, 2013 DM Haarlem, tél. 023.32.13.75

Hilversum-Grafisch Atelier De Vaart, Vaartweg 163a, tél. 035.23.26.21

Stichting Grafische Werkplaats, Putepeel 30, 6217 CE Maastricht,
tél. 043.73030

Scheppend Ambacht Limburg, Vissersmaas 5, 6211 EV Maastricht

Rotterdam, Grafische Werkplaats, Rotterdamse Kunststichting, Pelgrimstraat 5,
tél. 010.77.77.25

Centres experimentaux d'arts plastiques
.....

Keramisch Werkcentrum Heusden, Pelschestraat 13-17, 5256 AT Heusden, Postadres :
Postbus 15, 5256 ZG Heusden, tél. 04162.1694

Plastics Werkplaats Nederland, Schoemakerstraat 97, 2628 VK Delft, Postadres :
Postbus 71, 2600 AB Delft, tél. 015.56.93.30, tst. 2514

Collectivités locales - conseils culturels provinciaux

Drenthe

Culturele Raad voor Drenthe, Brink 42, Postbus 174, 9400 AD Assen,
tél. 05920.13496

Friesland

Stichting Fryske Kultuerried, Grote Kerkstraat 41, Postbus 805,
8901 BP Leewarden, tél. 05100.34615

Gelderland

Gelderse Stichting voor Culturele Zaken, Eusebiusplein 39-46, 6811 HG Arnhem,
tél. 085.45.75.00

Groningen

Stichting Culturele Raad voor de Provincie Groningen, Martinikerkhof 27,
9712 JH Groningen, tél. 050.13.68.88

Limburg

Culturele Raad Limburg, Hevenstraat 3, 6211 GJ Maastricht, tél. 043.11.9.51

Noord-Brabant

Culturele Raad Noord-Brabant, Oude Dieze 17, 5211 KT's-Hertogenbosch,
tél. 073.13.38.41

Noord-Holland

Culturele Raad Noord-Holland, Postbus 163, 1970 AD IJmuiden, tél. 02550.16.9.41

Overijssel

Culturele Raad Overijssel, Nieuwstraat 55, Postbus 1347, 8001 BH Zwolle,
tél. 05200.12.8.63

Utrecht

Stichtse Culturele Raad, Mariaplaats 51, 3511 LM Utrecht, tél. 030.31.03.07

Zeeland

Zeeuwse Culturele Raad, Dam 31, Postbus 407, 4330 AK Middelburg,
tél. 01180.2.80.24

Zuid-Holland

Stichting Culturele Raad van Zuid-Holland, Benoordenhoutseweg 23,
2596 BA Den Haag, tél. 070.24.55.35

Fondations

Stichting Artec, Kloveniersburgwal 49, 1011 JX Amsterdam, tél. 020-24 19 21

Stichting Kunst en Bedrijf, Jan Willem Browsersplein 21, 1071 LM Amsterdam,
tél. 020-76 51 98

Stichting Peter Stuyvesant, Drentestr. 21, Amsterdam, tél. 020-42 90 11

Institutions centrales

Ministerie van Cultuur, Recreatie en Maatschappelijk Werk, Sir Winston Churchill-
laan 362, Rijswijk ZH, Postadres : Postbus 5406, 2280 HK Rijswijk ZH,
tél. 070-94 93 93, 94 92 33

Ministerie van Sociale Zaken, Parkhage, Parkstraat 20, Den Haag,
tél. 070-62 46 51

Ministerie Onderwijs en Wetenschappen, h.w. mesdagstr. 10, Den Haag,
tél. 070-18 96 66

Ministerie van Volkshuisvesting en Ruimtelijke Ordening, Bureau Rijksbouwmeester,
Président Kennedylaan 7, 2517 JK Den Haag, tél. 070-61 42 21

Raad voor de Kunst, R.J. Schimmelpennincklaan 3, 2517 JN Den Haag,
tél. 070-46 96 19

Organismes sociaux

Stichting Materiaalsfonds voor Beeldende Kunst, Postbus 48, 1190 AA Ouderkerk
aan de Amstel, tél. 02963-3228

Stichting Voorzieningsfonds voor Kunstenaars, Noordeinde 94a, 1514 GM Den Haag,
tél. 070-46 08 26

Société de perception

Beeldrecht, Stichting, Huddestr. 7, Amsterdam, tél. 020-26 24 14

Organismes de diffusion

Services centraux
.....

Bureau beeldende Kunst buitenland, Oostelijke Handelskade 29, 1019 BL Amsterdam,
Postadres : Postbus 2242, 1000 CE Amsterdam, tél. 020-22 35 01 en 25 4717

De Nederlandse Kunststichting, Oostelijke Handelskade 19, 1019 BL Amsterdam,
Postadres : Postbus 1258, 1000 BG Amsterdam, tél. 020-22 04 14

Dienst voor Verspreide Rijkscollecties, Kazernestraat 3, 2514 CP Den Haag

Federatie Kunstuitleen, FKU, Oostelijke Handelskade 29, 1010 BL Amsterdam,
Postadres : Postbus 2088, 1000 CB Amsterdam, tél. 020-25 27 29

Vereniging Overleg van Artoteken, VOA, Denneweg 14a, 2514 CG Den Haag,
tél. 070-16 53 37

Musées et galeries
.....

Voir : Tentoonstellingsagenda, Rijksbureau voor Kunsthistorische Documentatie,
Korte Vijverberg 7, Postbus 30302, 2500 GH's-Gravenhage,
tél. 070-45 25 02

Centres de prêt d'oeuvres d'art (SBK et artothèques)

<u>Villes</u>	<u>Adresses</u>	<u>Téléphone</u>
Alkmaar	Artotheek Alkmaar Oude Gracht 249	072 - 121072
Almele	Openbare Bibliotheek Hofstraat 37	05490 - 63940
Alphen a/d Rijn	Kunstuitleen Alphen a/d Rijn, Rijnkade 11	01720 - 94583
Amersfoort	Artotheek Amersfoort Amersf. Culturele Raad Zonnehof 8	033 - 33044
Amsterdam	Artotheek "de Meerwaard" Osdorpplein 67 St. Beeldende Kunst Amstel 34	020 - 107498 020 - 239215
Apeldoorn	SBK Gelderland Central Beheer Prins W. Alexanderl. 651	055 - 792498
Arnhem	SBK Gelderland Mariënburgstraat 12	085 - 453617
Breda	Artotheek Breda Openbare Bibliotheek Karrestraat 32	076 - 147676

<u>Villes</u>	<u>Adresses</u>	<u>Téléphone</u>
Deventer	Kunstuitleen Deventer Brink 67	05700 - 11848
Doetinchem	SBK Gelderland Openbare Bibliotheek Raadhuisstraat 25	08340 - 30887
Dordrecht	Artotheek Dordrecht Openbare Bibliotheek Achterom 5	078 - 300 77
Eindhoven	Kunstuitleen 'de Krabbedans' Stratumseeind 32	040 - 446534
Emmen	Gemeentehuis Emmen Bruggebouw Raadhuysplein	05910 - 18018
Enschede	Kunstuitleen Markt 17	053 - 310041
Gasselternijveen	Openbare Bibliotheek Burg. Gaarlandtlaan 1a	05999 - 2534
Goes	SBK Zeeland Singelstraat 13	01100 - 28883
Gouda	Kunstuitleen. Gouda e.o. Keiserstraat 69	01820 - 22746
's-Gravenhage	Artotheek Den Haag Denneweg 14a Koningsstraat 439	070 - 465337 070 - 887916
Groningen	De Artotheek Cult. Centr. d'Oosterpoort Palmslag 10	050 - 182333
Haarlem	SBK Kennemerland Ged. Oudegracht 121	023 - 327895
Heerenveen	SBK Burg. Kuperusplein 49	05130 - 27477
Helder den	Kunstuitleen den Helder Parallelweg 109	02230 - 15752
's-Hertogenbosch	St. Utitl. Beeldende Kunst (Kruithuis) Citadellaan	073 - 139519
Hilversum	Kunstuitleen't Gooi Herenstraat 32a	035 - 40176
Hoogeveen	Gem. Openbare Bibliotheek Bentincklaan 20a	05280 - 68131
Hoorn	SBK West Friesland Nieuwendam 10	02290 - 19822
Leeuwarden	SBK Friesland Eewal 65	05100 - 38382
Maarssen	Openbare Bibliotheek Bolensteinsestraat 1	03465 - 67805

<u>Villes</u>	<u>Adresses</u>	<u>Téléphone</u>
Maastricht	Kunstuitl. Bonnefantenmus. Dominikanersplein 5	043 - 51665
Meern, de	Zie onder Vleuten	
Nieuwe Gein	Zie onder Vreeswijk	
Nijmegen	SBK Gelderland Ridderstraat 27-29	080 - 222288
Peize	Openbare Bibliotheek Hoofdstraat 64	05908 - 32220
Rhenen	Artotheek Rhenen Candialaan 8	08376 - 9100
Rotterdam	Artotheek Rijnmond Voorhaven 37	010 - 760796
Rijswijk	Artotheek Rijswijk Openbare Bibliotheek Dr. H. Colijnlaan 343	070 - 948808
Soest	Fed. Openbare Bibliotheek Albert Cuyplaan 202	02155 - 15210
Tiel	SBK Gelderland Korenbeursplein 4	03440 - 9677
Tilburg	Kultureel Centrum Koningsplein 1	013 - 436756
Veenendaal	Chr. Openbare Bibliotheek Sterke Arm 3	08385 - 10278
Venlo	Kunstuitleen Bonnefantenmuseum Begijnengang 4	077 - 41049
Vledder	Openbare Bibliotheek De Hoek 1	05212 - 1737
Vleuten	Gem. Openbare Bibliotheek Hindersteinlaan 23-25	03407 - 2436
Vlaardingen	Artotheek Vlaardingen Oosthavenkade 8	010 - 353011
Vreeswijk	Openbare Bibliotheek Nijenmonde 4 Nieuwe Gein	03402 - 39052
Westerbork	Openbare Bibliotheek Zuidbrink 13	05933 - 1560
IJsselstein	Gemeensch. Bibliotheek Schuttersgracht	03408 - 2549
Zaandam	Stichting Zienagoog Gedempte Gracht 40b	075 - 160599
Zoetermeer	Artotheek de Graanschuur Dorpsstraat 74a	079 - 167660
Zwolle	SBK Regio Zwolle Papenstraat 9	05200 - 16118

ROYAUME - U N I



1. L'ART DANS LA COMMUNAUTE

1.1. Mécénat public

1.1.1. L'Arts Council

L'Arts Council de Grande-Bretagne a été créé en 1946; une nouvelle charte lui fut accordée en 1967. Les objectifs de l'Arts Council étaient : 1) de développer et d'améliorer la connaissance, l'appréciation et la pratique des arts; 2) d'augmenter la possibilité pour le public d'accéder aux arts dans toute la Grande-Bretagne; 3) de coopérer avec les départements gouvernementaux, les autorités locales et autres assemblées pour réaliser ces objectifs.

En Ecosse et au Pays de Galles, les organismes artistiques reçoivent leurs subventions des Arts Councils d'Ecosse et du Pays de Galles. Le Welsh Arts Council et le Scottish Arts Council sont des comités de l'Arts Council of Great Britain qui leur alloue des fonds à distribuer dans leurs régions.

L'Irlande du Nord possède aussi un Arts Council doté de fonctions analogues à celles de l'ACGB; la Trésorerie de l'Irlande du Nord lui verse une subvention annuelle.

L'Arts Council dirige deux galeries d'art à Londres. La Hayward Gallery présente généralement de grandes expositions d'oeuvres prêtées (un certain nombre d'entre elles font par la suite le tour du pays). La Serpentine Gallery présente surtout des oeuvres d'artistes britanniques contemporains. La subvention totale allouée à ces deux galeries pour l'année 1983/1984 a été de 1,827,702 £. En diverses occasions (l'ACBG par exemple patronna le Gerald Forty Report en 1981) il a été proposé que la Hayward Gallery et la Serpentine soient retirées du contrôle de l'Arts Council et fonctionnent comme des galeries indépendantes, mais l'Arts Council a refusé ces propositions.

Le Welsh Arts Council dirige aussi l'Oriel Gallery à Cardiff. Le Scottish Arts Council ne dirige plus sa propre galerie mais subventionne la Fruitmarket à Edimbourg maintenant indépendante. Le Scottish Arts Council subventionne également largement le Third Eye Centre à Glasgow. Ces deux galeries présentant des expositions nationales et internationales.

L'Arts Council Collection est une des plus importantes collections d'art britannique moderne. Elle comporte maintenant plus de 6.500 oeuvres : peintures, dessins, sculptures et photographies. Deux catalogues de la collection du Council sont publiés : le Volume I fait état des achats entre 1942 et 1978, le Volume II des acquisitions entre 1979 et 1983. La collection a été amorcée dès 1942; elle fournit une source d'oeuvres destinées aux prêts dans tout le pays et aux expositions itinérantes. Le Council a organisé plus de 40 expositions itinérantes au cours de l'année 1983/1984. Il y a eu par ailleurs 6 expositions à l'Hayward Gallery et 10 à la Serpentine. Le Scottish Arts Council possède une collection plus petite d'oeuvres d'artistes écossais et d'artistes travaillant en Ecosse. Le Welsh Arts Council a également sa propre collection, mais n'a pas au cours des deux dernières années développé cette collection; le Welsh Arts Council a lancé un Collectorplan (Décembre 1983) grâce auquel le public peut obtenir des prêts exempts d'intérêts pour acheter des oeuvres d'art.

L'Arts Council s'occupe de l'octroi de subventions et de garanties à un certain nombre d'institutions ainsi que du financement partiel d'expositions. Ces subventions se montaient en 1983/1984 à un total de 1.126.847 £ , 592.526 L pour l'Arts Council d'Ecosse et 327.828 pour l'Arts Council du Pays de Galles la même année. Elles comprennent des subventions

annuelles aux galeries et aux expositions, des dons destinés à l'amélioration de la situation des personnels des galeries, des aides aux associations d'artistes, des subventions pour les commandes, des aides aux artistes en résidence ainsi que des aides à l'équipement des expositions. La subvention du Council aux associations d'art régionales en Angleterre et au Pays de Galles se montait à 11.179.148 £ en 1983/1984, dont 10.230.249 £ en tant que subvention de base et 393.908 £ supplémentaires attribuées spécifiquement aux arts plastiques.

1.1.2. Les associations régionales d'art

Il y a 15 associations régionales d'art, dont 3 au Pays de Galles. Elles sont financées par l'Arts Council de Grande-Bretagne, par les autorités locales et par des fonds de source privée. Les associations régionales d'art s'occupent de tous les arts et elles cumulent au niveau régional le travail des différentes organisations nationales, telles que l' Arts Council, le British Film Institute et le Crafts Council. Les associations régionales d'art sont indépendantes et autonomes; elles ne sont ni des branches régionales de l'Arts Council, ni des organisations des autorités locales, mais elles travaillent en association avec les unes et les autres. Elles accordent une assistance financière aux centres d'art, aux galeries, aux projets des collectivités, aux sociétés d'art locales ainsi qu'aux organismes bénévoles qui encouragent les événements artistiques. Elles assistent et les associations professionnelles et les associations d'amateurs, encore que la majeure partie des fonds des associations régionales d'art soit allouée au secteur professionnel. Divers pourcentages, bourses d'études et de résidence sont mis à la disposition des artistes et des photographes. La plupart des associations régionales d'art publient un magazine ou un bulletin pour

informer le public des événements locaux. Les subventions accordées par l'Arts Council aux associations régionales varient considérablement d'une association à l'autre comme on peut le voir d'après le classement ci-dessous par ordre décroissant. Il s'agit des sommes globales, et non pas seulement de celles allouées aux arts plastiques (il est impossible de préciser dans chaque cas quelle somme est allouée aux arts plastiques).

1. Northern	£ 1, 819, 020
2. Greater London	1, 487, 240
3. West Midlands	1, 100, 434
4. North West	932, 393
5. East Midlands	927, 160
6. Southern	884, 447
7. South West	883, 678
8. Yorkshire	737, 914
9. Eastern	728, 305
10. South East	581, 659
11. Lincolnshire & Humberside	556, 740
12. Merseyside	535, 158
13. South-East Wales	226, 948
14. West Wales	138, 833
15. North Wales	129, 289

Le plan de 1984 de l'Arts Council : The Glory of the Garden, The Development of the Arts in England propose un déplacement important de fonds partant de Londres au profit des associations régionales d'art au cours des dix prochaines années. Le Council souhaite se décharger sur les associations régionales d'art de la responsabilité de répartir les fonds chez ces clients dont le rôle et le caractère en font des candidats appropriés pour la répartition au niveau régional. Quatre grands principes vont servir de base au futur

développement : 1) augmenter la qualité et accroître la quantité des réserves d'art au niveau régional pour les rendre plus proches des normes de celles de Londres ; 2) identifier les nouveaux développements dans les régions pour leur attribuer un soutien direct de l'Arts Council lui-même, et le concentrer sur la douzaine de zones situées à l'intérieur de l'Angleterre où la concentration de la population est la plus dense ; 3) mettre en train le redressement de certains déséquilibres historiques dans la répartition des fonds qui favorisent certaines formes d'art aux dépens des autres et 4) dans les cas appropriés, fonder les décisions concernant les propres subventions du Council de façon plus conséquente et plus délibérée que par le passé, quant à la couverture à même hauteur des fonds réunis localement.

1.1.3. Les autorités locales

Quelques autorités locales avaient, depuis un siècle environ, le pouvoir de dépenser de l'argent pour les musées, les bibliothèques, mais il n'y avait aucun texte légal antérieur à 1945 qui les autorisât à soutenir les arts de façon générale. Le premier Local Government Act (1948) autorisa, dans certaines limites, les dépenses de soutien aux arts et aux structures de loisir locales. Cette mesure n'étant pas obligatoire, les disparités entre les régions étaient grandes quant au budget consacré aux arts. L'autorité locale la plus active à cette époque était le London County Council (devenu aujourd'hui le Greater London Council). Le deuxième Local Government Act, voté en 1963, élargissait le champ d'action des autorités locales en matière artistique ; il autorisait toute dépense (jusqu'à un certain plafond) susceptible de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie de la population locale, offrant par là la possibilité de financer des institutions et des associations d'artistes

qui ne relevaient pas uniquement de la zone la plus proche (comme par exemple les associations régionales d'art). En 1982, le budget global dépensé par les autorités locales pour les arts et les loisirs était de 39 millions 5 £. Certaines autorités locales ont fait l'expérience de différentes approches des arts plastiques ; c'est le cas du Leicestershire Education Committee qui au cours des deux dernières décades a créé une substantielle collection d'oeuvres d'art placée dans les écoles et les collèges du Comté.

1.1.4. Les musées et les galeries publiques

Les collections nationales sont essentiellement financées par des fonds publics. C'est le gouvernement et non pas l'Arts Council qui prend à sa charge les frais de gestion et de conservation de ces collections. Il accorde également des subventions annuelles pour l'achat de tableaux et pour d'autres postes (58.227 millions de £ pour l'année 1983/1984). Les galeries et les musées locaux, qui sont gérés avec des fonds provenant des impôts immobiliers municipaux et de dons, reçoivent aussi des subventions annuelles par l'intermédiaire du Victoria and Albert Museum, du Science Museum et du Royal Scottish Museum. Le V & A a administré un budget de 1.114.000 £. au cours de l'année 1983/1984 pour aider les musées, galeries et bibliothèques d'Angleterre et du Pays de Galles dont les ressources ne sont pas tirées directement du Trésor Public à acheter des oeuvres d'art et des objets apparentés à l'art. Un fonds spécial de 40.000 £. prélevé sur le fonds principal est mis en oeuvre pour le matériel d'enregistrement, c'est-à-dire les manuscrits, documents et photographies. Le Royal Scottish Museum Grant Funds comprend un fonds destiné aux arts de 149.000 £. pour 1983/1984. Les musées et les galeries bénéficient aussi de l'assistance financière et pratique de

fondations et d'organismes privés comme le National Art Collections Fund et la Contemporary Art Society.

Les musées et les galeries publics disposent tous d'un budget spécifique consacré à l'achat d'oeuvres d'art. Les achats les plus importants restent généralement ceux qui sont destinés à combler les lacunes des collections historiques du musée ou de la galerie. Pour les achats d'oeuvres d'artistes vivants, on se reportera à 4.3.

A Londres, la Hayward Gallery, le Barbican Arts Centre, la Tate Gallery, le British Museum, le Victoria and Albert Museum et la Royal Academy sont les principaux centres d'exposition, mais seules la Hayward et la Tate Gallery exposent régulièrement des oeuvres d'artistes contemporains. De grandes expositions d'art contemporain se tiennent également à l'Institute of Contemporary Art, à la White Chapel Art Gallery, aux Riverside Studios et au Camden Arts Centre. L'ICA s'efforce de présenter un programme qui dépasse le domaine des beaux-arts et touche à tous les aspects de la culture plastique (Voir aussi 5.2.1.).

A Edimbourg, la Scottish Gallery of Modern Art a été transférée dans des locaux plus grands en 1984. Après la Tate Gallery, c'est la plus importante collection d'art du vingtième siècle de Grande-Bretagne. La galerie présente des expositions d'oeuvres historiques et contemporaines, organise des présentations de films faites par des réalisateurs indépendants, et projette un département de sculpture.

Dans les régions, de grandes expositions sont organisées par des galeries publiques telles que la Laing Gallery (Newcastle upon Tyne), la Walker Art Gallery (Liverpool), la City Art Gallery et la Whitworth Gallery à Manchester, la Birmingham City Art Gallery, la Mappin Gallery et la Graves Gallery (Sheffield), l'Edinburg City Art Gallery,

le Kelvingrove Museum (Glasgow) et le Welsh National Museum (Cardiff) Mais ce ne sont qu'occassionnellement des expositions d'oeuvres contemporaines, lesquelles sont souvent organisées par des institutions telles que le Museum of Modern Art à Oxford, la Kettle's Yard à Cambridge, le Bristol Arnolfini Arts Centre, la Midland Group Gallery à Nottingham, l' Ikon Gallery à Birmingham, la Bluecoats Gallery à Liverpool et le Sunderland Arts Centre. La plupart de ces institutions reçoivent une aide financière de l'Arts Council et des associations régionales d'art.

La Museums and Galleries Commission fut instituée d'abord en 1931 en tant que Standing Commission on Museums and Galleries ; elle fut rebaptisée et prit de nouvelles fonctions en septembre 1981. La Commission est financée par l'Office of Arts and Libraries et 14 commissaires sont désignés par le Premier Ministre. La Commission donne des conseils en matière de développement des musées et des galeries, favorise la coopération entre les institutions nationales et provinciales et encourage les bienfaiteurs publics. La Museums Association a été fondée en 1889 en tant qu'association des conservateurs et du personnel des musées ; elle a publié le Museums Bulletin, le Museums Journal, le Museums Yearbook et le Manual of Curatorship.

1.1.5. Le British Council

Le British Council (fondé en 1934) a pour objectif de promouvoir la coopération culturelle, éducative et technique entre la Grande-Bretagne et les autres pays. Il est financé principalement par le Foreign and Commonwealth Office. Dans le domaine des arts plastiques, il organise essentiellement des expositions d'art britannique, historique ou actuel, pour répondre aux demandes des institutions étrangères, ou

à l'invitation aux grands événements internationaux tels que la Biennale de Venise. Parmi les récentes expositions notables, on peut citer Turner à Paris, en 1983, Howard Hodgkin à la Biennale de Venise en 1984, et la "Proper Study", un aperçu de la peinture britannique figurative à New Delhi en 1984. En plus des expositions de prêts, le Council se sert de sa propre collection pour organiser de plus petites expositions itinérantes à travers le monde, et en 1983/1984 plus de 30 expositions de ce type étaient en circulation. La collection comporte plus de mille oeuvres originales et trois mille dessins et photographies. Un catalogue a été publié : le British Council Collection 1938-1984. Le Council contribue à sélectionner les candidats et administre les subventions offertes aux artistes britanniques par les gouvernements étrangers. Il offre également ses propres subventions en aide aux artistes qui ont été invités à exposer à l'étranger à titre personnel. Le Visiting Arts Unit, créé à la fois par le British Council et par l'Arts Council, apporte son aide aux expositions de fonds et aux manifestations qui viennent de l'étranger en Grande-Bretagne. Des subventions sont accordées aux lieux qui les accueillent pour assumer les frais de transport, etc...

1.2. Mécénat privé

Les projets du gouvernement en faveur du "rate-capping" et la suppression des conseils métropolitains poussent inévitablement les artistes et les organisations artistiques à obtenir davantage du mécénat privé.

1.2.1. Fondations

Les fondations privées sont nombreuses. Elles sont régies par la loi sur les entreprises à but non lucratif de 1601,

et placées sous le contrôle de la Charity Commission. En 1983/1984, 147.000 entreprises à but non lucratif étaient enregistrées avec les Charity Commissioners.

Les organisations qui se sont récemment engagées dans le parrainage des arts plastiques comprennent la Calouste Gulbenkian Foundation, la Nuffield Foundation, le Pilgrim Trust, le Sainsbury Charitable Fund, la Peter Moores Foundation, la Wolfson Foundation, l'European Educational Research Trust, la Commonwealth Foundation, le Glaxo Charity Trust, le Strauss Charitable Trust, le Slater Trust Ltd., le Schroder Charity Trust, le Normanby Charitable Trust, le I.J. Lyons Charitable Trust, le Rothschild Charitable Trust, la Rayne Foundation et le Leverhulme Trust Fund. Pour plus amples détails, consulter le Directory of Grantmaking Trusts.

La Henry Moore Foundation se donne pour objectif de favoriser la compréhension de la sculpture et d'encourager l'intérêt public pour les musées et les galeries.

Le Warwick Arts Trust à Londres est une fondation privée qui présente des expositions régulières d'oeuvres d'art et d'oeuvres décoratives contemporaines.

La Gulbenkian Foundation, en plus des subventions, a pris en charge d'importantes études telles que "Arts in Schools" et "Arts in Higher Education". Le document de la Gulbenkian "Enquiry into the Economic Situation of the Visual Artist" (établi entre 1977-1980) n'est toujours pas publié, mais il peut être consulté avec permission spéciale à la fondation. Les subventions sont partagées selon deux objectifs principaux: les dons "Arts for All" qui visent à rendre les arts plus largement accessibles et le programme "Artists training" qui cherche à encourager les nouveaux développements en fournissant un entraînement supérieur ou exceptionnel ou encore des occasions de travail à des artistes expérimentés. Les dons "Arts for All" sont généralement destinés aux organisations et donnent priorité aux projets de type polyculturel

ou qui ont à voir avec une minorité ethnique.

Le Printmakers Award Scheme donne aux artistes qui ont peu d'expérience de la gravure l'occasion de travailler ce media.

1.2.2. Mécénat d'entreprise

Le mécénat d'entreprise était relativement peu développé au Royaume Uni jusqu'aux environs de 1980 au moment où le gouvernement lança une campagne pour encourager le soutien des entreprises aux arts pendant une période de restriction des dépenses publiques. L'Office of Arts and Libraries a déclaré que l'objectif de la campagne n'était pas de remplacer les fonds publics mais simplement de "créer un climat favorable dans lequel le mécénat puisse devenir une source de fonds admise".

Il n'y a pas d'estimation chiffrée disponible sur le soutien des entreprises aux arts, mais les évaluations pour l'année 1982/1983 varient de 8 à 14,5 Millions de £. De nombreuses compagnies montrent peu d'empressement à révéler exactement combien elles dépensent pour les arts. Cependant, en 1976, on estimait que les entreprises avaient dépensé environ 600.000 £. pour les arts ; il semble donc que ces dépenses aient décuplé entre 1976 et 1981. Mais le soutien des entreprises aux sports demeure de sept à dix fois plus important que celui apporté aux arts ; presque les trois-quarts du soutien aux arts vont à la musique et à l'opéra.

Le soutien aux arts peut prendre de nombreuses formes, de la souscription aux frais d'un événement particulier à celle d'une association continue entre une entreprise et une institution artistique. Les dépenses des entreprises peuvent se faire soit par donations soit par parrainage. Les donations sont une forme de mécénat, l'argent étant donné sans

attente de retour. Dans le parrainage, l'entreprise attend une sorte de retour. Plus d'une fois, on donne autant d'argent sous forme de parrainage que sous forme de donations. Le parrainage est essentiellement une affaire d'entreprise ; le parrain attend un retour en termes de prestige et de publicité. Les compagnies de tabac, dont l'usage de la publicité est soumis à des restrictions et les corporations multinationales qui souhaitent qu'on les voie en train de faire quelque chose de valable pour la communauté, sont spécialement attirées par le parrainage. Le mécénat des arts peut être considéré comme une mesure publicitaire relativement peu coûteuse ; le mécénat revient souvent moins cher que la télévision commerciale. D'où la fréquente identification entre le mécène et l'évènement, par exemple le parrainage de Picasso par Perrier à la Hayward Gallery, grâce à la possibilité de former leur calembour publicitaire "Picasseau".

En revanche, Marks and Spencer, un grand protecteur des arts, préfère ne recevoir aucune publicité. Pour Marks and Spencer, le mécénat est destiné en partie au bien de la communauté et en partie au bénéfice des employés (les travailleurs de chez Marks and Spencer reçoivent des billets pour tout ce que la firme finance). L'United Technologies Corporation, l'un des plus grands protecteurs des Etats-Unis, est le mécène d'entreprise le plus actif des arts plastiques en Grande Bretagne aujourd'hui. Elle dépense 3 millions de Dollars par an en mécénat ; elle ne prend pas acte de "paramètres créatifs" pour son programme de parrainage. Elle a donné 35.000 £. à la "Sculpture Show" de l'Arts Council ; parmi les autres expositions contemporaines parrainées par l'UTC, il y eut "Anthony Caro" à la Serpentine.

Le mécénat d'entreprise peut permettre de bénéficier d'une remise fiscale de deux façons ; soit par des paiements ajournés, soit par dégrèvement sur les dépenses d'entreprise. Au cours des dernières années, le Gouvernement a consenti certaines concessions d'impôts, mais la situation des mécènes d'entreprises est encore bien loin d'être aussi avantageuse qu'elle ne l'est aux Etats-Unis par exemple. Les systèmes d'imposition qui ont cours en Grande Bretagne permettent seulement aux sociétés ou aux mécènes indépendants de se servir des fonds qu'ils ont investis dans le mécénat artistique pour réduire leurs bénéfices avant l'imposition. Il serait beaucoup plus avantageux qu'on leur permette d'investir des fonds dans le mécénat d'art au lieu de payer l'impôt, comme cela se pratique dans un certain nombre d'autres pays.

L'Association for Business Sponsorship of the Arts fut créée en 1976; c'est une association d'entreprises préoccupées de mécénat artistique. Elle comporte actuellement plus de cent sociétés-membres, encore que toutes ne soient pas nécessairement des mécènes. En plus des cotisations de ses membres, l'ABSA reçoit une subvention du Gouvernement (25.000 £. en 1983) pour poursuivre ses activités. L'ABSA recense les événements artistiques et les organisations susceptibles d'être parrainés par les sociétés, donne des conseils sur la façon d'avoir accès au mécénat, dirige des séminaires, accorde des prix , rassemble et diffuse l'information sur le mécénat.

L'Arts Initiative and Money (AIM) Project avait pour objectif d'aider les artistes et les petites entreprises artistiques à faire un meilleur usage de leurs ressources —>

financières et de leur gestion, à exploiter leurs chances avec plus d'efficacité, et à mieux comprendre de quelles sources variées pouvait être tirée l'aide financière. Le rapport du Project fut publié en 1984 par la Gulbenkian Foundation.

De nombreuses consultations sur le mécénat ont surgi pour conseiller à la fois les entreprises et les clients éventuels ; on peut trouver la liste des principales consultations dans le Sponsorship News, Juillet 1983.

L'Information and Research Section of Arts Council a publié "Business Sponsorship of the Arts" (Octobre 1984) qui contient des listes d'adresses utiles.

1.3. Le marché de l'art

Il y a deux remarques à faire sur le marché de l'art britannique contemporain.

Tout d'abord, il existe un déséquilibre très net entre Londres et les régions quant au nombre de galeries commerciales. Il y a plusieurs centaines de galeries commerciales dans la capitale, dont une centaine exposent et vendent de l'art contemporain. Par contre, les galeries contemporaines sont peu nombreuses en province et la vie artistique y est très dépendante des galeries financées par des fonds publics.

Les collectionneurs britanniques d'oeuvres contemporaines récentes sont relativement peu nombreux et sont souvent contraints de vendre à l'étranger. Cependant, Londres détient une place très importante sur le marché de l'art international. Les trois grandes maisons de ventes sont Sotheby's, Christie's et Phillips ; Christie's a une branche d'art contemporain spécialisée dans les gravures. La

première foire internationale d'art contemporain s'est tenue au Barbican Centre en 1984 ; 61 galeries venues de 15 pays présentaient les oeuvres de 500 visiteurs et attiraient 8000 visiteurs. La seconde foire du Grand Hall d'Olympia (Janvier 1985) comportait un stand parrainé par la Tate Gallery qui exposait des pièces acquises pour la Gallery par les mécènes d'art contemporain (voir 4.3.).

Les revues d'art sont relativement nombreuses et certaines d'entre elles reçoivent des subventions de l'Arts Council. Les plus importantes de ces publications en ce qui concerne l'art contemporain sont Art and Artists, Art line, Art Monthly, Arts Review, Artscribe, Aspects et Studio International.

1.4. Les répertoires d'artistes.

Les répertoires d'artistes existent dans tout le pays et sont organisés par l'Arts Council of Great Britain, le Scottish and Welsh Arts Council, les associations régionales d'art et d'autres groupes.

L'Art Council Index of Contemporary British Artists a été créé en 1981 ; son premier objectif est d'être utile aux architectes susceptibles d'offrir des affaires aux artistes, ainsi qu'aux institutions publiques ou privées, intéressées par l'achat ou les commandes d'oeuvres. Le répertoire se trouve maintenant à la Serpentine Gallery et on projette d'en ouvrir l'accès au public au printemps 1985. Les artistes sont invités à envoyer des diapositives couleurs ou des photos auprès d'un Index Committee, et le répertoire est périodiquement remis à jour. Il faut prendre contact avec les Scottish and Welsh Arts Councils et avec les associations régionales d'art pour obtenir des informations sur leurs répertoires d'artistes.

La Women Artists Slide Library s'est ouverte au Battersea Arts Centre en 1982 ; son but est d'établir un répertoire des oeuvres des femmes artistes à travers tout le pays. D'autres organisations ont mis au point des répertoires d'artistes : le Yorkshire Contemporary Art Group , le Visual Arts Register, à Glasgow, le Meadowplace Trust, le Dundee and Merseyside Exhibitions.

2. LES ASSOCIATIONS D'ARTISTES

Il serait impossible de fournir ici une liste exhaustive des associations d'artistes en Grande-Bretagne. Les artistes britanniques se regroupent fréquemment en coopératives ou en associations, institutions le plus souvent à but non lucratif, ce qui leur apporte un certain nombre d'avantages fiscaux d'une part, mais, surtout, ce qui leur permet d'être subventionnés par des organismes publics, tels que l'Arts Council, les associations régionales d'art, les autorités locales, ou des organismes privés comme la Gulbenkian Foundation. Les regroupements se font en général sur un projet spécifique : ouverture d'un lieu d'exposition, mise en place d'une structure d'ateliers de travail, coopérative de diffusion pour la vidéo ou les films, lieu de contact entre les artistes et la population locale, informations juridiques ou financières pour les artistes. L'initiative de ces groupements revient souvent à un petit groupe d'artistes bénévoles et, dans une deuxième phase, après obtention des crédits, se mettent en place des structures plus élaborées avec des administrateurs (généralement des artistes) dont le salaire est financé par l'Arts Council, les associations régionales d'art ou par une fondation.

Le pourcentage des subventions est variable d'une institution à l'autre. Il peut parfois constituer l'ensemble du budget de fonctionnement. Dans d'autres cas, l'association peut avoir certaines ressources privées tirées des souscriptions ou de la vente des oeuvres d'art.

Les associations, à la différence des centres d'art locaux qui visent à sensibiliser le public à la vie artistique, s'adressent essentiellement aux artistes. Certaines associations sont citées ici (voir la liste d'adresses). Il est possible également de se procurer auprès de chaque association régionale des renseignements sur les groupements d'artistes dans la région.

2.1. Londres

2.1.1. Artlaw

A l'origine de cette association, un avocat, Henry Lydiate, qui met en service, à Cambridge, un service de renseignements juridiques pour les artistes, deux soirs par semaine. Devant l'affluence des demandes, Lydiate décide de se spécialiser dans la défense juridique des artistes et obtient à cet effet un fonds spécial de l'Arts Council, de la Gulbenkian Foundation et de la Greater London Arts Association. Il réalise une étude sur les problèmes juridiques rencontrés par les artistes qu'il présente en Janvier 1978 à la Chelsea Art School. La décision est alors prise de créer une association à but non lucratif, pour donner des conseils juridiques aux artistes - Artlaw Services. Artlaw Services n'existe plus maintenant, mais Henry Lydiate écrit une rubrique régulière pour Art Monthly, qui fait suivre les demandes de renseignements. Collected Artlaw Articles (épuisé mais disponible dans les bibliothèques)

est un recueil qui contient les articles revus écrits par Lydiate pour Art Monthly entre 1976 et 1981.

2.1.2. ACME

ACME est un service organisé pour les artistes. ACME a été enregistré en 1972 en tant qu'association d'hébergement et en 1974 en tant qu'institution à but non lucratif. Ce service a été conçu par sept artistes qui venaient tous de quitter le collège, comme un moyen d'obtenir une possibilité de logements à bon marché et des ateliers. ACME gère couramment 250 maisons surtout dans l'East End de Londres, et 80.000 "square feet" d'espace industriel transformé en ateliers. ACME a ouvert une galerie comme alternative aux espaces d'exposition commerciaux et publics qui existaient à Londres de 1976 à 1981. En Mai 1983, ACME ouvrait la Showroom, un espace d'exposition que pouvaient louer les artistes, sur le principe du premier arrivé, premier servi. ACME assure aussi un service informel de conseils pour les artistes à travers tout le pays sur des questions financières, des problèmes juridiques et de gestion. Cette association est financée par l'Arts Council et le Greater London Council. ACME prétend qu'en partie grâce à ses efforts, il y a maintenant une plus grande concentration d'artistes plasticiens professionnels qui vivent et travaillent à East End à Londres que dans toute autre capitale à l'exception de New York.

2.1.3. Air and Space

Cette association, à but non lucratif, se constitue en 1968 sous le nom de Space, pour fournir des ateliers aux artistes à Londres. En 1975, ouverture de l'Air Gallery dans un local acheté par l'association. La galerie expose

généralement les oeuvres d'artistes qui n'ont pas eu d'importante exposition personnelle à Londres. La galerie met sur pied une série régulière d'expositions (normalement deux expositions simultanées consacrées chacune à un artiste) d'artistes professionnels dans deux galeries, et présente occasionnellement des projections vidéo, des performances et des montages dans l'espace du sous-sol. Les artistes sont encouragés à exposer des oeuvres récentes et la galerie accueille volontiers toutes propositions de projets particuliers. Chaque fois que possible, la galerie s'efforce de soutenir le travail des artistes qui vivent en dehors de Londres. Ne sont pas acceptées les demandes émanant d'étudiants, d'artistes représentés par un marchand ou par une galerie commerciale, ou d'artistes qui ne sont pas résidents permanents des Iles Britanniques. Cependant, une exposition est parfois accordée à un artiste venu de l'étranger qui a travaillé dans l'atelier au dernier étage de l'Air and Space building (voir 4.6.1.), et il y a eu un certain nombre d'expositions d'artistes venus de l'étranger. La galerie prend 25% de commission.

2.1.4. Artists Placement group (APG)

APG a lancé le concept de placements d'artistes en Grande Bretagne et a organisé des projets à long et à court terme qui permettaient aux artistes de travailler dans le cadre de l'industrie, de systèmes d'éducation ou d'autres systèmes sociaux. Des organismes gouvernementaux, British Rail et Broadmoor Prison ont été engagés dans des projets anciens. Récemment, d'autres organisations sont devenues très actives dans ce domaine, et APG s'est intéressée beaucoup plus aux problèmes théoriques de l'artiste dans la société

(Voir Artists'Agency 2.2.1). D'autres placements ont été organisés par les associations régionales d'art, particulièrement dans le West Midland et le Yorkshire).

2.1.5. Shape

Shape a été institué à Londres en 1976 et dessert la plus grande partie de Londres et une partie des comtés environnants. C'est une association artistique qui donne la possibilité aux personnes mentalement ou physiquement handicapées, malades, âgées ou gravement défavorisées socialement, de participer aux activités et aux événements artistiques. La majeure partie de son activité se fait sous forme de création d'ateliers d'art réguliers, hebdomadaires -théâtre, danse, musique, vidéo, photographie, arts plastiques, artisanats- et d'organisation de représentations professionnelles dans les hôpitaux, les centres de jour, les foyers, hôtels, prisons et autres institutions. Shape organise aussi des expositions itinérantes de peinture, gravure et photographies avec des programmes d'ateliers apparentés, et offre des cours de formation au personnel de l'institution et aux artistes. Shape considère aussi comme un de ses objectifs principaux de faire changer les attitudes dominantes à l'égard des handicaps face aux arts. Dans ce but, Shape travaille avec d'autres associations artistiques volontaires pour lancer et soutenir des initiatives comme Artsline, Arts Access, l'Access and Information Group et la Campaign for Equal Opportunities in the Arts for People with Disabilities.

Depuis 1976, Shape a contribué à la création de services similaires à travers toute la Grande-Bretagne et il existe maintenant un réseau de 11 services indépendants mais associés en Angleterre, en Ecosse et au Pays de Galles.

2.2. Les régions

Il n'a pas été possible de recenser l'ensemble des associations d'artistes dans les régions. Chaque association régionale d'art peut fournir une liste et des renseignements

détaillés sur les divers groupements d'artistes existant dans la région concernée.

2.2.1. Newcastle upon Tyne/Sunderland

La région du Nord traditionnellement a toujours été pauvre et se trouve confrontée avec un chômage élevé. Les possibilités de mécénat sont limitées étant donné qu'un très petit nombre de sociétés siègent dans la région. Néanmoins, au cours des 20 dernières années, les arts ont prospéré à Newcastle. Northern Arts a été la première association régionale d'art instituée dans le pays, et sert de modèle aux quatorze autres associations. Les associations d'artistes suivantes reçoivent toutes le soutien de Northern Arts.

Amber films/Side Gallery

L'association Amber Associates s'est constituée, depuis 1969, comme une coopérative autogérée de photographes et de réalisateurs de films. L'objectif de cette coopérative est d'effectuer, sous forme de films ou de photographies, un travail de documentation sur la région du Tyne. Le matériel pour la photographie et la réalisation de films est mis à la disposition des membres de la coopérative. Amber films reçoit maintenant des subventions de Channel 4, qui présente certains films.

La Side Gallery, ouverte en 1977, comprend une galerie photographique et met des chambres noires à la disposition des membres de la coopérative. La Gallery présente des photographies et des publications.

Newcastle Media Workshops

Autrefois appelés Spectro. Les chambres noires photographiques, les studios video et musicaux sont tous en accès libre. Il y a également un lieu d'exposition. L'atelier video, ouvert à l'automne 1984, est le premier de la région. Celui-ci permet aux individus et aux groupes de produire ; l'atelier offre aussi des cours pour permettre aux gens de faire le meilleur usage possible de ses avantages. Newcastle Media Workshops publie Print out destiné à fournir un débouché supplémentaire à la photographie, en particulier pour les photographes dont le travail implique un texte.

The Basement Group/Projets UK

Hebergé avec les Newcastle Media Workshops, il fournit un espace au travail de performance et sert d'agent aux performances sur le plan national et international.

Artists' Agency

L'agence a un recrutement national ; elle offre aux artistes la chance d'étendre la portée de leur oeuvre dans un nouvel environnement, et encourage l'échange d'idées et de techniques. Les lieux d'accueil proposés sont :

British Stelle à Teeside, North Eastern Co-operative Society, Preston Hospital à North Shields, Vickers Defence Systems et Washington, Tyne and Wear pour un photographe.

2.2.2. Ecosse

Printmakers Workshop, Edinburgh. Cette association, à but non lucratif, fut fondée par un groupe de graveurs en 1967. Des ateliers et du matériel sont mis à la disposition des membres de l'association. La Printmakers Workshop Gallery est

spécialisée dans les expositions de gravures et prend généralement une commission de 33%.

Des associations de type similaire existent à Glasgow, Aberdeen et Dundee.

The Scottish Sculpture Trust. Le premier objectif de l'association est la promotion et la présentation de sculpture contemporaine dans les sites publics en Ecosse, par exemple l'Highland Sculpture Park, Carrbridge, Invernesshire le Glenshee Sculpture Park, Glenshee, Grampian. L'association organise aussi des expositions occasionnelles, principalement à l'extérieur, et donne des conseils sur tout ce qui concerne les commandes de sculpture dans les espaces publics et sur l'organisation de conférences et de compétitions.

Il existe, en Ecosse, de nombreuses associations d'artistes qui s'occupent plus spécifiquement de l'exposition des oeuvres. On peut s'en procurer la liste auprès du Scottish Arts Council.

2.2.3. Pays de galles

The Association of Artists and Designers in Wales. Cette association a été instituée par un groupe d'artistes en 1974 pour représenter les intérêts des artistes et des arts plastiques au Pays de Galles. Elle s'adresse aux artistes de toutes disciplines, aux designers et aux artisans travaillant au Pays de Galles. Elle a huit succursales au Pays de Galles et possède dix immeubles qui hébergent des studios, des aires d'exposition et des espaces communs pour les membres de l'association. Mais sa principale fonction est d'être un groupe de pression et ses membres sont efficaces pour convaincre les institutions gouvernementales, les autorités locales, etc... d'améliorer les chances

des artistes du Pays de Galles. Elle publie un magazine d'art bi-mensuel "Link" qui est également le bulletin de l'association.

Welsh Sculpture Trust. Cette association fut fondée en 1983 dans le but de rendre la sculpture plus accessible au public, spécialement dans les lieux situés en plein air. Elle vise à promouvoir et à encourager, dans tout le Pays de Galles, une plus large appréciation et compréhension de la sculpture. La première grande exposition de l'association s'est tenue en 1984 à Margam County Park. Elle a aussi qualité pour agir en assemblée consultative sur différents sujets en relation avec ses objectifs.

Association for Photography in Wales. L'association gère la Photogallery et le Photographers Corridor in University College à Cardiff. La galerie prend 30% de commission.

On peut se procurer une liste complète des associations d'artistes auprès du Welsh Arts Council.

3. ASPECTS JURIDIQUES

3.1. Droits sociaux

Juridiquement parlant, l'artiste plasticien est assimilé à un travailleur indépendant. Il n'existe de législation particulière aux artistes ni pour l'assurance maladie/vieillesse, ni pour le chômage. Les artistes obtiennent les mêmes garanties que les travailleurs indépendants.

3.1.1. Assurance maladie-vieillesse

En tant que travailleur indépendant, l'artiste doit s'acquitter lui-même de ses cotisations à l'assurance maladie. La même cotisation (National Insurance Contribution) donne droit

à la retraite . Les cotisations sont obligatoires, et des poursuites juridiques sont toujours possibles, même rétroactivement. Le montant hebdomadaire de la cotisation pour l'année du 6 Avril 1984 au 5 Avril 1985 est de 4,60 £. Tous les travailleurs indépendants paient cette cotisation qui est désignée "Class 2 Contributions". Le travailleur indépendant peut aussi avoir à payer la "Class 4 Contributions " -6,3% sur les revenus situés entre 3950 et 13.000 £. par an. Il est possible d'ajouter des cotisations volontaires, ce qui donne droit à une retraite plus avantageuse.

Il existe des cas d'exemption au paiement des cotisations d'assurance maladie-vieillesse: Ils sont de deux sortes :

Small earnings exception- L'artiste peut prétendre à une "Small earnings exception" s'il escompte en tant que travailleur indépendant un revenu inférieur à 1850 £. pour l'année fiscale 1984/1985.

Unemployment benefits- Lorsque l'artiste bénéficie des prestations de chômage, il est exempté des cotisations au titre de l'assurance maladie-vieillesse.

L'assurance maladie donne droit aux prestations médicales gratuites. En cas d'arrêt de maladie, l'artiste doit remplir une demande d'indemnités de maladie et l'envoyer au bureau local de sécurité sociale (SCI) ; au bout d'une semaine de maladie, un médecin lui donne un certificat médical à adresser au bureau de sécurité sociale, ce qui lui donne droit à des indemnités de maladie d'un montant hebdomadaire de 27,25 £.

3.1.2. Le chômage

Il n'existe pas en Grande-Bretagne de législation qui s'appliquerait à des travailleurs indépendants sans travail. La catégorie travailleurs indépendants sans travail n'est pas reconnue officiellement. Il n'existe pas de catégorie d'artistes susceptible d'être enregistrés comme chômeurs. Il y a cependant eu un accroissement significatif du nombre des diplômés en art en en dessin se prévalant du droit d'être acceptés sur le Professional and Executive Register des chômeurs, ce qui leur permet de bénéficier d'une couverture sociale et de refuser les propositions d'emploi n'ayant pas trait à l'art. Les artistes non diplômés mais cependant professionnels n'ont pas le même droit à être admis sur le PER et sont contraints de prendre en considération le fait d'être embauchés comme "travailleurs" et d'accepter des tâches de ce type si elles leur sont offertes. La situation est très ambiguë puisqu'elle suppose qu'un artiste inscrit au chômage dans une autre profession et qui réalise des bénéfices artistiques (comme le vente d'une oeuvre) pendant cette période, perdra son droit aux indemnités de chômage, même si ces bénéfices ne sont pas suffisants pour le faire vivre.

L'indemnisation du chômage dépend du Department of Employment et les gens doivent pointer ; les prestations doivent être réglées tous les quinze jours au Local Unemployment Exchange. L'indemnité de chômage est généralement (en 1985) payée au taux de 28,45 £. par semaine, et peut être limitée à un an. Si l'artiste avait des revenus plus importants quand il travaillait, il touche une somme calculée en pourcentage de son salaire précédent.

Au-delà d'une année (ou s'il n'est pas qualifié pour l'allocation chômage), l'artiste peut bénéficier d'indemnités

complémentaires qui sont fournies par le Department of Health and Social Security. Les indemnités complémentaires peuvent être payées en sus d'autres indemnités (y compris l'allocation chômage), ou des gains issus d'un travail à temps partiel. L'indemnité complémentaire est payable si le revenu hebdomadaire est inférieur à 28.05 £ et si l'épargne ne dépasse pas 3000£. Les bénéficiaires reçoivent automatiquement les prestations de santé. Si le bénéficiaire est locataire, il reçoit du conseil une aide pour le loyer et les taxes; s'il est propriétaire, il reçoit une aide pour les taxes. S'il possède une maison, le bénéficiaire peut être admis à recevoir une aide avec intérêts d'hypothèques, coûts d'assurance et d'entretien. Des paiements forfaitaires existent aussi pour des besoins particuliers. Il n'y a pas de limitation de durée pour les indemnités complémentaires.

3.2. Droits de reproduction, etc.

3.2.1. Droits de reproduction

Le royaume Uni est signataire de la convention universelle des droits de reproduction et de la convention de Berne.

La loi sur les droits de reproduction est consignée dans le Copyright Act de 1956, et protège les créateurs d'oeuvres d'un certain type spécifique dont les "oeuvres artistiques" sont une catégorie.

Le copyright est le droit qu'ont les artistes d'empêcher les autres de copier leur oeuvre originale ; ce droit n'existe que lorsqu'une oeuvre a été créée, de telle sorte que s'il n'y a pas de manifestation physique créée par l'artiste, il ne peut y avoir vol de l'image par

quelqu'un d'autre. Les idées ou les pensées de l'artiste ne sont pas protégées par la loi sur les droits de reproduction, mais par un secteur distinct de la loi appelé "Breach of Confidence".

Les performances ne relèvent pas de la même législation, mais du Performer's Protection Act de 1958 qui interdit d'enregistrer, de filmer ou de diffuser une performance sans l'accord écrit de celui qui l'a réalisée.

Bien que l'objectif de l'Act de 1956 soit de protéger les oeuvres contre une copie non autorisée, la méthode et la manière mises en oeuvre par l'Act pour réaliser ce but ne sont pas satisfaisantes dans le domaine des arts, et l'Act a été soumis à révision. Par exemple, en termes de vidéo, on ne sait pas clairement qui est le propriétaire du matériel : les utilisateurs, la communauté, l'institution qui accorde les subventions, ou le donateur de l'équipement.

Les oeuvres d'art doivent entrer soit dans la catégorie des media traditionnels (peintures, sculpture, dessins, gravures, photographies), soit dans celle de "l'artisanat artistique"; dans ce cas l'oeuvre doit avoir la qualité légale du mérite artistique.

En règle générale, en ce qui concerne les oeuvres artistiques, le copyright dure pendant toute la vie de l'artiste et cinquante ans après sa mort. Cependant, il y a un certain nombre d'exceptions qui s'appliquent aux photographies, gravures et aux oeuvres faites par ou sous la direction ou le contrôle de la Couronne ou du Gouvernement.

Normalement, le créateur est le premier propriétaire du copyright mais il y a des exceptions dans le cas des photographes, des commandes, des employés et employés de

journaux, magazines.

La seule méthode acceptée par la loi pour procéder à un transfert de propriété de copyright passe par une attribution écrite de ce droit de propriété à quelqu'un d'autre, signée par le propriétaire. Toute déclaration de la part du premier propriétaire du copyright prétendant la vendre ou la céder n'est valable aux yeux de la loi, que si elle est appuyée par un document écrit. Le vrai propriétaire du copyright a aussi le droit de donner certaines autorisations particulières. De telles autorisations sont reconnues en tant que licences de copyright, parce qu'elles ne cèdent pas le copyright, mais donnent simplement des autorisations. Il n'est pas nécessaire qu'une licence soit rédigée par écrit.

Le Design and Artists Copyright Society (DACS) a été créé en Décembre 1983 ; c'est une institution à but non lucratif limitée par la caution gérée par les propriétaires de copyrights d'artistes et leurs héritiers au bénéfice de ses membres. Elle a été instituée avec les conseils et l'aide de la SPADEM, dont l'un des plans est le modèle DACS, et avec l'assistance financière de la Calouste Gulbenkian Foundation. La DACS fait partie du réseau international des sociétés collectrices de copyrights pour tous les créateurs coordonnées par le CISAC (société internationale pour tous les compositeurs et auteurs, y compris les artistes plasticiens).

3.2.2. Droit moral

Ce droit non-monétaire, de plus en plus fréquent dans d'autres pays, qui accorde une protection aux artistes et à leurs oeuvres contre les préjudices n'existe pas

dans les lois du copyright ni dans une autre législation britannique, bien que la Grande Bretagne soit signataire de la convention de Berne sur les copyrights. Les artistes qui souhaitent avoir un contrôle sur les oeuvres vendues ne peuvent compter que sur des contrats écrits; et c'est à eux et à leurs agents/marchands de convaincre les acheteurs/commanditaires de signer de tels contrats.

3.2.3. Droit de suite

Le droit de suite n'existe pas en Grande-Bretagne.

3.3. Fiscalité

3.3.1. L'impôt sur le revenu

Les impôts sur le revenu sont généralement prélevés à la source directement lors du paiement du salaire (PAYE). Dans le cas des travailleurs indépendants, le prélèvement n'étant pas possible, les impôts doivent être réglés une fois par an, sur la base d'une déclaration de revenus effectuée par le contribuable.

Pour les artistes plasticiens, la situation est complexe : tout dépend du fait que l'artiste soit ou non reconnu comme professionnel par son percepteur.

(a) Le royaume-Uni a une catégorie légale pour les bénéfices soumis à impôts "d'un commerce, d'une profession ou vocation" qui inclut l'artiste plasticien. Bien que l'on attende de tels artistes indépendants qu'ils fassent la preuve d'un bénéfice sur une période de trois à quatre ans, si en fait ils font une perte, ils peuvent néanmoins être autorisés à faire état des dépenses réelles face aux revenus réels au cours de ces années passées à essayer

de tirer un bénéfice. En conséquence, les artistes plasticiens qui dépensent plus pour la production de leurs oeuvres (spécialement pendant leurs dix premières années environ, sinon pour toujours) qu'ils ne tirent des ventes, peuvent être autorisés à opposer les dépenses réelles au revenu réel et à réduire leurs bénéfices soumis à l'impôt en conséquence. Les praticiens qui travaillent en vue d'un bénéfice, mais qui cependant font des pertes une année quelconque, sont également autorisés à répartir ces pertes sur les années fiscales à venir, de façon à réduire leur masse imposable au cours de ces années-là. De telles pertes peuvent être opposées aux autres formes de revenus du travail de façon à faire diminuer leur impôts sur ces autres gains.

(b) Les artistes indépendants, à plein temps, qui reçoivent des appointements pour des conférences et des séminaires dans les écoles d'art, considérés comme faisant partie de leurs pratiques professionnelles, sont le plus souvent imposés à la source par les collèges (sous le pouvoir de l'Inland Revenue), comme s'ils étaient membres du personnel à plein temps ; ils en sont souvent réduits à se battre avec l'Inland Revenue qui peut tout à fait considérer leur production à plein temps d'oeuvres d'art comme un "hobby" et les revenus de leur enseignement comme leur véritable travail imposable sans déduction des dépenses pour la production ni des autres dépenses professionnelles. Les meilleurs résultats sont généralement obtenus par les conseillers juridiques, dont certains sont spécialisés dans les arts plastiques, et qui négocient directement avec l'Inland Revenue au nom de leurs clients. Ils épargnent généralement à leurs clients un impôt

beaucoup plus considérable que le coût de leurs appointements, qui varie selon la somme de travail effectué et selon les revenus du client.

(c) Les artistes non-professionnels (qui ne semblent pas travailler en vue d'un bénéfice) peuvent cependant être autorisés à opposer les dépenses dues à leur production aux revenus provenant des ventes, réduisant ainsi leurs bénéfices soumis à impôts, et le plus souvent engendrant des pertes. Ils ne peuvent pas subventionner leurs travaux d'amateur en répartissant les pertes des années antérieures, ni en les déduisant de l'impôt régulier sur les revenus provenant d'autres sources.

3.3.2. L'impôt sur les bourses et subventions

Des conseils ont été rédigés par l'Arts Council of Great Britain (et adoptés par les associations régionales d'art) concernant l'imposition des subventions, prix et bourses. Des paiements de ce type doivent être reconnus comme n'étant normalement pas imposables lorsqu'ils sont accordés dans le but d'"acheter du temps" pour réaliser une oeuvre ; et comme étant normalement imposables quand ils sont accordés pour assumer les dépenses d'un projet, de matériel, etc. Les artistes sont généralement avisés au moment du paiement si le donateur considère le paiement comme normalement imposable ou non. Il semble que ces arrangements ne soient pas légalement obligatoires, mais qu'ils fournissent en fait des conseils utiles.

3.3.3. Fiscalité indirecte

La TVA (VAT) est de 15% et s'applique à tous les biens et services.

L'artiste doit avoir un numéro de TVA (VAT) si son chiffre d'affaires (c'est-à-dire les rentrées au cours d'une année financière sans déduction des dépenses) est supérieur à 18.000f en une année, chiffre pour l'année 1983-84, ou à 6000f en un trimestre.

4. ASPECTS ECONOMIQUES

4.1. Bourses et subventions individuelles

Il existe différents types de subventions accordées à des artistes, par exemple :

- des bourses (scholarships) ou subventions comprenant une somme forfaitaire qui permet aux artistes de se consacrer exclusivement à leur activité créatrice. Les bénéficiaires de ces bourses sont libres de l'utilisation de la somme qui leur est allouée.
- des prix (awards), de montants variables, qui sont généralement accordés pour une création spécifique ou pour financer en partie un projet déterminé.
- des allocations (grants), destinées à financer des dépenses spécifiques -aménagements d'ateliers, encadrement d'oeuvres, achat de matériel, etc.
- une commande d'art pour un emplacement spécifique.

Les Welsh et Scottish Arts Councils, les associations régionales d'art, les British Council et la Gulbenkian Foundation offrent toute une série de subventions.

L'Arts Council of Great Britain offre moins de subventions individuelles maintenant que par le passé. D'autres

organismes privés ou publics financent à l'occasion certains artistes ou certains projets ; on peut trouver une information récente dans la publication mensuelle Artists Newsletter. En ce qui concerne les subventions de l'Arts Council, se reporter au Guide to Awards and Schemes, disponible à l'office des publications.

4.1.1. Le Welsh Arts Council

En 1984 le Welsh Arts Council a accordé de nombreux prêts sans intérêts (généralement destinés aux dépenses liées aux expositions, transformations d'ateliers, achats de matériel), ainsi que des subventions spéciales destinées à financer des projets, et des subventions au jeunes artistes ("Young Artist Grants"). Il a également contribué à financer des commandes. Les artistes peuvent également demander à titre individuel une aide financière pour la réalisation de films et de video.

4.1.2. Le Scottish Arts Council

Le Scottish Arts Council offre cinq types de subventions. Il y a des bourses d'études (destinées à acheter du temps pour les artistes reconnus comme professionnels), les bourses aux jeunes artistes (pour les artistes en dessous de 30 ans), les prix (destinés à assumer le coût de grands projets spécifiques), les petites aides d'assistance et les bourses de voyage.

Les candidats doivent prendre contact avec l'Arts Council pour plus amples détails et pour les demandes de résidence.

4.1.3. Les associations régionales d'art

Les associations régionales d'art offrent de plus en plus de chances aux artistes; leur objectif est le plus souvent de les aider à atteindre un public nouveau ou plus large. Différentes commandes, bourses, bourses universitaires et de résidence sont accessibles aux artistes et aux photographes; nombre d'entre elles impliquent des périodes de rattachement à un organisme éducatif ou industriel. Il y a également des arrangements parallèles permettant aux artistes de travailler dans les écoles. Plus ample information sur les arrangements spécifiques offerts par l'association régionale d'art concernée est fournie sur demande.

4.1.4. The Arts Council

L'Arts Council n'accorde plus de prix individuels aux peintres et aux sculpteurs. Les candidats doivent écrire au "Visual Arts Officer" à l'association régionale d'art qui couvre la région dans laquelle ils vivent et travaillent pour s'informer des arrangements possibles (voir 4.1.3.). Le Council donne des prix destinés à couvrir les besoins en ateliers (voir 4.6.2.).

Photographie

Eu égard au niveau restreint de fonds en 1984/1985, le Photography Advisory Group recommandait que les subventions ne soient accordées que dans les deux catégories de soutien à la publication et soutien aux institutions. Les engagements financiers antérieurs déjà pris en faveur du soutien aux photographes seront honorés ; les candidats individuels à venir doivent prendre contact avec le Photography Officer pour s'informer au sujet des possibilités et des allocations pour l'année financière en cours.

Video-Film

L'Artists'Film and Video Committee soutient financièrement les films et la video d'avant-garde et de nature expérimentale ainsi que les documentaires sur les arts. Le champ des activités assistées inclut la plupart des aspects de la production, des expositions et de la diffusion. Les dispositions de 1984 comprenaient les types suivants de subventions : bourses (pour les oeuvres en cours), prix (pour des projets qui présentent un budget en matériel), bourses de résidence (adjudgées conjointement par le Council et par une institution), prix d'aide à la diffusion, subventions pour les expositions et programmes de réalisateurs de films et d'artistes video en tournée.

4.1.5. Le British Council

Le British Council offre des bourses d'aide à l'exposition individuelle des artistes à l'étranger. L'idée ici est de contribuer aux frais qui ne sont pas couverts par la galerie hospitalière. En 1984, le budget en était de 22,000 £. Les bourses aux artistes pour se rendre à leurs expositions à l'étranger ne sont généralement accordées que si la présence de l'artiste est absolument essentielle, par exemple : pour installer une oeuvre compliquée in situ ou pour donner une performance.

4.1.6. La Gulbenkian Foundation

Les artistes doivent faire leur demande individuelle à la Gulbenkian Foundation en passant soit par les Artists Awards et 1'Advanced Training soit par les Printmakers Award Schemes (see 1.2.1.).

4.2. Commandes publiques

Au cours des années passées, en partie en réaction contre le système conventionnel des galeries et en partie par désir de communiquer plus directement avec le grand public, beaucoup d'artistes ont produit des oeuvres pour les lieux publics- oeuvres murales, sculptures et oeuvres monumentales.

4.2.1. Les associations régionales d'art

Les demandes qui vont jusqu'à 50% du coût de la commande ou de l'achat d'oeuvres d'art destinées à être exposées dans des sites publics, ou les demandes de subventions pour couvrir à même hauteur les budgets d'achats des institutions et pour les bourses destinées aux résidences d'artistes à court ou à long terme, doivent être adressées aux associations régionales d'art concernées qui traitent de ces programmes pendant l'année 1984/1985 avec des fonds alloués par l'Arts Council sous la responsabilité de son Arts for Public Places Scheme. L'Arts Council continue à fournir des conseils et, dans les cas appropriés, son assistance dans l'organisation des compétitions majeures.

En Ecosse et au Pays de Galles, s'adresser aux Scottish and Welsh Arts Councils.

4.2.2. Le Public Art Development Trust

Le Trust fut institué à la fois par la Gulbenkian Foundation et la Greater London Arts Association pour tenir le rôle d'une agence qui amènerait conjointement les artistes et les mécènes à créer des oeuvres d'art dans des lieux publics. Les projets soutenus dans le passé par le Trust comprennent une peinture murale destinée à l'entrée du foyer de l'hôpital Saint-Stephen à Londres, et l'organisation de la commande d'une sculpture de jardin pour la London Docklands Development Corporation.

4.2.3. Artet Architecture

C'est une société à responsabilité limitée, instituée en 1982 à la suite d'une conférence du même nom tenue à l'Institute of Contemporary Arts. Son objectif est de rétablir une plateforme de collaboration entre les artistes, les architectes les urbanistes et les artisans, ayant à l'esprit les besoins de la communauté. Elle cherche à promouvoir une législation encourageant l'usage de l'art dans, sur et autour des édifices.

4.3. Achats d'oeuvres d'art

Arts Council. Depuis 1981, les achats d'oeuvres d'art originales pour la collection du Council ont été entrepris par un Comité d'achat composé de trois membres de l'Art Department et de trois conseillers de l'extérieur. Le budget d'achats pour 1984/1985 était de 90.000 £. Un certain nombre de critères sont utilisés - la qualité de l'oeuvre, la nécessité d'aider certains artistes, et même l'éventualité d'une exposition sur un thème particulier. En 1983 le Photography Committee été rétabli et donne ses conseils sur les achats de photographies.

La Tate Gallery. Le budget d'achat de la Tate Gallery pour 1985/1986 est de 1.815.000 £. Cette somme est utilisée de façon indifférenciée pour les achats destinés à compléter l'Historic British Collection et pour ceux qui s'ajoutent aux Modern and Print Collections. Les achats sont décidés par les trustees, qui comprennent toujours un certain nombre d'artistes, et qui sont nommés par le premier ministre et approuvés par le directeur. Les Patrons of New Art ont été institués au sein des Amis de la Tate Gallery en 1982. L'objectif du groupe, limité à 200 membres, est d'encourager l'intérêt pour les nouveaux développements dans l'art, et en particulier pour sa collection, tant privée que publique. Les souscriptions et les donations de ses membres

servent d'aide à l'acquisition d'oeuvres de jeunes artistes pour la collection d'art contemporain de la Tate Gallery. La politique d'achat de la Tate, contrairement à celle de l'Arts Council qui privilégie la diffusion et les expositions d'oeuvres, donne la priorité à la constitution d'une collection pleinement représentative sur le plan historique.

La Victoria and Albert Museum dispose d'un budget d'achat qui couvre les arts plastiques et appliqués de toutes périodes et nationalités. Tous les musées régionaux et municipaux disposent aussi d'un budget pour l'achat d'oeuvres d'art. Le pourcentage alloué aux oeuvres d'art contemporain varie d'une institution à l'autre.

La Contemporary Art Society est une institution à but non lucratif fondée en 1910 pour promouvoir le développement de l'art contemporain et acquérir des oeuvres d'artistes vivants pour les présenter sous forme de dons ou de prêts dans les collections publiques. La Society organise des expositions itinérantes d'oeuvres qui attendent d'être diffusées, donne son avis sur le mécénat des arts plastiques et sur les achats effectués par ses membres souscripteurs.

4.4. Rémunération du prêt d'oeuvres

Le principe de base en fut décidé au huitième congrès de l'International Association of Art à Bagdad en 1976. Il stipule que l'artiste soit rémunéré chaque fois que ses oeuvres sont exposées dans le secteur public, de son vivant.

Le principe fut ensuite reconnu par l'Arts Council à la suite d'un examen de la question par une commission de travail présidée par Lady Vaizey. Le "Payment to Artists for Exhibition of Work" fut rendu effectif par l'Arts Council en 1979 et par la suite délégué aux associations régionales d'art anglaises

en 1983. Le principe a été adopté par les douze associations régionales d'art anglaises et par le Welsh Arts Council. Le Scottish Arts Council, cependant, n'a pas mis en oeuvre cette disposition et l'a rejetée récemment. La façon dont le principe est appliqué varie d'une région à l'autre. Généralement, le paiement net est de 100£ par exposition personnelle et de 50£ pour une exposition à deux, mais cela peut varier d'une région à l'autre.

Les peintres, les sculpteurs et les graveurs sont éligibles, mais les artistes qui pratiquent la performance sont généralement exclus parce qu'il existe d'autres dispositions pour subventionner leurs appointements. Les exigences de nationalité et de résidence varient d'une région à l'autre. Les expositions dans les galeries privées et commerciales sont unanimement exclues.

Au cours de la première partie de l'année 1985, le barème sera ré-évalué, et les résultats de cette ré-évaluation mèneront à une nouvelle initiative en ce domaine à partir du premier avril 1986.

4.5. L'emploi dans le monde de l'art

4.5.1. L'enseignement

Les chiffres disponibles sur les revenus des artistes sont extrêmement vagues; l'enquête sur la situation économique de l'artiste plasticien (voir 1.2.1.) laisse supposer que la majorité des artistes sont engagés dans une double carrière. En Grande-Bretagne l'enseignement a traditionnellement toujours été un second travail très courant chez les artistes. Les postes d'enseignement à temps partiel permettaient aux artistes de passer une grande partie de leur temps à leur activité créatrice. Cependant la politique du gouvernement

a rapidement été de supprimer les postes à mi-temps dans les collèges, les écoles d'art et métiers et les écoles d'art. Le salaire d'un enseignant d'art est de 85f par jour en moyenne en 1985, parfois moins, occasionnellement plus.

Les artistes peuvent aussi donner des conférences ou des séminaires sur leur travail dans le cadre d'institutions publiques ou privées. Dans ce cas, les honoraires sont très variables.

4.5.2. "Artists in residence"

Au cours des dernières années, il y a eu une considérable expansion en nombre et en variété des artistes en résidence. L'objectif des résidences est de faire connaître les artistes aux étudiants, aux enseignants, à la population locale et à l'industrie; de désacraliser la création artistique et d'en assurer une meilleure compréhension et diffusion. Les résidences sont financées de différentes façons.

Généralement, quatre résidences sont financées directement par l'Arts Council : à Londres (à la National Gallery), Cambridge, Oxford et Liverpool. Les résidences finissent généralement par une exposition. A Oxford et à Cambridge, les artistes sont rattachés à l'un des collèges de l'université, mais cela change tous les ans; l'exposition finale des oeuvres de l'artiste se tient au Museum of Modern Art à Oxford et à Kettle 's Yard à Cambridge.

La Scottish Arts Council parraine un certain nombre de résidences en liaison avec divers co-parrains. Parmi ceux-ci : l'Université d'Edimbourg, l'Université Marine Biological Station, Millport, Isle of Cumbrae; une résidence à Amsterdam et le Crawford Arts Center, University of Saint Andrews.

Le Welsh Arts Council a parrainé des résidences parmi lesquelles une cité d'artistes à Swansea City Council, et des résidences à Llanover Hall, Bethseda Community Arts Centre ainsi qu'un photographe en résidence à Pen-y-Dre High School, Merthyr Tydfil.

Les associations régionales d'art ont déployé une grande activité dans le parrainage de résidences dans les institutions éducatives et dans l'industrie. Les résidences peuvent impliquer le développement d'un projet avec la population locale. Par exemple, Northern Arts la plus importante des associations régionales d'art, a parrainé des résidences à Durham Cathedral, Sunderland Football Club, Tyne Tees Television, Vickers Defence Systems, British Steel, et Preston and Newton Aycliffe Hospitals, entre autres.

La durée des résidences est variable. Les demandes concernant les résidences disponibles doivent être adressées à l'Arts Council concerné ou aux associations régionales d'art.

4.6. Ateliers

4.6.1. Recherche d'un atelier

A Londres et dans certaines des autres régions métropolitaines, beaucoup de grandes propriétés (vieux entrepôts, etc.) ont été transformées en ateliers et sont louées sur une base commerciale. Pour obtenir les informations les plus récentes, consulter l'Artists Newsletter.

Les artistes peuvent s'adresser à l'une des associations d'artistes qui centralisent le recensement des locaux transformables en ateliers. Ces associations à but non lucratif offrent des conseils juridiques et financiers sur les ateliers et s'occupent de trouver des bâtiments vides convertibles en ateliers. Les listes d'attente peuvent être longues

et il est parfois nécessaire d'attendre assez longtemps avant de trouver un atelier convenable par ces réseaux.

Londres

ACME Housing Association Ltd. L'ACME gère actuellement sur bail à long terme quatre grandes propriétés autrefois industrielles ou commerciales qui ont été transformées en plus de 110 vastes ateliers. Les artistes professionnels peuvent poser leur candidature, par contre les demandes des étudiants, des designers ou des artisans ne sont pas acceptées. Le roulement dans les ateliers gérés par l'ACME est faible, et l'association garde un registre des artistes, plutôt qu'une liste d'attente chronologique, étant donné que les besoins des artistes en ateliers varient énormément .

Art Service Grants Ltd. (Space). Space a été fondée en 1968 dans le but d'aider les artistes professionnels à trouver des ateliers. Space détient maintenant plus de 20 baux sur des propriétés et loue des ateliers à plus de 200 artistes. Il y a une liste d'attente, et trouver un atelier peut demander de 6 à 20 mois.

Le dernier étage de l'atelier situé aux numéros 6 et 8 Rosebery Avenue est réservé à la location aux institutions d'art étrangères pendant des périodes d'au moins 6 mois d'affilée.
(Voir 2.1.3).

Ecosse

Les artistes peuvent s'adresser à l'association WASPS (Workshops and Studio Provision in Scotland) qui fournit des ateliers sur toute l'Ecosse.

Pays de Galles

Les artistes peuvent s'adresser à l'AADW (Association of Artists and Designers in Wales).

4.6.2. Subventions de l'Arts Council destinées à l'aménagement des ateliers

L'Arts Council prend en considération les demandes de subventions destinées aux frais de transformation des locaux qui servent d'ateliers communs à un certain nombre d'artistes. Dans l'évaluation des demandes, on prend en considération le nombre des artistes bénéficiaires en relation avec les coûts estimés, la durée du bail (au maximum 5 ans) ; la convenance des locaux et le loyer et charges à payer. La qualité globale de l'oeuvre représentée par les artistes impliqués joue également un rôle important dans l'estimation des demandes. La prestation de capitaux aux ateliers de gravure est aussi incluse dans cette rubrique. Les demandes de subventions destinées aux frais de transformation des ateliers en unités d'occupation individuelle doivent être adressées aux associations régionales d'art. A l'Arts Council, il faut s'adresser à l'Assistant Art Director, qui est le premier responsable de toutes les formes de subventions directes, et qui est plus particulièrement chargé de l'administration des programmes d'ateliers pour les artistes.

5. LES CENTRES DE DIFFUSION

5.1. Expositions et concours annuels et bi-annuels

5.1.1. Expositions nationales

Londres

The Royal Academy Summer Show. C'est une exposition annuelle de peinture, gravure et sculpture contemporaines. Ouverte à tous, la sélection se fait par un comité d'experts. Des prix sont décernés.

Hayward Annual 1. Inaugurée en 1977, l'Hayward Annual a pour objectif de présenter un tableau de l'art contemporain

britannique dans son développement. Elle est financée et organisée par l'Arts Council. L'Arts Council nomme un comité de sélection de 1 à 5 personnes chaque année.

New Contemporaries. Cette exposition est financée par l'Arts Council, et organisée par les enseignants et les élèves des écoles d'art. Elle est réservée aux étudiants en art ou aux diplômés d'art depuis moins d'un an. Les artistes jugent les oeuvres exposées et des prix sont décernés. Une exposition analogue, venue des écoles d'art du Nord de l'Angleterre, est présentée à la Whitworth Gallery à Manchester.

The Turner Prize. Ce prix fut fondé en 1984 grâce à la donation de l'un des mécènes d'art contemporain (voir 4.3.) ; il est attribué à l'artiste qui, selon l'opinion du jury, a effectué la plus grande contribution à l'art en Grande Bretagne dans les douze derniers mois. Le jury est nommé par les mécènes d'art contemporain, et les oeuvres des candidats choisis sont exposées à la Tate Gallery.

Les régions

The John Moores Exhibition. Il s'agit d'une biennale qui se tient à Liverpool, et qui est parrainée conjointement par la Walker Art Gallery et par l'homme d'affaires Sir John Moores. Les peintres peuvent s'y présenter ; ils sont jugés par un comité d'artistes, de critiques, de conservateurs et de marchands.

The Tolly Cobbold Exhibition. Financée par la brasserie Tolly Cobbold, cette exposition bi-annuelle est tout d'abord présentée à Cambridge puis tourne en Province. Le jury comprend des artistes, des critiques et des conservateurs. L'accent est mis sur des oeuvres de portée privée plutôt que publique.

The Royal Scottish Academy Show. Exposition annuelle, avec un jury composé de membres de l'Académie.

5.1.2. Expositions internationales

The Cleveland (UK) Drawing Biennale. Elle se tient à Middlesborough et tourne ensuite en Grande-Bretagne. Il y a un petit jury et plusieurs prix sont décernés.

British International Print Biennale. Elle se tient à Bradford. Une équipe d'artistes et de critiques sélectionne les oeuvres et de nombreux prix sont décernés.

Festival d'Edimbourg. C'est un évènement annuel, consacré principalement au théâtre et à la musique. Une ou deux expositions d'art plastique sont organisées pendant le festival (il peut s'agir d'expositions historiques), avec la présence d'un grand nombre d'artistes étrangers. Le Fringe Festival, parallèlement au festival officiel, regroupe des étudiants et des artistes qui louent des locaux pour y organiser des concerts, des représentations et des expositions. Le festival d'Edimbourg et le Fringe Festival reçoivent l'un et l'autre des subventions de l'Arts Council of Great Britain et du Scottish Arts Council.

5.2. Les centres d'exposition

5.2.1. Les centres d'art locaux et les galeries indépendantes

Ces centres reçoivent des fonds de différentes sources, dont les autorités locales ; ils ont de multiples fonctions, essentiellement celle de promouvoir la vie artistique dans un quartier ou une ville. Ils peuvent offrir des cours, des ateliers, des lieux d'exposition, des bibliothèques, des cinémas, des théâtres, etc. L'art contemporain joue généralement un rôle important dans les centres d'art locaux.

Le Scottish Arts Council est le seul à avoir récemment lancé une galerie itinérante. Cette galerie mobile (parrainée par le Scottish Provident) fait voyager ses expositions dans les écoles, les hôpitaux, les centres commerciaux et les festivals locaux.

Londres. La Whitechapel Art Gallery, les Riverside Studios et le Camden Arts Centre ont déjà été cités ; ils ont un champ d'action relativement réduit sur le plan local mais d'une portée internationale. Riverside est devenu l'un des lieux les plus importants de Londres pour de premières expositions individuelles ainsi que pour des expositions thématiques regroupant des artistes étrangers et britanniques. Riverside est souvent aussi un lieu de conférences et de séminaires, tels que "Cultural Industries and Cultural Policy" (1983) "Art and Politics" (1984). La Whitechapel a tendance à se concentrer sur des artistes à la réputation bien établie, et expose généralement l'oeuvre d'artistes britanniques, européens et américains, dans des expositions individuelles d'oeuvres récentes, et parfois au moyen d'expositions rétrospectives sélectives. Ces trois galeries reçoivent quelquefois des expositions itinérantes. Un certain nombre de centres d'art locaux se consacrent essentiellement aux arts des minorités, par exemple le Black Arts Centre et le Black Arts Centre at the Roundhouse (qui doivent ouvrir en 1985).

A Londres, il y a également des centres spécialisés dans les arts d'un pays déterminé. Nombre d'entre eux (mais pas tous) sont affiliés à des ambassades et bénéficient de l'appui du Gouvernement. L'Africa Centre, Canada House, le Commonwealth Institute, le Goethe Institute et le Polish Cultural Institute en sont des exemples.

Les régions. Presque toutes les grandes villes provinciales ont des centres d'art. Les plus importants sont l'Arnolfini à Bristol et le Midland Group à Nottingham. L'Ikon Gallery à Birmingham est probablement la galerie indépendante la plus connue en dehors de Londres. Le Sainsbury Centre for Visual Arts monte environ quatre expositions par an généralement rattachées à sa collection permanente.

L'Ecosse. A Edimbourg, la Richard Demarco Gallery est de caractère essentiellement international et met l'accent sur la nécessité d'une coordination entre les arts plastiques et les autres formes d'art. Le Third Eye Centre à Glasgow est un centre d'arts multi-media qui présente des expositions d'oeuvres tant locales que non-locales.

Le Pays de Galles. La Mostyn Art Gallery in Llandudno expose une série d'expositions d'art contemporain international, d'art anglais et gallois. Chapter, à Cardiff, a un programme régulier d'expositions personnelles des travaux d'artistes contemporains.

5.2.2. Les galeries et les centres d'art universitaires

Un certain nombre d'universités ont un espace d'exposition et des galeries, et sont à même d'exposer de l'art contemporain. On peut citer par exemple le Taliesin Arts Centre (University College, Swansea), The Talbot Rice Center (University of Edinburgh), The Collins Gallery (University of Strathclyde), The Hatton Gallery (Newcastle University), The Scott Gallery (University of Lancaster), The Basement Gallery (University of Exeter) and The John Hansard Gallery (University of Southampton). Les écoles d'arts et métiers ont parfois aussi des galeries, comme à Newcastle, Sheffield et The Polytechnic of Central London.

5.2.3. Sculpture publique

Avec la demande croissante d'un art plus public, un certain nombre de parcs de sculpture se sont ouverts ; ils comprennent : The Yorkshire Sculpture Park. Il possède une collection de sculptures qui s'accroît régulièrement et il organise également des expositions temporaires.

South Hill Park Arts Centre. Les fonds de l'Arts Centre à Bracknell, Berkshire, contiennent une collection permanente de sculptures de plein-air.

Scottish Sculpture Trust. Le Trust présente deux expositions permanentes à Landmark et à Glenshee (voir 2.2.2.).

Flenrothes, Fife. Divers "artistes urbains" ont produit des oeuvres pour cette ville nouvelle depuis 1968.

The Welsh Sculpture Park. C'est le plus récent et le plus grand des parcs de sculpture (870 arpents); il est administré par le Welsh Sculpture Trust (voir 2.2.3.).

Le projet Grizedale Forest, parrainé par les Northern Arts et la Forestry Commission, constitue une expérience unique dans le domaine de la sculpture publique. Institué en 1977 en tant qu'environnement de travail destiné à des sculpteurs, il prend la forme de résidences d'artistes qui peuvent durer jusqu'à six mois. Des sculpteurs ont laissé successivement leur oeuvre in situ. Northern Arts publie une carte et un guide de la forêt et de ses sculptures.

5.2.4. Expositions gérées par des artistes et espaces alternatifs

Les galeries/coopératives gérées par des artistes constituent une nouvelle forme d'espace d'exposition. Elles peuvent être gérées par un individu ou par un groupe d'individus privées, soit sans aucune subvention publique (cas auquel elles peuvent fonctionner comme une galerie privée), soit avec une subvention publique, cas auquel on attendra d'elles qu'elles soient gérées de façon analogue à celle des institutions financées par le gouvernement central et local. La somme que l'artiste doit payer, en numéraire ou en nature, est négociable, et ce que la galerie peut être en mesure de donner variera selon le montant de la subvention qu'elle reçoit, et selon le revenu

qu'elle s'attend à produire. C'est souvent une solution populaire pour les groupes des minorités , par exemple la Brixton Art Gallery et la Black Art Gallery à Londres.

Certaines organisations à but non lucratif (voir 2.1.2) et commerciales louent des locaux à des artistes qui organisent alors et assument financièrement leurs propres expositions. Les exposants doivent généralement assumer les frais concernant la publicité, la sécurité et le personnel. Pour plus amples détails, consulter l'Artists Newsletter.

Un "espace alternatif" constitue une autre possibilité pour les artistes qui souhaitent organiser leurs propres expositions. Un espace d'exposition alternatif, c'est n'importe quel espace inoccupé qui ne se conforme pas aux critères classiques des galeries publiques et privées. Cette catégorie englobe toutes sortes de possibilités : magasins temporairement vacants, coopératives immobilières et autres devantures commerciales, salles de villages, immeubles urbains vides ou sous-occupés, granges ,ateliers et maisons d'artistes, murs de restaurants et de cafés, et marchés en plein air.

5.2.5. Galeries commerciales

Londres

Dans le quartier de Bond Street et de Cork Street, on trouve un grand nombre de galeries qui exposent les oeuvres d'artistes contemporains, britanniques et étrangers, dont la plupart ont déjà une certaine renommée sur le marché de l'art. Dans les années 1970, un certain nombre de galeries plus expérimentales se sont ouvertes dans d'autres quartiers de Londres, en particulier à Covent Garden, mais la plupart d'entre elles sont maintenant fermées ou bien ont émigré à Bond Street, à l'exception de la Lisson Gallery à Marylebone et de Nigel Greenwood à Chelsea.

On peut se procurer une liste des galeries dans le London Art and Artists Guide, Art Guide Publications, et le Directory of Exhibition Spaces, Artists Producers Publishing Company Ltd.

Pour obtenir des informations détaillées sur les expositions d'art contemporain dans les galeries publiques et commerciales de Londres, consulter le bi-mensuel New Exhibitions of Contemporary Art; et aussi, Time Out et City Limits.

Régions

Londres centralise la plus grande part du marché de l'art contemporain, cependant un certain nombre de galeries commerciales existent en dehors de la capitale. Consulter l'Arts Review Yearbook et le Directory of Exhibition Spaces.

Pour obtenir des informations sur les galeries publiques et les galeries gérées par des artistes, s'adresser aux associations régionales.

ADRESSES

Arts Council of Great Britain, 105 Piccadilly, London W1V 0AU, tel. (01) 629 9495

The Scottish Arts Council, 19 Charlotte Square, Edinburgh EH2 4DF, tel. (031) 225 6051

The Welsh Arts Council, Museum Place, Cardiff CF1 3NX, tel. (0222) 394711

The British Council, 11 Portland Place, London W1N 4EJ, tel. (01) 636 6888

REGIONAL ARTS ASSOCIATIONS:

Eastern Arts Association, 8/9 Bridge Street, Cambridge CB2 1UA, tel. (0223) 357596

East Midlands Arts Association, Mountfields House, Forest Road, Loughborough, Leics. LE11 3HU, tel. (0509) 218292

Greater London Arts Association, 23/31 Tavistock Place, London WC1H 9SF, tel. (01) 388 2211

Lincolnshire & Humberside Arts, St. Hugh's, Newport, Lincoln LN1 3DN, tel. (0522) 33555

Merseyside Arts, Bluecoat Chambers, School Lane, Liverpool L1 3BX, tel. (051) 709 0671/2/3

Northern Arts, 10 Osborne Terrace, Newcastle upon Tyne NE2 1NZ, tel. (0632) 816334

North West Arts, 12 Harter Street, Manchester M16HY, tel. (061) 228 3062

Southern Arts, 19 Southgate Street, Winchester SO23 7EB, tel. (0962) 55099

South East Arts, 9/10, Crescent Road, Tunbridge Wells, Kent TN2 2LU, tel. (0892) 41666

South West Arts, 23 Southernhay East, Exeter, Devon EX1 1QL, tel. (0392) 38924

West Midlands Arts, Brunswick Terrace, Stafford ST16 1BZ, tel. (0785) 59231

Yorkshire Arts Association, Glyde House, Glydegate, Bradford, Yorkshire BD5 0BQ, tel. (0274) 723051

Wales

North Wales Association for the Arts, 10 Wellfield House, Bangor, Gwynedd LL57 1ER, tel. (0248) 53248

South East Wales Arts Association, Victoria Street, Cwmbran, Gwent NP4 3JP, tel. (063) 33 67530

West Wales Association for the Arts, Dark Gate, Red Street, Carmarthen, Dyfed, tel. (0267) 234248

Buckinghamshire Arts Association, 55 High Street, Aylesbury, Bucks. HP20 1SA, tel. (0296) 34704 (under the auspices of East Midland Arts)

- Africa Centre, 38 King Street, London WC 2, tel. (01) 836 1973
- Art & Architecture, Dunsdale, Forest Row, East Sussex RH18 5BD, tel. (034) 282 2748
- Association of Business Sponsorship of the Arts, 2 Chester Street, London SW1X 7EB, tel. (01) 235 9781
- Calouste Gulbenkian Foundation (Lisbon), United Kingdom Branch, 98 Portland Place, London W1N 4ET, tel. (01) 636 5313/7
- Canada House Cultural Centre, Trafalgar Square, London SW 1, tel. (01) 629 9492
- Contemporary Art Society, 20 Islip Street, London SW1P 4LL, tel. (01) 821 5323
- Commonwealth Institute, Kensington High Street, London W1, tel. (01) 603 4535
- Goethe Institute, 50 Princes Gate, Exhibition Road, London SW 7, tel. (01) 581 3344/7
- Grizedale Forest, nr. Ambleside, Cumbria (enquiries should be made through Northern Arts)
- The Henry Moore Foundation, Dane Tree House, Perry Green, Much Hadham, Herts. SG10 6EE, tel. (027) 984 2566/3333
- National Art-Collections Fund, 20 John Islip Street, London SW 1, tel. (01) 821 0404
- Pilgrim Trust, Fielden House, Little College Street, London SW1P 3SH, tel. (01) 222 4723
- Polish Cultural Institute, 34 Portland Place, London W1, tel. (01) 636 6032/3
- Public Art Development Trust, Arts Services Grants, 6 & 8 Rosebery Avenue, London WC 1, tel. (01) 837 6070
- Society of London Art Dealers, c/o Secretary O.T. Calloway, 41 Norfolk Avenue, Sanderstead, South Croydon
- Warwick Arts Trust, 33 Warwick Square, St. George's Drive, London SW 1, tel. (01) 834 7856
- Welsh Sculpture Park, Margam Country Park, near Port Talbot, West Glamorgan
- Yorkshire Sculpture Park, Bretton Hall College, West Bretton, near Wakefield WF4 4LG, tel. (092) 485 579

MUSEUMS, GALLERIES AND ARTS CENTRES

Aberdeen Arts Centre, King Street, Aberdeen AB2 3AA, tel. (0224) 642121 ext. 685

Air Gallery, 6 & 8 Rosebery Avenue, London EC1, tel. (01) 278 7751

Arnolfini, Narrow Quay, Bristol BS1 4QA, tel. (0272) 299191

Axiom Centre for the Arts, 57/59 Winchcombe Street, Cheltenham, Glos. GL52 2NE, tel. (0242) 527168

Barbican Art Gallery, Level 8, Barbican Centre for Arts and Conferences, Barbican, London EC2Y 8DS, tel. (01) 638 4141 ext. 306/346

Battersea Arts Centre, Old Town Hall, Lavender Hill, London SW11 5TF, tel. (01) 6557/8/9

Cambridge Darkroom, Dales Brewery, Gwydir Street, Cambridge

Camden Arts Centre, Arkwright Road, London NW3 6DG, tel. (01) 435 2643/5224

Camerawork Gallery, 121 Roman Road, London E2 0QN, tel. (01) 980 6256/7/8

Chapter, Market Road, Canton, Cardiff, Wales.

Collins Gallery, University of Strathclyde, 22 Richmond Street, Glasgow G1 1XQ, tel. (041) 552 4400 ext. 2682/2416

Fruitmarket Gallery, 19 Charlotte Square, Edinburgh EH2 4DF, tel. (031) 226 6051

Gallery of Modern Art, Belford Road, Edinburgh EH4 3DR, tel. (031) 556 8921

Gallery of Modern Arts, Princess Street, Manchester, tel. (061) 236 9422

Graves Art Gallery, Surrey Street, Sheffield S1 1XZ, tel. (0742) 734781

Hatton Gallery, The University, Newcastle upon Tyne, Tyne & Wear, tel. (0632) 28511 ext. 2047

Hayward Gallery, Belvedere Road, London SE1, tel. (01) 928 3144

Ikon Gallery, 58-72 John Bright Street, Birmingham B1 1BN, tel. (021) 643 0708

Institute of Contemporary Arts, Nash House, 12 Carlton House Terrace, London SW1 5AH, tel. (01) 930 0493

John Hansard Gallery, The University, Southampton SO9 5NH, tel. (0703) 559122 ext 21

Kettle's Yard Gallery, University of Cambridge, Northampton Street, Cambridge CB3 0AQ, tel. (0223) 352124

Laing Art Gallery, Higham Place, Newcastle upon Tyne NE1 8AG, tel. (0632) 327734/326989

Mappin Art Gallery, Weston Park, Sheffield S10 2TP, tel. (0742) 26281/754091

Meadowspace Gallery, 10 Victoria Chambers, Victoria Road, Dundee DD1 1JN, tel. (0382) 26055

Midlands Arts Centre, Cannon Hill Park, Edgbaston, Birmingham B12 9QH, tel. (021) 4404221

Mostyn Art Gallery, 12. Vaughan Street, Llandudno, Gwynedd, Wales.

Museum of Modern Art, 40 George Street, Oxford, tel. (0865) 722733

The National Gallery, Trafalgar Square, London WC2 5DN, tel. (01) 839 3321

National Portrait Gallery, St. Martin's Place, London WC2H 0HE, tel. (01) 930 1552

Newcastle Polytechnic Gallery, Library Building, Sandyford Road, Newcastle upon Tyne, NE1 8ST, tel. (0632) 326002

Oriel, 53 Charles Street, Cardiff, tel. (0222) 395548/9

The Pentonville Gallery, 47 Lamb's Conduit Street, London WC 1, tel. (01) 242 8629

Peoples Gallery, 73 Prince of Wales Road, London NW5 3LT, tel. (01) 267 0433

The Photographers' Gallery, 5 & 8 Great Newport Street, London WC2H 7HY, tel. (01) 240 5511/2

Regent Street Gallery, Polytechnic of Central London, 309 Regent Street, London W1, tel. (01) 580 2020 ext. 335

Richard Demarco Gallery, 32 High Street, Edinburgh, tel. (031) 557 0707

Riverside Studios, Crisp Road, Hammersmith, London W6 9RL, tel. (01) 741 2251

The Round House, Chalk Farm Road, London NW1, tel. (01) 267 2541

Royal Academy of Arts, Piccadilly, London W1V 0DS, tel. (01) 734 9052

Sainsbury Centre for Visual Arts, University of East Anglia, Norwich NR4 7TJ, tel. (0603) 56161

Serpentine Gallery, Kensington Gardens, London W2 3XA, tel. (01) 402 6075

Sheffield City Polytechnic, Faculty of Art & Design, Psalter Lane, Brincliffe, Sheffield S11 8UZ, tel. (0742) 56101 ext. 34

Southampton Art Gallery, Civic Centre, Southampton, Hants., tel. (0703) 23855 ext. 769

Talbot Rice Art Centre, University of Edinburgh, Old College, South Bridge, Edinburgh, tel. (031) 667 1011 ext. 4308

Taliesin, University College of Swansea, Singleton Park, Swansea SA2 8PP. West Glam., tel. (0792) 205678 ext. 602

Tate Gallery, Millbank, London SW1P 4RG, tel. (01) 821 1313

Third Eye Centre, 350 Sauchiehall Street, Glasgow G2 3JD, tel. (041) 7521/4

Watershed, Canon's Road, Bristol BS1 5TX, tel. (0272) 276444

Whitechapel Art Gallery, Whitechapel High Street, London E1 7QX, tel. (01) 377 0107

MAGAZINES

Art and Artists, Brevet Publishing Ltd., 43B Gloucester Road, Croydon CR02 2DH, tel. (01) 689 4208

Art Book Review, 40 Leyth Road, London W3 8AW, tel. (01) 992 2051

Artists Newsletter, Artic Producers Publishing Company Ltd., PO Box 23, Old Simpson Street School, Simpson Street, Sunderland SR4 6DG, tel. (0783) 673589

Art Line, 33 West Hill, London SW18, tel. (01) 870 0427

Art Monthly, 36 Great Russell Street, London WC1B 3PP, tel. (01) 580 4168

Artscribe, 39 North Road, London N7 9OP, tel. (01) 609 2339/2029

Arts Review, Star City Ltd., 16 St. James Gardens, London W11, tel. (01) 603 7530/85

Aspects, 99 Church Road, Combe Down, Bath, tel. (0225) 832046

Camerawork, Half Moon, 119 Roman Road, London E1, te. (01) 980 8798

Feminist Art News, 3/3 Mount Pleasant, Kings Heath, Birmingham 14

London New Exhibitions of Contemporary Art, 152 Narrow Street, London E14

Performance Magazine, 14 Peto Place, London NW 1, tel. (01) 935 2714

Studio International, 4th Floor, Tower House, Southampton Street, London WC2 7LS, tel. (01) 379 6005

ZG Magazine, Gallery House Press, 23 Montrell Road, London SW 2

ARTISTS ASSOCIATIONS

ACME Housing Association Ltd., 15 Robinson Road, Bethnal Green, London E2 9LX, tel. (01) 981 6811

Association for Photography in Wales, 41 Charles Street, Cardiff CF1 4EB, tel. (0222) 41677

Association of Artists and Designers in Wales, Gaskell Buildings, Collingdon Road, Cardiff CF1 5ES, tel. (0222) 487607

Artists' Agency, Sunderland Arts Centre, 17 Grange Terrace, Stockton Road, Sunderland SR2 7DF, tel. (0783) 41214

Artists Placement Group, c/o Riverside Studios, Crisp Road, London W6

The Basement/Projects UK, Bells Court, Pilgrim Street, Newcastle upon Tyne NE1 6RH, tel. (0632) 614527

Dundee Printmakers Workshop, Dudhope Art Centre, St. Mary Place, Dundee DD1 5RB, (0382) 25303

Glasgow Print Studio Gallery, 128 Ingram Street, Glasgow G1 1EJ, tel. (041) 552 0704

Interlink, 142 Strand, London WC 2, tel. (01) 836 5819/240 8578

Peacock Printmakers, 21 Castle Street, Aberdeen, tel. (0224) 639539

Printmakers' Workshop, 23 Union Street, Edinburgh, tel. (031) 557 2479

Scottish Sculpture Trust, 25 a Bank street, Inverkeithing KY11 1LR, tel. (0383) 412811

Shape, 9 Fitzroy Square, London W1P 6AE, tel. (01) 388 9622/9744

Newcastle Media Workshops, Spectro Gallery, Bell's Court, Pilgrim Street, Newcastle upon Tyne, tel. (0632) 616463

WASPS, (Workshops and Studio Provision in Scotland), 22 King Street, Glasgow G1 5QP, tel. (041) 552 0564

Welsh Sculpture Trust, 6 Cathedral Road, Cardiff CF1 9XW, tel. (0222) 374102



I N D E X
des principaux thèmes

Achats

- publics : 30, 45, 59, 116, 155, 187, 206, 230, 255, 283, 338.
- Règlement en faveur des plasticiens, BKR : 273
- Subvention aux acheteurs : 267

Adresses : 39, 71, 129, 165, 194, 211, 240, 260, 292, 352

Administration culturelle : 15, 45, 87, 135, 171, 197, 215, 245, 263, 301

Artothèque : 32, 127, 137, 290

Voir aussi Centres de prêt

Voir aussi Rémunération du prêt

Associations

- des artistes : 20, 21, 37, 49, 52, 102, 146, 147, 179, 182, 200, 222, 248, 267, 316
- des galeries (ou des marchands) : 19, 69, 146, 160

Ateliers : 32, 65, 122, 157, 189, 207, 233, 256, 288, 342

Bourses : 26, 55, 117, 152, 185, 204, 229, 254, 280, 333

Voir aussi Prix

Voir aussi Subsides

Voir aussi Subventions

Centres d'art et Centres culturels : 17, 34, 124, 161, 163, 192, 209, 259, 346

Voir aussi Maisons de la Culture

Centres de prêt : 32, 287, 289

Voir aussi Artothèque

Voir aussi Rémunération du prêt

Commandes : 30, 62, 116, 156, 188, 231, 284, 337

Concours : 27

Voir aussi Bourses

Voir aussi Prix

Cumul : 24

Droits d'auteur : 24, 54, 111, 184, 203, 225, 227, 250, 277, 327

Voir aussi Sociétés de perception

Droit de suite : 24, 112, 149, 203, 227, 251, 330

Droits sociaux : 22, 53, 107, 148, 183, 201, 224, 249, 269, 324

Voir aussi Sécurité sociale

Expositions

- Aide à la première : 155

- Lieux d'expositions : 33, 49, 66, 128, 158, 189, 208, 234,
257, 344

Voir aussi Rémunération du prêt d'oeuvres

Fiscalité

- directe : 25, 55, 114, 151, 184, 203, 228, 251, 278, 330

- indirecte : 25, 55, 115, 152, 185, 204, 228, 253, 279, 333

- concernant le marché : 19, 70, 145

- concernant le mécénat : 17, 70, 99, 142, 178, 204, 291

Voir aussi Marché de l'art

Voir aussi Mécénat

Voir aussi TVA

Foires artistiques : 19, 125, 146, 315

Fondations : 17, 50, 58, 96, 104, 163, 177, 309

Voir aussi Mécénat

Galleries d'art : 19, 36, 69, 127, 160, 210, 220, 239, 350

Voir aussi Associations

Voir aussi Marché de l'art

Maisons de la Culture : 17, 34, 161

Voir aussi Centres culturels

Marché de l'art : 19, 36, 51, 69, 101, 178, 200, 220, 247, 267
290, 314

Voir aussi Associations

Voir aussi Fiscalité

Voir aussi Galleries d'art

Mécénat privé et d'entreprise : 17, 50, 61, 70, 96, 142, 177, 199
218, 246, 266, 309, 311

Voir aussi Fiscalité

Voir aussi Fondations

Musées : 16, 33, 51, 66, 123, 159, 235, 289, 306

Voir aussi Centres culturels

Voir aussi Maisons de la Culture

Prix : 27, 55, 58, 117, 152, 282

Voir aussi Bourses

Voir aussi Concours

Rémunération du prêt d'oeuvres : 32, 65, 121, 207, 228, 287, 339

Voir aussi Artothèque

Voir aussi Expositions

Rémunération des services artistiques : 64, 121, 233, 255

Sécurité sociale : 22, 53, 107, 148

Voir aussi Droits sociaux

Sociétés d'art : 67, 125

Voir aussi Associations

Voir aussi Centres d'art

Sociétés de perception des droits d'auteur : 21, 54, 150, 226, 278

Voir aussi Droits d'auteur

Voir aussi Droit de suite

Subsides et subventions : 26, 119, 186, 254, 281

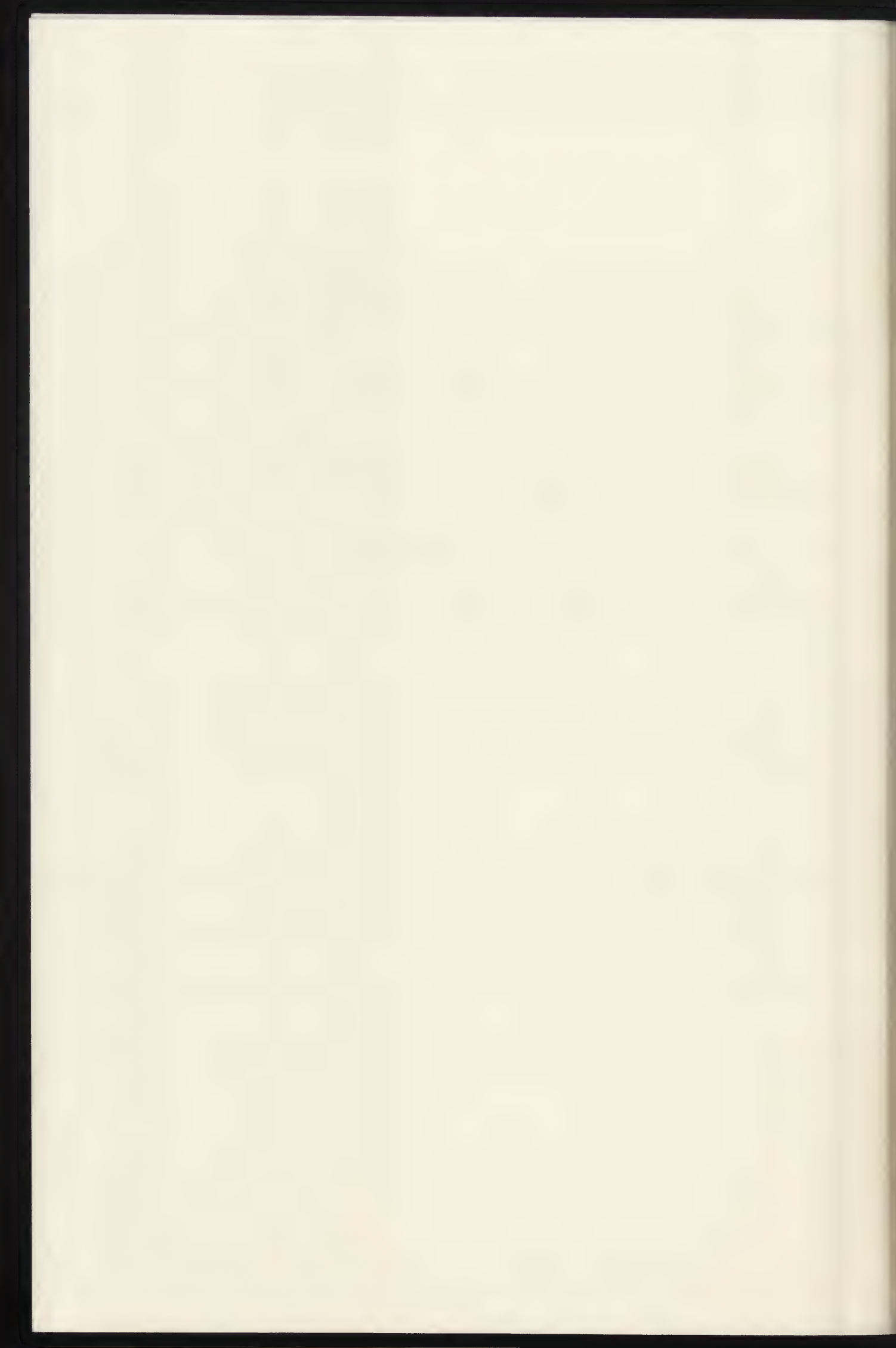
Voir aussi Bourses

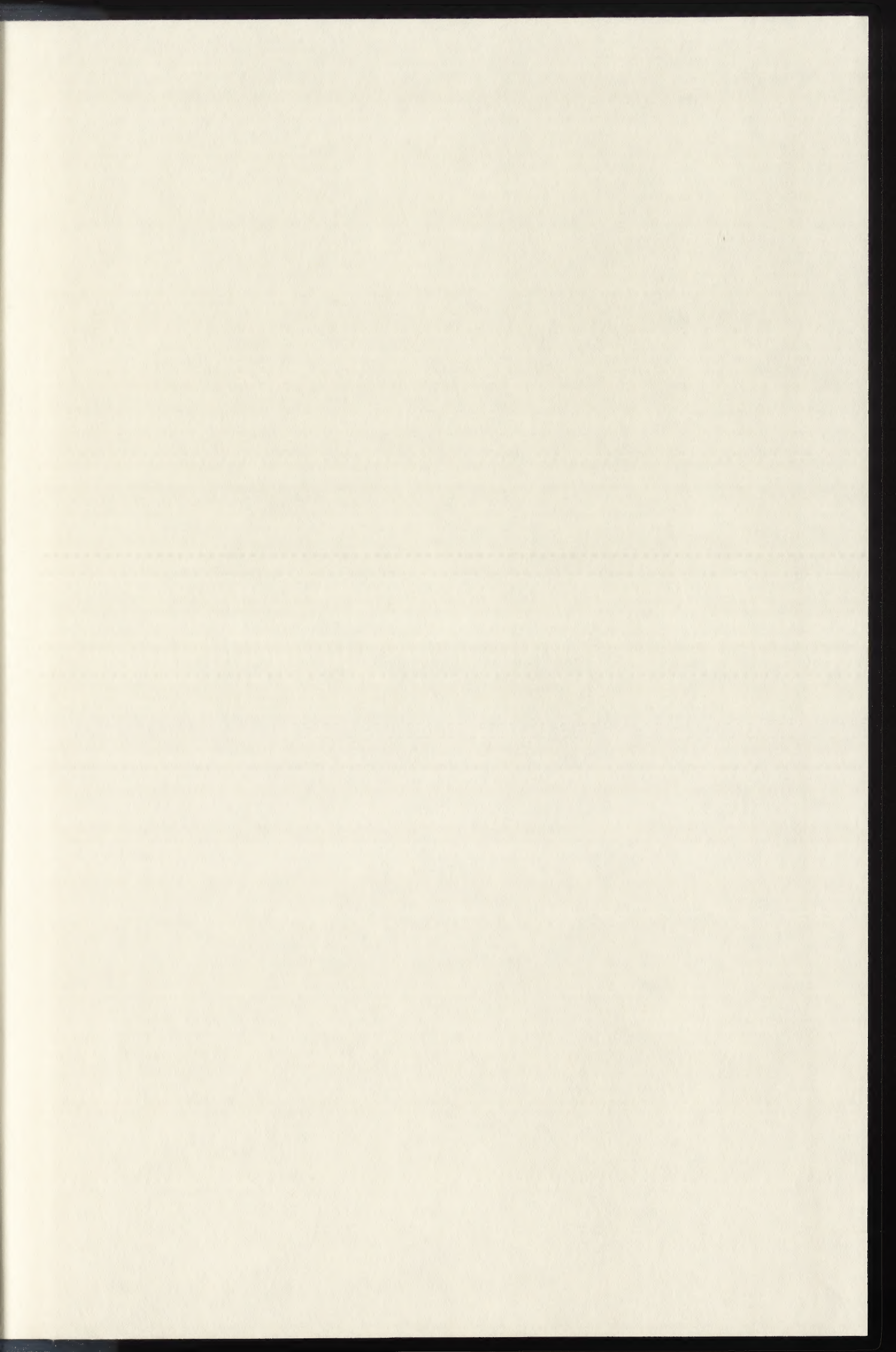
Syndicats : 147

Voir aussi Associations

TVA : 19, 25, 55, 115, 152, 185, 204, 228, 253, 279, 333







GETTY CENTER LIBRARY

MAIN

N 58 694 1986

BKS

c. 1

Gemaldegalerie (Dres

Catalogue of the pictures in the Royal G



3 3125 00161 7691

